

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 octobre 2023

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)**Intérieur**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 oktober 2023

BELEIDSNOTA (*)**Binnenlandse Zaken**

*Voir:***Doc 55 3649/ (2023/2024):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 012: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

*Zie:***Doc 55 3649/ (2023/2024):**

001: Lijst van Beleidsnota's.

002 tot 012: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

INTRODUCTION ET EXECUTIVE SUMMARY

La sécurité est une mission essentielle de l'autorité. Fort de cette conviction, le gouvernement fédéral a de nouveau investi dans la sécurité et la collaboration ces dernières années, tant à l'échelle nationale, pour et avec les différents niveaux de compétence et les services, qu'à l'échelle internationale avec, entre autres, la *"Coalition of European Countries against serious and organised crime"* pour lutter contre la criminalité organisée internationale. Le gouvernement fédéral continue à suivre la voie qu'il s'est tracée. Grâce aux moyens supplémentaires octroyés lors des dernières négociations budgétaires, des investissements supplémentaires peuvent être consacrés à la police, la lutte contre la criminalité organisée et la sécurité civile.

Certes, aspirer à une société sûre représente un défi particulier et complexe. Le terrible meurtre d'un policier de la Police Locale de Bruxelles-Nord le 10 novembre 2022, et l'attentat terroriste du 16 octobre 2023, lors duquel deux Suédois ont perdu la vie, nous obligent à faire preuve d'une vigilance continue et à ne pas nous résigner. Personne n'est infailible. Il faut donc s'efforcer d'organiser, d'évaluer et d'ajuster les structures et les processus de travail pour combler les brèches. Il s'agit d'une préoccupation permanente.

Les décisions prises aujourd'hui ne signifient pour autant pas que la réalité du terrain sera différente dès demain. Faire des choix mûrement réfléchis, recruter et former les bonnes personnes qui seront ensuite à notre service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, comme les policiers, les pompiers, les ambulanciers, la Protection civile, le Centre de crise national, les centrales d'urgence... Tout cela prend du temps.

C'est exactement pour cette raison qu'il est essentiel de continuer à suivre sur la voie que nous avons tracée. La sécurité et les secours restent une priorité. Pour l'année à venir, l'année à venir, mais aussi lors la prochaine législature, il s'agira de maintenir le cap pour que nous puissions observer des résultats tangibles sur le terrain. La voie tracée par ce gouvernement fédéral, dans laquelle l'Intérieur a joué un rôle important et déterminant, montre non seulement que les investissements et les décisions étaient, sont et restent indispensables.

Pour la police, l'accent a entre autres été mis sur les perspectives de carrière et sur une augmentation progressive des salaires. Ces mesures s'étaleront sur deux ans et se termineront donc en octobre 2024. En octobre de cette année, des projets pilotes ont été lancés en matière d'enseignement policier, permettant aux aspirants-policiers d'être formés par des professeurs

INLEIDING EN EXECUTIVE SUMMARY

Veiligheid is een kerntaak van de overheid, en vanuit deze overtuiging heeft de federale regering de afgelopen jaren opnieuw geïnvesteerd in veiligheid en samenwerking. Dit zowel op nationaal vlak, voor en met de verschillende bevoegdheidsniveaus en diensten, als op internationaal vlak, met onder meer de *"Coalition of European Countries against serious and organised crime"* in de strijd tegen de internationaal georganiseerde criminaliteit. De federale regering blijft de ingeslagen weg volgen. Met de extra middelen die bij de laatste begrotingsonderhandelingen werden vrijgemaakt, kan er bijkomend worden geïnvesteerd in politie, in de strijd tegen georganiseerde criminaliteit en in civiele veiligheid.

Weliswaar moet worden vastgesteld dat het streven naar een veilige maatschappij een bijzondere en complexe uitdaging is. De gewelddadige moord op een politieman van de lokale politie Brussel Noord op 10 november 2022, en de terroristische aanslag van 16 oktober 2023, waarbij twee Zweden in ons land het leven lieten, verplichten ons om altijd waakzaam te blijven en niet te berusten. Mensen zijn feilbaar, en dus moet het de betrachting zijn om structuren en werkprocessen zo te organiseren, te evalueren en bij te sturen, dat ze die feilbaarheid overtreffen. Dit is een permanent aandachtspunt.

De implementatie van beslissingen die vandaag worden genomen betekent daarom niet dat morgen de realiteit op het terrein reeds anders zal zijn. Doordachte en weloverwogen keuzes maken, de juiste mensen rekruteren en opleiden die vervolgens 24/7 voor ons klaar staan, zoals onze politie, brandweer, ambulanciers, civiele bescherming, het nationaal crisiscentrum, de noodcentrales..., vraagt tijd.

En juist daarom is het belangrijk om de ingeslagen weg verder te bewandelen. Veiligheid en hulpverlening blijven een prioriteit. Niet alleen het komende jaar, ook de volgende legislatuur moet koers worden gehouden om tastbare resultaten op het terrein te kunnen zien. Het traject dat deze federale regering heeft uitgestippeld, waarbij Binnenlandse Zaken een belangrijke en doorslaggevende rol heeft gespeeld, toont niet alleen dat de investeringen en beslissingen broodnodig zijn en waren, maar ook nodig blijven.

Voor de politie werden onder meer de carrièremogelijkheden op scherp gesteld, en is voorzien in een gefaseerde weddeverhoging. Deze zal over twee jaar worden gespreid en dus volledig zijn in oktober 2024. In oktober dit jaar hebben we de aftrap gegeven voor pilootprojecten in het politieonderwijs, waarbij politie-aspiranten les krijgen van docenten van hogescholen

d'écoles supérieures. L'objectif de cette démarche est d'améliorer la qualité de la formation et de préparer encore mieux nos policiers à la complexité du terrain. Grâce à ces mesures, nous faisons de notre police un employeur encore plus attrayant. Nous avons également veillé à renforcer le cadre juridique pour l'utilisation des bodycams, que nous employons pour permettre une désescalade lors d'incidents. Ce dispositif est l'un des outils que nous déployons pour lutter contre la violence à l'encontre de nos policiers.

Grâce à une procédure de sélection remaniée, la police recrute désormais davantage de candidats, plus rapidement. Cette mesure permet d'éliminer les pénuries structurelles de personnel, en particulier au sein de la Police Fédérale. Des moyens supplémentaires ont été débloqués pour renforcer la Police Judiciaire Fédérale dans tout le pays, avec davantage d'effectifs chargés de lutter contre la criminalité organisée.

La création d'un Corps de sécurisation portuaire dans le port d'Anvers permet de réduire la quantité de drogue qui se retrouve dans nos rues, et par extension dans d'autres pays. Avec le nouveau Commissariat aux drogues, la commissaire nationale aux drogues coordonne les efforts de tous les services impliqués dans la lutte contre les stupéfiants.

Grâce à l'alarme anti-harcèlement, qui consiste en un petit bouton permettant d'appeler discrètement la police sur les lieux, nous veillons également à ce que les victimes (potentielles) de harcèlement ou de violence intrafamiliale se sentent plus en sécurité, y compris à leur domicile.

Aux côtés de nos policiers, quelque 17.300 pompiers professionnels et volontaires se tiennent prêts à lutter contre les incendies, à assurer les services d'ambulance pour les urgences, à prêter assistance lors de catastrophes et de situations d'urgence, à désincarcérer des victimes ou encore à effectuer de nombreuses autres missions souvent techniques et spécialisées. Toutes ces interventions font de nos pompiers une véritable "brigade de héros". Le fonctionnement optimal des services d'incendie est donc une condition préalable importante pour la sûreté de notre société. C'est aussi la raison pour laquelle l'augmentation des moyens pour les services de secours et la protection des secouristes étaient une priorité.

Les agressions contre les pompiers et les ambulanciers seront dorénavant punies plus sévèrement, à l'instar des violences commises à l'encontre des policiers. Cette mesure figurera dans le nouveau code pénal. Outre une meilleure protection et des sanctions plus sévères, un cadre sur la gestion de la violence et

om zo de kwaliteit van de opleiding nog te verhogen en onze politiemensen nog beter voor te bereiden op de complexiteit van het terrein. Met deze maatregelen maken we van onze politie een nog aantrekkelijkere werkgever. Ook zorgden we voor een versterkt wettelijk kader voor het gebruik van bodycams, waarmee we inzetten op de-escalatie bij incidenten. Het is één van de tools waarmee we geweld tegen onze politie kunnen tegengaan.

Met een hertekende selectieprocedure wordt vandaag bij de politie meer en sneller gerekruteerd, hetgeen toelaat om structurele personeelstekorten weg te werken, in het bijzonder bij de Federale Politie. Bijkomende middelen werden vrijgemaakt om de Federale Gerechtelijke Politie over het hele land met medewerkers te versterken in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit.

Dankzij de oprichting van een Havenbeveiligingskorps in de Haven van Antwerpen waken we erover dat minder drugs in onze straten terecht komt, en bij uitbreiding ook in andere landen. Met het nieuw opgericht drugscommissariaat coördineert de nationaal drugscommissaris de inspanningen van alle betrokken diensten in de strijd tegen drugs.

Met het stalkingalarm, een kleine knop waarmee iemand discreet de politie ter plaatse kan roepen, zorgen we ervoor dat slachtoffers of potentiële slachtoffers van stalking en intrafamiliaal geweld zich veiliger voelen, ook thuis.

Naast onze politie staan in ons land ongeveer 17.300 professionele en vrijwillige brandweerlieden paraat om branden te bestrijden, ambulancediensten te verzekeren voor spoedgevallen, hulp te bieden bij rampen en noodsituaties en slachtoffers te bevrijden, naast tal van andere vaak technische en gespecialiseerde tussenkomsten. Dat maakt van onze brandweer een heuse "heldenmachine". Een goed functionerende brandweer is een belangrijke voorwaarde voor een veilige samenleving. Ook daarom waren meer middelen voor de hulpdiensten, en de bescherming van de hulpverleners, een prioriteit.

Agressie tegen brandweerlieden en ambulanciers zal strenger worden bestraft, net zoals dat ook het geval is voor geweld tegen politiemensen. Deze maatregel wordt opgenomen in het nieuwe Strafwetboek. Naast betere bescherming en strengere straffen werd aan de hulpverleningszones en aan de Brusselse Brandweer

d'autres situations difficiles a été mis à la disposition des zones de secours et des pompiers de Bruxelles. Un plan d'action ambitieux permettra ainsi d'améliorer la prévention, l'accompagnement des collaborateurs, la prise en charge après les actes de violence et le soutien dans les procédures pénales et civiles.

Une autre nouveauté concerne la création d'un organe national de pompiers. Cet organe rassemble l'expertise et les connaissances de tous les corps afin de conseiller et de soutenir l'Intérieur tant dans les dossiers politiques que, par exemple, dans l'élaboration de procédures nationales normalisées lors des opérations. En conséquence, l'expertise sur le terrain sera davantage et mieux partagée. Par ailleurs, différents points de vue pourront contribuer à trouver la meilleure solution pour de nombreuses questions. Les corps comprendront mieux les problèmes et les phénomènes, souvent locaux, de chacun, comme les feux de forêt ou les incendies dans les gratte-ciel de notre capitale. Une meilleure compréhension des besoins permettra en outre d'améliorer la collaboration et le soutien mutuel. L'organe national de pompiers constituera indéniablement une valeur ajoutée lorsque notre pays sera confronté à des phénomènes naturels tels que des inondations ou des incendies de forêt. La priorité est alors d'unir les forces et de rassembler les personnes et les ressources adéquates de tout le pays pour venir en aide à la population.

Les nombreux volontaires sont également essentiels. Deux pompiers sur trois en Belgique sont des volontaires. Ils constituent donc un maillon indispensable dans le service et l'aide à la population. Nous prenons donc des initiatives pour améliorer et renforcer leur rôle et leur position au sein des zones. Plusieurs adaptations du certificat d'aptitude fédéral et de la formation des volontaires sont en cours, afin de trouver un équilibre entre la faisabilité pour le candidat volontaire d'une part, et la sécurité d'autre part.

Le personnel des centrales d'urgence 101/112 peut sauver des vies à des moments cruciaux. Or, le manque structurel de personnel qui s'est installé au fil des ans a mis les centrales d'urgence sous pression. Des moyens supplémentaires ont été dégagés pour remédier à cette pénurie. Le plan d'action qui accompagne ces moyens supplémentaires permettra d'éliminer les pénuries existantes.

En outre, une nouvelle loi football a été introduite. Dans un pays où ce sport occupe une place de premier plan, les matches de foot doivent avant tout être une fête pour tous, quel que soit l'âge des supporters. Nous montrons que l'Intérieur est déterminé à traiter la

een kader ter beschikking gesteld over hoe om te gaan met geweld en andere moeilijke situaties. Met een ambitieus plan van aanpak wordt zo gezorgd voor een betere preventie, voor begeleiding van medewerkers, voor de opvang na gewelddaden en voor ondersteuning bij het doorlopen van de strafrechtelijke en burgerrechtelijke procedures.

Ook nieuw is de oprichting van een nationaal brandweerorgaan. Dit is een orgaan dat de expertise en kennis uit alle korpsen samenbrengt om Binnenlandse Zaken te adviseren en te ondersteunen in zowel beleidsmatige dossiers, als bijvoorbeeld in het creëren van nationale standaardprocedures bij operaties. De expertise van het terrein zal daardoor meer en beter worden gedeeld, en voor tal van vraagstukken kunnen verschillende inzichten bijdragen aan de beste oplossing. De korpsen zullen beter inzicht krijgen in elkaars - vaak lokale - problematieken en fenomenen, zoals bosbranden of de uitdaging om branden te blussen in hoge wolkenkrabbers. Een beter inzicht in elkaars noden zal ook bijdragen aan een betere samenwerking en het verlenen van steun aan elkaar. Het nationaal brandweerorgaan zal ontegensprekelijk een meerwaarde bieden wanneer ons land wordt geconfronteerd met natuurfenomenen zoals overstromingen of bosbranden. De krachten bundelen en de juiste mensen en middelen van over het hele land samenbrengen om onze inwoners hulp te bieden, is dan de prioriteit.

Ook de vele vrijwilligers zijn essentieel. Twee op de drie brandweerlieden in ons land zijn vrijwilliger en zijn dus een onmisbare schakel in de dienstverlening en hulp aan de bevolking. We nemen daarom initiatieven om hun rol en positie binnen de zones te verbeteren en te versterken. Er wordt werk gemaakt van enkele aanpassingen aan het federaal geschiktheidsattest en aan de opleiding van de vrijwilligers, om een evenwicht te vinden tussen de haalbaarheid voor de kandidaat-vrijwilliger aan de ene kant, en de veiligheid aan de andere kant.

De medewerkers bij de noodcentrales 101/112 kunnen op cruciale momenten levens redden. De laatste jaren werd de druk op de noodcentrales groot door structurele personeelstekorten die door de jaren heen tot stand zijn gekomen. Er werden extra middelen vrijgemaakt om het personeelstekort aan te pakken. Het actieplan dat hand in hand gaat met deze extra middelen, moet de bestaande tekorten kunnen wegwerken.

En omdat iedereen, hoe jong of oud ook, in het voetballand dat België is, moet kunnen ervaren dat voetbal echt een feest is, werd een vernieuwde voetbalwet ingevoerd. We tonen vanuit Binnenlandse Zaken dat het ons menens is met de hardleerse hooligans. Ook

problématique des hooligans. Les clubs de football se sont également vu attribuer un rôle et une responsabilité accrue dans ce domaine.

Et pour lutter encore plus efficacement contre les nuisances, la réglementation SAC a été modifiée. Les sanctions administratives communales (SAC) permettent en effet aux villes et aux communes de développer leur propre politique locale de sécurité. Les procédures ont été modernisées et les montants des amendes ont été revus à la hausse.

Au cours de l'année à venir, c'est-à-dire la dernière année de cette législature, nous continuerons à travailler pour concrétiser et donner forme à la politique et à la mise en œuvre des décisions. Les moyens supplémentaires affectés à la police, à la lutte contre la criminalité organisée et à la sécurité civile signifient qu'en plus de nombreux autres efforts et chantiers en cours, comme par exemple l'ébauche d'une nouvelle loi de financement pour les zones de police locale, un plan en dix points sera mis en œuvre, grâce auquel nous améliorerons la sécurité de notre pays et renforcerons la résilience de ses habitants.

POLICE

(1) Avec le financement de projets d'impulsion pour les zones de police locale, nous nous engageons en faveur d'une police de proximité, visible et accessible. Il existe aujourd'hui déjà plusieurs façons pour les habitants d'entrer en contact avec la police, même s'il subsiste de nombreuses autres possibilités de rencontres (numériques) qui pourraient voir le jour.

(2) De nouveaux investissements sont également prévus pour la maintenance et la nouvelle technologie de l'alarme mobile contre le harcèlement, qui permet aux victimes (potentielles) de harcèlement ou de violence intrafamiliale d'appeler la police locale sur les lieux, en appuyant discrètement sur un bouton. La Police Locale reçoit alors directement toutes les informations et l'historique du dossier, ce qui lui permet d'intervenir rapidement et de manière appropriée. Grâce à ce bouton, elle sait aussi très précisément où se trouve la victime.

(3) Nous investissons dans des quartiers de gare vivables et sécurisés dans tout le pays, en rendant nos centres et nos agglomérations plus sûrs, grâce au développement d'un réseau national de caméras. La Police Fédérale et toutes les zones de police locale pourront ainsi effectuer des patrouilles numériques et envoyer des équipes de police sur place et les déployer là où elles sont le plus nécessaires.

de voetbalclubs zelf hebben hierbij een grotere rol en verantwoordelijkheid gekregen.

En om overlast nog doeltreffender aan te pakken, werd de GAS-regelgeving aangepast. De gemeentelijke administratieve sancties (GAS) stellen steden en gemeenten immers in staat om een eigen lokaal veiligheidsbeleid uit te bouwen. Procedures werden gemoderniseerd en de boetebedragen werden verhoogd.

Het komende jaar, en meteen ook het laatste jaar van deze legislatuur, blijven we verder werken om inhoud en vorm te geven aan het beleid en aan de uitvoering van de beslissingen. De extra middelen die voor politie, de aanpak van georganiseerde criminaliteit en civiele veiligheid zijn vrijgemaakt, maken dat, naast nog vele andere inspanningen en lopende werven, zoals bijvoorbeeld de blauwdruk van een nieuwe financieringswet voor de lokale politiezones, een 10-puntplan zal worden uitgerold waarmee we de veiligheid van ons land verbeteren en de weerbaarheid van haar inwoners versterken.

POLITIE

(1) Met de financiering van impulsprojecten voor de lokale politiezones zetten we in op een nabije, zichtbare en aanspreekbare politie. Vandaag al bestaan er verschillende manieren waarop inwoners in contact kunnen komen met hun politie, maar er zijn nog tal van andere (digitale) ontmoetingsmogelijkheden die hun intrede kunnen vinden.

(2) Er wordt ook verder geïnvesteerd in het onderhoud van en nieuwe technologie voor het mobiele stalkingalarm waardoor slachtoffers of potentiële slachtoffers van stalking of intrafamiliaal geweld met een subtiële druk op een kleine knop de lokale politie ter plaatse kunnen roepen. De lokale politie krijgt dan meteen ook alle informatie en achtergrondinformatie bij het dossier, waardoor ze onmiddellijk gepast kunnen tussenkomen. Ze weten dankzij de knop ook heel precies waar het slachtoffer zich bevindt.

(3) We investeren in leefbare en veilige stationsbuurten in het hele land, en maken zo onze stads- en dorpskernen veiliger, met de uitbouw van een nationaal cameranetwerk. De Federale Politie en alle lokale politiezones zullen op die manier digitale patrouilles kunnen uitvoeren en politieploegen ter plaatse sturen en inzetten daar waar dat het meeste nodig is.

(4) Après les budgets débloqués pour renforcer les effectifs de la Police Fédérale, en particulier ceux de la Police Judiciaire Fédérale dans l'ensemble du pays, des investissements seront désormais réalisés dans les moyens de fonctionnement de la Police Fédérale. Les technologies modernes ne sont pas étrangères aux organisations criminelles. Pour conserver son efficacité à l'avenir, la police doit pouvoir compter dès aujourd'hui sur les technologies de demain. La flotte du détachement d'appui aérien est également renouvelée. Celle-ci est essentielle pour faciliter l'exécution des opérations de police, mais ce sont aussi les pilotes et les hélicoptères de la Police Fédérale qui sont utilisés pour éteindre les incendies depuis les airs. Des investissements seront également réalisés dans l'entretien et l'extension du réseau de caméras ANPR.

(5) Nous augmentons les moyens de fonctionnement du Commissariat national aux drogues et nous étudierons comment les fonds, biens et autres avantages patrimoniaux saisis provenant d'activités criminelles peuvent directement être investis notamment dans la police.

À la suite à l'attentat terroriste du 16 octobre 2023 contre deux Suédois, le gouvernement fédéral a également décidé de dégager des moyens supplémentaires pour renforcer la Police Judiciaire Fédérale à Bruxelles et la Police Fédérale des Chemins de Fer à Bruxelles. Ces renforts concernent 75 personnes supplémentaires.

INTÉRIEUR

(6) Le fonctionnement actuel de notre Protection civile reste garanti et des efforts sont déployés pour revaloriser cette composante importante, afin qu'une capacité d'intervention suffisante puisse être sollicitée en cas de crises et de catastrophes. En outre, du personnel supplémentaire est également prévu pour le Hub logistique national qui s'occupe de l'acquisition d'équipements spécialisés et de la mise à disposition d'un soutien pour les situations d'urgence qui ne relèvent pas des missions prévues de la Protection civile.

(7) Une nouvelle direction fédérale est créée au sein du SPF Intérieur: la Direction chargée de l'Évaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics (DEIPP). Cette direction conseillera les autorités fédérales dans la lutte contre la criminalité organisée. La DEIPP sera également chargée de formuler des avis sur les enquêtes d'intégrité menées par les administrations locales concernant des entreprises malhonnêtes qui blanchissent par exemple l'argent d'origine criminelle.

(4) Na de middelen die werden vrijgemaakt voor extra manschappen bij de Federale Politie, in het bijzonder bij de Federale Gerechtelijke Politie over het hele land, zal nu worden geïnvesteerd in werkmiddelen voor de Federale Politie. Moderne technologie is ook de criminele organisaties niet vreemd. Om slagkracht te blijven behouden in de toekomst moet de politie vandaag al kunnen terugvallen op de technologie van morgen. Ook wordt de vloot van het luchtsteundetachment vernieuwd. Dit is belangrijk om de uitvoering van politieoperaties te faciliteren, maar het zijn ook de piloten en de helikopters van de Federale Politie die worden ingezet om branden te blussen vanuit de lucht. Ook zal er worden geïnvesteerd in het onderhouden en verder uitbreiden van ANPR-cameranetwerk.

(5) We verhogen de werkmiddelen van het nationaal drugscommissariaat en er zal worden onderzocht hoe inbeslaggenomen en verbeurd verklaarde gelden, goederen en vermogensvoordelen verkregen uit criminele activiteiten rechtstreeks kunnen worden geïnvesteerd in onder meer de politie.

Naar aanleiding van de terroristische aanslag van 16 oktober 2023 op twee Zweden, besliste de federale regering ook om bijkomende extra middelen vrij te maken voor de versterking van de Federale Gerechtelijke Politie in Brussel en de Federale Spoorwegpolitie in Brussel. Het gaat samen om 75 extra mensen.

BINNENLANDSE ZAKEN

(6) De huidige werking van onze Civiele Bescherming blijft gegarandeerd en er wordt ingezet op de herwaardering van deze belangrijke component, zodat er in geval van crisissen en rampen een beroep kan worden gedaan op een voldoende grote interventiecapaciteit. Daarnaast worden ook extra medewerkers voorzien voor de nationale logistieke hub die zich buigt over de aankoop van gespecialiseerd materiaal en het aanbieden van ondersteuning bij noodgevallen die buiten de voorziene opdrachten vallen van de Civiele Bescherming en de hulpverleningszones.

(7) Er wordt in de schoot van Binnenlandse Zaken een nieuwe federale directie opgericht: De Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen (DIOB). Deze directie zal de federale overheid adviseren in de strijd tegen de ondermijnende criminaliteit. De DIOB zal ook instaan voor het geven van een advies over integriteitsonderzoeken die door de lokale besturen worden gevoerd naar malafide handelszaken, waar bijvoorbeeld criminele gelden worden witgewassen.

(8) Une communication moderne et sécurisée entre nos services de secours et de sécurité profite à la fois à la population mais aussi aux professionnels des secours et de la sécurité eux-mêmes. ASTRID, l'opérateur télécom spécialisé des services de secours et de sécurité, va pouvoir faire un grand pas en avant sur le plan technologique. Le passage du réseau vocal actuel à un réseau de données orienté vers l'avenir se fera par le biais de la 5G. L'infrastructure informatique et les processus opérationnels des centrales d'urgence 101 et 112 seront également modernisés.

(9) Afin de disposer d'un environnement informatique sécurisé pour notre administration dans un monde où les cyberattaques sont omniprésentes, l'environnement ICT du SPF Intérieur doit être modernisé pour atteindre un niveau de sécurité plus élevé.

(10) Une migration vers un nouveau parc de serveurs et un nouvel environnement réseau, ainsi qu'une protection supplémentaire des ordinateurs portables et d'autres applications informatiques au niveau de l'utilisateur final, sont nécessaires pour doter l'infrastructure informatique du SPF Intérieur d'un niveau de sécurité plus élevé. De cette manière, nous nous engageons à mieux protéger nos données dans un monde où les cyber-attaques sont omniprésentes.

La présidence belge du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2024 demandera également beaucoup d'efforts de la part de l'Intérieur. La coopération transfrontalière et européenne en matière de lutte contre la criminalité organisée, d'asile et de migration figurera au premier rang des priorités. L'actualité internationale exigera et recevra également toute notre attention. Mais l'intérieur a aussi un rôle important à jouer dans l'organisation pratique de nombreuses concertations et manifestations, y compris dans le domaine de la sécurité.

Dans cette dernière note de politique de la législature, je voudrais, en tant que ministre de l'Intérieur, m'adresser en particulier à toutes celles et ceux qui ont relevé les nombreux défis auxquels nous avons été confrontés ces dernières années et qui se dresseront encore l'année prochaine et les années à venir. Aux héros sur le terrain qui sont à notre disposition 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, aux collègues des administrations et des services qui ont permis de concrétiser de nouveaux projets, d'améliorer les structures et les procédures existantes, et de poser les jalons pour l'avenir. Mon admiration pour vos efforts est grande, ma reconnaissance et ma gratitude sincères. Cela a été, et sera toujours, un privilège pour moi d'avoir été à vos côtés, avec vous et pour vous, d'avoir participé et de contribuer encore du mieux que

(8) Moderne beveiligde communicatie tussen onze hulp- en veiligheidsdiensten komt én de bevolking ten goede, én de hulp- en veiligheidsprofessionals zelf. Een belangrijke stap voorwaarts op vlak van technologie zal kunnen worden genomen voor ASTRID, de gespecialiseerde telecomoperator voor de hulp- en veiligheidsdiensten. De overstap zal worden gemaakt van het huidig spraaknetwerk naar een toekomstgericht datanetwerk via 5G. Ook de IT-infrastructuur en de werkingsprocessen van de noodcentrales 101 en 112 zullen worden gemoderniseerd.

(9) Om een veilige IT-omgeving te hebben voor onze administratie in een wereld waar cyberaanvallen alomtegenwoordig zijn, behoeft de ICT-omgeving van de FOD Binnenlandse Zaken een upgrade naar een hoger beveiligingsniveau.

(10) Een migratie naar een nieuw serverpark en een nieuwe netwerkomgeving, net zoals bijkomende beveiliging van laptops en andere IT-toepassingen op het niveau van de eindegebruikers, is noodzakelijk om de IT-infrastructuur van de FOD Binnenlandse Zaken een upgrade te geven naar een hoger beveiligingsniveau. Hiermee zetten we in op een betere bescherming van onze gegevens in een wereld waar cyberaanvallen alomtegenwoordig zijn.

Ook het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in de eerste helft van 2024 zal heel wat inspanningen vragen van Binnenlandse Zaken. De grensoverschrijdende en Europese samenwerking in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit en asiel en migratie staan hoog op de agenda. Ook de internationale actualiteit zal onze aandacht vragen en krijgen. Maar ook in de praktische organisatie van tal van overlegmomenten en evenementen is voor Binnenlandse Zaken een belangrijke taak weggelegd, niet in het minst op het vlak van veiligheid.

In deze laatste beleidsnota voor deze legislatuur wil ik me als minister van Binnenlandse Zaken in het bijzonder richten tot iedereen die de afgelopen jaren, en ook nog het komende jaar en nadien, de schouders zal zetten onder de vele uitdagingen die op ons afkomen. Van de helden op het terrein die 24/7 voor ons klaarstaan, tot iedereen die bij de administraties en diensten mee inhoud heeft gegeven aan nieuwe projecten, de bestaande structuren en procedures heeft verbeterd, en mee de krijtlijnen voor de toekomst heeft uitgetekend. Mijn bewondering voor jullie inspanningen is groot, mijn erkenning en dankbaarheid oprecht. Het is voor mij een voorrecht geweest, en dat zal het altijd blijven, om aan jullie zijde, met en voor jullie, zo goed als mogelijk te hebben bijgedragen en bij te dragen aan de vele

je peux aux nombreuses facettes et responsabilités du domaine politique de l'Intérieur.

facetten en verantwoordelijkheden die het beleidsdomein Binnenlandse Zaken met zich meebrengt.

INTÉRIEUR

SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

Vers une société sûre avec la Note-cadre sur la Sécurité intégrale 2022-2024

La lutte contre l'insécurité commence par l'union des différents acteurs de la sécurité, en mettant l'accent sur la prévention, la répression et le suivi. C'est le point de départ de la **Note-cadre 2022-2024**, lancée en mars 2022.

La prévention vise à empêcher les situations d'insécurité ou à en limiter les conséquences.

Investir dans la prévention porte toujours ses fruits.

C'est la raison pour laquelle nous poursuivons sans relâche nos efforts en matière de **prévention de la criminalité**. L'année dernière, de nombreuses actions et campagnes de prévention ont été lancées avec succès, notamment contre les vols à la tire dans les festivals, les vols de vélo, les vols par ruse et les dangers des "appareils intelligents" dans nos maisons.

Nous continuons à suivre de près l'évolution des phénomènes criminels et du sentiment de sécurité ou d'insécurité des citoyens. Les autorités locales seront par ailleurs sensibilisées et bénéficieront d'un soutien (y compris financier) afin qu'elles prennent les initiatives nécessaires.

La sécurité est l'affaire de tous. Outre la police, plusieurs autres acteurs peuvent y contribuer. Les villes et les communes prennent des initiatives pour limiter les nuisances et assurer le bon fonctionnement de la société, en installant de nouvelles fonctions de sécurité non policières, comme les coaches événementiels dans les lieux de sortie. Les tâches, compétences, droits et obligations de ces **nouvelles fonctions de sécurité** sont actuellement répertoriés et analysés, après avoir interrogé les acteurs locaux à ce sujet. Cette analyse sera intégrée dans une évaluation globale des cadres légaux existants des professions de la sécurité.

Un an après le lancement de la politique de subventions visant à lutter contre les **violences intrafamiliales**, les résultats s'annoncent prometteurs.

Quinze projets axés sur la prise en charge des victimes, des enfants et des auteurs de violences ainsi que sur la formation des professionnels ont été sélectionnés et lancés avec succès. Ces projets font l'objet d'un suivi

BINNENLANDSE ZAKEN

VEILIGHEID EN PREVENTIE

Naar een veilige samenleving met de Kadernota Integrale Veiligheid 2022-2024

De aanpak van onveiligheid start bij het verenigen van de verschillende veiligheidsactoren, die aandacht hebben voor preventie, repressie en nazorg. Dat is het uitgangspunt van de **Kadernota 2022-2024**, die in maart 2022 werd gelanceerd.

Preventie heeft als doel onveilige situaties te voorkomen of de gevolgen te beperken.

Investeren in preventie levert altijd op.

Daarom zetten we onze inspanningen op het vlak van **criminaliteitspreventie** onverminderd verder. Het voorbije jaar werden talloze preventieacties en -campagnes succesvol gelanceerd, onder meer voor de preventie van gauwdiefstallen op festivals, fietsdiefstallen, diefstallen met list en de gevaren van "slimme toestellen" in huis.

Evoluties inzake criminaliteitsfenomenen en het (on) veiligheidsgevoel van de burger blijven we nauwgezet monitoren en lokale besturen zullen worden gesensibiliseerd en (ook financieel) worden ondersteund om de nodige initiatieven te nemen.

Veiligheidszorg is een zaak van eenieder. Naast politie zijn er diverse andere actoren die een bijdrage kunnen leveren aan de veiligheidszorg. Steden en gemeenten nemen initiatieven om overlast te beperken en de samenleving in goede banen te leiden door nieuwe niet-politionele veiligheidsfuncties, zoals bijvoorbeeld sfeercoaches in uitgangsbuurtten, in te zetten. De taken, bevoegdheden, rechten en plichten van die **nieuwe veiligheidsfuncties** worden momenteel, na bevraging van de lokale actoren, in kaart gebracht en geanalyseerd. Deze analyse wordt meegenomen in een globale evaluatie van het bestaande wettelijke kader van de veiligheidsberoepen.

Een jaar na de lancering van het subsidiebeleid ter bestrijding van **intrafamiliaal geweld**, ogen de resultaten veelbelovend.

Vijftien projecten die inzetten op de zorg voor slachtoffers, kinderen en geweldplegers, en op de opleiding van professionals, werden geselecteerd en succesvol opgestart. Deze projecten worden nauwgezet opgevolgd

attentif et favorisent entre autres le développement d'approches interdisciplinaires en Flandre (Family Justice Centers), en Wallonie et à Bruxelles.

Les actes de violence ou d'agression à l'encontre de nos professionnels de la sécurité sont inacceptables. Par le biais d'actions préventives, nous essayons d'empêcher la violence ou les agressions. Nous assistons autant que possible les policiers touchés et encourageons les autorités locales à en faire de même en cas de violence à l'encontre de policiers ou de secouristes.

Les dossiers d'**assistance juridique** aux fonctionnaires de la Police Fédérale et de responsabilité civile de ces fonctionnaires retiennent toute notre attention. Depuis le début de cette législature, trente-cinq jugements ont déjà été rendus dans des dossiers de "Violence envers des agents de la Police Fédérale".

Nous poursuivons notre engagement à améliorer la relation entre les citoyens et les professionnels de la sécurité ainsi qu'entre les professionnels de la sécurité eux-mêmes. Nous avons donné suite aux recommandations découlant de la première conférence sur le "**Respect mutuel**", qui a réuni de très nombreux citoyens et professionnels de la sécurité.

La campagne de félicitations a ainsi été lancée, encourageant les citoyens à complimenter les professionnels de la sécurité sur les réseaux sociaux.

Le message est clair: poursuivre un dialogue positif entre les citoyens et les professionnels de la sécurité. Avec la boîte à outils "Respect mutuel", un guide pratique destiné à aider les administrations locales à organiser des moments de dialogue, nous espérons apprendre à mieux nous connaître et collaborer pour parvenir à un objectif commun. Après une phase de test achevée en octobre 2023, cette boîte à outils sera mise à la disposition des différentes parties prenantes.

Pour rester à l'écoute du terrain et des citoyens, une deuxième conférence sur le "Respect mutuel" sera organisée le 29 novembre 2023.

Le nouveau **Moniteur de sécurité**, qui sera établi en 2024, examinera également, entre autres, l'attitude des citoyens à l'égard des différentes professions de la sécurité. Vu l'utilité d'une comparaison entre pays, ce Moniteur de sécurité comprendra pour la première fois des questions similaires à celles de l'enquête menée aux Pays-Bas.

La clarté et la transparence sont nécessaires pour instaurer une relation de qualité entre les citoyens et la

en stimuleren o.a. de ontwikkeling van interdisciplinaire benaderingen in Vlaanderen (Family Justice Centers), Wallonië en Brussel.

Daden van geweld of agressie tegen onze veiligheidsprofessionals zijn ontoelaatbaar. Met preventieve acties proberen we geweld of agressie te voorkomen. We staan getroffen politieambtenaren zoveel mogelijk bij en moedigen lokale besturen aan om hetzelfde te doen in geval van geweld tegen politie of hulpverleners.

Dossiers van **rechtshulp** aan Federale Politieambtenaren en burgerlijke aansprakelijkheid van Federale Politieambtenaren krijgen onze terechte aandacht. In het dossier "geweld tegen agenten van de Federale Politie" werden al vijfendertig vonnissen uitgesproken sinds het begin van deze legislatuur.

We blijven inzetten op een verbeterde relatie tussen de burger en veiligheidsprofessionals alsook tussen veiligheidsprofessionals onderling. We gaven gevolg aan de aanbevelingen die voortkwamen uit de eerste conferentie "**Wederzijds Respect**", waar burgers en veiligheidsprofessionals talrijk verzamelden.

Zo werd een felicitatiecampagne gelanceerd waarbij burgers werden aangemoedigd om veiligheidsprofessionals op sociale media een compliment te geven.

Blijven inzetten op een positieve dialoog tussen burgers en de veiligheidsberoepen is de boodschap. Met de toolbox "Wederzijds Respect", een praktische gids voor lokale besturen om hen te helpen bij het organiseren van dialoogmomenten, hopen we elkaar beter te leren kennen en samen te werken aan een gemeenschappelijk doel. Na een testfase, die in oktober 2023 werd afgerond, zal deze toolbox aan de verschillende stakeholders ter beschikking worden gesteld.

Om de vinger aan de pols te blijven houden bij wat er leeft op het terrein en bij de burger, wordt een tweede conferentie "Wederzijds Respect" georganiseerd op 29 november 2023.

Ook de nieuwe **Veiligheidsmonitor**, die in 2024 wordt afgenomen, zal onder meer polsen naar de houding van de burger tegenover diverse veiligheidsberoepen. Omdat ook een vergelijking over de landsgrenzen heen waardevol is, zal de Veiligheidsmonitor voor het eerst enkele gelijkaardige vragen bevatten als de bevraging in Nederland.

Duidelijkheid en transparantie zijn noodzakelijk om een goede relatie tussen de burger en politie te

police. Les différents **points de contact** permettant de déposer une **plainte** doivent être plus visibles et connus. Les procédures pour le dépôt de plaintes doivent également être claires. Sur le site web de BeSafe, un canal d'information sera publié concernant le rôle des différents organes de contrôle ou de supervision, renvoyant également vers leurs points de contact respectifs. La page sera lancée d'ici la fin de l'année 2023.

Nous avons tiré les leçons du passé: la reconnaissance de symptômes d'une psychose sévère, des méthodes d'intervention adéquates, une bonne formation pour tout un chacun et une **coopération ainsi qu'un partage d'informations optimaux entre les services d'intervention et de secours** sont essentiels.

Afin de structurer la coopération sur le terrain, le groupe de travail "Situations d'urgence" a travaillé sur la sensibilisation à la (gestion de la) personne en crise, en développant et en distribuant des brochures d'information pour les acteurs concernés.

En outre, une formation multidisciplinaire a été mise en place, comprenant entre autres des vidéos de formation informatives.

Les citoyens peuvent également contribuer positivement à une société plus sûre. Une boîte à outils est en cours d'élaboration afin de fournir aux autorités et à la population des indications sur la manière dont les citoyens peuvent prendre part au paysage de la sécurité aujourd'hui. Cette boîte à outils comprend un catalogue des initiatives possibles visant à impliquer les citoyens dans la politique de sécurité et de prévention au niveau local ou supralocal (partenariats locaux de prévention, conseillers en prévention vol, cyber-volontaires, etc.). Les autorités locales et supralocales, mais aussi les citoyens qui souhaitent apporter leur contribution à la politique de sécurité, peuvent y trouver des réponses sur les réglementations applicables et les pratiques existantes.

Une politique intégrale et intégrée implique évidemment une coopération avec les fonctions de sécurité réglementées (telles que la police, les gardiens de la paix, etc.). Cette initiative vise donc à encadrer et à stimuler la coopération et la synergie entre les différents partenaires de la sécurité.

Des administrations locales fortes / renforcées

Le gouvernement fédéral a prolongé les **plans stratégiques de sécurité et de prévention** (2014-2017) jusqu'à la fin de l'année 2024.

bewerkstelligen. De verschillende **meldpunten** om een **klacht** in te dienen, moeten zichtbaarder en kenbaar zijn. De procedures voor het indienen van een klacht moeten ook duidelijk zijn. Op de website BeSafe wordt een informatiekanal opgericht over de rol van de verschillende toezichthouders of controle-instanties en een doorverwijzing naar hun respectievelijke meldpunten. De pagina zal eind 2023 worden gelanceerd.

We hebben lessen getrokken uit het verleden: de herkenning van symptomen van een zware psychose, aangepaste interventiemethodes, goede opleiding voor eenieder en een **optimale samenwerking en informatiedeling tussen interventie- en hulpdiensten** zijn essentieel.

Om de samenwerking op het terrein te stroomlijnen, heeft de werkgroep "Noodsituaties" werk gemaakt van sensibilisering aangaande (de aanpak van) personen in crisis door de ontwikkeling en verspreiding van informatieflyers voor de betrokken actoren.

Daarnaast werd een multidisciplinaire opleiding op poten gezet, die onder meer bestaat uit informatieve opleidingsvideo's.

Ook de burger kan op positieve wijze bijdragen aan een veiligere samenleving. Om overheden en burgers handvaten aan te reiken over de wijze waarop burgers vandaag de dag kunnen participeren in het veiligheidslandschap, wordt er gewerkt aan een toolbox. Deze toolbox bevat een catalogus van mogelijke initiatieven om burgers te betrekken in het preventie- en veiligheidsbeleid op lokaal of supralokaal niveau (buurtinformatienetwerken, diefstalpreventieadviseurs, cybervrijwilligers...). Niet alleen de lokale en supralokale overheden maar ook de burgers die hun steentje wensen bij te dragen in het veiligheidsbeleid, kunnen hierin antwoorden vinden over de toepasselijke reglementering en de bestaande praktijken.

Een integraal en geïntegreerd beleid betekent uiteraard dat samenwerking met de gereguleerde veiligheidsfuncties (zoals politie, gemeenschapswachten...) noodzakelijk is. Dit initiatief heeft dan ook tot doel de samenwerking en synergie tussen de verschillende veiligheidspartners in het juiste kader te plaatsen, en te stimuleren.

(Ver)sterk(t)e lokale besturen

De federale regering heeft de **strategische veiligheids- en preventieplannen** (2014-2017) verlengd tot eind 2024.

Entre-temps, en concertation avec les parties prenantes locales, nous préparons une réforme de la politique de subvention en coopération avec les associations de villes et de communes.

Le projet de loi relative à l'**approche administrative communale** a été complètement approuvé par le gouvernement fédéral en janvier 2023, après un débat approfondi et en tenant compte notamment des avis des associations de villes et de communes, du Conseil d'État et de l'Autorité de protection des données. Le projet a ensuite été longuement discuté, modifié sur certains points et approuvé en commission de l'Intérieur. Il est actuellement en attente d'un vote final en séance plénière de la Chambre des représentants.

La concrétisation de l'opérationnalisation et de la mise en œuvre de la loi, pour laquelle des moyens ont également été prévus lors du conclave budgétaire 2024, pourra débuter après son approbation. Outre la création de la Direction chargée de l'Évaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics, les Centres d'Information et d'Expertise d'Arrondissement (CIEAR) seront également déployés dans l'ensemble du pays.

La loi sur l'approche administrative est un élément essentiel de la lutte contre la criminalité organisée et la criminalité déstabilisante, en particulier la criminalité liée à la drogue. Grâce à ce nouvel instrument, les autorités locales disposent enfin des outils nécessaires pour lutter elles-mêmes contre la criminalité déstabilisante, en fonction du contexte et des besoins locaux, et ainsi rendre leurs rues et leurs quartiers plus vivables et plus sûrs.

Nos services conseilleront notamment les autorités locales quant à l'application concrète de la loi sur le terrain et diffuseront **des bonnes pratiques et des feuilles de route**, combinant expertise et méthodologie. En outre, une FAQ sera disponible sur le site web BeSafe, afin de répondre aux questions les plus fréquentes des autorités locales. Des sessions d'information seront également organisées pour les parties prenantes concernées.

Les préparatifs concernant la modification de la **réglementation SAC** se sont poursuivis de manière assidue. Le projet de loi est actuellement soumis au vote de la Chambre des représentants.

Avec la modification de la loi, l'amende maximale pour les contrevenants majeurs récidivistes s'élèvera désormais à 500 euros au lieu de 350 euros, les constatateurs SAC auront également accès aux données du Registre national et de la Banque-carrefour des Véhicules et ils pourront constater les infractions par voie numérique.

Intussen bereiden we in overleg met de lokale stakeholders een hervorming van het subsidiebeleid voor in samenwerking met de verenigingen van steden en gemeenten.

Het wetsontwerp betreffende de **gemeentelijke bestuurlijke handhaving** werd, na een grondig debat en rekening houdend met onder andere de adviezen van de verenigingen van steden en gemeenten, de Raad van State en de Gegevensbeschermingsautoriteit, in januari 2023 finaal goedgekeurd door de Federale regering. Het ontwerp werd vervolgens uitgebreid besproken, op bepaalde punten aangepast en goedgekeurd in de Commissie Binnenlandse Zaken. Het ontwerp is momenteel hangende in de plenaire vergadering van de Kamer, met het oog op de definitieve stemming ervan.

Na de goedkeuring van de wet kan worden gestart met de verdere concretisering van de operationalisering en de uitvoering van de wet, waartoe ook middelen werden voorzien bij begrotingsopmaak 2024. Naast de oprichting van de Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen, zullen ook de Arrondissementale Informatie- en Expertisecentra (ARIECs) verder worden uitgebouwd in het hele land.

De wet bestuurlijke handhaving is een essentieel onderdeel in de strijd tegen de georganiseerde en ondermijnende criminaliteit, in het bijzonder de drugs-criminaliteit. Met dit nieuw instrument krijgen de lokale besturen eindelijk de tools in handen om zelf, op basis van de lokale context en noden, ondermijnende criminaliteit tegen te gaan en zo hun straten en wijken leefbaarder en veiliger te maken.

Onze diensten zullen lokale besturen onder meer adviseren over de concrete implementatie van de wet op het terrein en **goede praktijken en draaiboeken** verspreiden, waarbij expertise en methodologie worden gebundeld. Verder zal op de website van BeSafe een FAQ beschikbaar zijn, waarin vaak voorkomende vragen van lokale overheden zullen worden beantwoord. Tevens zullen informatiesessies worden georganiseerd voor de relevante stakeholders.

De voorbereidingen met betrekking tot de wijziging van de **GAS-regelgeving** werden naartoe verdergezet. Het wetsontwerp ligt ondertussen ter stemming voor in de Kamer.

Met de wetswijziging zal de maximumboete voor hardleerse meerderjarige overtreeders voortaan 500 euro in plaats van 350 bedragen, zullen GAS-vaststellers ook toegang krijgen tot de gegevens uit het Rijksregister en de Kruispuntbank van de Voertuigen, zullen de inbreuken op digitale wijze kunnen worden vastgesteld

En outre, certaines dispositions seront mises en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Nous espérons ainsi rendre la législation SAC plus efficace et plus efficiente, afin de permettre aux autorités locales d'améliorer la lutte contre les nuisances et de développer des politiques adaptées à leur ville ou à leur commune.

À la suite d'évaluations précédentes, une version actualisée de la circulaire relative aux **nuisances dans les zones et domaines récréatifs** a été publiée le 17 mai 2023, clarifiant certaines mesures et ajoutant de bonnes pratiques. La version actualisée précise ainsi le rôle des agents de gardiennage privés et des gardiens de la paix en matière de lutte contre les nuisances dans les zones et domaines récréatifs. Les agents de gardiennage peuvent, par exemple, refuser l'entrée aux personnes qui ne sont pas en possession du billet d'entrée requis ou aux personnes dont le comportement est susceptible de compromettre la sécurité d'autrui. Quant aux gardiens de paix, ils peuvent par exemple être déployés sur des plages et dans des parcs provinciaux afin d'informer et de sensibiliser les visiteurs. Ils remplissent également une fonction de signalisation pour la police et les gestionnaires de domaines récréatifs par exemple.

Comme souligné à plusieurs reprises au Parlement, le principe d'une interdiction nationale d'accès doit être soutenu, à condition bien sûr de respecter entre autres les principes d'égalité et d'équité ainsi que la réglementation en matière de vie privée. Nous encourageons le Parlement à poursuivre le débat sur cette question.

Afin de rester à l'écoute et d'échanger de bonnes pratiques, les moments de retour d'information organisés chaque année avec les services des gouverneurs seront poursuivis.

Divers défis pour la police en tant qu'organisation

Le trajet de deux ans des **États généraux de la police (SEGPOL)** s'est clôturé le 21 mars 2023. Les réflexions menées durant les deux dernières années sur la manière dont la police peut se préparer aux nombreux défis qui l'attendent, ont abouti à une publication conjointe (et volumineuse) précisant les visions du personnel policier et des différents partenaires et experts en vue d'une police plus moderne et dynamique. Quelques-unes des **plus de 200 recommandations** formulées ont été présentées lors de l'événement de clôture du SEGPOL.

Les futurs développements politiques en matière d'organisation policière doivent accorder une attention particulière aux recommandations formulées dans le cadre

en worden sommige bepalingen in overeenstemming gebracht met de regelgeving inzake bescherming van persoonsgegevens.

Daarmee hopen we de GAS-wetgeving effectiever en efficiënter te maken, zodat de lokale besturen overlast nog beter kunnen aanpakken en hiertoe een beleid kunnen ontwikkelen op maat van hun stad of gemeente.

Naar aanleiding van eerdere evaluaties werd op 17 mei 2023 een vernieuwde versie van de omzendbrief betreffende **overlast in recreatiegebieden en recreatiezones** gepubliceerd, waarbij enkele maatregelen worden verduidelijkt en goede praktijken worden toegevoegd. Zo wordt dieper ingegaan op de rol van private bewakingsagenten en gemeenschapswachten in de aanpak van overlast in recreatiegebieden en -zones. Bewakingsagenten kunnen, bijvoorbeeld, de toegang weigeren aan personen zonder het vereiste toegangsticket of mensen die door hun gedrag de veiligheid van anderen in het gedrang kunnen brengen. Gemeenschapswachten kunnen, bijvoorbeeld, worden ingezet op stranden en provinciale parken, om bezoekers te informeren en te sensibiliseren. Ze oefenen ook een signaalfunctie uit voor bijvoorbeeld de politie en beheerders van recreatiegebieden.

Zoals reeds meermaals benadrukt in het parlement, dient het principe van een nationaal toegangsverbod te worden ondersteund, mits het respecteren van o.a. het gelijkheidsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel en de privacyreglementering. We moedigen het debat in het parlement hierover aan.

Om de vinger aan de pols te kunnen blijven houden en goede praktijken te blijven uitwisselen, zullen de jaarlijkse terugkoppelingsmomenten met de diensten van de gouverneurs worden verdergezet.

Diverse uitdagingen voor de politie als organisatie

Het tweejarig traject van de **Staten-Generaal van de Politie (SEGPOL)** werd op 21 maart 2023 afgerond. De reflecties van de afgelopen twee jaar over hoe de politie kan worden voorbereid op de vele uitdagingen die haar te wachten staan, hebben geleid tot een gezamenlijke – en lijvige – publicatie, die de visies bevat van politiemedewerkers, partners en experts voor een meer moderne en dynamische politie. Op het slotevent van de SEGPOL werden een aantal van de **meer dan 200 geformuleerde aanbevelingen** voorgesteld.

Bij toekomstige beleidsontwikkelingen inzake de politieorganisatie moet bijzondere aandacht worden besteed aan de aanbevelingen die werden gegeven in

du SEGPOL. La loi sur la Police Intégrée sera évaluée entre autres, sur la base de ces recommandations.

Le SEGPOL a également confirmé que la pression sur les petites zones de police locale continue d'augmenter, ce qui pèse parfois lourdement sur les fonctions de police de base. Les zones existantes ne sont pas toujours équipées pour faire face aux défis actuels de notre société et aux phénomènes souvent transfrontaliers. L'objectif qui consiste à garantir à la population une fonction de police minimale équivalente sur l'ensemble du territoire s'en trouve mis à mal.

Pour répondre à l'objectif précité ainsi qu'aux changements sociétaux et aux défis opérationnels, tant les analyses scientifiques des experts que les conclusions du SEGPOL montrent qu'un **agrandissement d'échelle** des zones de police constitue une étape nécessaire pour accroître la capacité d'action de ces dernières ainsi que pour garantir et renforcer la fonction de police de base. L'objectif doit être de créer des zones comptant au moins 500 collaborateurs opérationnels.

Cette mesure ne profitera pas seulement à la fonction de police de base. Grâce à une affectation plus efficace des moyens, la police pourra également en faire davantage avec un budget équivalent.

Après plusieurs fusions en Flandre, une première fusion de zones de police a également eu lieu en Wallonie début 2023. L'équipe de consultants de la direction générale Sécurité & Prévention s'engage à poursuivre cette approche positive, en collaboration avec les autorités locales et les zones de police.

Les zones de police qui souhaitent fusionner ont été identifiées. Elles pourront compter sur un appui et un accompagnement de l'équipe de consultance constituée à cet effet.

Dans le cadre du financement de la Police Locale, un projet de **nouveau modèle de financement durable** et de réforme de la norme KUL est à l'étude. Ce projet est en lien avec les recommandations de la Commission multidisciplinaire pour le financement et l'échelle optimale de la Police Locale relatives aux fonctionnalités de base et à l'agrandissement d'échelle. L'objectif est de finaliser le projet au cours de cette législature.

Avec ce projet, qui sera développé plus avant au cours des prochains mois, notre volonté est de rendre le système plus juste, plus transparent et plus flexible. Nous voulons par ce biais renforcer la Police Locale et assurer une fonction de police équivalente pour chaque citoyen.

het kader van de SEGPOL. Op basis van deze aanbevelingen zal, onder meer, de Wet op de Geïntegreerde politie worden geëvalueerd.

De SEGPOL bevestigde ook dat de druk op kleine lokale politiezones blijft toenemen, waardoor de basispolitiezorg soms erg onder druk komt te staan. Sommige zones zijn niet altijd uitgerust om de huidige uitdagingen van onze samenleving en, vaak grensoverschrijdende, fenomenen, aan te pakken. De doelstelling om aan de bevolking een gelijkwaardige minimale politiezorg over het gehele grondgebied te waarborgen, komt hiermee onder druk.

Zowel uit wetenschappelijk onderzoek van experts als uit de bevindingen van de SEGPOL blijkt dat, om een antwoord te kunnen bieden aan voormelde doelstelling en aan de maatschappelijke veranderingen en operationele uitdagingen, **schaalvergroting** van de politiezones een noodzakelijke stap is om hun slagkracht te verhogen en de basispolitiezorg te verzekeren en versterken. Hierbij moet worden gestreefd naar zones met minstens 500 operationele medewerkers.

Dit zal niet alleen de basispolitiezorg ten goede komen. Dankzij een efficiëntere besteding van de middelen zal de politie ook op termijn meer kunnen doen met hetzelfde budget.

Na verschillende fusies in Vlaanderen, is begin 2023 ook de eerste fusie van een politiezone in Wallonië gerealiseerd. Het consultancyteam van de Algemene Directie Veiligheid & Preventie zet zich in om deze positieve lijn, samen met de lokale besturen en politiezones, verder te trekken en te versterken.

De politiezones die wensen te fuseren werden in kaart gebracht. Deze zones zullen kunnen rekenen op ondersteuning en begeleiding door het consultancyteam dat hiervoor in plaats werd gesteld.

In het kader van de financiering van de Lokale Politie wordt gewerkt aan een blauwdruk voor een **nieuw duurzaam financieringsmodel** en een hervorming van de KUL-norm. Deze blauwdruk legt de link met de aanbevelingen van de Multidisciplinaire Commissie Financiering en Schaalgrootte (MCFS) omtrent basisfunctionaliteiten en schaalgrootte. De doelstelling is om de blauwdruk deze legislatuur te finaliseren.

Met deze blauwdruk, die de komende maanden verder vorm zal krijgen, willen we het systeem eerlijker, transparanter en flexibeler maken. We willen hiermee de Lokale Politie versterken en zo voor iedere burger een gelijkwaardige politiezorg verzekeren.

Garantir la qualité et la fiabilité du secteur de la sécurité privée

Nos services contrôlent minutieusement l'**accès** au secteur de la sécurité privée, qui joue un rôle important dans la politique de sécurité intégrale. À cet égard, la vérification proactive et continue du respect des conditions légales d'accès et d'exercice, en ce compris les conditions de sécurité, des personnes et entreprises actives dans ce secteur demeure un élément essentiel.

Ces contrôles d'accès au secteur seront complétés par des **inspections sur le terrain**, qui viseront en premier lieu à lutter contre l'exercice illégal d'activités de gardiennage privées (par des personnes ou des entreprises ne disposant pas des autorisations requises), ainsi qu'à garantir que ces acteurs de la sécurité privée respectent bien, dans l'exercice de leurs activités, les droits fondamentaux des citoyens. L'objectif de cette politique de contrôle est de renforcer la confiance qui peut être accordée au secteur de la sécurité privée.

Dans le cadre d'une politique de sécurité intégrale, tant le secteur public que le secteur privé ont un rôle à jouer. Le **Conseil consultatif de la sécurité privée** réunit les acteurs concernés du secteur de la sécurité privée afin de stimuler la coopération mutuelle et d'examiner les questions qui, dans le cadre d'une approche intégrale de la sécurité, concernent le secteur de la sécurité privée. Ce Conseil, qui a été créé en 2021 et a rendu son premier avis officiel en novembre 2022, continuera à jouer un rôle majeur au cours de l'année à venir.

Le Conseil consultatif lancera cette année encore une étude scientifique sur les défis dans le domaine de la sécurité privée. Dans ce cadre, une comparaison avec d'autres pays de l'Union européenne sera effectuée. Cette étude, d'une durée d'un an, doit permettre de formuler une série de propositions concrètes de politique, et contribuera à poursuivre le développement de la politique de sécurité privée.

L'année prochaine, une attention particulière sera accordée à la révision de la réglementation en matière de **recherche privée** et à la préparation des arrêtés d'exécution qui accompagneront la loi. Ce projet remplacera la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé.

Nous avons pour objectif de soumettre prochainement un projet de loi au Parlement.

Waken over een kwalitatieve en betrouwbare private veiligheidssector

Onze diensten controleren nauwgezet de **toegang** tot de private veiligheidssector, die een belangrijke rol speelt in het integrale veiligheidsbeleid. Hierbij blijft de proactieve en continue verificatie van de vervulling van de wettelijke toegangs- en uitoefeningsvoorwaarden, waaronder de veiligheidsvoorwaarden, van personen en ondernemingen actief in deze sector een essentieel gegeven.

Deze controles op de toegang tot de sector zullen worden aangevuld met **inspecties op het terrein**, die er in de eerste plaats op gericht zijn de illegale uitoefening van private bewakingsactiviteiten (door personen of bedrijven zonder de vereiste vergunningen) tegen te gaan, alsook te garanderen dat de grondrechten van de burgers door de private bewakingsactoren tijdens hun activiteiten worden gerespecteerd. Het doel van dit controlebeleid is o.a. om het vertrouwen dat kan worden gesteld in de private bewakingssector, verder te versterken.

In een integraal veiligheidsbeleid is er een rol voor zowel de publieke als de private sector. De **Adviesraad Private Veiligheid** brengt de betrokken actoren van de private veiligheidssector bijeen om de onderlinge samenwerking te stimuleren en kwesties te bespreken die vanuit een integrale veiligheidsbenadering, betrekking hebben op de private veiligheidssector. De Raad, die in 2021 in het leven werd geroepen en in november 2022 haar eerste formeel advies gaf, zal ook komend jaar haar belangrijke rol vervullen.

In de schoot van de Adviesraad wordt nog dit jaar een wetenschappelijk onderzoek opgestart over de uitdagingen op het vlak van private veiligheid, waarbij een vergelijking zal worden gemaakt met andere landen van de Europese Unie. Deze studie, met een looptijd van één jaar, dient een reeks concrete beleidsvoorstellen te formuleren en zal bijdragen tot de verdere ontwikkeling van het beleid inzake private veiligheid.

Komend jaar zal specifieke aandacht uitgaan naar de herziening van de regelgeving inzake **private opsporing** en de voorbereiding van de uitvoeringsbesluiten die met de wet zullen gepaard gaan. Dit ontwerp zal de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privédetective vervangen.

We hebben de ambitie om snel een ontwerp van wet in te dienen in het Parlement.

Ensemble pour un football sûr

Vingt-cinq ans après l'introduction de la loi football, nous avons déjà pris des mesures importantes et nécessaires pour rendre le football plus sûr dans nos stades.

La loi football a été modifiée afin de mettre en œuvre le plan d'action "Ensemble pour un football sûr".

La **loi football modifiée** prévoit des sanctions aggravées en cas d'infractions, de manière à faire disparaître de nos stades tout comportement répréhensible (violence physique, utilisation illégale d'engins pyrotechniques, racisme et discrimination, etc.).

Afin de lutter contre le racisme, la discrimination et l'utilisation illégale d'engins pyrotechniques, plusieurs points d'action seront également intégrés à l'avenir dans les **conventions de sécurité** conclues avec les clubs.

La clarté de la **communication** sur la réglementation et les directives (p. ex.: le plan d'action) ainsi que la **concertation** entre les différents partenaires sont des aspects cruciaux à cet égard. Afin d'être proche du terrain et de fournir des explications sur la loi et les directives, notre administration sera régulièrement présente lors des conseils consultatifs locaux des clubs de football.

Les projets prometteurs, axés sur les lignes de force du plan d'action bénéficieront d'une **aide financière**. Les projets en cours ayant fait l'objet de subventions seront évalués à la fin de la période de subvention (mars – avril 2024).

En complément d'une réglementation et de sanctions plus strictes vis-à-vis de l'utilisation illégale d'engins pyrotechniques, mes services procéderont à une cartographie de la **victimisation** en la matière (y compris les dégâts matériels) au sein de chaque club. Sur la base de cette cartographie, une sensibilisation ciblée pourra être mise en place, en concertation avec la police et les pompiers.

Avant la fin de l'année, SENNFOOT, le groupe de travail du Benelux qui vise à améliorer la coopération internationale en matière de sécurité lors des matches de football, présentera ses recommandations.

Les connaissances acquises seront également utilisées lors de la présidence du Benelux (2024) et du Conseil de l'Union européenne (premier semestre 2024).

Caméras de surveillance

Les capacités technologiques et les innovations de plus en plus nombreuses dans le vaste paysage de la

Samen voor een veilig voetbal

Vijfentwintig jaar na de introductie van de Voetbalwet namen we al mooie én nodige stappen richting een veiligere voetbalbeleving in onze voetbalstadions.

Ter uitvoering van het actieplan "Samen voor Veilig Voetbal" werd de voetbalwet gewijzigd.

De **gewijzigde voetbalwet** voorziet in verzwaarde straffen bij inbreuken om wangedrag (waaronder fysiek geweld, onrechtmatig gebruik van pyrotechniek en racisme en discriminatie) uit onze stadions te bannen.

Om racisme, discriminatie en het illegaal gebruik van pyrotechniek aan te pakken, zullen er in de toekomst ook een aantal actiepunten worden opgenomen in de **veiligheidsovereenkomsten** met de clubs.

Duidelijke **communicatie** over de regelgeving en richtlijnen (bv. het actieplan), **en overleg** tussen de partners, zijn cruciaal. Om dichter op de bal te kunnen spelen en de wet en richtlijnen uit te leggen, zal onze administratie op regelmatige basis aanwezig zijn op de lokale adviesraden van de voetbalclubs.

Veelbelovende projecten, die inzetten op de krachtlijnen van het actieplan, krijgen een **financiële impuls**. De lopende projecten die werden gesubsidieerd zullen worden geëvalueerd na afloop van de subsidietermijn (maart – april 2024).

Gekoppeld aan de strengere regulering en sanctiëring van het onrechtmatig gebruik van pyro, zullen mijn diensten het **slachtofferschap van pyro** (inclusief de materiële schade) bij elke club in kaart brengen. Op basis van deze cartografie kan er, in samenspraak met de politie en brandweer, gericht worden gesensibiliseerd.

Voor het jaareinde zal SENNFOOT, de Benelux-werkgroep die de internationale samenwerking inzake voetbalveiligheid wil verbeteren, haar aanbevelingen voorleggen.

De verworven kennis zal tevens worden meegenomen in zowel het Benelux-voorzitterschap (2024), als het Europees voorzitterschap (eerste helft 2024).

Technologie, ethiek en innovatie

De toenemende technologische mogelijkheden en innovaties in het brede veiligheidslandschap nodigen

sécurité nous invitent également à réfléchir à un cadre éthique, fondé sur un modèle de société qui associe sécurité et liberté de manière optimale.

Pour préserver cet équilibre, il est nécessaire de mettre en place un test éthique concernant l'utilisation des technologies, en particulier, mais pas seulement, par les services de police. C'est pourquoi nous voulons créer un **Conseil d'éthique**. La composition et les modalités de fonctionnement de ce conseil sont en cours de préparation afin qu'il puisse également voir le jour en 2024.

L'administration continue de se montrer proactive dans l'amélioration de la connaissance, de l'application et de la mise en œuvre de la **loi caméra**.

Afin d'obtenir des informations claires et adaptées, les citoyens, entreprises, autorités locales, services de police et organisations internationales présentes sur notre territoire peuvent s'adresser à la direction générale Sécurité & Prévention du SPF Intérieur pour toute question relative à l'utilisation des caméras de surveillance.

L'année prochaine, notre administration organisera également **des séances d'information** spécifiques pour la police et les autres professionnels de la sécurité.

Une nouvelle campagne d'information sur les droits et les devoirs liés à la loi caméra sera lancée à l'attention du grand public.

Une politique de sécurité intégrée et globale à Bruxelles

En ce qui concerne une politique de sécurité plus globale et intégrée en Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'envisagée dans l'accord de gouvernement, l'avant-projet de loi, tel qu'approuvé par le Conseil des ministres en première lecture, est adapté sur la base des avis des instances consultées.

Notre objectif est d'entamer prochainement les travaux parlementaires sur ce projet de loi.

SÉCURITÉ CIVILE

Les enjeux et bouleversements auxquels la société est confrontée, dont le dérèglement climatique est un exemple très visible, ont profondément modifié la cartographie des risques auxquels fait face notre pays.

ons ook uit om na te denken over een ethisch kader, gestoeld op een samenlevingsmodel dat veiligheid en vrijheid optimaal bindt.

Om dit evenwicht te bewaken, is er een ethische toets met betrekking tot het gebruik van technologie, in bijzonder, maar niet alleen, door de politiediensten, nodig. Daarom willen we een **Ethische Raad** oprichten. De samenstelling en de werkingsmodaliteiten ervan worden voorbereid, zodat de Ethische Raad in 2024 ook van start kan gaan.

De administratie blijft proactief inzetten op een betere kennis, toepassing en uitvoering van de **Camerawet**.

Burgers, ondernemingen, lokale besturen, politiediensten en internationale organisaties op ons grondgebied kunnen met hun vragen inzake bewakingscameragebruik terecht bij de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken voor gepaste en duidelijke informatie.

Ook het komende jaar zal onze administratie specifieke **informatiesessies** organiseren ten behoeve van politie en andere veiligheidsprofessionals.

Een nieuwe informatiecampagne over de rechten en plichten gepaard gaande met de camerawet zal worden gelanceerd naar het breed publiek.

Een geïntegreerd en globaal veiligheidsbeleid in Brussel

Voor wat betreft een meer globaal en geïntegreerd veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals vooropgesteld in het regeerakkoord, wordt het voorontwerp van wet, zoals in eerste lezing door de Ministerraad goedgekeurd, verder aangepast na de adviezen van de geraadpleegde instanties.

We beogen de parlementaire werkzaamheden met betrekking tot dit wetsontwerp spoedig te kunnen aanvatten.

CIVIELE VEILIGHEID

De uitdagingen en omwentelingen waarmee de maatschappij wordt geconfronteerd, en waarvan de klimaatverandering een heel zichtbaar voorbeeld is, hebben de cartografie van de risico's in ons land grondig gewijzigd.

L'organisation de nos services doit donc être ajustée en continu afin de pouvoir répondre au mieux aux défis futurs posés par ces nouveaux risques.

Pour ce faire, nous nous concentrons sur les trois axes suivants:

- 1) l'objectivation et la consolidation des capacités opérationnelles;
- 2) l'accentuation de l'anticipation et la préparation;
- 3) l'implication structurelle et la coopération de l'ensemble des acteurs de la Sécurité civile.

Une Protection civile (plus) performante

La Protection civile réalise actuellement une **analyse d'écarts**. Cette analyse est la suite logique de l'évaluation menée en 2022. Elle a pour objectif central d'objectiver les capacités opérationnelles de la Protection civile en l'état, d'identifier les missions essentielles à forte valeur ajoutée et de définir un trajet de consolidation et de redimensionnement du service.

Ensuite, nous voulons examiner quelles sont les adaptations à apporter aux **missions et tâches** de la Protection civile et des zones de secours, afin de garantir la complémentarité et l'interopérabilité de ces services de secours et une meilleure adéquation entre les missions qui leur sont confiées et les moyens qui leur sont alloués.

Nous travaillons également à la révision de la **structure** organisationnelle de la Protection civile afin de garantir que le service réponde au mieux aux attentes de ses principaux partenaires.

Nous préparons l'avenir en identifiant, pour le **personnel volontaire**, les modifications à apporter au statut administratif de la Protection civile. L'objectif est de faciliter le recrutement des volontaires et de pouvoir les mobiliser davantage. Cette réflexion s'axe également sur le volet de leur formation.

Nous voulons également œuvrer à la révision du cadre de formation des **membres du personnel professionnel** de la Protection civile pour aboutir à davantage de flexibilité et d'efficacité. L'objectif est de pouvoir organiser les formations de brevets via les écoles du feu et la Protection civile elle-même. Des synergies seront

De organisatie van onze diensten moet dan ook continu worden aangepast om naar best vermogen te kunnen reageren op de uitdagingen van de toekomst die deze nieuwe risico's met zich meebrengen.

Hierbij focussen we op de volgende drie pijlers:

- 1) de objectivering en de bundeling van de operationele capaciteiten;
- 2) verhogen van de anticipatie en voorbereiding;
- 3) structurele betrokkenheid en samenwerking van alle actoren op het gebied van Civiele Veiligheid.

Een performante(re) Civiele Bescherming

Er wordt binnen de Civiele Bescherming een **gapanalyse** uitgevoerd. Deze analyse is de logische voortzetting van de evaluatie die in 2022 werd uitgevoerd. Deze heeft als centrale doelstelling de huidige operationele capaciteiten van de Civiele Bescherming te objectiveren, de essentiële opdrachten met grote toegevoegde waarde te identificeren en een traject ter versterking en herdimensionering van de dienst uit te stippelen.

Vervolgens willen we nagaan welke aanpassingen nodig zijn in de **opdrachten en taken** waarvoor de Civiele Bescherming en de hulpverleningszones instaan, zodat de complementariteit en de interoperabiliteit van deze hulpdiensten gegarandeerd is en de opdrachten die aan de diensten zijn toegewezen, beter afgestemd zijn op de hen toegekende middelen.

Ook werken we aan de herziening van de organisatorische **structuur** van de Civiele Bescherming om te garanderen dat de dienst maximaal beantwoordt aan de verwachtingen van de belangrijkste partners van de dienst.

We bereiden ons voor op de toekomst door voor **vrijwilligerspersoneel** de wijzigingen in kaart te brengen die moeten worden aangebracht in het administratief statuut van de Civiele Bescherming. Het doel is om de werving van vrijwilligers te faciliteren en hen meer te kunnen inzetten. Deze reflectie richt zich ook op het aspect van hun opleiding.

Vervolgens willen we ons inzetten om het opleidingskader van de **beroepspersoneelsleden** van de Civiele Bescherming te herzien, met het oog op meer flexibiliteit en doeltreffendheid. Het objectief is om de brevetopleidingen via de brandweerscholen en de Civiele Bescherming zelf te kunnen organiseren. Er zullen synergiën worden

recherchées avec les partenaires en vue d'organiser des formations très spécialisées.

Enfin, nous voulons préparer un nouveau **plan d'investissement 2024-2028** réaliste pour la Protection civile.

Une Protection civile préparée

Le contexte sociétal et l'émergence de nouveaux risques doivent inciter à intensifier l'anticipation et la préparation des services.

La mise en place, au sein de la direction générale Sécurité civile, d'une structure centralisée pour l'organisation récurrente d'**exercices monodisciplinaires et multidisciplinaires** pour vérifier, adapter et développer l'interopérabilité des moyens et des procédures, est une priorité.

Le développement d'un **plan monodisciplinaire D4** intégrant les capacités opérationnelles de la compagnie "Proter" de la Défense sera poursuivie en 2024.

L'anticipation et la préparation passe également par l'accroissement de la disponibilité et l'utilisation de connaissances scientifiques appliquées sur les incidents majeurs et les catastrophes naturelles ou anthropiques afin de garantir un bon dimensionnement de la réponse opérationnelle. En d'autres termes, il s'agit du développement de plusieurs capacités concomitantes en partenariat étroit avec l'ensemble des partenaires de la chaîne de sécurité.

Nous pensons:

- au monitoring régulier des capacités opérationnelles de tous les acteurs de la Sécurité civile;
- à l'organisation régulière d'exercices des capacités opérationnelles;
- à l'identification des options/réponses aux risques les plus envisageables tenant compte du contexte et des moyens disponibles et avis aux partenaires;
- à la recherche et au suivi des innovations technologiques dans le domaine de la Sécurité civile;
- à la mise en place d'un "Incident Command System", pour la discipline 4 qui doit être en mesure d'organiser 24/7 la réponse opérationnelle "logistique" face à une crise, une catastrophe ou une demande d'intervention de la Protection civile. Ce système permettra entre autres de monitorer les ressources disponibles des deux unités

gezoekt met de verschillende partners met het oog op de organisatie van zeer gespecialiseerde opleidingen.

Ten slotte willen we een nieuw en realistisch **investeringsplan 2024-2028** voor de Civiele Bescherming voorbereiden.

Een voorbereide Civiele Bescherming

De maatschappelijke context en de opkomst van nieuw risico's moet de diensten ertoe aanzetten meer in te zetten op anticipatie en voorbereiding.

De oprichting van een gecentraliseerde structuur binnen de Algemene Directie Civiele Veiligheid die regelmatig **mono- en multidisciplinaire oefeningen** organiseert, om de interoperabiliteit van de middelen en procedures te controleren, aan te passen en te ontwikkelen, is een prioriteit.

De ontwikkeling van een **monodisciplinair plan D4** waarin de operationele capaciteiten van de compagnie "Proter" van Defensie zijn geïntegreerd, wordt verdergezet in 2024.

Anticipatie en voorbereiding betekent ook het vergroten van de beschikbaarheid en het gebruik van toegepaste wetenschappelijke kennis over grote incidenten en natuurrampen of door de mens veroorzaakte rampen om ervoor te zorgen dat de operationele respons goed gedimensioneerd is. Het gaat met andere woorden om de ontwikkeling van verschillende gelijktijdige capaciteiten, in nauw overleg met alle partners van de veiligheidsketen.

We denken daarbij aan:

- de regelmatige monitoring van de operationele capaciteiten van alle actoren binnen de civiele veiligheid;
- de regelmatige organisatie van oefeningen rond operationele capaciteiten;
- de vaststelling van de meest haalbare opties/reacties m.b.t. de risico's, rekening houdend met de context en de beschikbare middelen, en advies aan de partners;
- onderzoek en opvolging van de technologische vernieuwingen op het vlak van de civiele veiligheid;
- de instelling van een "Incident Command System" voor discipline 4 dat 24/7 de operationele "logistieke" respons op een crisis, een ramp of een verzoek om interventie van de Civiele Bescherming moet kunnen organiseren. Dit systeem zal het onder andere mogelijk maken om de middelen die beschikbaar zijn voor de twee

de la Protection civile et de les affecter au mieux selon les besoins formulés.

Partenariats renforcés

La collaboration porte ses fruits, et nous voulons le démontrer dans notre politique de sécurité civile.

Dans le cadre de la gestion des risques et du développement de la résilience, la direction générale Sécurité civile poursuit sa collaboration intense avec le Centre de crise national (ci-après: **NCCN**).

Dans cette même optique, nous développerons un partenariat avec le nouveau “**Coordination Center Risk Assessment Climate Change**” du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Cette double collaboration doit permettre d’aboutir à un processus d’examen des risques (classification des risques selon leur probabilité et leur impact) et à un processus mature de traitement des risques (identification et recommandation de mesures de contrôle et/ou de traitement opérationnel des risques).

Ces processus fondamentaux forment deux des trois axes de la stratégie d’adaptation de la Sécurité civile face aux défis climatiques.

La bonne collaboration entre nos services et les zones de secours est particulièrement importante. À cette fin, nous mettons en place un **nouvel organe** représentatif des zones de secours et du service d’incendie de Bruxelles.

Le nouvel organe est un catalyseur de l’expertise opérationnelle et sera chargé non seulement de dispenser des avis, mais également de gérer, en toute autonomie, un certain nombre de projets et de dossiers liés aux services d’incendie.

La présence d’un bureau national pour les volontaires au sein de l’organisme permettra de prendre en compte de manière adéquate le contexte et les besoins spécifiques de cette catégorie de personnel dans les zones de secours.

La structure que nous avons mise en place est complétée par un comité stratégique. Il s’agit du point de rencontre entre notre direction générale Sécurité civile et les représentants de cet organe nouvellement créé.

Par cette collaboration, l’organe et la direction générale Sécurité civile assureront la hiérarchisation et le suivi des

eenheden voor Civiele Bescherming te controleren en deze zo doeltreffend mogelijk toe te wijzen volgens de geformuleerde behoeften.

Versterkte partnerschappen

Samenwerking loont en we willen dat ook tonen in ons beleidsdomein civiele veiligheid.

In het kader van het risicobeheer en de ontwikkeling van de weerbaarheid, zet de directie Civiele Veiligheid haar intense samenwerking met het Nationaal Crisiscentrum (hierna: **NCCN**) verder.

Vanuit datzelfde oogpunt zullen we een partnerschap uitbouwen met het nieuwe “**Coordination Center Risk Assessment Climate Change**” van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Deze tweeledige samenwerking moet resulteren in een matuur risico-onderzoeksproces (classificatie van de risico’s naargelang hun waarschijnlijkheid en impact) en een matuur risicobehandelingsproces (bepalen en aanbevelen van maatregelen ter controle en/of inzake operationele behandeling van de risico’s).

Deze fundamentele processen vormen twee van de drie pijlers van de aanpassingsstrategie van de civiele veiligheid ten aanzien van de klimaatuitdagingen.

De goede samenwerking tussen onze diensten en de hulpverleningszones is bijzonder belangrijk. Daartoe richten wij een **nieuw orgaan** op dat de hulpverleningszones en de Brusselse brandweer vertegenwoordigt.

Het nieuwe orgaan is een katalysator voor operationele expertise en zal niet alleen worden belast met het uitbrengen van adviezen, maar ook met het autonome beheer van een aantal projecten en dossiers met betrekking tot de brandweerdiensten.

Door de aanwezigheid van een nationaal bureau voor vrijwilligers binnen het orgaan, zal op adequate wijze rekening kunnen worden gehouden met de specifieke context en noden van deze personeelscategorie binnen de hulpverleningszones.

De structuur die we hebben uitgewerkt, wordt aangevuld met een strategisch comité. Dit is de ontmoetingsplaats tussen onze Algemene Directie Civiele Veiligheid en de vertegenwoordigers van dit nieuwe orgaan.

Door deze samenwerking zullen het orgaan en de Algemene Directie Civiele Veiligheid de prioritering

objectifs stratégiques et opérationnels liés aux services d'incendie. En outre, la coordination s'en verra facilitée et les partenariats existants renforcés. Dans la continuité des conclusions des différents rapports portant sur la gestion de crise, la mobilisation (et l'alignement) de tous les acteurs de la sécurité est nécessaire.

La représentation des pompiers au niveau fédéral sera une valeur ajoutée au moment où notre pays sera confronté à des crises majeures et à leur gestion.

Nous suivrons donc de près et encouragerons la coopération avec les autres acteurs dans le domaine de la Sécurité civile.

Le bon démarrage de cet organe est une priorité. Parallèlement, nos services préparent l'organisation d'**États généraux de la Sécurité civile**. Le calendrier dépendra des résultats d'autres initiatives mentionnées dans la présente note de politique, telles que l'audit 112 et l'analyse des lacunes au sein de la Protection civile. En effet, les conclusions de ces analyses fourniront des informations cruciales pour les États généraux.

Nous voulons également impliquer davantage les autorités locales dans la détermination des aspects stratégiques de la Sécurité civile. Nous voulons donc élargir les compétences du **Conseil des bourgmestres**, institué par l'article 8 de la loi sur la police intégrée.

Parallèlement, nous actualiserons la composition et la méthodologie de ce conseil afin d'en améliorer l'efficacité et la représentativité.

Performante, aussi sur le plan international

La Belgique, via B-FAST et l'UCPM, a été très active dans l'**assistance en cas de catastrophe à l'étranger**.

Ce fut (et c'est encore) le cas pour l'Ukraine, où plus de 310 tonnes de matériel de secours ont été envoyées.

Nos services ont pour ce faire coopéré avec les partenaires au sein de B-FAST mais aussi avec les Régions et les Communautés, le secteur culturel et des sociétés privées.

En 2023, B-FAST a également effectué sa plus vaste opération depuis sa création, en envoyant un hôpital de campagne en Turquie après les puissants tremblements de terre. 27 membres de la Protection civile ont

en de opvolging van de strategische en operationele doelstellingen in verband met de brandweer borgen, de coördinatie vergemakkelijken en de bestaande partnerschappen versterken. In navolging van de conclusies van verschillende rapporten over het crisisbeheer, is de mobilisatie (en de alignering) van alle veiligheidsactoren noodzakelijk.

De vertegenwoordiging van de brandweer op federaal niveau zal een meerwaarde zijn op de momenten dat ons land zich geconfronteerd ziet met grote crisissen en het beheer ervan.

De samenwerking met de andere actoren binnen het domein van de civiele veiligheid zullen we dan ook nauwgezet opvolgen en stimuleren.

De goede start van dit orgaan heeft prioriteit. Parallel hiermee bereiden onze diensten de organisatie van een **Staten-Generaal van de Civiele Veiligheid** voor. De timing hiervoor zal afhankelijk zijn van de resultaten van andere initiatieven die in deze beleidsnota worden vermeld, zoals de audit van de 112 en de gapanalyse binnen de Civiele Bescherming. De vaststellingen van deze analyses zullen immers cruciale inzichten opleveren voor de Staten-Generaal.

Ook de lokale overheden willen we nauwer betrekken bij het bepalen van de strategische aspecten van de civiele veiligheid. Daarom willen we de bevoegdheden van de **Raad van Burgemeesters**, opgericht door artikel 8 van de wet op de Geïntegreerde Politie, uitbreiden.

Parallel zullen we de samenstelling en methodiek van deze raad actualiseren met het oog op een efficiëntere werking en betere representativiteit.

Performant, ook op internationaal vlak

België, via B-FAST en het UCPM, is erg actief geweest bij het verschaffen van **rampenbijstand naar het buitenland**.

Dit was (en is nog steeds) onder meer het geval voor Oekraïne, waarbij meer dan 310 ton aan hulpgoederen werd geleverd.

Hiertoe hebben onze diensten samengewerkt met de partners binnen B-FAST, maar ook met de Gewesten en Gemeenschappen, de culturele sector en privébedrijven.

In 2023 realiseerde B-FAST ook haar grootste operatie sinds haar oprichting door het sturen van een veldhospitaal naar Turkije na de zware aardbevingen. Hieraan participeerden 27 leden van de Civiele Bescherming. Parallel

participé à cette mission. Un expert de la Protection civile a également fait partie de l'équipe de coordination européenne sur place.

En mai 2023, la Protection civile, sous drapeau B-FAST, a envoyé un module de Pompage à Haute Capacité en Italie suite aux graves inondations. Pendant cette mission, les 13 membres de la Protection civile ont pompé 1.000.000 m³ d'eau, soit l'équivalent de plus de 400 piscines olympiques. Cette opération a permis aux habitants de la région de rentrer chez eux, aux agriculteurs de retourner aux champs, et aux entrepreneurs de reprendre leurs activités.

Au total, 41 agents de la Protection civile ont participé à des missions d'assistance à l'étranger.

La direction générale Sécurité civile continuera, par le biais de son travail au sein de B-FAST, et en assurant la coordination entre les services belges compétents et l'UCPM à soutenir l'effort de solidarité internationale.

Elle contribuera en outre à l'identification des leçons à tirer de ces situations, tant au sein de B-FAST que de l'UCPM.

Lors des inondations de 2021 dans la vallée de la Vesdre, pour lesquelles nous avons sollicité une aide internationale, l'importance d'une bonne connaissance du mécanisme de Protection civile au niveau provincial a été mise en évidence. En 2024, la direction générale Sécurité civile poursuivra sa coopération avec les provinces belges pour l'organisation d'un **exercice européen table-top**.

En 2023, la direction générale Sécurité civile a obtenu une subvention européenne pour l'achat de son propre **poste de commandement de terrain** pour la Protection civile. Un appel d'offres a été lancé et le marché a été attribué. La réception est prévue pour fin 2024.

L'objectif de cette base d'opérations est, d'une part, de renforcer ses capacités à soutenir logistiquement un déploiement multidisciplinaire de longue durée et, d'autre part, d'accroître sa propre capacité de déploiement au niveau international.

Afin d'optimiser l'utilisation des possibilités de financement européen pour le développement de capacités d'intervention, la direction générale Sécurité civile a soumis une proposition d'étude à la Commission européenne. Si elle est approuvée, cette étude analysera les difficultés liées à l'obtention et à la mise en œuvre de

participeerde een expert van de Civiele Bescherming ook aan het Europees Civil Protection coördinatieteam ter plaatse.

In mei 2023 heeft de Civiele Bescherming, onder B-FAST vlag, ook een High Capacity Pumping module gestuurd naar Italië na de zware overstromingen. Tijdens deze missie hebben de 13 leden van de Civiele Bescherming 1.000.000 kubieke meter water, het equivalent van meer dan 400 olympische zwembaden, weggepompt. Hierdoor konden bewoners uit de streek terugkeren naar hun huizen, boeren terug hun velden bewerken en ondernemers terug hun activiteiten opstarten.

In totaal participeerden 41 leden van de Civiele Bescherming vorig jaar aan buitenlandse rampenbijstandsmisseries.

De Algemene Directie Civiele Veiligheid zal, via haar werkzaamheden bij B-FAST, en door de coördinatie te verzekeren tussen de betrokken Belgische diensten en het UCPM, de internationale rampenbijstand blijven ondersteunen.

Voorts zal ze actief bijdragen aan de identificatie van de lessen die kunnen worden geleerd uit deze situaties, zowel binnen B-FAST als binnen het UCPM.

Tijdens de overstromingen van 2021 in de Vesdervallei, waarin een beroep werd gedaan op internationale bijstand, werd het belang benadrukt van een goede kennis op provinciaal niveau van de werking van het UCPM. Daarom zal de Algemene Directie Civiele Veiligheid ook in 2024 haar samenwerking met de Belgische provincies voor de organisatie van een **Europese table-top oefening** verderzetten.

In 2023 behaalde de Algemene Directie Civiele Veiligheid een Europese subsidie voor de aankoop van een eigen **veld commandopost** voor de Civiele Bescherming. Een marktaanbesteding werd gelanceerd en de opdracht toegekend. De oplevering wordt voorzien voor eind 2024.

Het doel van deze base of operations is enerzijds het versterken van haar capaciteiten om logistiek een langdurige multidisciplinaire inzet te ondersteunen en anderzijds haar eigen internationale ontplooibaarheid te vergroten.

Om het gebruik van Europese financieringsmogelijkheden voor de ontwikkeling van interventiecapaciteiten te optimaliseren, heeft de Algemene Directie Civiele Veiligheid bij de Europese Commissie een studievoorstel ingediend. Indien goedgekeurd zal deze studie de moeilijkheden met betrekking tot het aantrekken en

fonds européens dans le cadre de l'UCPM et identifiera les solutions possibles et les bonnes pratiques à cet égard. Cela nous permettra de renforcer de manière la plus optimale et efficace possible tant nos contributions à l'assistance internationale que nos propres capacités nationales.

En septembre 2023, le module **Flood Rescue Using Boats** de la Protection civile a obtenu une certification européenne lors d'un exercice de grande ampleur en Pologne.

En 2024 aussi, nous continuerons à investir dans le renforcement et l'intégration européenne de nos capacités. Le renouvellement de la certification européenne du module **High Capacity Pumping** sera par exemple demandé en 2024.

Par ailleurs, la possibilité pour la Belgique d'accueillir un **hélicoptère bombardier d'eau rescEU** (réserve européenne de capacités), financé par l'UE, est à l'étude auprès de la Commission. À cet effet, les critères techniques, le cadre financier et les partenaires possibles pour la mise en œuvre de ce projet sont en cours d'analyse.

L'an dernier, la direction générale Sécurité civile a développé, en collaboration avec sept autres pays partenaires, huit nouvelles formations européennes pour former la Protection civile et les autorités chargées de la lutte contre les catastrophes à demander et à recevoir une aide d'urgence par l'intermédiaire de l'UCPM.

Les cinq premières formations ont déjà eu lieu l'an dernier dans quatre pays différents. En 2024, la direction générale Sécurité civile organisera neuf formations, avec ses partenaires du consortium.

En parallèle, la direction générale Sécurité civile continuera à proposer des formations aux services d'intervention sur le fonctionnement de l'UCPM et les procédures de réception et d'intégration de l'assistance internationale (host nation support).

Les procédures UCPM sur le **host nation support**, mises en place grâce au soutien de la Belgique, sont en cours d'actualisation par la Commission. Les nouvelles EU HNS Guidelines seront intégrées dans nos propres procédures et formations.

Des prestations sur mesure pour les zones de secours

Comme mentionné précédemment, les zones de secours, les réseaux pompiers, mais aussi les écoles

implémenter van Europese fondsen binnen het UCPM analyseren en mogelijke oplossingen en goede praktijkvoorbeelden hieromtrent identificeren. Op deze manier werken we verder om op een zo optimaal en efficiënt mogelijke manier onze bijdragen aan de internationale rampenbijstand en onze eigen nationale capaciteiten te versterken.

In september 2023 werd de **Flood Rescue Using Boats** module van de Civiele Bescherming Europees gecertificeerd via de participatie aan een grootschalige oefening in Polen.

Ook in 2024 blijven we verder investeren in de versterking en Europese integratie van onze capaciteiten. Zo zal in 2024 de hernieuwing van de EU certificering van de **High Capacity Pumping** module worden aangevraagd.

Voorts wordt met de Commissie bekeken of België een **rescEU blushelikopter** (Europese reserve van capaciteiten), gefinancierd door de EU kan hosten. De technische criteria, het financieel kader en mogelijke partners voor de uitvoering van dit project worden hiertoe momenteel geanalyseerd.

Vorig jaar heeft de Algemene Directie Civiele Veiligheid samen met zeven andere partnerlanden acht nieuwe Europese opleidingen uitgewerkt om Civiele Bescherming en rampenbestrijdingsautoriteiten te trainen om noodhulp via het UCPM aan te vragen en te ontvangen.

De eerste vijf van deze opleidingen werden vorig jaar reeds georganiseerd in vier verschillende landen. In 2024 zal de Algemene Directie Civiele Veiligheid, samen met haar consortiumpartners, negen opleidingen organiseren.

Daarnaast zal de Algemene Directie Civiele Veiligheid ook verder blijven inzetten op het aanbieden van opleidingen aan de interventiediensten omtrent de werking van het UCPM en de procedures met betrekking tot de ontvangst en integratie van internationale bijstand (host nation support).

Momenteel worden de UCPM procedures met betrekking tot de **host nation support**, die ontstaan zijn dankzij de ondersteuning van België, door de Commissie geactualiseerd. De nieuwe EU HNS Guidelines zullen worden geïntegreerd in de eigen procedures en opleidingen.

Een dienstverlening op maat van de hulpverleningszones

Zoals eerder gezegd zijn hulpverleningszones, de brandweernetwerken maar ook de brandweerscholen,

du feu, les associations de volontaires et les syndicats sont des partenaires importants dans le domaine de la politique de Sécurité civile. Nous voulons coopérer avec eux et assurer un soutien efficace aux pompiers afin qu'ils puissent accomplir leurs tâches de la manière la plus efficace et la plus sûre possible, et aider les citoyens dans le besoin.

Les écoles du feu jouent un rôle essentiel dans l'enseignement et le maintien des connaissances et des compétences nécessaires pour que nos secouristes puissent (continuer à) agir de manière adéquate et sûre. Afin qu'elles puissent remplir au mieux leurs missions, nous améliorerons le **régime de subvention** en préfinançant les formations sur la base d'avances annuelles.

En outre, nous simplifierons les procédures de demande pour les écoles en supprimant les demandes de subventions individuelles.

Amélioration continue des zones de secours et de la lutte contre l'incendie

Chaque habitant de notre pays a droit à une aide rapide et adéquate en cas d'urgence. C'est pourquoi les services d'incendie de notre pays sont organisés en zones de secours. Ils sont proches des citoyens et veillent en permanence à leur sécurité.

Une formation qualitative des pompiers

Nous entreprenons la réorganisation pédagogique de la **formation de base BO1** en rationalisant le nombre d'heures de formation et en organisant les modules de manière plus logique. Cela nous permettra d'accélérer le déploiement des nouveaux pompiers sur le terrain sans compromettre la sécurité et la qualité. Les adaptations apportées à la formation de base s'appliquent tant aux pompiers professionnels qu'aux pompiers volontaires. La formation de base raccourcie et plus efficace répond à la volonté d'optimiser et d'accélérer le processus de recrutement et d'intégration des volontaires au sein des services d'incendie.

Nous voulons également optimiser le contenu pédagogique des **brevets supérieurs** (BO2 à OFF2).

Enfin, nous allons également assouplir la structure de certaines formations de brevet et y intégrer une plus grande liberté de choix. Ce sera le cas pour la formation MO1 (de sergent), et la formation OFF2 (de capitaine).

Les premières formations pour les candidats officiers, colonels et commandants de zone dans les zones de secours ont été dispensées.

vrijwilligersverenigingen en vakbonden belangrijke partners binnen het beleidsdomein van de Civiele Veiligheid. We willen met hen samenwerken en zorgen voor een effectieve ondersteuning van de brandweer, zodat deze hun taken op een zo efficiënt en veilig mogelijke manier kunnen uitvoeren, en de burger in nood kunnen bijstaan.

De brandweerscholen vervullen een essentiële rol in het aanleren en op peil houden van de noodzakelijke kennis en competenties zodat onze hulpverleners op een adequate en veilige wijze kunnen (blijven) optreden. Opdat zij hun taken zo goed mogelijk kunnen uitvoeren, zullen we de **subsidieregeling** verbeteren door opleidingen te prefinancieren op basis van jaarlijks voorschotten.

Daarenboven vereenvoudigen we de aanvraagprocedures voor de scholen door de afschaffing van de individuele subsidieaanvragen.

De hulpverleningszones en de brandbestrijding permanent verbeteren

Iedere inwoner van ons land heeft in geval van nood recht op snelle en adequate hulp. Om deze reden zijn brandweerdiensten in ons land georganiseerd in hulpverleningszones. Ze staan dicht bij de burgers en zorgen voortdurend voor hun veiligheid.

Een kwalitatieve opleiding van de brandweerlieden

We maken werk van de pedagogische reorganisatie van de **basisopleiding BO1** door: het aantal opleidingsuren te rationaliseren en de modules op een logischere wijze te organiseren. Hierdoor kunnen we de inzet van nieuwe brandweerlieden op het terrein versnellen zonder evenwel in te boeten op veiligheid en kwaliteit. De aanpassingen in de basisopleiding zijn van toepassing op zowel de beroepspersoneelsleden als de vrijwilligers. De verkorte en meer efficiënte basisopleiding komt tegemoet aan het voornemen om het rekruterings- en integratieproces van de vrijwilligers binnen de brandweer te optimaliseren en te versnellen.

Ook willen we de pedagogische inhoud van de **hogere brevetten** (BO2 tot OFF2) optimaliseren.

Ten slotte zullen we ook de structuur van een aantal brevetopleidingen flexibiliseren en meer keuzevrijheid inbouwen. Dit zal het geval zijn voor de opleiding MO1 (tot sergeant), en de opleiding OFF2 (tot kapitein).

De eerste opleidingen voor kandidaat-officieren, kolonels en zonecommandanten in de hulpverleningszones zijn gegeven.

Les modules sur le leadership, l'élaboration de stratégies, la communication et la négociation, ainsi que sur la diversité, la sécurité et le bien-être au travail, portent la formation de nos pompiers au plus haut niveau. Il est important que les colonels – les “top-managers” de nos services d'incendie – puissent bénéficier de la meilleure formation, compte tenu de la grande importance sociale de leur fonction.

Nous pouvons maintenant vérifier si la formation répond aux attentes fixées. Si nécessaire, nous améliorerons les modules de la **formation du brevet OFF4**.

En 2024, nous continuerons à soutenir le **programme de formation “Sécurité et Défense”** tant en Flandre qu'en Wallonie. Cela permettra aux jeunes de se familiariser avec le métier de pompier.

Nous évaluerons également le programme des cours de la section pompiers afin de proposer un programme intéressant et qualitatif qui reste viable pour les écoles secondaires comme pour les écoles du feu.

Gestion des connaissances

Analyser les interventions et les incidents et en tirer des leçons reste une piste intéressante pour optimiser la formation des pompiers.

Afin d'entamer une analyse approfondie et impartiale de l'incident le plus tôt possible après sa survenance, la création d'une **commission d'apprentissage permanente** nous semble souhaitable.

La prévention des incendies reste évidemment un défi majeur. Ici, nous prêtons attention aux **nouvelles tendances**.

Afin d'anticiper les risques relatifs aux **feux en milieu naturel** et de permettre aux services d'intervention de disposer de moyens de préparation adéquats, la direction générale Sécurité civile procédera en 2023, et durant les trois années suivantes, à l'acquisition de plusieurs “bambi buckets” (ainsi que de leurs accessoires indispensables) destinés à renforcer l'appui aérien susceptible d'être déployé lors de la survenance de ce type de danger.

Ce plan pluriannuel d'acquisition visera dans un premier temps, en 2023, à équiper suffisamment la DAFA de la Police Fédérale. À partir de 2024 et en concertation avec les gouverneurs, la direction générale Sécurité civile veillera à placer préventivement des “bambi buckets”, des réservoirs de piscine et autres accessoires en divers endroits idoine du territoire national afin de

Met modules rond leiderschap, strategievorming, communicatie en onderhandelen, maar ook diversiteit, veiligheid en welzijn op het werk, wordt de opleiding van onze brandweer naar het hoogste niveau getild. Het is belangrijk dat de kolonels – de topmanagers van onze brandweer - de beste opleiding kunnen genieten, gezien het grote maatschappelijk belang van hun job.

We kunnen nu nagaan of de opleiding beantwoordt aan de gestelde verwachtingen. Indien nodig, verbeteren we de opleidingsmodules van de **brevetopleiding OFF4**.

In 2024 zullen we het **opleidingsprogramma “Veiligheid en Defensie”** in zowel Vlaanderen als Wallonië blijven ondersteunen. Op die manier kunnen jongeren kennismaken met het beroep van brandweerman/-vrouw.

We evalueren eveneens het lessenpakket voor het luik brandweer om tot een interessant en kwalitatief programma te komen dat houdbaar blijft voor zowel de secundaire- als de brandweerscholen.

Kennismanagement

Het onderzoeken van interventies en incidenten en het trekken van lessen daaruit blijft een interessante piste om de opleiding van de brandweer te optimaliseren.

Om zo snel mogelijk na het incident te kunnen starten met een grondige en onpartijdige analyse ervan, lijkt ons de oprichting van een **permanente leercommissie** wenselijk.

Het voorkomen van branden blijft vanzelfsprekend een belangrijke uitdaging. We hebben hierbij aandacht voor **nieuwe tendensen**.

Om te anticiperen op de risico's die gepaard gaan met **natuurbranden** en om ervoor te zorgen dat de hulpdiensten over voldoende voorbereidingsmiddelen beschikken, zal de Algemene Directie Civiele Bescherming in 2023 en de daaropvolgende drie jaar verschillende “bambi buckets” (en hun essentiële accessoires) aanschaffen die ontworpen zijn om de luchtsteun te versterken, die kan worden ingezet in geval van dit soort gevaar.

Dit meerjarenaankoopplan zal er in eerste instantie op zijn gericht om in 2023 de DAFA van de Federale Politie adequaat uit te rusten. Vanaf 2024 zal de Algemene Directie Civiele Veiligheid in overleg met de gouverneurs, ervoor zorgen dat de “bambi buckets”, zwembadtanks en andere toebehoren preventief op verschillende geschikte plaatsen in het hele land worden geplaatst, om

réduire le délai de déploiement de l'appui aérien lors d'un incendie en milieu naturel.

Prévention incendie

L'électrification du parc automobile entraîne de nouveaux risques d'incendie. Pour mieux s'y préparer, un cadre réglementaire adapté pour l'évaluation des risques d'incendie lors du **stationnement** et de la **recharge des véhicules électriques** dans les parkings sera établi, afin qu'ils puissent être traités de manière uniforme. L'approche part d'une méthodologie performancielle dans laquelle l'évolution de la technologie, des connaissances et de l'expérience ainsi que les règles de bonne pratique existantes peuvent être prises en compte.

L'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion a été modifié en 2022 pour répondre à l'augmentation des risques. Cette réglementation définit en détail les normes de base en matière de sécurité incendie pour les nouveaux bâtiments. Un maître d'ouvrage peut déroger à ces normes de base par le biais d'une solution alternative, à condition que le ministre autorise cette dérogation, sur avis de la Commission de dérogation.

Les dérogations fréquentes à l'arrêté royal du 7 juillet 1994, pour lesquelles la Commission a déjà élaboré des solutions type équivalentes, sont actuellement soumises à la même procédure que les autres demandes de dérogation. Cela entraîne souvent une charge administrative inutile et une perte de temps. La procédure sera adaptée de manière à ce que ces demandes de dérogations fréquentes puissent être traitées plus facilement du point de vue du citoyen.

Sélection et recrutement au sein des services d'incendie

Nous mettons actuellement en œuvre le nouveau cadre du **Certificat d'aptitude fédéral (CAF)** afin de soutenir les écoles du feu, les zones de secours et les candidats sapeurs-pompiers. Nous supprimerons les obstacles inutiles et simplifierons les modalités pratiques d'accès et d'obtention du CAF.

Les différentes composantes des tests CAF feront également l'objet d'une évaluation approfondie et nous procéderons à des ajustements si nécessaire. Pour les candidats sapeurs-pompiers, et en particulier les pompiers volontaires potentiels, cela signifie une réduction des obstacles inutiles pour intégrer les services d'incendie. Nous donnons ainsi suite à la résolution sur l'amélioration du recrutement des pompiers volontaires.

de tijd die nodig is om de luchtsteun in te zetten tijdens een natuurbrand te verkorten.

Brandpreventie

De elektrificatie van het wagenpark brengt nieuwe brandrisico's met zich mee. Om hierop beter voorbereid te zijn, zal een aangepast reglementair kader opgesteld worden voor de beoordeling van de brandrisico's verbonden aan het **parkeren en laden van elektrische personenvoertuigen** in parkings zodat deze op een eenvormige wijze kunnen aangepakt worden. De aanpak vertrekt vanuit een doelgerichte methodiek waarin rekening kan worden gehouden met de evolutie van de technologie, de kennis en de ervaringen en met de bestaande regels van goede praktijk.

Het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing werd in 2022 aangepast om een antwoord te bieden aan toegenomen risico's. Deze regelgeving bepaalt in detail de basisnormen voor de brandveiligheid van nieuwe gebouwen. Een bouwheer kan met een alternatieve oplossing afwijken van deze basisnormen, mits de minister toestemming verleent voor deze afwijking, op advies van de Commissie voor Afwijking.

Vaak voorkomende afwijkingen van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 waarvoor de Commissie reeds gelijkwaardige type-oplossingen uitwerkte, doorlopen momenteel dezelfde procedure als de andere aanvragen tot afwijkingen. Dit zorgt vaak voor onnodige administratieve lasten en tijdverlies. De procedure voor afwijkingen zal worden aangepast zodat aanvragen met betrekking tot vaak voorkomende afwijkingen eenvoudiger kunnen worden behandeld vanuit het oogpunt van de burger.

Selectie en aanwerving bij de brandweer

We implementeren het nieuwe kader voor het **Federaal Geschiktheidsattest (FGA)** ter ondersteuning van scholen, hulpverleningszones en kandidaat-brandweerblieden. We zullen overbodige drempels wegwerken en we vereenvoudigen de praktische modaliteiten voor de toegang tot en het behalen van het FGA.

De verschillende luiken van de FGA-testen zullen eveneens aan een grondige evaluatie worden onderworpen en we sturen bij waar nodig. Voor kandidaat-brandweerblieden, en in het bijzonder de potentiële brandweervrijwilligers, betekent dit een verlaging van overbodige barrières om toe te treden tot de brandweer. Op deze manier geven we gevolg aan de resolutie betreffende een betere rekrutering van brandweervrijwilligers.

Financement des services d'incendie

Afin d'améliorer encore le soutien financier fédéral aux zones de secours et aux pompiers bruxellois, nous continuerons d'augmenter leur **financement** jusqu'en 2024.

Sur la base du rythme de croissance actuel, le financement atteindra près de 190 millions d'euros d'ici 2024.

En 2022, nous avons exécuté l'article 67, alinéa 2 de la loi du 15 mai 2007 relative à la Sécurité civile et adopté l'AR dit "50/50". Dans cet arrêté royal, nous avons déterminé les postes de revenus et de dépenses qui entrent en ligne de compte pour calculer le ratio entre les contributions des communes et celles de l'État fédéral pour ce qui concerne les services d'incendie.

Nous avons calculé ce ratio au 31 décembre 2007. Nous avons également déterminé les principes pour établir ce ratio à l'avenir.

Le calcul pour déterminer le prochain ratio sera effectué en 2024.

Il s'agit à présent de nous concentrer sur la tâche complexe de procéder aux différents **calculs** permettant de déterminer les **coûts** des zones d'incendie et la part de ces coûts prise en charge par l'État fédéral.

La réglementation des services d'incendie

Le **statut des pompiers** a encore été amélioré en 2023 – après une large concertation avec les nombreux partenaires – sur la base de l'expérience de son application dans les zones de secours.

Une **aide juridique** est désormais prévue pour permettre aux sapeurs-pompiers et aux agents de la Protection civile victimes d'une agression de défendre leurs intérêts devant les tribunaux. Il s'agit d'une des mesures par lesquelles nous donnons suite à la résolution sur la lutte contre la violence à l'égard de la police, des pompiers et des services d'urgence et d'intervention.

Une nouvelle **procédure disciplinaire** et de nouvelles **règles déontologiques** vont prochainement être publiées. Une attention particulière a également été réservée à l'actualisation du statut des ambulanciers qui ne sont pas pompiers.

Un **régime de fin de carrière** adapté est nécessaire pour le métier de pompier. Il est en effet important de

Financiering van de brandweer

Om de federale financiële steun aan de hulpverleningszones en de Brusselse brandweer nog te verbeteren, zullen we hun **financiering** tot in 2024 verder verhogen.

Op basis van het huidige groeipad zal de financiering tegen 2024 oplopen tot bijna 190 miljoen euro.

In 2022 hebben we artikel 67, tweede lid van de wet van 15 mei 2007 betreffende de Civiele Veiligheid uitgevoerd en het zogenaamde "50/50"-KB goedgekeurd. In dit koninklijk besluit hebben we de inkomsten- en uitgavenposten vastgelegd, die in aanmerking worden genomen om de verhouding tussen de bijdragen van de gemeenten en van de Federale Staat inzake brandweerdiensten te berekenen.

We hebben deze verhouding berekend op 31 december 2007. We hebben eveneens de beginselen vastgelegd om deze verhouding in de toekomst te bepalen.

De berekening om de volgende verhouding te bepalen, zal worden gemaakt in 2024.

We moeten ons nu concentreren op de complexe taak om de verschillende **berekeningen** te maken om de **kosten** van de brandweerzones en het deel van deze kosten dat door de federale overheid wordt gedragen, te bepalen.

De reglementering van de brandweer

Het **statuut van de brandweer** werd in 2023 nog verbeterd – na een uitgebreide raadpleging van de vele partners – op basis van ervaringen met betrekking tot de toepassing ervan in de hulpverleningszones.

Voortaan wordt voorzien in **rechtshulp** om de brandweerman/-vrouw en de agent(e) van de Civiele Bescherming die het slachtoffer zijn geworden van agressie, de mogelijkheid te bieden hun belangen te verdedigen voor de rechtbanken. Dit is een van de maatregelen waarmee we gevolg geven aan de resolutie betreffende het tegengaan van geweld jegens de politie, de brandweer en de nood- en interventiediensten.

Een nieuwe **tuchtprocedure** en nieuwe **deontologische** regels zullen binnenkort worden gepubliceerd. Er werd ook bijzondere aandacht besteed aan de actualisering van het statuut van de ambulanciers-niet brandweerlieden.

Een aangepast **eindeloopbaanregime** voor het beroep van brandweerman/-vrouw is noodzakelijk. Het

pouvoir offrir des conditions de travail et des fonctions adaptées aux pompiers plus âgés, et de permettre au service de pouvoir bénéficier de toute l'expertise opérationnelle ou technique que ces pompiers ont acquise au cours de leur carrière.

C'est pourquoi nous travaillerons à l'adoption d'un arrêté royal permettant aux pompiers de travailler à temps partiel à partir d'un certain âge. Nous inscrirons également dans la réglementation que les zones de secours doivent tenir pleinement compte de la politique de fin de carrière lors de l'élaboration de leur plan de personnel et de leur plan de politique pluriannuelle.

Compte tenu des exigences physiques considérables de la profession de nos pompiers, il est impératif que des dispositions adéquates soient prises en vue de la fin de carrière du personnel opérationnel des zones. C'est pourquoi il sera demandé aux zones de consacrer les fonds supplémentaires pour 2024 à des mesures dans ce sens.

L'**inspection des services d'incendie** poursuivra son rôle d'appui et de contrôle des zones de secours afin que l'organisation zonale devienne une réalité dans chaque zone de secours.

Nous soumettrons dans le courant de l'année un projet de loi réglementant l'utilisation de **caméras** par les zones de secours. Cela permettra aux zones de secours et aux unités opérationnelles de la Protection civile de mieux aborder et gérer les interventions, d'améliorer la formation et d'effectuer des recherches sur les auteurs d'agressions à l'encontre des membres des services de secours.

Comme d'autres membres des métiers de la sécurité, les pompiers et les ambulanciers sont de plus en plus souvent victimes d'**agressions** et de **violences** dans l'exercice de leurs fonctions. En 2023, nous avons publié une circulaire à ce sujet afin de sensibiliser davantage les zones de secours, de les informer et de les encourager à prendre et à maintenir des actions et des mesures en ce sens.

La sécurité de nos secouristes est une préoccupation et une priorité permanentes. C'est pourquoi nous mènerons une campagne destinée à faire prendre conscience que la violence à l'encontre des pompiers et des secouristes est inacceptable. Nous devons pour ce faire atteindre un large public.

La campagne de communication, qui utilisera les réseaux sociaux pour la diffusion des messages, vise également à renforcer la confiance entre les citoyens et les professionnels de la sécurité. Pour ce faire, nous

is immers van belang om arbeidsomstandigheden en functies, aangepast aan de oudere brandweerlieden, te kunnen bieden, waarbij de dienst alle operationele of technische expertise kan benutten die deze brandweerlieden gedurende hun loopbaan hebben verworven.

Daarom zullen we ijveren voor de goedkeuring van een koninklijk besluit dat de brandweermannen en -vrouwen toelaat vanaf een bepaalde leeftijd deeltijds te werken. We verankeren eveneens in de regelgeving dat de hulpverleningszones bij de opmaak van hun personeels- en meerjarenbeleidsplannen het eindeloopbaanbeleid volwaardig in rekening moeten brengen.

Gezien de aanzienlijke fysieke eisen van het beroep van onze brandweerlieden, is het noodzakelijk dat er adequate voorzieningen worden getroffen met het oog op het einde van de loopbaan van de operationele personeelsleden van de zones. Omwille hiervan zal aan de zones worden gevraagd om de extra middelen voor 2024 te besteden aan maatregelen in dit kader.

De **brandweerinspectie** zal haar rol ter ondersteuning en controle van de hulpverleningszones voortzetten zodat de zonale organisatie een realiteit wordt in elke hulpverleningszone.

We leggen in de loop van het jaar een ontwerp van wet voor dat het gebruik van **camera's** door de hulpverleningszones operationele diensten van de civiele veiligheid regelt. Daarmee kunnen de hulpverleningszones en operationele eenheden van de Civiele Bescherming de interventies beter aanpakken en beheren, de opleiding verbeteren en onderzoek voeren naar de daders van agressie ten aanzien van de leden van de hulpdiensten.

Net zoals andere leden van de veiligheidsberoepen zijn brandweerlieden en ambulanciers steeds vaker het slachtoffer van **agressie en geweld** tijdens hun dienst. In 2023 verspreidden we een omzendbrief met betrekking tot deze materie om de problematiek verder onder de aandacht te brengen bij de hulpverleningszones en hen te informeren en stimuleren om acties en maatregelen hieromtrent te nemen en bestendigen.

De veiligheid van onze hulpverleners is een permanent aandachtspunt en prioriteit. Daarom zullen we een campagne voeren om mensen bewust te maken dat geweld tegen brandweerlieden en andere hulpverleners onaanvaardbaar is. We moeten hiervoor een breed publiek bereiken.

De communicatiecampagne, waarbij zal worden gewerkt met boodschappen via sociale media, heeft eveneens als doel te werken aan een versterkt vertrouwen tussen de burger en de veiligheidsberoepen. Hiervoor

ferons appel à des jeunes sapeurs-pompiers, à des cadets pompiers et à des étudiants en Défense et Sécurité. Nous sommes en train de développer une boîte à outils à l'attention des écoles secondaires, spécifiquement axée sur la lutte contre les agressions.

Nous répondons ainsi à la résolution sur la lutte contre la violence envers nos services d'incendie et autres services d'urgence et d'intervention.

Nouvel élan pour les centrales d'urgence 112

L'architecture supraprovinciale

Un système de dispatching adéquat et performant, permettant une assistance rapide aux citoyens ayant besoin d'une aide urgente, est indispensable.

Afin d'apporter une aide encore plus rapide aux citoyens ayant besoin d'une aide médicale urgente ou d'une aide urgente des pompiers, une architecture supraprovinciale a été élaborée pour les centrales d'urgence 112.

En 2023, toutes les centrales d'urgence 112 seront passées à cette architecture.

Cette (r)évolution a créé une dynamique totalement nouvelle, dans laquelle non seulement le citoyen peut être aidé plus rapidement et plus adéquatement. En effet, toutes les centrales d'une même zone linguistique peuvent désormais traiter intégralement un appel du citoyen, où qu'il se trouve, jusqu'à donner l'alerte et envoyer les moyens d'intervention nécessaires. L'opérateur se sent dès lors soutenu par ses collègues des autres sites provinciaux lorsqu'une augmentation soudaine des appels fait que son propre site provincial ne peut y faire face seul.

L'impact positif du fonctionnement supraprovincial pour les citoyens peut déjà être illustré par des données chiffrées: sur un total de 120.684 appels que l'ensemble des centrales d'urgence 112 déjà connectées à l'architecture supraprovinciale (Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur, Anvers et Limbourg) ont dû traiter en juillet 2023, 4.159 appels ont été traités par une centrale autre que celle territorialement compétente. Ce sont 4.159 citoyens qui ont pu être aidés plus rapidement parce qu'un opérateur d'une autre centrale d'urgence 112 a pu traiter leur appel.

En outre, de nouveaux outils de travail, à savoir une nouvelle application de téléphonie et un nouvel outil de dispatching, doivent également améliorer les conditions de travail des opérateurs.

zullen we jongeren uit de jeugdbrandweer, brandweerkadetten en studenten Defensie & Veiligheid inzetten. We ontwikkelen een toolkit voor de middelbare scholen specifiek over agressiebestrijding.

Op deze manier komen we tegemoet aan de resolutie betreffende het tegengaan van geweld jegens onze brandweer- en andere nood- en interventiediensten.

Een nieuw elan voor de noodcentrales 112

De bovenprovinciale architectuur

Een adequaat en performant dispatchingssysteem dat toelaat om de burger die dringend hulp nodig heeft, snel te kunnen helpen, is onontbeerlijk.

Om de burger die dringende medische hulp of dringende brandweerhulp nodig heeft, nog sneller te kunnen helpen, werd voor de 112 noodcentrales een bovenprovinciale architectuur uitgetekend.

In 2023 zullen alle 112 noodcentrales op deze architectuur zijn overgestapt.

Deze (r)evolutie heeft een totaal nieuwe dynamiek gecreëerd, en wel eentje waarbij niet alleen de burger sneller en adequater kan geholpen worden doordat alle centrales van eenzelfde taalgebied een oproep van de burger waar hij zich ook bevindt, volledig kunnen afhandelen tot en met het alarmeren en uitsuren van de noodzakelijke interventiemiddelen, maar ook eentje waarbij de operator zich gesteund voelt door zijn collega's uit andere provinciale sites wanneer een plotse toename van oproepen maakt dat de eigen provinciale site deze oproepen niet alleen de baas kan.

Dat de bovenprovinciale werking voor de burger een positief effect oplevert, kan reeds geïllustreerd worden door cijfermateriaal: op een totaal van 120.684 oproepen die alle 112 noodcentrales die reeds op de bovenprovinciale architectuur zijn aangesloten (Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen, Antwerpen en Limburg) in juli 2023 hebben moeten afhandelen zijn er 4.159 oproepen afgehandeld door een andere dan de territoriaal bevoegde centrale. Dit zijn 4.159 burgers die sneller konden worden geholpen doordat een operator van een andere noodcentrale 112 hun oproep kon afhandelen.

Verder moeten ook nieuwe werkinstrumenten, zijnde een nieuwe telefonieapplicatie en een nieuwe dispatchingstool, de werkomstandigheden van de operatoren verbeteren.

Par conséquent, 2024 sera l'année où l'on s'efforcera d'améliorer encore ces outils de travail techniques, tout en se concentrant sur l'introduction de **nouvelles fonctionnalités** visant à faciliter encore le travail de l'opérateur.

Aujourd'hui, les opérateurs doivent encore trop souvent rappeler les services intervenants pour s'assurer que le message de données envoyé par la centrale d'urgence 112 a bien été reçu. Une nouvelle fonctionnalité, **XLM 2.0**, qui sera déployée en 2024, devra faire en sorte que ce rappel appartienne au passé. En effet, les services intervenants pourront confirmer numériquement que le message a été reçu et lu. Cet outil aura évidemment un impact positif sur le travail de l'opérateur.

En 2024 également, une **fonction linguistique** à ajouter au menu de sélection du 112 sera développée. Cette fonction linguistique a un double objectif: d'une part, apporter une solution au problème d'erreur de routage des appels d'urgence dans la zone frontalière entre deux provinces et, d'autre part, offrir aux citoyens la possibilité d'être davantage assistés dans une situation d'urgence dans l'une des trois langues nationales belges (le français, le néerlandais et l'allemand).

Les citoyens qui utilisent l'App 112 pourront également faire usage de cette fonctionnalité linguistique, mais pour eux, c'est la langue paramétrée sur le smartphone qui déterminera la centrale 112 vers laquelle ils seront dirigés. L'architecture supraprovinciale permet l'introduction de cette fonctionnalité linguistique.

Le rôle clé des opérateurs 112

Le droit de chaque citoyen à une aide rapide et adéquate est une priorité.

Tout commence par nombre suffisant de collaborateurs pour répondre aux appels des citoyens.

En 2023, nous avons déployé des efforts considérables pour **recruter** du personnel supplémentaire pour les centrales d'urgence 112 et 101.

Quelques chiffres pour illustrer ce propos:

- 18 procédures de sélection ont été achevées ou entamées en 2023;
- 450 candidats se sont inscrits aux interviews;
- au total, 125 jours d'interviews ont déjà été consacrés à ce projet.

2024 zal dan ook het jaar zijn waarbij zal worden ingezet op verdere verbetering van deze technische werkinstrumenten en waarbij er ook aandacht zal zijn voor introductie van **nieuwe functionaliteiten** die het werk van de operator verder moeten faciliteren.

Vandaag moeten operatoren nog te vaak nabellen naar de interveniërende diensten om zich ervan te vergewissen dat het databericht dat door de noodcentrale 112 werd uitgestuurd, wel goed werd ontvangen. Een nieuwe functionaliteit **XLM 2.0** die in 2024 zal worden uitgerold moet ervoor zorgen dat dit nabellen tot het verleden behoort. Interviërende diensten zullen immers digitaal kunnen bevestigen dat het bericht werd ontvangen en gelezen. Dit zal uiteraard een positieve impact hebben op het werk van de operator.

Ook in 2024 zal er worden overgegaan tot de ontwikkeling van een **taalfaciliteit** die aan het keuzemenu 112 wordt toegevoegd. Deze taalfaciliteit dient een dubbel doel, en wel, een oplossing aanreiken voor het probleem van verkeerd routeren van noodoproepen in het grensgebied tussen twee provincies en anderzijds de burger de mogelijkheid bieden om in een noodsituatie te worden verder geholpen in één van de drie Belgische landstalen (Nederlands, Frans en Duits).

Ook burgers die de App 112 gebruiken zullen van deze taalfaciliteit gebruik kunnen maken maar voor deze zal het de taal van het instellen van de smartphone zijn die bepaalt naar welke centrale 112 er wordt doorverwezen. De bovenprovinciale architectuur maakt het invoeren van deze taalfaciliteit mogelijk.

De sleutelrol van de operatoren 112

Het recht van iedere burger op snelle en adequate hulp is een prioriteit.

Alles begint bij het hebben van voldoende personeel achter de telefoon om de oproepen van de burgers te kunnen beantwoorden.

We hebben in 2023 enorme inspanningen geleverd om bijkomend personeel voor de noodcentrales 112 en de 101 centrales **aan te werven**.

Enkele cijfers om dit te illustreren:

- 18 selectieprocedures werden afgerond of opgestart in 2023
- 450 kandidaten ingeschreven voor interviews
- in totaal werden hieraan reeds 125 interviewdagen besteed.

En outre, deux autres **procédures de promotion** ont été menées à bien, car il est évidemment important d'offrir des perspectives de carrière au personnel en service.

Au total, 120 nouveaux membres du personnel sont prêts pour rejoindre les centrales d'urgence 112 et 101 en 2023. Certains d'entre eux ont déjà commencé la formation de base, d'autres la commenceront bientôt.

Une procédure de sélection est toujours en cours pour les centrales d'urgence 112 flamandes. 96 candidats se sont inscrits à l'entretien oral. D'autres recrutements suivront donc prochainement.

En 2024, ces efforts de recrutement se poursuivront.

2024 mettra également l'accent sur la poursuite de la réforme de la **formation** de base et de la formation continue, ainsi que sur des mesures visant à accroître le **bien-être** des opérateurs.

Dans ce contexte, on peut également signaler que le comité d'audit de l'administration fédérale a été chargé d'examiner comment mieux organiser le fonctionnement des centrales d'urgence à l'avenir. Il a accepté cette mission et a commencé ses travaux en 2023. L'année prochaine, nous mettrons en œuvre, dans la mesure du possible, les recommandations de cet audit.

Guichet électronique 1722

En 2023, nous avons continué à promouvoir le guichet numérique 1722 et l'avons complété par un formulaire pour l'extermination des guêpes. De cette manière, nous faisons un pas de plus vers la numérisation des demandes 1722. Ce faisant, nous créons de la disponibilité supplémentaire pour les appels prioritaires au 112.

En 2024, nous poursuivrons sur la voie de l'informatisation et examinerons dans quelle mesure une optimisation supplémentaire est possible. La conclusion de partenariats avec des tiers peut servir d'exemple à cet égard.

NCCN

Au cours des dernières années de la législature actuelle, plusieurs lignes stratégiques et opérationnelles ont été fixées pour le NCCN: **la rédaction d'une nouvelle loi pour le NCCN, le déménagement dans un**

Bijkomend werden er nog twee **bevorderingsprocedures** afgerond want het is uiteraard ook belangrijk om aan het in dienst zijnde personeel carrièremogelijkheden aan te bieden.

In totaal zijn er in 2023 reeds 120 nieuwe personeelsleden bereid gevonden om in dienst te treden van de noodcentrales 112 en de 101 centrales. Sommigen daarvan zijn reeds met de basisopleiding gestart, anderen zullen binnenkort starten.

Er loopt nog een selectieprocedure voor de Vlaamse 112 noodcentrales waarvoor er zich 96 kandidaten voor het mondeling interview hebben ingeschreven. Er zullen dus nog bijkomende aanwervingen volgen.

In 2024 zullen deze aanwervingsinspanningen worden verdergezet.

Er zal in 2024 ook worden ingezet op het verder hervormen van de basis- en de voortgezette **opleiding** en op maatregelen die het **welbevinden** van de operatoren moeten verhogen.

In dit kader kunnen we ook melden dat het auditcomité van de federale overheid werd gevraagd om te onderzoeken hoe men de werking van noodcentrales in de toekomst nog beter kan organiseren. Zij hebben deze opdracht aanvaard en zijn in 2023 gestart met hun werkzaamheden. Volgend jaar zullen we in de mate van het mogelijke aan de slag gaan met de aanbevelingen van deze audit.

Digitaal loket 1722

In 2023 hebben we het **digitaal loket 1722** verder gepromoot en aangevuld met een formulier voor wespenverdelging. Op die manier zetten we verdere stappen in het digitaliseren van de aanvragen 1722. Hierdoor creëren we bijkomende ruimte voor de prioritaire oproepen 112.

In 2024 zullen we de ingeslagen weg naar informatisering verder bewandelen en onderzoeken we in welke mate er nog verder kan worden geoptimaliseerd. Het aangaan van partnerschappen met derde partijen kan hier als voorbeeld dienen.

NCCN

De voorbije jaren van de huidige legislatuur werden verschillende strategische en operationele lijnen uitgezet voor het NCCN: **het opstellen van een nieuwe wet voor het NCCN, de verhuis naar een nieuw performant**

nouveau bâtiment performant et les renforcements de personnel nécessaires. En 2024, nous entendons poursuivre dans cette voie et, dans certains cas, finaliser ce qui a déjà été réalisé.

Par ailleurs, le rôle de coordination du NCCN en 2023 a également été pérennisé et confirmé.

Les rapatriements de Belges du Soudan et du Niger, le suivi des développements suite à la guerre en Ukraine et son impact en Belgique, l'organisation de sommets politiques importants (North Sea Summit, visite du Président Zelensky) et la coordination du plan d'action autour de Bruxelles-Midi n'incarnent que quelques exemples marquants de cette liste.

Ce double objectif caractérise donc parfaitement le NCCN: tandis qu'un œil est tourné vers l'actualité et la gestion des incidents et crises qui y sont liés, l'autre est constamment à la recherche de pistes d'amélioration pour la coordination multidisciplinaire et interdépartementale, d'une part, et pour le fonctionnement de sa propre organisation, d'autre part.

Poursuivre l'optimisation de l'organisation du NCCN

Des mesures importantes ont été prises en 2022 et 2023 pour optimiser l'organisation du NCCN en termes d'infrastructure, de personnel et de moyens.

Les années de crise intense passées et la collaboration avec les services de sécurité et de renseignement ont montré la nécessité d'un **statut de personnel adapté** pour le personnel du NCCN. Afin d'assurer une mise en œuvre performante des missions du NCCN, un statut offrant suffisamment de flexibilité est en cours d'élaboration, qui puisse répondre à la disponibilité attendue des membres du personnel du NCCN.

En outre, un **nouveau règlement sur le temps de travail des agents opérationnels de la permanence** du NCCN est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Outre un horaire modifié, les agents travailleront désormais en équipes fixes et seront engagés dans un système de garde active. Les premières évaluations du système et du bien-être des collaborateurs ont déjà été organisées au printemps et en septembre 2023. Sur la base des résultats de ces enquêtes, le fonctionnement actuel sera évalué et, si nécessaire, adapté.

Suite à l'achat d'un nouveau bâtiment pour le NCCN à l'automne 2021, il a été décidé que l'OCAM

gebouw en de noodzakelijke personeelsversterkingen. In 2024 willen we die ingeslagen weg verder bewandelen en, in een aantal gevallen, finaliseren.

Daarnaast werd ook de coördinerende rol van het NCCN in 2023 bestendigd en bevestigd.

De repatriëringen van Belgen uit Soedan en Niger, het opvolgen van de ontwikkelingen naar aanleiding van de oorlog in Oekraïne en de impact in België, de organisatie van belangrijke politieke toppen (North Sea Summit, het bezoek van president Zelensky) en de coördinatie van het actieplan rond Brussel-Zuid belichamen slechts enkele markante voorbeelden in dit rijtje.

Deze tweeledige doelstelling typeert het NCCN dan ook ten volle: terwijl het ene oog is gericht op de actualiteit en het beheer van de eraan gekoppelde incidenten en crisissen, is het andere voortdurend op zoek naar verbeterpunten voor de multidisciplinaire en interdepartementale coördinatie enerzijds en de werking van de eigen organisatie anderzijds.

Het verder optimaliseren van de organisatie van het NCCN

In 2022 en 2023 werden belangrijke stappen gezet om de organisatie van het NCCN verder te optimaliseren, zowel op het gebied van infrastructuur, personeel als middelen.

De voorbije intense crisisjaren en de samenwerking met de veiligheids- en inlichtingendiensten hebben geleerd dat het aangewezen is dat het personeel van het NCCN over een **aangepast personeelsstatuut** kan beschikken. Om een performante invulling van de opdrachten van het NCCN te kunnen garanderen, wordt gewerkt aan een statuut met voldoende flexibiliteit, dat tegemoet kan komen aan de beschikbaarheid die wordt verwacht van de personeelsleden van het NCCN.

Daarnaast werd op 1 januari 2023 een **nieuw arbeidstijdreglement voor de operationele agenten van de permanentie** van het NCCN van kracht. Naast een gewijzigd uurrooster, werken de agenten voortaan in vaste ploegen en worden ze ingeschakeld in een actief wachtsysteem. In het voorjaar en in september 2023 werden reeds de eerste evaluaties van het systeem en het welzijn van de medewerkers georganiseerd. Op basis van de resultaten van die bevestigingen zal de huidige werking worden geëvalueerd en, indien nodig, worden aangepast.

Na de aankoop van een nieuw gebouw voor het NCCN in het najaar van 2021, werd beslist dat ook het OCAD

y déménagerait également, sur recommandation de la Commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 22 mars 2016. Le NCCN et l'OCAM ont pris les mesures nécessaires en 2023, en collaboration avec la Régie des bâtiments, pour démarrer les travaux d'aménagement et de sécurisation prévus. La rédaction du cahier des charges correspondant, après attribution du marché public, aboutira au démarrage de ces travaux au printemps 2024.

Une attention particulière a également été accordée au renforcement d'une **stratégie globale sur la protection des données et la sécurité de l'information** en 2023. La mise en place d'un système de gestion de la sécurité de l'information (*Information Security Management System* - ISMS) est en cours.

En outre, des analyses de risques sont régulièrement effectuées afin de fournir aux collaborateurs et aux partenaires un environnement réseau sécurisé approprié.

Enfin, des travaux sont en cours concernant l'analyse d'impact relative à la protection des données (DPIA) et la certification GDPR pour les nouveaux produits développés par le NCCN.

En 2024, sous la coordination du Centre pour la cyber-sécurité, la législation belge sera davantage alignée sur la directive NIS 2.

En outre, une nouvelle base légale visant à préciser les missions et les tâches du NCCN, notamment en cas de crise, et à consolider son fonctionnement multidisciplinaire, interdépartemental, interfédéral et international est en cours d'élaboration.

Les discussions menées dans le cadre de l'élaboration d'un projet de texte à cet égard se poursuivent au sein du gouvernement fédéral.

La résilience de l'organisation par l'intégration d'un bon "**business continuity management**" (BCM) reste également un objectif clé du NCCN.

Analyse des risques nationaux, menaces hybrides et communication de crise

La Belgique est tenue de réaliser une **évaluation des risques au niveau national (BNRA)** tous les trois ans, sur la base de l'article 6, paragraphe 1, de la décision n° 1313/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relative au mécanisme de protection civile de l'Union. Le NCCN travaille sur l'itération 2023-2026 et a développé une nouvelle méthodologie

naar dit gebouw zal verhuizen, op aanbeveling van de Parlementaire Onderzoekscommissie over de aanslagen van 22 maart 2016. Het NCCN en het OCAD ondernamen in 2023 de nodige stappen, in samenwerking met de Regie der Gebouwen, om de geplande inrichtings- en beveiligingswerken te starten. Het opstellen van het hieraan gekoppelde lastenboek zal, na de toekenning en toewijzing van de overheidsopdracht, in het voorjaar van 2024 uitmonden in de aanvang van die werken.

Ook werd in 2023 specifieke aandacht geschonken aan het verder versterken van een **omvattende strategie om-trent gegevensbescherming en informatieveiligheid**. Het opzetten van een *Information Security Management System*, afgekort ISMS, is volop aan de gang.

Daarnaast worden regelmatig risicoanalyses uitgevoerd om de medewerkers en de partners een geschikte veilige netwerk-omgeving te kunnen aanbieden.

Tot slot wordt werk gemaakt van de gegevensbeschermingseffectbeoordeling (DPIA) en GDPR-certificatie voor nieuwe producten die het NCCN ontwikkelt.

In 2024 wordt, onder coördinatie van het Centrum voor Cybersecurity, de Belgische wetgeving verder in overeenstemming gebracht met de NIS 2 -- Richtlijn.

Daarenboven wordt gewerkt aan een nieuwe wettelijke basis, die de missies en taken van het NCCN, onder meer in het geval van crisis, nader beoogt te omschrijven, en die de multidisciplinaire, interdepartementale, interfederale en internationale werking van het NCCN beoogt te consolideren.

De besprekingen in het kader van de uitwerking van een ontwerp-tekst in dit verband worden verdergezet binnen de federale regering.

Ook het weerbaar maken van de organisatie door het incorporeren van een gedegen "**business continuity management**" (BCM) blijft een belangrijke doelstelling van het NCCN.

Nationale risicoanalyse, hybride dreigingen en crisiscommunicatie

België dient om de drie jaar een **nationale risico-analyse (BNRA)** uit te voeren, op basis van artikel 6, lid 1 van besluit nr. 1313/2013/EU van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende een Uniemechanisme voor civiele bescherming. Het NCCN is aan de slag met de iteratie 2023-2026 en heeft in dit kader een nieuwe methodologie ontwikkeld.

dans ce contexte. Elle vise à évaluer plus de 100 risques identifiés sur la base d'un benchmarking international. Après la phase d'identification des risques, le NCCN coordonne une large consultation d'experts afin d'évaluer les risques pertinents auxquels la Belgique peut être exposée. Une fois cette phase achevée, toutes les données collectées seront traitées et permettront au NCCN de faire rapport à la Commission européenne.

En outre, les résultats constituent le point de départ de l'optimisation des étapes suivantes du cycle du risque.

Dans le courant de l'année 2024, un feed-back avec les experts impliqués est prévu.

Une nouvelle directive européenne (directive CER ou Critical Entities Resilience) établit un lien entre les analyses de risques nationales des États membres – pour la Belgique, le BNRA – et les services vitaux. Ces deux aspects s'inscrivent dans le cadre des travaux du NCCN en tant que coordinateur du BNRA et de la politique en matière d'infrastructures critiques.

En 2023, le NCCN systématisera également les analyses de risques opérationnelles pour les événements majeurs et les visites de personnalités étrangères en vue de prendre les mesures de précaution et de sécurité les plus appropriées. Des analyses de risques spécifiques seront également réalisées pour les dossiers dans le cadre des personnes menacées et des fonctions clés afin d'optimiser les mesures à prendre. Du personnel supplémentaire a été recruté pour mettre en place cette organisation. Ce personnel est actuellement en cours de formation. Cette activité devrait être pleinement fonctionnelle d'ici la fin de l'année 2023.

En 2022 et 2023, la plateforme interdépartementale sur les menaces hybrides, présidée par le NCCN, a continué à travailler avec les partenaires concernés, en particulier dans le domaine cybernétique, des opérations d'information, du potentiel économique et scientifique et des organisations extrémistes violentes.

L'objectif est d'élaborer une **stratégie nationale de réponse aux menaces hybrides**. Cette stratégie sera interdépartementale et multidisciplinaire. En tant que coordinateur, le NCCN synthétisera les contributions et les discussions au sein de la plateforme.

Enfin, sur la base de son expertise, la plateforme apportera également une contribution utile à l'analyse de risques "élections 2024" actuellement réalisée par le NCCN en collaboration avec la DG Identité et Affaires citoyennes.

Het is de bedoeling meer dan 100 risico's te beoordelen die op basis van internationale benchmarking zijn geïdentificeerd. Na de risico-identificatiefase coördineert het NCCN een brede raadpleging van deskundigen om de relevante risico's te beoordelen waaraan België kan worden blootgesteld. Zodra deze fase is afgerond, zullen alle verzamelde gegevens worden verwerkt en het NCCN in staat stellen om te rapporteren aan de Europese Commissie.

Daarnaast vormen de resultaten het vertrekpunt voor de optimalisatie van de volgende stappen in de risicocycclus.

In de loop van 2024 wordt een terugkoppeling met de betrokken experts gepland.

Een nieuwe Europese richtlijn (CER-Richtlijn of Critical Entities Resilience) legt de link tussen de nationale risicoanalyses van de lidstaten – voor België de BNRA – en de vitale dienstverlening. Beide kaders binnen de werkzaamheden van het NCCN als coördinator voor de BNRA en voor het beleid rond de kritieke infrastructuur.

In 2023 zal het NCCN ook de operationele risicoanalyses voor grote evenementen en bezoeken van buitenlandse VIPs systematiseren met het oog op het nemen van de meest geschikte voorzorgs- en veiligheidsmaatregelen. Er zullen ook specifieke risicoanalyses worden uitgevoerd voor dossiers in het kader van bedreigde personen en sleutelfuncties om de te nemen maatregelen te optimaliseren. Er werden extra personeelsleden aangeworven om deze werking uit te bouwen, die momenteel worden opgeleid. Er wordt verwacht dat deze werking helemaal functioneel zal zijn tegen eind 2023.

In 2022 en 2023 is het interdepartementale platform voor hybride bedreigingen, onder voorzitterschap van het NCCN, blijven samenwerken met de betrokken partners, met name op het gebied van cyber, information operations, economisch en wetenschappelijk potentieel en violent extremist organizations.

Het is de bedoeling een **nationale responsstrategie voor hybride dreigingen** op te stellen. Deze strategie zal interdepartementaal en multidisciplinair zijn. Als coördinator zal het NCCN een synthese maken van de bijdragen en discussies binnen het platform.

Ten slotte zal het platform op grond van haar expertise ook een nuttige bijdrage leveren aan de risicoanalyse "verkiezingen 2024" die momenteel door het NCCN wordt uitgevoerd in samenwerking met de AD Identiteit en Burgerzaken.

En 2023, le NCCN s'est engagé à **mettre en place une communication stratégique**. Celle-ci comprend deux piliers. D'une part, il se concentre davantage sur la communication stratégique concernant le NCCN en tant qu'organisation et son rôle dans la prévention et la gestion des crises. D'autre part, le NCCN se donne également pour mission de coordonner la communication stratégique relative aux crises au niveau fédéral, dans le but d'améliorer la position d'information des citoyens et de renforcer la résilience psychologique de la société dans son ensemble.

Ces dernières années, nous avons été confrontés à des défis sans précédent, mais à l'avenir, nous continuerons à faire face à des crises prolongées et souvent parallèles. Cette nouvelle normalité, combinée au fait que nous sommes de plus en plus confrontés à la désinformation interne et externe pendant les crises, nécessite une approche coordonnée de la communication stratégique.

Pour ce travail de communication stratégique proactif, le NCCN travaille intensivement avec ses services partenaires. Comme toujours, le NCCN ne se substitue pas à ses partenaires, mais son rôle est de coordonner la communication stratégique au niveau interdépartemental et interrégional, en maintenant toujours un lien fort avec les partenaires internationaux.

Outre la communication stratégique, le NCCN a également mis l'accent sur la communication des risques en 2023. Diverses campagnes sur les risques et du matériel de soutien seront préparés en collaboration avec des partenaires externes au cours de la période allant de 2023 à 2026.

Dans le cadre de l'alerte de la population lors de situations d'urgence, **BE-Alert** sera technologiquement amélioré en 2023 grâce à l'intégration de panneaux d'information électroniques mobiles lors d'événements et aux premiers tests d'alerte par satellite. BE-Alert deviendra ainsi la référence pour tous les types d'alertes dans notre pays.

Quant aux panneaux d'information mobiles, un test convaincant a déjà été réalisé cet été lors du festival de musique Pukkelpop, renforçant l'intérêt des fournisseurs de ce type de panneaux. Ce développement se poursuivra en 2024. En ce qui concerne les alertes par satellite, les lignes directrices pour le déploiement opérationnel de ce canal seront élaborées à l'issue du projet pilote, prévu pour le printemps 2024. Dans les années à venir, ce canal évoluera vers un canal d'alerte opérationnel et public en Europe, dont la Belgique sera l'un des pionniers.

In 2023 werd vanuit het NCCN **ingezet op strategische communicatie**. Dit omvat twee pijlers. Enerzijds werd meer ingezet op strategische communicatie over het NCCN als organisatie en zijn rol bij de preventie en het beheer van crisissen. Anderzijds ziet het NCCN het ook als zijn missie om de strategische communicatie met betrekking tot crisissen op federaal niveau te coördineren, dit met als doelstelling de informatiepositie van de burger te verbeteren en de psychologische weerbaarheid van de samenleving in haar geheel te versterken.

De afgelopen jaren stonden we voor ongeziene uitdagingen, maar ook in de toekomst zullen we worden geconfronteerd met langdurige en vaak parallel aan elkaar lopende crisissen. Dit nieuwe normaal in combinatie met het fenomeen dat we tijdens crisissituaties steeds vaker worden geconfronteerd met interne en externe desinformatie maakt dat een gecoördineerde strategische communicatieaanpak noodzakelijk is.

Voor dit proactief strategisch communicatiewerk werkt het NCCN intensief samen met zijn partnerdiensten. Zoals steeds treedt het NCCN niet in de plaats van zijn partners maar is het diens rol om interdepartementaal en interregionaal de strategische communicatie te coördineren en hierbij ook steeds een sterke link te houden met de internationale partners.

Naast strategische communicatie heeft het NCCN in 2023 ook aandacht gegeven aan risicocommunicatie. In de periode van 2023 tot 2026 zullen in samenwerking met externe partners verschillende risicocampagnes en ondersteunend materiaal worden ontwikkeld.

In het kader van de alarmering van de bevolking bij noodsituaties wordt **BE-Alert** in 2023 technologisch versterkt door de integratie van mobiele elektronische informatieborden op evenementen en de eerste tests met alarmering via satelliet. Op die manier is BE-Alert dé referentie voor alle types van alarmering in ons land.

Wat de mobiele infoborden betreft, is deze zomer al een overtuigende test uitgevoerd op het muziekfestival Pukkelpop, waardoor de interesse van leveranciers van dit type paneel is toegenomen. Deze ontwikkeling zal in 2024 worden voortgezet. Wat de satellietwaarschuwingen betreft, zullen de richtlijnen voor de operationele uitrol van dit kanaal worden opgesteld na de voltooiing van het proefproject, dat gepland is voor het voorjaar van 2024. In de komende jaren zal dit kanaal uitgroeien tot een operationeel en publiek waarschuwingkanaal in Europa, met België als één van de pioniers.

Un NCCN activement impliqué dans divers domaines

Le NCCN prend l'initiative, en **collaboration avec les autorités sectorielles**, de mettre en place un programme visant à étudier les probabilités et les impacts potentiels des conditions météorologiques extrêmes influencées par le changement climatique. Ce programme se concentrera en particulier sur la prestation de services essentiels par les secteurs de l'énergie et des transports, entre autres.

Afin d'ancrer les travaux dans un cadre existant, le NCCN a inscrit son programme comme mesure dans l'ensemble cohérent des mesures d'adaptation fédérales 2023-2026 (anciennement appelé contribution fédérale au Plan national d'adaptation). La mise en œuvre de ces mesures se poursuit en 2023 et 2024.

À cette fin, le NCCN a d'abord coordonné l'identification des vulnérabilités sectorielles en collaboration avec les autorités sectorielles et leurs opérateurs respectifs. La modélisation des paramètres climatiques permettra aux secteurs d'évaluer dans quelle mesure le changement climatique peut accroître leur vulnérabilité aux événements météorologiques extrêmes.

Le NCCN contribue en ce sens à la réalisation de l'**ODD 13**.

En 2023, le NCCN a continué à remplir activement son rôle de coordinateur du cadre législatif et de la politique en matière de **protection et de sécurité des infrastructures critiques**, en soutien et en collaboration avec toutes les parties prenantes (police, OCAM, autorités sectorielles, autorités locales).

En vue de la transposition en droit belge de la directive européenne sur la résilience des entités critiques (*Critical Entities Resilience* ou CER), le NCCN a organisé des consultations avec les autorités sectorielles et les services partenaires concernés au cours de la période allant de début 2022 au printemps 2023. Le NCCN continuera à organiser ces consultations en 2024 afin d'informer les partenaires concernés de la transposition de la directive CER.

Le 30 novembre 2022, un accord de coopération introduisant un mécanisme belge de filtrage des investissements étrangers a été approuvé. Cet accord de coopération établit un **Comité de filtrage interfédéral (CFI)**. Au niveau fédéral, trois ministres ont été désignés comme responsables de cette matière, dont la ministre de l'Intérieur. Le SPF Intérieur, par l'intermédiaire du NCCN en tant qu'administration désignée, fait partie du

Een actief betrokken NCCN op diverse vlakken

Het NCCN neemt het initiatief om, **samen met de sectorale overheden**, een programma op te zetten om de waarschijnlijkheden en de potentiële impacten van extreem weer onder invloed van de klimaatverandering te bestuderen. In het bijzonder gaat hier aandacht uit naar de levering van essentiële diensten van o.a. de energie- en transportsectoren.

Teneinde de werkzaamheden te verankeren in een bestaand kader, heeft het NCCN zijn programma als maatregel opgenomen in de coherente set van federale adaptatiemaatregelen 2023-2026 (voorheen gekend als de federale bijdrage aan het Nationaal adaptatieplan). De implementatie van deze maatregelen gaat verder in 2023 en 2024.

Hiertoe heeft het NCCN in eerste instantie de identificatie van de kwetsbaarheden van sectoren gecoördineerd in samenwerking met de sectorale overheden en hun respectievelijke operatoren. Met behulp van een modellering van klimaatparameters zullen de sectoren kunnen beoordelen in welke mate klimaatverandering hun kwetsbaarheden voor extreme weersomstandigheden kan vergroten.

Het NCCN draagt in dit verband ook bij aan de realisatie van **SDG 13**.

In 2023 heeft het NCCN verder actief zijn rol vervuld als coördinator van het wetgevend kader en het beleid rond de **bescherming en beveiliging van de kritieke infrastructuren**, ter ondersteuning van en in samenwerking met alle betrokken partijen (politie, OCAD, sectorale overheden, lokale besturen).

Met het oog op de omzetting van de Europese CER-Richtlijn (*Critical Entities Resilience*) in Belgisch recht organiseerde het NCCN in de periode tussen begin 2022 en het voorjaar 2023 overleg met de betrokken sectorale overheden en partnerdiensten. Het NCCN zal dit overleg blijven organiseren in 2024 teneinde de betrokken partners te informeren over de omzetting van de CER-Richtlijn.

Op 30 november 2022 werd een samenwerkingsakkoord goedgekeurd dat een Belgisch mechanisme voor de screening van buitenlandse investeringen invoert. Dit samenwerkingsakkoord richt een **Interfederaal Screeningscommissie (ISC)** op. Op federaal niveau werden drie ministers aangeduid als bevoegd voor deze materie, waaronder de minister van Binnenlandse Zaken. De FOD Binnenlandse Zaken maakt, via het NCCN als

CFI et participe à ce titre à la mise en œuvre effective de l'examen préalable des investissements étrangers. En outre, le NCCN émettra également un avis par l'intermédiaire du CCRS.

Le nouveau mécanisme est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023. Il est donc nécessaire de fournir un soutien juridique permanent et spécialisé aux représentants du SPF Intérieur pour mener à bien ce travail. Ce soutien sera également fourni en 2024.

Le NCCN continuera à participer activement à la **modernisation de la Garde Côtière** en 2023. Cette structure interfédérale qui garantit la sécurité et la sûreté au sein des juridictions maritimes belges a vu le jour en 2005. Il s'agit d'un partenariat entre 17 départements fédéraux et flamands. Le NCCN y fournit le coprésident fédéral et le secrétaire fédéral et participe aux travaux dans le cadre de ses compétences sur l'ensemble du cycle de risques.

Dans le cadre des structures existantes, la continuité est assurée tant au niveau national qu'international. Par exemple, de septembre 2022 à septembre 2023, la structure belge de la Garde côtière a assuré la présidence du Forum européen des fonctions de garde-côtes (ECGFF), en étroite collaboration avec la Commission européenne et les agences européennes spécialisées en la matière. Les travaux ont porté notamment sur les synergies intersectorielles et transfrontalières, la politique maritime intégrée et l'économie bleue, les nouvelles technologies pour les services de contrôle, la cybersécurité maritime et la coopération entre sûreté et sécurité.

Résilience nationale

En 2022, le NCCN a commencé à coordonner l'élaboration de dix objectifs stratégiques pour rendre notre pays plus résilient à l'impact des crises. Le début de cette coordination est basé sur les engagements de notre pays dans ce cadre auprès de l'OTAN et sur les résultats de la BNRA. À cette fin, le NCCN travaille avec les autorités et services compétents aux différents niveaux de compétence et veille également à la cohérence et à l'interdépendance des objectifs.

Un **plan national de résilience belge (PNRB)** a été rédigé et soumis aux partenaires.

Les premières réunions de la Plateforme nationale pour la résilience et de ses comités consultatifs ont débuté. Ces organes ont pour but d'élaborer les Plans

aangeduide administratie, deel uit van de ISC en neemt als dusdanig deel aan de effectieve uitvoering van de screenings van de buitenlandse investeringen. Daarnaast zal het NCCN ook een advies via het CCIV uitvaardigen.

Het nieuwe mechanisme is van start gegaan op 1 juli 2023. De noodzaak bestaat hier om een permanente en gespecialiseerde juridische ondersteuning te voorzien voor de vertegenwoordigers van Binnenlandse Zaken voor het uitvoeren van deze werkzaamheden. Ook in 2024 zal deze ondersteuning worden voorzien.

Het NCCN zal in 2023 verder actief betrokken blijven bij de **modernisering van de Kustwacht**. Deze interfederale structuur die borg staat voor de veiligheid en beveiliging binnen de Belgische maritieme rechtsbevoegdheidsgebieden zag in 2005 het levenslicht. Het is een samenwerkingsverband tussen 17 federale en Vlaamse departementen. Het NCCN levert daarbij de federale co-voorzitter en de federale secretaris en neemt deel aan de werkzaamheden in het kader van zijn bevoegdheden over de hele risicocycclus.

Binnen de bestaande structuren wordt de continuïteit gewaarborgd, zowel op nationaal als op internationaal vlak. Zo verzekerde de Belgische Structuur Kustwacht van september 2022 tot september 2023 het voorzitterschap van het European Coast Guard Functions Forum (ECGFF), in nauwe samenwerking met de Europese Commissie en met de in deze materie gespecialiseerde Europese Agentschappen. Er werd onder meer gewerkt op cross sectorale en grensoverschrijdende synergieën, geïntegreerd maritiem beleid en blauwe economie, nieuwe technologieën voor controlediensten, maritieme cybeveiligheid en samenwerking tussen safety en security.

Nationale weerbaarheid

Het NCCN startte in 2022 met de coördinatie van de uitwerking van tien strategische doelstellingen die ons land weerbaarder moeten maken tegen de impact van crisissen. De start van deze coördinatie is gebaseerd op de verbintenissen van ons land in dat kader bij de NAVO en op de resultaten van de BNRA. Het NCCN werkt daarvoor samen met de bevoegde autoriteiten en diensten op de verschillende bevoegdheidsniveaus en waakt tevens over de coherentie en de onderlinge afhankelijkheid van de doelstellingen.

Een **Belgian National Resilience Plan (BNRP)** werd intussen opgesteld en voorgelegd aan de partners.

De eerste vergaderingen van het Platform National Resilience en de bijhorende overlegcomités gingen van start. Deze organen beogen het opstellen van de Belgian

nationaux belges de mise en œuvre de la résilience, afin de réaliser les dix objectifs stratégiques.

Ce faisant, nous contribuons à la réalisation de l'**ODD 1** et nous viserons, entre autres, à renforcer la résilience des personnes en situation vulnérable et à réduire leur exposition aux phénomènes météorologiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social et environnemental.

Approche intégrée des risques CBRNe

Créé en 2019, le **Centre d'expertise CBRNe** du NCCN pour les risques et les urgences chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, provoqués ou non par l'utilisation d'explosifs, a poursuivi ses travaux en 2023 pour développer des approches intégrées sur les risques CBRNe.

Au niveau national, les préparatifs se concentrent sur les domaines de la formation, des procédures et des exercices, et des projets sont en cours concernant l'analyse des capacités CBRNe belges et le développement d'une doctrine sur la coopération multidisciplinaire sur le terrain en cas d'incidents CBRNe liés au terrorisme. Le centre CBRNe soutient également les activités de la plateforme de concertation sur le stock pharmaceutique stratégique et en particulier la détermination des besoins en matière de capacités médicales CBRNe spécifiques. L'évaluation des capacités nationales CBRNe interfère également avec les activités du NatLogHub du NCCN.

En ce qui concerne la question spécifique de la doctrine opérationnelle CBRNe en matière de terrorisme, un projet a été élaboré, qui reflète les missions et les tâches des acteurs opérationnels concernés. En outre, une simulation aura lieu à l'automne 2023, dont les résultats seront utilisés pour poursuivre le développement de la doctrine.

Sur le plan international, le Centre d'excellence CBRNe renforce le rôle de "coordinateur de la sécurité CBRN" de la Belgique et, à ce titre, constitue le lien entre les initiatives CBRNe nationales et les 27 points du "Plan d'action CBRN de l'UE" de la Commission européenne visant à la prévention et à la sécurité CBRN, à la préparation aux situations d'urgence et à la gestion des crises.

Planification d'urgence intégrée

Le NCCN a poursuivi ses travaux sur la **codification de la gestion nationale des risques, des plans d'urgence et de la gestion des crises**.

National Resilience Implementation Plans, ter realisatie van de tien strategische doelstellingen.

Hiermee wordt bijgedragen aan de realisatie van **SDG 1** en wordt o.a. ingezet op het versterken van de weerbaarheid van kwetsbare personen en hun blootstelling aan extreme weersomstandigheden en het verminderen van andere economische, sociale en ecologische schokken en rampen.

Geïntegreerde benadering van CBRNe-risico's

Het in 2019 opgerichte **CBRNe-expertisecentrum** van het NCCN voor chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's en noodsituaties, al dan niet veroorzaakt door het gebruik van explosieven, heeft in 2023 zijn werkzaamheden verdergezet met het oog op het ontwikkelen van geïntegreerde benaderingen omtrent CBRNe-risico's.

Op nationaal niveau zijn de voorbereidingen gericht op de domeinen opleiding, procedures en oefeningen en zijn er projecten lopende rond de analyse van de Belgische CBRNe capaciteiten en rond de uitwerking van een doctrine inzake de multidisciplinaire samenwerking op het terrein bij CBRNe terrorisme gerelateerde incidenten. Het CBRNe-centrum ondersteunt ook de activiteiten binnen het overlegplatform rond de strategische farmaceutische stock en met name de behoeftebepaling rond specifieke CBRNe medische capaciteiten. De nationale capaciteitsbepaling op vlak van CBRNe interfereert eveneens met de activiteiten van de NatLogHub van het NCCN.

Wat het specifieke punt van de operationele CBRNe-doctrine rond terrorisme betreft, werd een ontwerp uitgewerkt dat de opdrachten en taken van de betrokken operationele stakeholders weergeeft. Daarnaast vindt in het najaar van 2023 een table top oefening plaats waarvan de resultaten zullen worden aangewend voor de verdere uitwerking van de doctrine.

Internationaal verzekert het CBRNe-expertisecentrum verder de rol van Belgische "CBRN security coordinator" en vormt het als dusdanig de verbinding tussen nationale CBRNe initiatieven en de 27 punten van het "EU CBRN actieplan" van de Europese Commissie gericht op CBRN-preventie en -beveiliging, voorbereiding op noodsituaties en crisisbeheer.

Een geïntegreerde noodplanning

Het NCCN werkte verder aan een **codificatie van het nationaal risicobeheer, de noodplanning en het crisisbeheer**.

Les nombreuses discussions que le NCCN a menées avec ses partenaires dans ce contexte, ainsi que les leçons tirées des crises passées, ont constitué le point de départ des textes tels qu'ils se trouvent actuellement au sein du gouvernement fédéral.

Nous pouvons d'ores et déjà esquisser quelques aspects importants de la codification:

- le principe de “l'unité de commandement” pendant une phase nationale sera renforcé dans la codification;
- la codification comprendra un certain nombre de dispositions relatives aux plans d'urgence dans des secteurs spécifiques;
- le plan d'urgence national sera mis à jour et aligné sur les bonnes pratiques issues des crises passées;
- les dispositions relatives à l'évaluation de la gestion des crises ont été mises à jour pour être conformes aux recommandations de la commission d'experts.

L'adoption de ces textes législatifs aura pour conséquence que les recommandations des différentes commissions (d'enquête) parlementaires et du comité d'experts se traduiront par des réglementations concrètes. Les discussions au sein du gouvernement fédéral à ce sujet se poursuivront.

En ce qui concerne les **plans d'urgence sectoriels**, le NCCN suit également avec grand intérêt les travaux sur le plan générique de préparation (*Generic Preparedness Plan* ou GPP) du SPF Santé publique. Ce GPP, ainsi que les autres travaux du SPF Santé publique en la matière, constitueront une bonne base pour l'élaboration d'un canevas de plan d'urgence sectoriel.

Pour la fin décembre 2023, le SPF Santé publique doit soumettre à la Commission européenne des informations sur son plan de préparation à la pandémie. Ce plan sera revu l'année prochaine par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Le NCCN continuera à suivre les travaux ultérieurs du SPF Santé publique à cet égard.

Outre le travail sur les plans d'urgence sectoriels, le NCCN s'occupe également de la **mise à jour des plans d'urgence nationaux**. Une intégration des plans d'urgence terro et CBNRe terro sera envisagée en 2023. En outre, le plan national d'urgence cybernétique sera également mis à jour et adapté pour répondre aux exigences de la nouvelle directive 2022/2555 de l'UE concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'Union (directive

De talrijke gesprekken die het NCCN in dit verband voerde met de partners vormden, samen met de *lessons learned* van de voorbije crisissituaties, het vertrekpunt voor de teksten zoals die thans voorliggen binnen de federale regering.

We kunnen hier reeds een aantal belangrijke aspecten van de codificatie weergeven:

- het principe van “eenheid van commando” tijdens een nationale fase wordt in de codificatie versterkt;
- de codificatie zal een aantal bepalingen over de noodplanning in specifieke sectoren bevatten;
- het nationale noodplan wordt geactualiseerd en in lijn gebracht met de goede praktijken uit voorbije crisissen;
- de bepalingen rond de evaluatie van het crisisbeheer werden bijgewerkt zodat ze in lijn liggen met de aanbevelingen van de expertencommissie.

De goedkeuring van die regelgevende teksten zal ertoe leiden dat de aanbevelingen van verschillende parlementaire (onderzoeks)commissies en van de expertencommissie hun weg vinden naar concrete regelgeving. De gesprekken binnen de federale regering in dit verband worden verdergezet.

Inzake de **sectorale noodplannen** volgt het NCCN met veel interesse ook de werkzaamheden rond het *Generic Preparedness Plan* (GPP) van de FOD Volksgezondheid. Dit GPP zal, samen met de andere werkzaamheden van de FOD Volksgezondheid in dit verband, een goede basis vormen om een canvas van sectoraal noodplan op te maken.

Eind december 2023 dient de FOD Volksgezondheid informatie te bezorgen aan de Europese Commissie over haar pandemische paraatheid. Dat plan wordt volgend jaar geëvalueerd door het Europees Centrum voor ziektepreventie en -bestrijding (ECDC). Het NCCN zal de verdere werkzaamheden van de FOD Volksgezondheid in dit verband blijven opvolgen.

Naast de werkzaamheden rond de sectorale noodplannen ontfermt het NCCN zich ook over de **actualisatie van de nationale noodplannen**. In 2023 wordt naar een integratie van het terro- en het CBNRe-terro-noodplan gekeken. Daarnaast zal ook het nationale cybernoodplan worden bijgewerkt en aangepast om te voldoen zowel aan de vereisten van de nieuwe EU-richtlijn 2022/2555 inzake maatregelen om een gemeenschappelijk hoog niveau van cyberveiligheid in de hele Unie te waarborgen

NIS 2) et à la codification de la planification d'urgence et de la gestion de crise.

En réalisant une planification d'urgence intégrée en Belgique, nous contribuons également à l'**ODD 11**, qui vise entre autres à réduire l'impact des catastrophes sur les villes et leurs populations en renforçant la résilience ainsi qu'en développant et en mettant en œuvre une gestion holistique des risques de catastrophes à tous les niveaux.

Le NCCN continuera à suivre la situation en Ukraine en 2023 et 2024. D'une part, cela se fera par le biais de la cellule d'évaluation du gouvernement fédéral et du Comité fédéral de coordination, qui se concentrera sur les aspects du conflit liés à la migration. D'autre part, le suivi est assuré par un groupe de travail avec des partenaires externes, dirigé par le Centre d'expertise CBRNe. Ce groupe de travail évalue en permanence la menace nucléaire découlant du conflit en Ukraine.

Compte tenu des difficultés d'approvisionnement en énergie durant l'hiver 2022-2023 (prix élevés, importations de gaz), le NCCN continue également à suivre de près la thématique de l'énergie. Le NCCN se coordonne avec la DG Énergie du SPF Économie sur la manière d'approfondir les analyses d'impact pour le plan d'urgence gaz et le plan de coupure automatique d'électricité en 2024.

Portail de sécurité national et réseau sécurisé

Le développement du nouveau portail de sécurité pour la gestion des crises, appelé **Paragon**, bat son plein. Début août 2023, la première version validée a été livrée et testée. Sur la base de ces tests et de la liste des fonctionnalités, la version opérationnelle sera livrée d'ici décembre 2023. Cette version comprendra les fonctionnalités nécessaires pour remplacer l'ancien portail ICMS. Une formation des utilisateurs est également prévue une fois que la version opérationnelle sera prête.

Parallèlement au développement de la plateforme elle-même, le NCCN fournira également un service d'assistance Paragon, du matériel de formation et une plateforme d'apprentissage en ligne.

Paragon ne sera pas seulement utilisé pour remplacer ICMS, mais permettra également l'intégration d'une plateforme d'exercices et d'une composante logistique du projet NatLogHub.

Vers un National Travel Targeting Center

En 2023, le National Travel Targeting Centre (NTTC) a effectué les préparatifs nécessaires pour mettre en

(de NIS 2-richtlijn), als aan de codificatie van noodplanning en crisisbeheer.

Met het realiseren van een geïntegreerde noodplanning in België dragen we ook bij aan **SDG 11**, aan de hand waarvan o.a. wordt ingezet op het beperken van de impact van rampen op steden en de bevolking door de weerbaarheid te verhogen en een holistisch rampenrisicobeheer te ontwikkelen en te implementeren op alle niveaus.

Het NCCN zal de situatie in Oekraïne ook in 2023 en 2024 blijven opvolgen. Enerzijds verloopt dit via de evaluatiecel van de federale regering en het Federaal Coördinatiecomité die zich vooral over de migratiegerelateerde aspecten van het conflict buigen. Anderzijds wordt de opvolging gegarandeerd door een werkgroep met externe partners, getrokken door het CBRNe-expertisecentrum. Die werkgroep evalueert permanent de nucleaire dreiging die voortkomt uit het conflict in Oekraïne.

Rekening houdend met de moeilijkheden op het gebied van energiebevoorrading in de winter 2022-2023 (hoge prijzen, import van gas) blijft het NCCN ook het thema energie van nabij volgen. Het NCCN stemt met de AD Energie van de FOD Economie af hoe de impactanalyses voor het noodplan gas en het automatisch afschakelplan elektriciteit verder vorm kunnen worden gegeven in 2024.

Veiligheidsportaal en beveiligd netwerk

De ontwikkeling van het nieuwe veiligheidsportaal voor crisisbeheer, **Paragon** genaamd, is in volle ontwikkeling. Begin augustus 2023 werd de eerste acceptatieversie opgeleverd en getest. Op basis van die testen en de functionaliteitenlijst wordt tegen december 2023 de operationele versie opgeleverd. Deze versie omvat de functionaliteiten om het voorgaande portaal ICMS te vervangen. De opleiding van de gebruikers is tevens gepland zodra de operationele versie klaar is.

Parallel aan de ontwikkeling van het platform zelf, zorgt het NCCN ook voor een Paragon Service Desk, het opleidingsmateriaal en een online e-learning platform.

Paragon zal niet alleen worden gebruikt om ICMS te vervangen, maar zal ook de integratie van een oefenplatform en een logistieke component van het NatLogHub-project voorzien.

Naar een National Travel Targeting Center

In 2023 heeft het National Travel Targeting Center (NTTC) de nodige voorbereidingen getroffen om het

œuvre l'arrêt de la Cour de Justice de l'UE, en adaptant certaines procédures opérationnelles et en élaborant une méthodologie, qui sera également utilisée par d'autres États membres, pour procéder à la sélection des vols intra-UE qui seront encore traités. À la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 octobre 2023, des propositions visant à réviser la loi sur le traitement des données des passagers du 25 décembre 2016 sont en cours d'élaboration, afin de la mettre en conformité avec l'arrêt précité. À cet égard, un équilibre permanent est recherché entre les exigences strictes en matière de protection des données déjà d'application en Belgique et les objectifs de la directive PNR de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité.

Des travaux ont également été menés pour consolider le fonctionnement opérationnel de l'**unité belge d'information sur les passagers (BelPIU)** en coopération avec la police, les douanes et les services de renseignement. En outre, des mesures importantes ont été prises – aux niveaux juridique, technique et organisationnel – pour mettre en place l'**unité nationale belge ETIAS (BelENU)**. Il a également été possible de finaliser un contrat-cadre à grande échelle permettant le déploiement de profils informatiques et de technologies spécifiques en vue de développements futurs pour les années à venir. Cela permettra de renforcer la capacité d'analyse et les performances de cette unité.

L'obtention d'un nouveau financement de l'UE par le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI) pour la maintenance et la mise à niveau du système PNR a permis de professionnaliser davantage la gestion financière et technique des systèmes informatiques liés au NTTC. Par exemple, des améliorations supplémentaires ont été apportées au système de gestion des cas TRAVICS et de nouvelles mesures ont été prises pour mettre en service une version améliorée de BelTRIP, l'application de traitement des données des passagers. Cette amélioration continue des applications informatiques contribue au succès opérationnel de la BelPIU aux niveaux national et international.

Étant donné que la BelPIU reçoit désormais toutes les données relatives aux passagers de l'aviation régulière, des mesures sont prises pour recevoir également les données relatives à l'aviation irrégulière (charter, aviation générale) et aux secteurs des trains et des bus. L'analyse des données relatives à l'aviation générale sera effectuée en collaboration avec la Police Fédérale et les douanes afin de compléter les initiatives existantes. Des procédures opérationnelles ont également été testées pour l'analyse des données ferroviaires en vue de l'introduction des données Eurostar.

arrest van het Hof van Justitie van de EU te implementeren door de aanpassing van een aantal operationele procedures en het ontwikkelen van een methodologie, die eveneens door andere lidstaten zal worden gebruikt, om over te gaan tot een selectie van intra-EU vluchten die nog zullen worden verwerkt. Ten gevolge van het arrest van het Grondwettelijk Hof van 12 oktober 2023 worden momenteel voorstellen tot aanpassing van de wet betreffende de verwerking van passagiersgegevens van 25 december 2016 uitgewerkt, om deze in lijn te brengen met voormeld arrest. Daarbij wordt een continu evenwicht gezocht tussen de strenge vereisten m.b.t. gegevensbescherming die in België reeds van kracht zijn en de doelstellingen van de EU PNR Richtlijn in de strijd tegen terrorisme en ernstige criminaliteit.

Daarnaast werd er gewerkt aan het verder consolideren van de operationele werking van de **Belgian Passenger Information Unit (BelPIU)** in samenwerking met politie, douane en inlichtingendiensten. Bovendien werden belangrijke stappen gezet – op juridisch, technisch en organisatorisch niveau – voor de opzet van de **Belgian ETIAS National Unit (BelENU)**. Daarnaast kon een grootschalig raamcontract worden afgewerkt dat de inzet van specifieke IT-profielen en technologie voor toekomstige ontwikkelingen voor de komende jaren mogelijk maakt. Dit zal de analysecapaciteit en performantie van deze unit verder ondersteunen.

Het verkrijgen van nieuwe EU-kredieten uit het Internal Security Fund (ISF) voor het onderhoud en de opwaardering van het PNR-systeem luidde een verdere professionalisering in op vlak van het financieel en technisch beheer van de aan het NTTC gelinkte informaticasystemen. Zo werden bijkomende verbeteringen aangebracht aan het case managementsysteem TRAVICS en werden verdere stappen genomen om een geüpgrade versie van BelTRIP – de toepassing voor de verwerking van de passagiersgegevens – in gebruik te nemen. Deze continue verbetering van informaticatoepassingen draagt bij aan het operationeel succes van de BelPIU op nationaal en internationaal niveau.

Gezien de BelPIU nu alle passagiersgegevens ontvangt van de reguliere luchtvaart worden stappen gezet om ook gegevens te ontvangen voor de irreguliere luchtvaart (charter, general aviation) en de trein- en bussectoren. De analyse van gegevens voor general aviation zal gebeuren in samenwerking met de Federale Politie en de Douane om complementair te werken aan reeds bestaande initiatieven. Operationele procedures werden bovendien getest voor de analyse van treingegevens ter voorbereiding van de inproductiestelling van de Eurostar-gegevens.

Dans le cadre de la présidence belge, le NTTC prépare également les trilogues sur les deux projets de règlements européens *Advance Passenger Information*, qu'il présidera au printemps 2024. Le NTTC s'est également engagé à être étroitement impliqué dans les études qui seront lancées par la Commission européenne sur l'utilisation des données de passagers des transports ferroviaires, maritimes et en bus.

Toujours au niveau international, le NTTC poursuivra le développement du "réseau PIU" grâce aux fonds européens obtenus.

En vue de l'opérationnalisation du système ETIAS (Système européen d'information et d'autorisation pour les voyages, mise en œuvre d'un règlement de l'UE), les développements techniques déjà entamés seront finalisés. Le projet de loi sera soumis au Parlement après examen des avis des autorités compétentes.

Aspects internationaux NCCN

Compte tenu de la nature toujours plus transnationale et intersectorielle des crises, la Belgique joue de plus en plus un rôle de premier plan en soulignant la nécessité d'**intensifier la coopération internationale dans la gestion des crises**. Le rôle actif du NCCN dans ce cadre se poursuivra en 2024, en particulier dans le contexte de la présidence UE.

Coopération bilatérale

Le réseau des "points de contact" de gestion de crise dans les ambassades, qui compte actuellement une soixantaine de contacts, sera déployé et renforcé pour consolider la position d'information et les contacts bilatéraux.

Coopération multilatérale

En 2024, le NCCN lancera un **nouveau programme de formation de haut niveau destiné aux cadres à fort potentiel dans le domaine de la gestion des crises et de la Protection civile**. Le projet comprendra une formation complète axée sur la préparation, la gestion, la réponse et la résilience aux crises, dans le but de renforcer la coopération internationale de haut niveau.

L'homologue américain du NCCN, l'Agence fédérale de gestion des urgences (*Federal Emergency Management Agency* ou FEMA) participera également au projet, compte tenu de sa grande expertise dans ce domaine. La signature d'un protocole de coopération en avril 2022 permettra d'intensifier les liens déjà existants entre les deux organisations.

In het kader van het Belgisch voorzitterschap bereidt het NTTC eveneens de trilogie voor over de twee ontwerp EU verordeningen *Advance Passenger Information*, die zij zal voorzitten in het voorjaar van 2024. Het NTTC engageerde zich ook om nauw te worden betrokken bij de studies die de Europese Commissie zal lanceren inzake het gebruik van passagiersgegevens van trein-, bus- en maritiem vervoer.

Nog op internationaal niveau zal het NTTC het "PIU Network" verder uitbouwen via de verkregen Europese middelen.

Met het oog op de operationalisering van het ETIAS-systeem (European Travel Information and Authorisation System, uitvoering van een EU Verordening) zullen de reeds gestarte technische ontwikkelingen verder worden afgewerkt. Het ontwerp van wet zal na verwerking van de adviezen van de betrokken autoriteiten worden voorgelegd aan het parlement.

Internationale aspecten NCCN

Rekening houdend met de steeds toenemende transnationale en intersectorale aard van crisissen, speelt België een steeds vooraanstaandere rol in het benadrukken van de noodzaak om **de internationale samenwerking op het gebied van crisisbeheer te intensiveren**. Het NCCN zal zijn actieve rol in dat kader in 2024 voortzetten, in het bijzonder in het kader van het EU-voorzitterschap.

Bilaterale samenwerking

Het netwerk van "points of contact" inzake crisisbeheer bij ambassades, dat momenteel bestaat uit een zestigtal contacten, zal verder worden uitgerold en versterkt om de informatiepositie en de bilaterale contacten te consolideren.

Multilaterale samenwerking

In 2024 lanceert het NCCN **een nieuw high-level trainingsprogramma voor high-potential managers in het domein van crisisbeheer en civiele bescherming**. Het project omvat een uitgebreide opleiding gericht op crisisparaatheid, management, respons en veerkracht, met als doel het verbeteren van internationale samenwerkingen op hoog niveau.

De Amerikaanse tegenhanger van het NCCN, het Federal Emergency Management Agency (FEMA), zal ook deelnemen aan het project, gezien hun uitgebreide expertise op dit gebied. Dankzij de ondertekening van een samenwerkingsprotocol in april 2022 worden de reeds bestaande banden tussen beide organisaties verder geïntensifieerd.

En outre, la Belgique assumera la **présidence de l'Union Benelux** en 2024 et le NCCN organisera certaines activités dans le cadre de cette présidence, telles qu'une visite rendue par les centres de crise des autres pays du Benelux au NCCN et l'organisation d'un ou deux ateliers de gestion de crise.

Enfin, en ce qui concerne le cadre de Sendai des Nations Unies, le NCCN servira de "**Point Focal Technique de Sendai**" et, à ce titre, coordonnera les rapports annuels dans le cadre du "Sendai Framework for Disaster Risk Reduction" des Nations Unies.

Cellule internationale de gestion des crises

La Cellule internationale de gestion de crise (CIC) créée en 2020 était déjà opérationnelle en termes de personnel et conformément aux tâches qui lui étaient assignées, comme prévu dans le dossier pertinent approuvé par le Conseil des ministres (17 juillet 2020).

Ces dernières années, cette cellule a été très active dans les différentes opérations internationales coordonnées par le NCCN et dans les aspects opérationnels internationaux de la gestion fédérale des crises. En outre, la CIC a joué un rôle de premier plan dans le déploiement du plan relatif à la résilience nationale sur le territoire belge.

Dans le cadre du renforcement de la résilience nationale, un *Belgian National Resilience Plan* (BNRP) a été élaboré en 2023 en collaboration avec les partenaires concernés. Le document a été soumis à l'approbation du CCRS-CSRS-CNS d'octobre 2023.

Cette initiative a permis d'identifier dix objectifs stratégiques sur lesquels se concentreront les travaux ultérieurs. À l'automne 2023, les premières réunions de la *Platform National Resilience* et de ses dix comités dans le contexte de la résilience nationale débiteront en vue de préparer les *Belgian National Resilience Implementation Plans*. Ces plans de mise en œuvre devraient être présentés dans une première itération d'ici la mi-2024, et visent à associer des actions concrètes à l'objectif d'"accroître la résilience en Belgique" dans le cadre de dix objectifs stratégiques.

Coopération européenne

En 2024, le NCCN sera très impliqué dans la présidence belge du Conseil de l'UE. En effet, le NCCN présidera 3 groupes de travail (Terrorism Working Party, Ad Hoc Working Party on preparedness, response capabilities and resilience to future crises, Sub Working

Bovendien zal België in 2024 het voorzitterschap van de Benelux Unie op zich nemen en zal het NCCN enkele activiteiten organiseren in het kader van dit voorzitterschap, zoals een bezoek van de crisiscentra van de andere Beneluxlanden aan het NCCN en de organisatie van één of twee workshops inzake crisisbeheer.

Ten slotte, wat het UN – Sendai Framework betreft, zal het NCCN als "**Technical Focal Point Sendai**" fungeren en in deze hoedanigheid de coördinatie van de jaarlijkse rapportage in het kader van het "Sendai Framework for Disaster Risk Reduction" van de Verenigde Naties op zich nemen.

International Crisismanagement Cell

De in 2020 opgerichte International Crisismanagement Cell (ICC) werd eerder geoperationaliseerd in termen van personeel en in functie van het haar toebedeelde takenpakket zoals vooropgesteld in het desbetreffende dossier goedgekeurd door de Ministerraad (17 juli 2020).

Deze cel was de afgelopen jaren zeer actief in de verschillende internationale operaties die het NCCN heeft gecoördineerd en bij de internationale operationele aspecten van het federaal crisisbeheer. Daarnaast heeft ICC een voortrekkersrol opgenomen in het kader van de uitrol van het plan rond de nationale weerbaarheid op het Belgische grondgebied.

In het kader van het verhogen van de nationale weerbaarheid werd in 2023 een *Belgian National Resilience Plan* (BNRP) opgesteld in samenwerking met de bevoegde partners. Het document werd ter goedkeuring voorgelegd op het CCIV-SCIV-NVR van oktober 2023.

Vanuit dit initiatief werden tien strategische objectieven geïdentificeerd waarop de verdere werkzaamheden zullen aangrijpen. In het najaar van 2023 gaan de eerste vergaderingen van start van het *Platform National Resilience* en de bijbehorende tien comités in het kader van nationale weerbaarheid met als opzet het opstellen van *Belgian National Resilience Implementation Plans*. Deze implementatieplannen zouden in een eerste iteratie moeten voorliggen tegen midden 2024 en hebben als doel om aan het objectief "verhogen van de weerbaarheid in België" binnen tien strategische objectieven concrete acties te koppelen.

Europese samenwerking

Het NCCN zal in 2024 intens betrokken zijn bij het Belgisch voorzitterschap van de Raad van de EU. Het NCCN zal immers drie werkgroepen voorzitten (Terrorism Working Party, Ad Hoc Working Party on preparedness, response capabilities and resilience to future crises,

Party on Civil Protection – Critical Entities Resilience) et sera fortement impliqué dans l'équipe de présidence de deux autres groupes de travail (Horizontal Working-Party on enhancing resilience and countering hybrid threats, Working Party on JHA information exchange). Le NCCN sera également chargé de la présidence du mécanisme IPCR (Integrated Political Crisis Response) du Conseil. Par ailleurs, dans le cadre de la présidence, le NCCN organisera plusieurs événements et coorganisera un événement avec le SPF Affaires étrangères.

En 2024, le NCCN participera à un nouveau projet européen, intitulé **“PreparEU”**. Ce projet soutiendra la mise en œuvre des objectifs de l'Union en matière de résilience aux catastrophes (Union Disaster Resilience Goals) en s'inscrivant dans l'objectif 2 “Prepare”. Les principaux objectifs du projet sont d'explorer et de recommander des moyens de mettre en œuvre une dimension européenne dans toutes les activités nationales d'information sur les risques afin de renforcer la prise de conscience et la préparation des citoyens de l'UE.

En 2024, le NCCN continuera à travailler sur la pérennisation du groupe de travail du Conseil de l'UE “Ad hoc working party on preparedness, response, capabilities and resilience to future crises” et sur son futur mandat.

IDENTITÉ ET AFFAIRES CITOYENNES

Protection de l'identité, du domicile et des données personnelles

Lutte contre la fraude à l'identité

La fraude à l'identité mérite une attention particulière, car il s'agit d'une forme de criminalité qui permet d'initier ou de faciliter d'autres infractions: immigration illégale, fraude financière, économique et sociale, cybercriminalité et terrorisme.

La **prévention** de ce type de fraude nécessite donc une approche intégrée requérant la coopération de tous les acteurs concernés (Intérieur, Affaires étrangères, Justice, Police Fédérale et communes) au sein d'une taskforce mise en place par les services de la DGIAC en 2015.

En 2024, la Taskforce fraude à l'identité accordera une attention particulière à:

Sub Working Party on Civil Protection – Critical Entities Resilience) en zal nauw betrokken zijn bij het voorzitters-team van twee andere werkgroepen (Horizontal Working-Party on enhancing resilience and countering hybrid threats, Working Party on JHA information exchange). Het NCCN zal ook belast zijn met het voorzitterschap van het IPCR-mechanisme (Integrated Political Crisis Response) van de Raad. Het NCCN zal bovendien in het kader van het voorzitterschap meerdere evenementen organiseren, waaronder een evenement samen met de FOD Buitenlandse Zaken.

In 2024 zal het NCCN deelnemen aan een nieuw Europees project, genaamd **“PreparEU”**. Dat project ligt in de lijn van doelstelling 2 “Prepare” en zal de implementatie van de doelstellingen van de Unie inzake weerbaarheid ten aanzien van rampen (Union Disaster Resilience Goals) ondersteunen. De hoofddoelstellingen van het project omvatten het onderzoeken en aanbevelen van middelen om in alle nationale informatieactiviteiten inzake risico's een Europese dimensie te implementeren om de bewustwording en paraatheid van de EU-burgers te vergroten.

In 2024 zal het NCCN verder werken aan de instandhouding van de ad hoc werkgroep van de Raad van de EU, “Ad hoc working party on preparedness, response, capabilities and resilience to future crises”, en aan het toekomstig mandaat ervan.

IDENTITEIT EN BURGERZAKEN

Bescherming van de identiteit, de domicilie en persoonsgegevens

Bestrijding van identiteitsfraude

Identiteitsfraude verdient bijzondere aandacht, omdat het een vorm van criminaliteit betreft die kan leiden tot andere inbreuken of deze faciliteert: illegale immigratie, financiële, economische en sociale fraude, cybercriminaliteit en terrorisme.

De **preventie** van dat type fraude vraagt dus een geïntegreerde aanpak en vereist dat alle actoren (Binnenlandse Zaken, Buitenlandse Zaken, Justitie, Federale Politie en gemeenten) betrokken bij de taskforce die in 2015 werd opgericht door de diensten van de ADIB, samenwerken.

In 2024 zal de Taskforce Identiteitsfraude in het bijzonder aandacht besteden aan:

- la mise en place d'une **procédure de notification uniforme**, automatisée et sécurisée permettant aux acteurs concernés de communiquer aux parquets des incidents liés à l'identité. L'application ad hoc sera généralisée. Une adaptation de la législation relative au Registre national, aux registres de la population et aux cartes d'identité sera apportée;

- l'amélioration de cette application ad hoc, suivant le feed-back des utilisateurs. Plus spécifiquement, la réception/l'envoi d'un feed-back concernant les dossiers introduits sera possible au sein de l'application;

- la coordination et le suivi de la circulaire judiciaire "Fraude à l'identité" entre les acteurs concernés et les magistrats de référence;

- la sensibilisation des parquets et des auditorats du travail concernant la lutte contre la fraude à l'identité, ainsi que des communes, de la police et des postes consulaires aux moyens de détection des fraudes à l'identité par le biais de groupes d'échanges et de formations, et de journées de formation et de sensibilisation;

- l'optimisation des outils de prévention de la fraude à l'identité lors de l'émission et la délivrance de documents pour les fonctionnaires locaux, en collaboration avec le SPF Affaires étrangères – par exemple, en vue de lutter contre la fraude dite de morphing où deux photos de personnes différentes sont mélangées pour que les deux puissent passer un même contrôle. À cet égard, une phase pilote sera lancée dans quelques communes en vue de tester la nouvelle solution de la saisie en direct de la photo (Live enrollment). Par ailleurs, cette nouvelle solution apportera une simplification administrative, puisque la photo sera prise gratuitement au guichet et ce conformément aux exigences de qualité applicables (ICAO).

Des travaux seront également menés en coopération avec les autres membres de la Task Force sur une note concernant les pistes possibles visant à rendre le processus de traitement des demandes d'obtention de documents d'identité plus sûr, plus fluide et plus résistant à la fraude, en particulier dans un contexte de numérisation et d'automatisation des processus de demande de documents d'identité.

Toujours dans le contexte de la tendance à la numérisation et à l'automatisation croissantes des processus dans le domaine des Affaires citoyennes, nos services collaboreront avec les partenaires de la Taskforce afin d'élaborer une note reprenant les exigences minimales

- de l'invoering van een **éénvormige, geautomatiseerde en beveiligde kennisgevingsprocedure** waardoor de betrokken actoren identiteitsgerelateerde incidenten kunnen meedelen aan de parketten. De ad-hoettoepassing zal worden veralgemeend. Een aanpassing van de wetgeving betreffende het Rijksregister, de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten zal worden aangebracht;

- er zal voorts een verdere verbetering van de ad-hoettoepassing plaatsvinden, volgende op feedback van gebruikers. In het bijzonder zal het ontvangen/verzenden van een terugkoppeling over ingediende dossiers mogelijk gemaakt worden binnen de applicatie zelf;

- de coördinatie en de opvolging van de gerechtelijke omzendbrief identiteitsfraude tussen de betrokken actoren en de referentiemagistraten;

- de sensibilisering van de parketten en de arbeidsauditoraten in het kader van de bestrijding van identiteitsfraude, alsook van de gemeenten, de politie en de consulaire posten voor de opsporingsmiddelen van identiteitsfraude door middel van gespreks- en opleidingsgroepen en opleidings- en sensibiliseringsdagen;

- de optimalisering van de preventiemiddelen voor de lokale ambtenaren om identiteitsfraude te detecteren bij de uitgifte en de uitreiking van documenten, in samenwerking met de FOD Buitenlandse Zaken - bijvoorbeeld met het oog op het bestrijden van fraude met morphing waarbij twee foto's van verschillende mensen vermengd worden, zodat beide eenzelfde controle kunnen doorstaan. In dit verband zal in enkele gemeenten een testfase worden gelanceerd om de nieuwe oplossing van het rechtstreeks nemen van de foto (Live enrollment) te testen. Deze nieuwe oplossing zal bovendien zorgen voor een administratieve vereenvoudiging, aangezien de foto kosteloos genomen zal worden aan het loket, overeenkomstig de kwaliteitsvereisten die van toepassing zijn (ICAO).

Er zal eveneens in samenwerking met de overige leden van de Taskforce gewerkt worden aan een nota rond mogelijke pistes om het proces van het behandelen van aanvragen tot het bekomen van identiteitsdocumenten veiliger, vlotter en fraudebestendiger te maken, in het bijzonder in een context van digitalisering en automatisering van de aanvraagprocessen van identiteitsdocumenten.

Eveneens in het kader van de tendensen tot doorgedreven digitalisering en automatisering van processen binnen het domein Burgerzaken, zullen onze diensten samen met de partners van de Taskforce een nota uitwerken met de minimumvereisten waaraan digitaliserings-en

auxquelles doivent répondre les processus de numérisation et d'automatisation des documents d'identité.

Lutte contre la fraude au domicile

La collaboration entre notre administration et le ministère public concernant **la lutte contre la fraude sociale** découlant des domiciliations fictives sera poursuivie.

Il en va de même de la collaboration entre notre administration et le SPF Affaires étrangères pour ce qui est de la lutte contre la fraude au domicile de citoyens prétendant être domiciliés en Belgique, mais résidant en fait en permanence à l'étranger.

La **formation se poursuivra** dans les écoles de police du pays concernant la constatation de la réalité de la résidence principale et les documents d'identité belges, et par conséquent, concernant également la lutte contre la fraude au domicile et à l'identité.

À la demande des acteurs de terrain, des formations seront également dispensées par notre administration.

Modernisation, simplification administrative et optimisation

Tenue correcte des registres de la population et du registre national

Notre administration sera attentive à ce que ses partenaires privilégiés, à savoir les autorités communales, puissent au quotidien travailler en toute sérénité grâce à l'adoption de dispositions légales et réglementaires claires et uniformes et ce, malgré la diversité et la complexité d'une société en perpétuelle évolution.

Afin de soutenir les communes dans leurs tâches relatives à la gestion des registres de la population, des modèles de règlements communaux relatifs à l'enquête de résidence et à la numérotation des bâtiments (**BeSt Address**) ont été élaborés en 2023. Selon l'analyse de l'avis du Conseil d'État par nos services, une proposition d'adaptation de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1991 sera préparée.

Des mesures seront prises au sujet des documents d'identité et de voyage de mineurs non émancipés afin **d'éviter autant que possible que des enfants ou adolescents puissent quitter le territoire** du Royaume sans l'accord de leurs parents ou même à leur insu. Les mesures en question sont actuellement soumises aux partenaires de cette réglementation, à savoir les SPF Justice et les services de police. En fonction de

automatiseringsprocessen met betrekking tot de identiteitsdocumenten dienen te voldoen.

Bestrijding van domiciliefraude

De samenwerking tussen onze administratie en het openbaar ministerie met betrekking tot de **bestrijding van sociale fraude die voortvloeit uit de fictieve domicilies**, zal worden voortgezet.

Hetzelfde geldt voor de samenwerking tussen onze administratie en de FOD Buitenlandse Zaken betreffende de bestrijding van domiciliefraude van burgers die beweren in België te zijn gedomicilieerd, maar eigenlijk permanent in het buitenland verblijven.

De **opleiding** die gewijd is aan de vaststelling van de realiteit van de hoofdverblijfplaats en aan de Belgische identiteitsdocumenten, en bijgevolg ook aan de bestrijding van domiciliefraude en identiteitsfraude, zal verder worden **verstrekt** in de Belgische politiescholen.

Ook onze administratie zal op verzoek van de actoren op het terrein opleidingen geven.

Modernisering, administratieve vereenvoudiging en optimalisering

Correct houden van de bevolkingsregisters en het Rijksregister

Onze administratie zal erop toezien dat haar bevoorrechte partners, met name de gemeentelijke overheden, dagelijks in alle sereniteit kunnen werken, door duidelijke en uniforme wettelijke en reglementaire bepalingen aan te nemen, ondanks de diversiteit en complexiteit van de steeds veranderende samenleving.

Om de gemeenten te ondersteunen bij hun taken inzake het beheer van de bevolkingsregisters, werden modellen van gemeentelijke reglementen betreffende het verblijfplaatsonderzoek en de nummering van de gebouwen (**BeSt Address**) uitgewerkt in 2023. Ingevolge de analyse van het advies van de Raad van State door onze diensten, zal een voorstel van aanpassing van artikel 5 van de wet van 19 juli 1991 voorbereid worden.

Er zullen maatregelen genomen worden met betrekking tot de identiteits- en reisdocumenten van niet-ontvoogde minderjarigen om zoveel mogelijk te vermijden dat kinderen of adolescenten **het grondgebied kunnen verlaten zonder de toestemming van hun ouders of zelfs zonder hun medeweten**. De maatregelen in kwestie werden momenteel voorgelegd aan de partners bij deze regelgeving, wetende de FOD Justitie en

leur contribution aux propositions formulées, l'étude du projet sera poursuivie.

Des **précisions** seront apportées quant à la **notion de "ménage"** afin de pouvoir enregistrer de nouvelles informations relatives aux particularités urbanistiques régionales qui dérogent à la notion de ménage dans les registres de la population. Après analyse et avis du Conseil d'État en 2023, ce projet sera couplé au projet plus général de modernisation de la législation relative aux registres.

La coordination et l'actualisation annoncées seront effectuées par circulaire, en collaboration avec le SPP IS, publiée le 7 juillet 2023.

Enfin, la **synchronisation automatique** des données d'identité aux registres de la population, au **Registre national** et dans la Banque de données des actes de l'état civil (**BAEC**) sera poursuivie.

De même, **les instructions générales RN seront revues** de telle sorte qu'elles correspondent parfaitement au cadre légal en vigueur et qu'elles puissent ainsi encore davantage constituer une aide incontournable dans le travail quotidien des administrations communales.

À l'égard des utilisateurs du RN: en 2023, parallèlement au maintien d'une mise en œuvre ferme et stricte des conditions d'application des autorisations d'accès, les services du RN entameront une analyse quant aux possibilités à mettre en œuvre afin d'assouplir et de diversifier les modalités d'accès en vue de permettre à chaque utilisateur de recevoir les données ou d'y accéder de manière plus "personnalisée" et adaptée à leurs besoins.

Par ailleurs, en 2023, une attention particulière sera accordée à la possibilité pour les citoyens de connaître les informations qui les concernent, d'y accéder et d'en disposer. Ainsi, les possibilités **d'améliorer** les fonctionnalités de l'application "**Mon dossier**" seront examinées et, le cas échéant, mises en œuvre.

Nouvelles cartes électroniques

Nos services mettront à disposition des documents d'identité de qualité répondant aux différentes normes en vigueur ainsi que les services qui y sont liés (Cartes d'identité délivrées en urgence, DOCSTOP, CheckDoc) tout en apportant le soutien adéquat à tous les acteurs: communes, SPF BOSA, différentes instances de police.

de politiediensten. Ingevolge hun input op de gedane voorstellen, zal het project verder bestudeerd worden.

Er zullen **preciseringsen** worden aangebracht wat betreft het **begrip "huishouden"** om nieuwe informatie betreffende regionale stedenbouwkundige bijzonderheden die afwijken van het begrip "huishouden" in de bevolkingsregisters, te kunnen registreren. Na analyse en advies van de Raad van State in 2023, zal dit project gekoppeld worden aan het algemenere project van het moderniseren van de wetgeving rond de registers.

De aangekondigde coördinatie en actualisering vonden plaats per omzendbrief, in samenwerking met de POD MI gepubliceerd op 7 juli 2023.

Ten slotte wordt de **automatische synchronisatie** van de identiteitsgegevens in de bevolkingsregisters, het **Rijksregister** en in de Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand (**DABS**) verdergezet.

Ook zullen de **algemene onderrichtingen RR worden herzien**, zodanig dat zij perfect zijn afgestemd op het geldende wettelijke kader en dus nog meer een essentieel hulpmiddel zijn voor de dagelijkse activiteiten van de gemeentebesturen.

Wat de gebruikers van het RR betreft: zullen de diensten van het RR in 2023, parallel met de besliste en strikte tenuitvoerlegging van de toepassingsvoorwaarden van de toegangsmachtigingen, een begin maken met een analyse betreffende de mogelijkheden om de toegangsmodaliteiten flexibeler en gediversifieerder te maken, zodat elke gebruiker op een meer "gepersonaliseerde" manier gegevens kan ontvangen of er toegang toe kan krijgen, aangepast aan diens behoeften.

Daarnaast zal in 2023 bijzondere aandacht worden besteed aan de mogelijkheid voor de burgers om informatie die op hen betrekking heeft, te kennen, er toegang toe te krijgen of erover te beschikken. De mogelijkheden om de functionaliteiten van de toepassing "**Mijn dossier**" **te verbeteren**, zullen aldus worden bestudeerd en, in voorkomend geval, geïmplementeerd.

Nieuwe elektronische kaarten

Onze diensten zullen kwaliteitsvolle identiteitsdocumenten ter beschikking stellen die beantwoorden aan de verschillende geldende normen, evenals de daarmee verband houdende diensten (met spoed afgegeven identiteitskaarten, DOCSTOP, CheckDoc) en tegelijkertijd alle actoren adequate ondersteuning bieden: gemeenten, FOD BOSA, verschillende politie-instanties.

Ces engagements permettent aux citoyens belges de bénéficier de documents d'identité à la fois hautement fiables et hautement sécurisés. En collaboration avec les Affaires étrangères, mes services développeront en outre le projet **Live Enrollment**, qui permet au personnel des guichets de prendre des photographies d'identité lors de la demande de carte d'identité. Ce projet a pour objectif de faciliter les démarches du citoyen tout en accroissant la sécurisation de nos documents d'identité. Nous travaillerons également à la mise à disposition de **stations mobiles** permettant aux agents communaux de traiter les demandes de documents d'identité des personnes étant dans l'impossibilité de se rendre au guichet de la commune.

Développement d'une identité mobile sûre

Les appareils mobiles et leurs applications ne sont pas compatibles avec les smartcards, comme l'eID. Les fonctionnalités d'authentification et de signature ne peuvent donc pas être utilisées. Par conséquent, lorsqu'une personne souhaite prouver son identité en ligne via son appareil mobile, il est nécessaire de développer une identité mobile. Il importe à cet égard que cette identité mobile reprenne toutes les fonctionnalités de l'eID, mais offre également les mêmes garanties de sécurité.

Cette **identité mobile** permet au citoyen de s'identifier sans preuve physique et devient, en quelque sorte, une clé d'accès à de nombreuses applications en ligne, publiques ou privées. Elle facilite également la signature électronique.

En collaboration avec le SPF BOSA, nous poursuivons la mise en place du projet en 2024.

Pour un certain nombre de personnes, il est difficile, voire impossible, de se rendre à la commune pour y faire une demande de document d'identité. Pour remédier à ce problème, nos services développeront un **équipement mobile**, qui devrait permettre aux fonctionnaires communaux habilités de poser les actes nécessaires en dehors des infrastructures physiques de la maison communale. Des tests auront lieu cette année afin d'examiner si la solution proposée actuellement répond aux attentes et exigences.

Simplification administrative des procédures d'achat de dispositifs biométriques dans les communes

Ce projet n'a pas été poursuivi, étant donné qu'une autre source de financement (européen) pourrait être explorée. Une analyse est en cours afin de contrôler si

Op die manier kunnen de Belgische burgers gebruikmaken van uiterst betrouwbare en uiterst beveiligde identiteitsdocumenten. Mijn diensten zullen bovendien in samenwerking met Buitenlandse Zaken het project **Live Enrollment** ontwikkelen, waarbij het de bedoeling is om loketbeambten bij de aanvraag van een identiteitskaart pasfoto's te laten maken. Met dit project willen we de door de burger te ondernemen stappen vergemakkelijken en tegelijkertijd de beveiliging van onze identiteitsdocumenten verhogen. We zullen ook werken aan de terbeschikkingstelling van **mobiele stations**, waarmee het gemeentepersoneel de aanvragen van identiteitsdocumenten van personen die zich onmogelijk naar het gemeenteloket kunnen begeven, kan behandelen.

Ontwikkeling van een veilige mobiele identiteit

Mobiele apparaten en hun toepassingen zijn niet compatibel met smartcards, zoals de eID. Daarom kunnen authenticatie- en handtekeningfunctionaliteiten niet worden gebruikt. Als iemand via zijn mobiel toestel online zijn identiteit wil bewijzen, is het dus noodzakelijk een mobiele identiteit te ontwikkelen. Belangrijk daarbij is dat die mobiele identiteit alle functionaliteiten van de eID overneemt, maar ook dezelfde veiligheids garanties biedt.

Deze **mobiele identiteit** laat de burger toe zich te identificeren zonder fysiek bewijsstuk en wordt als het ware een sleutel om toegang te krijgen tot tal van online toepassingen, van zowel de publieke als de privésector. Ook het plaatsen van een elektronische handtekening wordt zo vergemakkelijkt.

In samenwerking met de FOD BOSA werken we in 2024 verder aan het project.

Voor een aantal personen is het niet evident of zelfs onmogelijk om zich naar het gemeentehuis te begeven om daar een identiteitsdocument aan te vragen. Om tegemoet te kunnen komen aan deze problematiek, zullen onze diensten een **mobiele uitrusting** ontwikkelen, die de gemachtigde gemeenteambtenaren zou moeten toelaten om ook buiten de fysieke infrastructuur van het gemeentehuis de nodige handelingen te kunnen stellen. Er zullen dit jaar testen plaatsvinden om na te gaan of de oplossing die heden voorgesteld wordt, voldoet aan de verwachtingen en vereisten.

Administratieve vereenvoudiging aankoopprocedures biometrische apparatuur in de gemeenten

Dit project werd niet verdergezet, aangezien er een andere financieringsbron (Europees) zou kunnen aanbeoord worden. Er is een analyse lopende om na te

ce projet doit éventuellement encore être poursuivi ou s'il répond aux besoins.

Modernisation du Registre national des personnes physiques

Nous optimiserons à la fois la collecte et la communication des données du Registre national, ainsi que la maintenance de la banque de données.

Après 2024, cette optimisation donnera également lieu au **remaniement** de la **réglementation** relative à quelques missions clés de la direction générale Identité et Affaires citoyennes, à savoir le **Registre national** et la délivrance des cartes, documents d'identité et titres de séjour. Actuellement, mes services travaillent à une préanalyse de ce projet.

Notre objectif est aussi d'assurer la conformité formelle de cette réglementation par rapport aux exigences du RGPD. Par ailleurs, cet exercice servira à insérer explicitement dans la loi le principe de centralisation des registres de population dans le Registre national. Ces registres font partie du Registre national, à l'instar du registre d'attente et du registre du protocole.

Grâce à la **centralisation**, les administrations locales pourront réaliser des économies en matière de gestion informatique.

Projet BeST Address

Afin d'échanger efficacement des informations entre les différentes autorités, un standard d'adresse s'imposait pour tous les niveaux de pouvoir en Belgique. Les partenaires régionaux et fédéraux ont donc lancé le projet "Belgian Streets and Addresses" ("**BeSt Add**").

Les Régions sont la source authentique de ces données, elles les gèrent à leur niveau et les fournissent aux administrations fédérales via le SPF BOSA.

Notre administration a pour mission d'assurer la concordance entre ses adresses administratives et les données géographiques correspondantes des trois régions. Pour ce faire, elle a adapté, en 2021, la structure des informations du Registre national aux caractéristiques détaillées des adresses fournies par les régions. En 2022, nous avons commencé à vérifier si les données concordaient à travers les différentes sources.

En 2023, un projet pilote a vu le jour à l'occasion du lancement de Best Address. Les conclusions en découlant seront analysées et conduiront le cas échéant à un déploiement général en 2024.

gaan of dit project eventueel nog dient verdergezet te worden, of aan de noden voldaan werd.

Modernisering van het Rijksregister van de natuurlijke personen

We zullen zowel de inzameling en de mededeling van de gegevens van het Rijksregister als het onderhoud van de gegevensbank optimaliseren.

Dit zal na 2024 ook aanleiding geven tot het **herschrijven** van de **regelgeving** met betrekking tot enkele kernopdrachten van de Algemene Directie Identiteit en Burgerzaken, met name het **Rijksregister** en de uitreiking van kaarten, identiteitsdocumenten en verblijfstitels. Heden zijn mijn diensten bezig met een vooranalyse van dit project.

We willen die regelgeving ook formeel conformeren aan de eisen van de AVG. Daarenboven zal deze oefening ook gebruikt worden om het principe van de centralisering van de bevolkingsregisters in het Rijksregister expliciet op te nemen in de wet. Deze registers maken – net als het wachtregister en het protocolregister – deel uit van het Rijksregister.

Door de **centralisering** zullen de lokale besturen kosten kunnen besparen op het vlak van het informaticabeheer.

Project BeST Address

Om efficiënt informatie tussen de verschillende overheden uit te wisselen was er nood aan een adresstandaard voor alle overheidsniveaus in België. De gewestelijke en federale partners startten daarom het project "Belgian Streets and Addresses" ("**BeSt Add**") op.

De gewesten zijn de authentieke bron voor die gegevens, beheren ze op hun niveau en verstrekken ze aan de federale administraties via de FOD BOSA.

Onze administratie heeft als taak om haar administratieve adressen in overeenstemming te brengen met de overeenkomstige geografische gegevens van de drie gewesten. Daarvoor paste ze de gegevensstructuur van het Rijksregister in 2021 aan aan de uitgebreide kenmerken van de door de gewesten verstrekte adressen. In 2022 zijn we gestart met de controles van de overeenkomst van de gegevens tussen de verschillende bronnen.

In 2023 werd er een piloot gelanceerd voor de uitrol van Best Address. De bevindingen daaruit zullen geanalyseerd worden en desgevallend tot een algemene uitrol leiden in 2024.

Élections

Début 2023 a commencé la préparation effective des élections **européennes, fédérales et régionales de 2024**. Ces travaux préparatoires sont poursuivis afin d'améliorer, de simplifier et de sécuriser le processus électoral à différents niveaux.

Sur base des **modifications effectuées à la réglementation électorale**, notamment par les lois des 28 mars 2023, 25 avril 2023 et 23 mai 2023, la direction générale Identité et Affaires citoyennes met en place l'ensemble des actions administratives nécessaires pour garantir la bonne organisation des élections européennes, fédérales et régionales du 9 juin 2024.

À cette occasion, l'**introduction des candidatures** pourra être réalisée de manière entièrement dématérialisée suite aux modifications légales et à l'adaptation du logiciel de transmission des résultats électoraux. Ce logiciel permettra par exemple également la rédaction de procès-verbaux entièrement digitalisés par les bureaux électoraux principaux.

Lors du scrutin du 9 juin 2024, des systèmes de vote électronique avec preuve papier seront à nouveau utilisés. Par rapport à 2019, deux communes supplémentaires auront recours à ces systèmes (Leeuw-Saint-Pierre et Rhode-Saint-Genèse).

De même, un **nouveau logiciel d'aide au dépouillement des bulletins de vote papier** permettra aux cantons qui l'utilisent de générer des procès-verbaux des résultats sous format électronique via un double encodage des bulletins, ceci accroissant le contrôle du comptage des résultats et permettant d'aider les bureaux de dépouillement dans leurs tâches (en évitant les erreurs humaines dans le dépouillement des votes et des bulletins).

Toujours en matière électronique, une nouvelle application permettra aux listes et candidats de déclarer en ligne leurs dépenses électorales, ce qui facilitera le travail de contrôle de ces dépenses par les commissions parlementaires chargées de cette tâche.

L'accent sera bien évidemment mis sur l'**intégrité et la sécurisation du processus informatique** électoral du 9 juin 2024. On peut ainsi citer sans être exhaustif les actions suivantes:

- agrément des logiciels électoraux par l'organisme d'avis PwC;
- audit réalisé par un consultant externe en collaboration avec le Center for Cybersecurity Belgium (CCB) sur

Verkiezingen

Begin 2023 zijn de effectieve voorbereidingen van de **Europese, federale en regionale verkiezingen van 2024** reeds opgestart. Deze voorbereidingen worden verdergezet om het verkiezingsproces op verschillende niveaus te verbeteren, te vereenvoudigen en te beveiligen.

Op basis van de **wijzigingen aangebracht aan de kiesreglementering** via met name de wetten van 28 maart 2023, 25 april 2023 en 23 mei 2023, implementeert de Algemene Directie Identiteit en Burgerzaken alle noodzakelijke administratieve acties om een goede organisatie van de Europese, federale en regionale verkiezingen van 9 juni 2024 te garanderen.

Daarbij zal de **indiening van de kandidaatstellingen** volledig gedematerialiseerd kunnen verlopen naar aanleiding van de wettelijke wijzigingen en de aanpassing van de software voor het versturen van de verkiezingsuitslagen. Met deze software zullen de kieshoofdbureaus bijvoorbeeld ook volledig gedigitaliseerde processen-verbaal kunnen opmaken.

Bij de stemming van 9 juni 2024 zullen opnieuw elektronische stelsystemen met papieren bewijsstuk worden gebruikt. Ten opzichte van 2019 zullen twee extra gemeenten gebruik kunnen maken van die systemen (Sint-Pieters-Leeuw en Sint-Genesius-Rode).

Daarnaast zal een **nieuwe software ter ondersteuning van de telling van de papieren stembiljetten** aan de kantons die er gebruik van maken de mogelijkheid bieden een digitaal proces-verbaal van de uitslagen te genereren via een dubbele registratie van de stembiljetten. Hierdoor is er meer controle over de telling van de uitslagen en worden de telbureaus ondersteund bij hun taken (waarbij menselijke fouten bij het tellen van de stemmen en de biljetten worden voorkomen).

Verder is er op elektronisch vlak een nieuwe toepassing waarmee de politieke partijen en kandidaten hun verkiezingsuitgaven online kunnen aangeven, wat het werk inzake de controle van die uitgaven, waarmee de parlementaire commissies belast zijn, vergemakkelijkt.

De nadruk zal uiteraard gelegd worden op de **integriteit en de beveiliging van het elektronisch kiesproces** van 9 juni 2024. We kunnen onder andere de volgende acties noemen:

- erkenning van de kiessoftware door het adviesorgaan PwC;
- audit van de verschillende softwareprogramma's die tijdens de verkiezingen worden gebruikt met betrekking

les divers logiciels utilisés lors des élections par rapport à leur vulnérabilité à des cyber-attaques externes. Cet audit inclut notamment la réalisation de divers tests de pénétration;

- participation au niveau européen à un exercice de simulation de crise avec les autorités en charge des élections dans les autres États membres;

- mise en place d'un plan élaboré de gestion des incidents afin de pouvoir répondre à divers scénarios de perturbation des opérations électorales.

L'organisation de ce triple scrutin du 9 juin 2024 et tous les changements opérés par rapport à 2019 nécessiteront un effort de **communication** important.

Des campagnes de formation au processus électoral ont déjà été lancées au printemps 2023 à l'attention des communes et des bureaux électoraux principaux.

Il est essentiel que tous les acteurs du processus électoral (bureaux électoraux, candidats, citoyens) soient informés de manière adéquate sur l'ensemble des aspects de ce scrutin simultané. À cet effet, le site web dédié aux élections de 2024 (www.elections.fgov.be) a été renouvelé et sera fréquemment mis à jour à l'approche de la date du scrutin.

Des vidéos d'animation expliquant les grands thèmes électoraux (comment voter par procuration, comment voter valablement, ...) seront mises à disposition des électeurs afin de rendre la compréhension du processus électoral plus attractive. De nouvelles vidéos d'animation spécifiques seront également mises à disposition des communes et cantons afin de les aider dans leurs tâches de formation dans les bureaux de vote et de dépouillement.

En 2022, le Parlement a voté la loi du 1^{er} juin 2022 modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue d'offrir aux citoyens la faculté de voter dès l'âge de 16 ans.

En novembre 2022, un recours en annulation des articles 2 et 15 de la loi du 1^{er} juin 2022 a été introduit auprès de la Cour Constitutionnelle.

Le 20 juillet 2023, la Cour a annulé la loi du 1^{er} juin 2022, en ce qu'elle subordonne le droit de vote pour les jeunes de 16 et 17 ans à la condition qu'ils demandent

tot hun kwetsbaarheid voor externe cyberaanvallen, uitgevoerd door een externe consultant in samenwerking met het Center for Cybersecurity Belgium (CCB). Bij deze audit worden onder meer verschillende penetra-tietesten uitgevoerd;

- deelname op Europees niveau aan een crisissimulatie-oefening met de overheden die verantwoordelijk zijn voor de verkiezingen in de andere lidstaten;

- ontwikkelen van een uitgewerkt plan voor het beheer van incidenten om een antwoord te kunnen bieden op verschillende scenario's waarin de kiesverrichtingen worden verstoord.

De organisatie van deze drievoudige stemming van 9 juni 2024 en alle doorgevoerde veranderingen in vergelijking met 2019 vereisen een grote inspanning op het gebied van **communicatie**.

In het voorjaar van 2023 werden reeds opleidingscampagnes voor de gemeenten en kieshoofdbureaus inzake het verkiezingsproces opgestart.

Het is van essentieel belang dat alle actoren van het kiesproces (kiesbureaus, kandidaten, burgers) op gepaste wijze geïnformeerd worden over alle aspecten van deze gelijktijdige verkiezingen. Daartoe werd de specifieke website van de verkiezingen van 2024 (www.elections.fgov.be) vernieuwd en zal deze frequent geactualiseerd worden naarmate de verkiezingsdatum nadert.

Er zullen animatiefilmpjes ter beschikking worden gesteld van de kiezers waarin de grote kiesthema's (hoe stemmen bij volmacht, hoe geldig stemmen, enz.) worden uitgelegd, teneinde het volledige kiesproces aantrekkelijker te maken. Er zullen tevens nieuwe specifieke animatiefilmpjes ter beschikking worden gesteld van de gemeenten en kantons om hen te helpen bij hun taken inzake de opleidingen in de stem- en telbureaus.

In 2022 stemde het Parlement de wet van 1 juni 2022 tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, teneinde de burgers vanaf de leeftijd van 16 jaar de mogelijkheid te geven om te stemmen.

In november 2022 werd een beroep tot vernietiging van de artikelen 2 en 15 van de wet van 1 juni 2022 ingesteld bij het Grondwettelijk Hof.

Op 20 juli 2023 vernietigde het Hof de wet van 1 juni 2022, in zoverre zij het stemrecht voor 16- en 17-jarigen afhankelijk maakt van de vereiste om een aanvraag in

à être inscrits sur la liste des électeurs; (la Cour a explicitement rejeté le recours pour le surplus).

La Cour constitutionnelle a confirmé dans son arrêt la possibilité d'élargissement du droit de vote aux jeunes de 16 et 17 ans mais a annulé l'obligation préalable d'inscription.

Les possibilités de remédier à cette situation sont à l'étude.

Comme prévu par l'accord de gouvernement, une **campagne de communication** sera menée en prélude au 9 juin 2024 afin de sensibiliser les groupes d'électeurs moins enclins à voter à l'importance du vote dans une démocratie représentative, ceci en vue d'augmenter le taux de participation aux scrutins.

En outre, et cela est très important pour la démocratie, une attention particulière sera portée à l'**accessibilité des personnes handicapées** au processus électoral. Des projets spécifiques seront menés avec des associations spécialisées, comme le Conseil Supérieur national des Personnes handicapées, le Collectif Accessibilité Wallonie-Bruxelles, Unia et Inter, afin d'améliorer l'accessibilité des élections aux personnes en situation de handicap (organisation de transport gratuit pour les personnes handicapées vers les bureaux de vote, recommandations en matière d'accessibilité des programmes électoraux, projet de bulletin braille pour les électeurs votant de manière traditionnelle, etc.).

Nous aimerions également attirer l'attention sur deux études en cours.

Le système actuel de vote électronique avec preuve papier avait déjà été conçu en 2007 et l'accord-cadre de maintenance signé avec la société Smartmatic expirera en 2027. Après le scrutin de 2024, l'échéance électorale suivante de compétence fédérale sera programmée en 2029. Vu le temps nécessaire au développement d'un **nouveau système de vote électronique**, il est indispensable d'entamer dès à présent une réflexion quant à l'avenir de l'actuel système de vote électronique en Belgique. Les résultats de cette étude seront connus fin 2023.

En outre, le **vote en ligne** fera lui aussi l'objet d'un examen approfondi. À la suite de l'étude menée en 2020-2021 par un consortium d'universités (ULB-VUB-KUL-UCL) quant à la possibilité d'introduire le vote par internet en Belgique dans des conditions de sécurité garanties, nous examinerons plus en détail comment assurer la sécurité d'un tel système et à quel coût. Sur la base de cette étude, les étapes ultérieures pourront

te dienen om ingeschreven te worden op de kiezerslijst; (het Hof verwierp het beroep expliciet voor het overige).

Het Grondwettelijk Hof bevestigt in haar arrest de mogelijkheid van de uitbreiding van het kiesrecht naar 16- en 17-jarigen, maar vernietigt de voorafgaande inschrijvingsplicht.

De herstelmogelijkheden worden onderzocht.

Zoals bepaald in het regeerakkoord zal in de aanloop naar 9 juni 2024 een **communicatiecampagne** worden gevoerd om groepen kiezers die minder geneigd zijn om te gaan stemmen, bewust te maken van het belang van het stemmen in een representatieve democratie, met als doel de opkomst bij verkiezingen te verhogen.

Daarnaast, en dit is zeer belangrijk voor de democratie, zal in het bijzonder aandacht worden besteed aan de **toegankelijkheid** van het kiesproces **voor personen met een handicap**. Er zullen specifieke projecten worden uitgevoerd met gespecialiseerde verenigingen, zoals de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap, Collectif Accessibilité Wallonie-Bruxelles, Unia en Inter, om de toegankelijkheid van de verkiezingen voor personen met een handicap te verbeteren (organisatie van gratis vervoer naar de stembureaus voor personen met een handicap, aanbevelingen inzake toegankelijkheid van verkiezingsprogramma's, ontwerp van een stembiljet in brailleschrift voor kiezers die op papier stemmen, enzovoort).

Tot slot vestigen we nog de aandacht op twee lopende studies.

Het huidige elektronische stelsysteem met papieren bewijsstuk werd al in 2007 ontworpen en de raamovereenkomst voor onderhoud, die werd afgesloten met de firma Smartmatic, zal in 2027 aflopen. Na de verkiezingen van 2024 staan de daaropvolgende verkiezingen onder federale bevoegdheid in 2029 gepland. Gelet op de tijd die nodig is om een **nieuw elektronisch stelsysteem** te ontwikkelen, is het noodzakelijk om nu al te beginnen nadenken over de toekomst van het huidige elektronisch stelsysteem in België. De resultaten van deze studie zullen eind 2023 bekend worden.

Bovendien wordt ook het **online stemmen** verder onderzocht. Als vervolg op het onderzoek gevoerd in 2020-2021 door een consortium van universiteiten (ULB-VUB-KUL-UCL) met betrekking tot de mogelijkheid om in België het stemmen via internet in te voeren onder gegarandeerde veilige omstandigheden, wordt meer in detail onderzocht hoe de veiligheid van een dergelijk systeem kan worden gewaarborgd, en tegen welke prijs.

être envisagées, comme la mise en place d'un projet pilote par exemple.

La réalisation de la réforme du Conseil d'État

Avec la loi du 11 juillet 2023 modifiant les lois coordonnées, l'arrêté royal du 21 juillet 2023 modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État et l'arrêté royal du 21 juillet 2023 déterminant les affaires relevant d'un intérêt public supérieur et les possibles mesures organisationnelles au sens de l'article 101/1, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la réforme de fond des sections de législation et du contentieux administratif du Conseil d'État a été réalisée au cours de l'année politique écoulée. Concrètement, pour ce qui concerne la section de législation, une réforme des avis rendus au sujet des projets de lois, décrets, ordonnances et arrêtés était notamment prévue. Pour la section du contentieux administratif, il était notamment prévu de réduire substantiellement le délai de traitement d'un recours en annulation ordinaire. Les dossiers relatifs à la transition énergétique et aux énergies renouvelables bénéficieront en outre d'un traitement prioritaire et seront en principe traités dans un délai maximum de 15 mois à compter du 1^{er} janvier 2024.

Publicité de l'administration

Le **GRECO** recommande, sous le cinquième cycle d'évaluation, la "Prévention de la corruption et promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressifs", de s'assurer que les organes stratégiques soient clairement soumis au champ d'application de la loi relative à la publicité de l'administration. Le GRECO formule en outre quelques autres recommandations sur la publicité de l'administration.

Les solutions pour remédier à ces lacunes et la nécessité d'adapter le cadre législatif ont été poursuivies avec succès au cours de l'année politique 2023 écoulée. Nous avons en particulier repris les différentes propositions de modification de la loi du 11 avril 1994, qui découlent à la fois du rapport du GRECO et s'inscrivent aussi dans le cadre d'une optimisation plus large de la publicité de l'administration, dans un **projet de loi**, qui est soumis au vote de l'assemblée plénière. Afin de concrétiser davantage certaines nouvelles obligations relatives à la publicité de l'administration en vertu du projet de loi susmentionné, nous préparons un projet d'arrêté royal que nous comptons adopter peu après l'entrée en vigueur de la loi. Enfin, avec la ministre de la Fonction publique, nous enverrons une lettre aux instances administratives fédérales qui seront désormais soumises aux

Op basis van dit onderzoek kunnen dan volgende stappen, bijvoorbeeld een proefproject, worden overwogen.

De hervorming van de Raad van State gerealiseerd

Met de wet van 11 juli 2023 tot wijziging van de gecoördineerde wetten, het koninklijk besluit van 21 juli 2023 tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State en het koninklijk besluit van 21 juli 2023 tot bepaling van de zaken van hoger openbaar belang en de mogelijke organisatorische maatregelen in de zin van artikel 101/1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 werd in het voorbije politieke werkjaar de inhoudelijke hervorming van de afdelingen Wetgeving en Bestuursrechtspraak van de Raad van State gerealiseerd. Concreet werd voor wat betreft de afdeling Wetgeving onder meer voorzien in een hervorming van de adviesverlening inzake ontwerpen van wetten, decreten, ordonnances en besluiten. Voor de afdeling Bestuursrechtspraak werd onder meer voorzien in een substantiële vermindering van de doorlooptijd van een gewoon annulatieberoep. Dossiers met betrekking tot energietransitie en hernieuwbare energie krijgen bijkomend een prioritaire behandeling en zullen in beginsel vanaf 1 januari 2024 worden behandeld binnen een termijn van maximum 15 maanden.

Openbaarheid van bestuur

In de vijfde evaluatiecyclus met als thema "Het voorkomen van corruptie en het bevorderen van de integriteit binnen de centrale regeringen (hoge functies van de uitvoerende macht) en de politiediensten" beveelt de **GRECO** aan om ervoor te zorgen dat de beleidsorganen duidelijk onder het toepassingsgebied van de wet betreffende de openbaarheid van bestuur vallen. De GRECO formuleert daarnaast enkele andere aanbevelingen inzake de openbaarheid van bestuur.

De oplossingen voor het verhelpen van deze tekortkomingen en de noodzaak tot aanpassing van het wetgevend kader werden tijdens het afgelopen politiek werkjaar 2023 met succes verder uitgewerkt. Meer in het bijzonder hebben wij de voorstellen tot wijziging van de wet van 11 april 1994, die zowel voortvloeien uit het verslag van de GRECO, als kaders in een ruimere optimalisering van de openbaarheid van bestuur, opgenomen in een **wetsontwerp** dat ter stemming wordt voorgelegd. Om bepaalde nieuwe verplichtingen betreffende de openbaarheid van bestuur in het kader van het voornoemd wetsontwerp verder vorm te geven, bereiden wij een ontwerp van koninklijk besluit voor dat wij kort na de inwerkingtreding van de wet willen goedkeuren. Tot slot zullen wij, samen met de minister van Ambtenarenzaken, een brief sturen naar de federale

(nouvelles) obligations de publicité de l'administration au niveau fédéral, expliquant ces nouvelles obligations en détail afin que chaque instance administrative fédérale en soit informée en temps utile et puisse se préparer correctement.

DIRECTION D'ENCADREMENT PERSONNEL ET ORGANISATION – BÂTIMENTS ET GESTION FACILITAIRE

Le SPF Intérieur: un employeur attractif

En 2022, les projets visant à promouvoir le SPF Intérieur en tant **qu'employeur attractif** sur le marché du travail ont donné lieu à de nombreux recrutements au sein du Centre de crise national, de la Protection civile et des centrales d'urgence.

En ce qui concerne les **recrutements**, la priorité continue d'être donnée aux fonctions de sécurité, plus précisément aux fonctions opérationnelles au sein de la Protection civile et à la fonction d'opérateur dans les centrales d'appels d'urgence. Les fonctions liées aux nouvelles missions du Centre de crise national seront également traitées en priorité, de même que celles indispensables à la réussite de la refonte des services IT.

En outre, le personnel nécessaire sera recruté dans le cadre de l'opérationnalisation de la Direction chargée de l'Évaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics.

Le recrutement de certains **profils techniques** reste de toutes manières un défi.

Le SPF Intérieur devra clairement se profiler sur ce marché. Parallèlement, un exercice sera lancé pour recenser les compétences (techniques) nécessaires lors de l'entrée en service, ainsi que celles qui peuvent être acquises en interne par la suite (en collaboration ou non avec d'autres services publics) et qui au départ n'entrent pas en ligne de compte. Cet exercice doit permettre d'optimiser la politique de formation.

En 2022 a été prévue la possibilité d'organiser, pour un certain nombre de fonctions, une procédure de sélection contractuelle plus rapide.

Cette possibilité d'organiser une procédure de **sélection contractuelle plus rapide** a été:

overheidsinstanties die voortaan onderworpen zijn aan de (nieuwe) verplichtingen van openbaarheid van bestuur op federaal niveau, waarin deze nieuwe verplichtingen in detail worden toegelicht zodat elke federale overheidsinstantie tijdig wordt geïnformeerd en zich goed kan voorbereiden.

STAFDIRECTIE PERSONEEL EN ORGANISATIE – GEBOUWEN EN FACILITAIR BEHEER

De FOD Binnenlandse Zaken: een aantrekkelijke werkgever

In 2022 resulteerden de projecten om de FOD Binnenlandse Zaken als een **aantrekkelijke werkgever** op de arbeidsmarkt te promoten in een aanzienlijk aantal aanwervingen bij het Nationaal Crisiscentrum, de Civiele Bescherming en de noodcentrales.

Wat de **aanwervingen** betreft, blijft de prioriteit liggen bij de veiligheidsfuncties, meer bepaald bij de operationele functies binnen de Civiele Bescherming en bij de functie van operator in de noodoproepcentrales. Ook de functieinvulling in verband met de nieuwe opdrachten van het Nationaal Crisiscentrum worden prioritair behandeld, net zoals deze die cruciaal zijn voor het slagen van het redesign van de IT-diensten.

Verder zal het nodige personeel worden aangeworven in het kader van de operationalisering van de Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen.

Het blijft sowieso een opgave om bepaalde **technische profielen** te werven.

De FOD Binnenlandse Zaken zal zich duidelijk moeten profileren op deze markt. Tegelijkertijd wordt een oefening gestart die de (technische) functiecompetenties in kaart brengt die aanwezig moeten zijn bij indiensttreding, alsook deze die nadien binnenshuis kunnen worden bijgebracht (al dan niet in samenwerking met andere overheidsdiensten) en die daarvoor niet in aanmerking komen. Deze oefening moet resulteren in een geoptimaliseerd opleidingsbeleid.

In 2022 is de mogelijkheid geopend om voor een aantal functies een snellere contractuele selectieprocedure te organiseren.

Deze mogelijkheid om een **snellere contractuele selectieprocedure** te organiseren werd:

- prolongée jusqu'au 30 septembre 2023 pour les fonctions dans le domaine de l'asile et la migration;

- réintroduite pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2023 pour la fonction d'opérateur dans les centrales d'appels d'urgence;

- étendue aux fonctions au sein du NCCN pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2023.

En 2022, le télétravail a été ancré dans les méthodes de travail et la culture organisationnelle. L'on s'est également éloigné de l'aménagement traditionnel des bureaux au profit d'un environnement de travail davantage axé sur la nature de l'activité (*activity-based*). En 2023, la situation sera évaluée et, si nécessaire, ajustée.

De nombreuses autres initiatives liées au **New Way of Working** (NWoW) seront poursuivies. Il s'agit, entre autres, de l'automatisation et de la numérisation des processus décisionnels.

La problématique du **bien-être** et de la nécessaire prévention des risques psychosociaux a pris de plus en plus d'importance ces dernières années, notamment à la suite de la crise de COVID-19. En 2023, nous avons concentré nos efforts sur l'intégration de plusieurs services qui travaillent sur cette thématique. L'objectif est d'optimiser la collaboration et de permettre à notre personnel de savoir plus clairement à qui poser ses questions et faire part de ses problèmes.

En 2023, nous avons poursuivi le travail sur base du monitoring généralisé des risques psycho-sociaux. En 2024, nous mettrons en œuvre le plan d'action pour améliorer encore les conditions de travail des travailleurs.

En 2023, la politique en matière du droit à la déconnexion a été évaluée et ajustée.

En 2023, le SPF s'est penché sur la politique de prévention et de gestion de l'absentéisme. Cette politique vise notamment la réintégration des travailleurs absents de longue durée. Les initiatives prises à ce sujet seront poursuivies en 2024.

En 2024, nous nous attendons aussi à des résultats clairs et concrets de cette politique.

Gestion facilitaire durable

Durabilité, qualité, professionnalisme et développement d'expertise constituent des valeurs importantes dans le cadre de la gestion transversale facilitaire et des bâtiments.

- verlengd tot 30 september 2023 voor de functies op het gebied van asiel en migratie;

- opnieuw ingevoerd voor de periode van 1 juli tot 30 september 2023 voor de functie van operator in de noodoproepcentrales;

- uitgebreid naar de functies binnen het NCCN voor de periode van 1 juli tot 30 september 2023.

In 2022 werd het telewerk verankerd in de werkmethode en de organisatiecultuur. Er is ook afgestapt van de traditionele kantoorinrichting en overgegaan naar een werkomgeving die meer is gericht op de aard van de activiteit (*activity based*). In 2023 zal dit worden geëvalueerd en, indien nodig, bijgestuurd.

Talrijke andere initiatieven met betrekking tot de **New Way of Working** (NWoW) worden voortgezet. Het betreft onder meer het automatiseren en digitaliseren van de besluitvormingsprocessen.

De problematiek van het **welzijn** en van de vereiste preventie van psychosociale risico's is de laatste jaren sterk toegenomen, onder meer naar aanleiding van de COVID-19-crisis. In 2023 hebben we ingezet op de integratie van een aantal diensten die rond dit thema werken. Hiermee willen we de samenwerking optimaliseren en onze medewerkers meer duidelijkheid verschaffen over waar ze met hun vragen en problemen terecht kunnen.

In 2023 hebben we de werkzaamheden voortgezet op basis van de veralgemeende monitoring van de psychosociale risico's. In 2024 zullen we het actieplan implementeren teneinde de werkomstandigheden van de werknemers verder te verbeteren.

In 2023 werd het beleid inzake het recht op deconnectie geëvalueerd en bijgestuurd.

In 2023 heeft de FOD zich over het beleid inzake preventie en beheer van het ziekteverzuim gebogen. Dit beleid strekt er met name toe langdurig afwezige medewerkers te reïntegreren. De initiatieven die daar rond genomen zijn, worden in 2024 voortgezet.

We verwachten in 2024 ook concrete en duidelijke resultaten van dit beleid.

Duurzaam facilitair beheer

Duurzaamheid, kwaliteit, professionnalisme en expertise-ontwikkeling zijn in het kader van het transversale gebouwen- en facilitair beheer belangrijke waarden.

Afin d'optimiser la gestion transversale facilitaire et des bâtiments, ainsi que de développer un plus haut niveau de professionnalisme et d'expertise dans le domaine, les travaux se poursuivront en 2024 sur les projets en cours et certains projets majeurs seront lancés.

Des démarches ont été entreprises en 2023 en faveur de l'**externalisation** pour divers aspects facilitaires. Après le projet d'externalisation du nettoyage de certains bâtiments du SPF Intérieur situés en région de Bruxelles-Capitale, qui a été réalisé en 2023, le nettoyage des locaux de la Tour des Finances occupés par le SPF sera également externalisé.

La transition vers l'externalisation de la restauration collective se poursuivra également en 2024, conformément aux décisions du gouvernement en la matière.

La mise en œuvre d'un facility management information system (FMIS) pour le SPF Intérieur mérite une mention spéciale. Il a commencé à être implémenté avec succès en juillet 2023 et sera définitivement opérationnel sur tous les sites en 2024. Le **FMIS** permet de communiquer les besoins à la Régie des bâtiments d'une manière orientée vers les processus. Les données relatives au transport des personnes, des dossiers et des marchandises en général ou sur l'utilisation professionnelle des GSM peuvent être partagées pour étayer les décisions politiques.

En collaboration avec la Régie des bâtiments, un système central de **contrôle d'accès** sera également développé pour les bâtiments du SPF. Il contribuera d'une part à accroître la sécurité des bâtiments et, d'autre part, à donner plus de flexibilité aux collaborateurs du SPF.

Le SPF entend également poursuivre le renouvellement de son parc automobile en investissant dans des véhicules propres (zéro émission) en vue de contribuer à une **mobilité plus respectueuse de l'environnement**. Dans ce cadre, les possibilités d'installer des bornes de recharge pour les véhicules électriques seront également étudiées et l'utilisation de vélos pour les missions de service sera stimulée.

Réorganisation de la gestion informatique du SPF Intérieur

L'an passé, la nouvelle direction générale Innovation et Solutions digitales (ISD) a vu le jour.

Om het transversale gebouwen- en facilitaire beheer te optimaliseren, alsook een hoger niveau van professionalisering en expertise te ontwikkelen in het domein, zal in 2024 worden voortgewerkt aan de lopende projecten en zullen enkele grote projecten worden opgestart.

In 2023 werden stappen gezet voor het **externaliseren** van diverse facilitaire aspecten. Na het project rond de externalisering van de schoonmaak van bepaalde gebouwen van de FOD Binnenlandse Zaken gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat in 2023 werd gerealiseerd, zal de schoonmaak van de lokalen van de Financietoren die gebruikt worden door de FOD, ook worden uitbesteed.

De overgang naar de externalisering van de catering zal in 2024 ook worden voortgezet, overeenkomstig de regeringsbeslissingen dienaangaande.

De implementatie van een facility management information system (FMIS) voor de FOD Binnenlandse Zaken verdient een bijzondere vermelding. Sinds juli 2023 wordt het succesvol toegepast en in 2024 zal het op alle websites definitief operationeel zijn. Het **FMIS** maakt het mogelijk behoeften procesmatig aan de Regie der Gebouwen mee te delen. Data met betrekking tot het vervoer van personen, dossiers en goederen of met betrekking tot het professioneel gsm-gebruik kunnen worden gedeeld om beleidsbeslissingen te ondersteunen.

In samenwerking met de Regie der Gebouwen zal verder een centraal systeem voor **toegangscontrole** voor de gebouwen van de FOD worden ontwikkeld. Dit zal enerzijds bijdragen tot een verhoogde beveiliging van de gebouwen en zal anderzijds meer flexibiliteit geven aan de medewerkers van de FOD.

De FOD wil eveneens zijn wagenpark verder vernieuwen door te investeren in schone (zero-emissie) voertuigen om zo bij te dragen tot een **milieuvriendelijke mobiliteit**. In dit kader worden ook de mogelijkheden voor de installatie van laadpalen voor elektrische voertuigen onderzocht en zal het gebruik van de fiets voor dienststopdrachten worden gestimuleerd.

Reorganisatie van het informaticabeheer van de FOD Binnenlandse Zaken

Vorig jaar werd de oprichting van de nieuwe algemene directie "Digitale Innovatie en Oplossingen (DIO)" een feit.

Beaucoup d'efforts ont été déployés pour lancer le nouvel organigramme (incluant tant les services horizontaux que verticaux) et les nouvelles structures de gouvernance.

La fusion des différents services IT reste un défi majeur dans les années à venir.

Les différences de culture et de méthodes de travail devront être gommées grâce à une concertation intensive, des actions de sensibilisation et une gestion approfondie du changement.

Nous entendons nous concentrer sur plusieurs domaines, parmi lesquels la **politique de sécurité**, qui s'avère le plus important.

Nous continuons à renforcer l'infrastructure contre les cyberattaques et à créer un nouveau réseau, vers lequel les applications devraient être migrées une à une.

Par ailleurs, il nous faut investir à la fois dans la prévention, la maintenance et la capacité réactive afin de répondre de manière efficace et efficiente à d'éventuelles cyberattaques.

Enfin, les systèmes doivent faire l'objet d'un monitoring par le biais du déploiement du projet SECaaS (Security as a service).

La direction générale ISD assure la maintenance des logiciels et bases de données développés par elle (ou en collaboration avec elle). Citons par exemple Evibel, le Registre national, Vigilis ou encore PNR.

Elle développe et soutient également de nouvelles initiatives. Ainsi, par exemple, le remplacement d'Evibel par le programme eMigration, géré par la DG OE, se poursuit.

Les développements ultérieurs de programmes existants sont également soutenus, tels que le Registre national, Belpic, Vigilis et PNR.

Des projets tels que Passenger Name Records (PNR), European Travel and Information System (ETIAS), Entry Exit System (EES), Visa Information System (VIS-EES) ou encore SIS Politique de retour seront activement soutenus au cours des prochaines années.

En 2024, une attention particulière sera accordée à l'appui technique des élections fédérales, régionales, européennes, communale, provinciales et de district.

Er werd hard ingezet op het uitrollen van het nieuwe organogram (met zowel horizontale als verticale diensten) en de nieuwe governance-structuren.

De samenvoeging van de verschillende IT-diensten blijft een grote uitdaging voor de komende jaren.

Verschillen in de werkcultuur en werkmethoden worden door intensief overleg, sensibilisering en doorgedreven verandermanagement gelijkgetrokken.

We willen inzetten op meerdere domeinen, waarvan het **veiligheidsbeleid** het belangrijkste is.

We gaan verder met de versterking van infrastructuur tegen cyberaanvallen en de creatie van een nieuw netwerk, waar applicaties één voor één naar moeten worden gemigreerd.

Daarnaast moeten we investeren in zowel preventie en onderhoud als in het reactief vermogen om bij eventuele cyberaanvallen efficiënt en effectief te kunnen reageren.

Ten slotte moeten de systemen gemonitord worden via de uitrol van het zogenaamde SECaaS-project (Security as a service).

De AD DIO zorgt ook voor het onderhoud van door (of in samenwerking met) haar ontwikkelde software en databanken. Voorbeelden hiervan zijn Evibel, het Rijksregister, Vigilis, PNR.

Ook worden nieuwe initiatieven ontwikkeld en ondersteund. Zo werkt de AD DIO bijvoorbeeld aan de vervanging van Evibel door eMigration, een programma, beheerd door AD DVZ.

Verdere ontwikkelingen aan bestaande programma's, zoals het Rijksregister, Belpic, Vigilis, PNR, worden ondersteund.

Ook Europese Projecten als Passenger Name Records (PNR), European Travel and Information System (ETIAS), Entry Exit System (EES), Visa Information System (VIS-EES), SIS Terugkeer beleid worden over de komende jaren actief ondersteund.

In 2024 zal ook bijzondere aandacht worden geschonken aan de technische ondersteuning van de federale, regionale, Europese, gemeenteraads-, districtaads- en provincieraadsverkiezingen.

De plus en plus de communes optent pour la mise en place d'ordinateurs de vote. La direction générale ISD sera chargée de l'organisation des interventions techniques sur place et de leur coordination à Bruxelles.

Miser sur l'innovation

Notre société est en constante évolution. Les nouveaux défis nécessitent de nouvelles solutions et nous devons dès lors innover. À cette fin, nous voulons utiliser des outils d'innovation pratiques, expérimenter, donner de l'espace à de nouvelles initiatives et établir des liens avec différentes parties.

Nous suivons les dernières tendances et évolutions (VR/AR, 5G, Quantum, etc.) de technologies telles que l'automatisation robotisée des processus (*Robotic Process Automation* ou RPA), la blockchain, etc.

En outre, nous suivrons et examinerons de près les développements, les opportunités et les risques liés à l'IA générative et à l'applicabilité de ce que l'on appelle les Large Language Models (LLM's). L'accent sera mis sur l'IA dite digne de confiance et éthique. À cet égard, nos services resteront actifs dans des réseaux et communautés spécifiques, tels que AI4Belgium ou le groupe de travail AI Ethics & Law.

Nous suivrons également de près les développements et les solutions concernant la promotion de la vie privée (protection des données, cryptographie, anonymisation, pseudonymisation, etc.).

Enfin, nous soulignons l'importance de l'**inclusion numérique**, à la fois en termes de sensibilisation au sein de l'organisation et en mettant l'accent sur ce point lors de la conception ou de l'amélioration des services publics. Dans ce contexte, nous jouons un rôle actif dans les différents réseaux qui œuvrent à l'inclusion (numérique), comme l'initiative DigitAll qui réunit l'autorité, le secteur privé et la société civile.

Le développement durable (ODD) comme fil conducteur au sein du SPF

En septembre 2015, les États membres des Nations Unies ont ratifié les SDG (Sustainable Development Goals) ou ODD (Objectifs de Développement durable). Nous sommes plus que jamais conscients des défis à relever pour atteindre les objectifs fixés. En 2024, nous continuerons à nous concentrer sur cinq des 17 objectifs, à savoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (5), la réduction des inégalités (10), l'amélioration de la résilience, de la sécurité et de la durabilité dans les établissements humains (11), la prise de mesures afin de lutter contre le changement climatique (13) et l'accès de

Steeds meer gemeenten opteren voor het inzetten van stemcomputers. Onze diensten zullen instaan voor de organisatie van de technische interventies ter plekke en voor de coördinatie hiervan in Brussel.

Inzetten op innovatie

Onze samenleving verandert continu. Nieuwe uitdagingen vragen om nieuwe oplossingen. We moeten innoveren. Daartoe willen we praktische innovatietools inzetten, experimenteren, ruimte geven aan nieuwe initiatieven en connecties aangaan met verschillende partijen.

We volgen trends en ontwikkelingen (VR/AR, 5G, Quantum...) op van technologieën als Robotic Process Automation (RPA), blockchain, etc.

Daarnaast zullen we de ontwikkelingen, opportuniteiten en risico's rond generatieve AI en de toepasbaarheid van zogenaamde Large Language Models (LLM's) van nabij opvolgen en onderzoeken. Daarbij zal de focus worden gelegd op zogenaamde "trustworthy" en ethisch verantwoorde AI. Onze diensten blijven wat dat betreft actief in specifieke netwerken en communities, zoals AI4Belgium of de werkgroep AI Ethics & Law.

Ontwikkelingen en oplossingen rond bevorderen van **privacy** (databescherming, cryptografie, anonimisering, pseudonimisering, ...) zullen we eveneens van nabij opvolgen.

Ten slotte leggen we de nadruk op het belang van **digitale inclusie**, zowel wat betreft de bewustwording errond binnen de organisatie als bij het uittekenen of verbeteren van overheidsdienstverlening. Het is in dat kader dat we een actieve rol spelen in de verschillende netwerken die rond (digitale) inclusie werken, zoals het DigitAll-initiatief dat de overheid, privésector en middenveld samenbrengt.

Duurzame ontwikkeling (SDG's) als rode draad door de FOD

In september 2015 hebben de lidstaten van de Verenigde naties de SDG's (Sustainable Development Goals) goedgekeurd. We zijn ons meer dan ooit bewust van de uitdagingen die zich stellen om de doelstellingen te bereiken. In 2024 zullen we onze aandacht blijven vestigen op vijf van de 17 doelstellingen, met name gendergelijkheid en empowerment voor vrouwen (5), ongelijkheid verminderen (10), menselijke nederzettingen inclusief, veilig, veerkrachtig en duurzaam maken (11), actie nemen om de klimaatverandering te bestrijden (13) en toegang tot justitie voor iedereen en op alle niveaus

tous à la justice et la mise en place, à tous les niveaux, d'institutions efficaces, responsables et ouvertes (16). À cette fin, dès 2024, un système de gestion intégré basé sur les lignes directrices ISO 26000 sera appliqué.

En 2024, nous continuerons à suivre le développement des projets pilotes que nous soutenons et subventionnons au niveau local dans le cadre de la lutte contre les violences intrafamiliales (objectif 5.2: Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation).

En concourant à une gestion efficace des crises et des incidents, la direction générale Sécurité civile contribue à limiter l'impact sociétal et environnemental de ses actions. Dès lors, dans la limite des moyens disponibles, toutes les actions qui peuvent participer à limiter la durée des crises et leurs effets de manière directe ou indirecte (améliorations techniques, efficacité des procédures accrue, etc.) seront prises en considération (objectif 11.5: D'ici 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable).

Par ailleurs, la participation du Centre de crise (NCCN) aux réunions SENDAI et l'élaboration d'un canevas de plan d'urgence sectoriel contribueront à une meilleure résilience de la société (objectif 11.b: D'ici 2020, accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux). Rappelons encore que nos services accordent une attention toujours plus grande au RGPD puisqu'un travail de réécriture du corpus législatif et réglementaire aura lieu en 2023. De même, une attention accrue à la fraude à l'identité, via la task force "fraude à l'identité" sera poursuivie en 2024. Ces actions permettront de se rapprocher de l'objectif 16.3 (Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité).

L'attention accrue à la fraude à l'identité, via la task force "fraude à l'identité", sera poursuivie en 2024.

doeltreffende, verantwoordelijke en toegankelijke instellingen uitbouwen (16). Daartoe zal vanaf 2024 een geïntegreerd beheerssysteem worden toegepast dat gebaseerd is op de richtlijnen van de ISO 26000.

In 2024 zullen we de ontwikkeling van de pilootprojecten ter bestrijding van intrafamiliaal geweld die we op lokaal niveau ondersteunen en subsidiëren, blijven opvolgen (doelstelling 5.2: Alle vormen van geweld tegen vrouwen en meisjes in de openbare en de privésfeer uitroeien, met inbegrip van vrouwenhandel en seksuele en andere soorten uitbuiting).

Door bij te dragen aan een doeltreffend crisis- en incidentenbeheer, helpt de Algemene Directie Civiele Veiligheid de maatschappelijke en milieu-impact van haar acties te beperken. Binnen de grenzen van de beschikbare middelen zal dan ook rekening worden gehouden met alle acties die rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen tot het beperken van de duur van de crisissen en de gevolgen ervan (technische verbeteringen, efficiëntere procedures, enz.) (doelstelling 11.5: Tegen 2030 het aantal doden en getroffen personen aanzienlijk verminderen en in aanzienlijke mate de rechtstreekse economische impact op het bruto binnenlands product terugschroeven die veroorzaakt wordt door rampen, met inbegrip van rampen die met water verband houden, waarbij de klemtoon ligt op het beschermen van de armen en van mensen in kwetsbare situaties).

De deelname van het Crisiscentrum (NCCN) aan de SENDAI-vergaderingen en de uitwerking van een model van sectoraal noodplan zal bovendien bijdragen tot een betere veerkracht van de samenleving (doelstelling 11.b: Tegen 2020, het aanzienlijk verhogen van het aantal steden en menselijke nederzettingen dat geïntegreerde beleidslijnen en plannen goedkeurt en implementeert inzake inclusie, doeltreffendheid van hulpbronnengebruik, mitigatie en adaptatie aan klimaatverandering, weerbaarheid tegen rampen, en in overeenstemming met het kader van Sendai voor rampenrisicovermindering 2015-2030 een holistisch ramprisicobeheer ontwikkelt en implementeert op alle niveaus). Verder moet eraan worden herinnerd dat onze diensten steeds meer aandacht besteden aan de AVG, aangezien de wet- en regelgeving in 2023 zal worden herschreven. Zo zal er ook in 2024 meer aandacht zijn voor identiteitsfraude, via de taskforce "identiteitsfraude". Die acties zullen een hulp zijn bij het bereiken van doelstelling 16.3 (De rechtsregels bevorderen op nationaal en internationaal niveau en gelijke toegang tot het rechtssysteem voor iedereen garanderen).

Zo zal er ook in 2024 meer aandacht zijn voor identiteitsfraude, via de taskforce "identiteitsfraude". Die acties

Cette action permettra de se rapprocher de l'objectif 16.3 (Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité).

Sur le plan des ressources humaines, nous mettons tout en œuvre pour permettre à nos collaborateurs de pouvoir bénéficier d'un bon équilibre entre leur situation personnelle et leur vie professionnelle, notamment grâce à la mobilité interne, aux formations continues ou au *New Way of Working*. Nous entendons également garantir une approche inclusive à l'ensemble du personnel du SPF (objectif 10.3: Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière).

Enfin, le SPF Intérieur permet à ses collaborateurs de travailler et de se déplacer dans un environnement écologique et durable. Au travers de la mise en œuvre du plan local d'action pour la gestion énergétique (PLAGE) qui entrera dans sa deuxième phase, de son plan d'action pour la mobilité douce et de la refonte du parc automobile en faveur des véhicules écologiques, le SPF Intérieur tendra vers la réalisation de l'objectif 13.2 (Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales). Nous analyserons également les différents systèmes de gestion environnementale et veillerons à ce que chaque direction générale dispose d'un expert ODD, afin de travailler sur l'objectif 16.b (Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable).

POLICE

Le redressement par rapport au sous-investissement structurel dans la Police Fédérale s'est poursuivi en 2023. Début 2020, la capacité en personnel totale de la Police Fédérale s'élevait à 12.189 effectifs.

Fin septembre 2023, **les effectifs totaux** de la Police Fédérale s'élevait à 12.616 collaborateurs, soit une augmentation de 427 unités par rapport au début de la législature. Lors des quatre derniers cycles de mobilité, le nombre total d'emplois ouverts (en moyenne 469) a été doublé par rapport à l'année dernière, ce qui devrait se traduire dans les mois à venir par un accroissement plus rapide.

Ce revirement en matière de politique du personnel au sein de la Police Fédérale va se poursuivre

zullen een hulp zijn bij het bereiken van doelstelling 16.3 (De rechtsregels bevorderen op nationaal en internationaal niveau en gelijke toegang tot het rechtssysteem voor iedereen garanderen).

Op het vlak van human resources streven we naar een gezond evenwicht tussen de persoonlijke situatie en de werksituatie van onze medewerkers, met name dankzij interne mobiliteit, voortgezette opleidingen of de *New Way of Working*. We willen eveneens garant staan voor een inclusieve aanpak van alle personeelsleden van de FOD (doelstelling 10.3: Gelijke kansen verzekeren en ongelijkheden wegwerken, ook door het afvoeren van discriminerende wetten, beleidslijnen en praktijken en door het bevorderen van de geschikte wetgeving, beleidslijnen en acties in dit opzicht).

Tot slot biedt de FOD Binnenlandse Zaken zijn medewerkers de mogelijkheid om in een ecologische en duurzame omgeving te werken en zich te verplaatsen. Zo zal de FOD Binnenlandse Zaken via de implementatie van het Plan voor Lokale Actie voor het Gebruik van Energie (PLAGE), waarvan de tweede fase zal ingaan, zijn actieplan voor zachte mobiliteit en de omvorming van het wagenpark naar ecologische voertuigen, bijdragen tot het bereiken van doelstelling 13.2 (Maatregelen inzake klimaatverandering integreren in nationale beleidslijnen, strategieën en planning). We zullen eveneens de verschillende milieubeheersystemen analyseren en erop toezien dat elke algemene directie beschikt over een SDG-deskundige om naar doelstelling 16.b toe te werken (Bevorderen en afdwingen van niet-discriminerende wetten en beleidslijnen voor duurzame ontwikkeling).

POLITIE

De kentering voor wat betreft de structurele onderinvestering van de Federale Politie werd in 2023 verdergezet. Begin 2020 bedroeg de totale personeelscapaciteit van de Federale Politie 12.189 effectieven.

Eind september 2023 bedroeg de totale **personeelscapaciteit** van de Federale Politie 12.616 effectieven, oftewel een verhoging van 427 effectieven ten opzichte van het begin van de legislatuur. In de laatste vier mobiliteitscycli werd, in vergelijking met vorig jaar, een dubbel aantal vacante plaatsen (gemiddeld 469) opengesteld, hetgeen zich in de komende maanden moet vertalen in een versnelde aangroei.

De kentering in het personeelsbeleid van de Federale Politie wordt onverminderd verdergezet: er

sans relâche: un remplacement 1 pour 1 continuera d'être prévu pour tous les membres du personnel, avec un renforcement opérationnel supplémentaire au profit de la DGJ, de la DGA et du niveau CG. Les moyens budgétaires nécessaires ont été dégagés à cet effet.

Le plan pluriannuel prévoit un effectif réel de 13.109 collaborateurs pour fin 2024, soit un renfort de près de 1.000 collaborateurs par rapport au début de la législature. Nous maintenons cette ambition.

Les investissements budgétaires supplémentaires que ce gouvernement consacre à la police ne sont cependant pas illimités. C'est pourquoi il a été demandé à la Police Fédérale de procéder à un **exercice de rationalisation**. L'exercice de rationalisation de la Police Fédérale s'est concrétisé au cours de l'année 2023 et donnera lieu à des actions concrètes qui seront définies par l'actuel commissaire général a.i.

La Police Fédérale se penche actuellement sur l'évaluation de divers processus et procédures afin de détecter les inefficacités et le gaspillage des ressources.

Après une nouvelle impulsion pour recruter du personnel supplémentaire pour la Police Fédérale, nous dégagerons également des moyens supplémentaires en 2024 pour supporter les coûts de fonctionnement et faire des investissements dans l'IT et la technologie.

D'ici fin 2023, des recommandations sur la structure organisationnelle "to be" pour une mise en œuvre et un suivi adéquats de la vision en matière d'*intelligence led policing* seront développées. La mise en œuvre des recommandations validées est prévue en 2024. L'automatisation et l'optimisation des processus devraient permettre de réorienter de la capacité.

Cependant, l'exercice de rationalisation tel que mise en œuvre à ce jour, s'est focalisé sur l'amélioration de **l'efficacité de l'organisation** et il sera également nécessaire d'envisager des mesures liées à un usage plus économique de nos moyens. Dès lors, cet exercice sera réenvisagé et intensifié.

Les mesures urgentes identifiées sont les suivantes et seront réalisées d'ici fin 2023:

- mettre à jour les principes de gouvernance du PLIF au sein de l'organisation, pour apporter d'avantage d'efficacité et de cohérence;
- réaliser un audit relatif à l'emploi des consultants au sein de l'organisation, afin de vérifier l'utilisation efficiente de ces moyens, dont le poids budgétaire est particulièrement important;

wordt blijvend voorzien in een een-op-een vervanging voor alle personeelsleden, met daarbovenop een bijkomende operationele versterking voor DGJ, DGA en het niveau CG. De nodige budgettaire middelen werden hiervoor vrijgemaakt.

Het meerjarenplan voorziet een effectief van 13.109 medewerkers tegen eind 2024, hetzij een versterking van quasi 1.000 personeelsleden versus begin legislatuur. We houden vast aan deze ambitie.

De extra budgettaire investeringen die deze regering in de politie investeert zijn evenwel niet oneindig. Daarom werd aan de Federale Politie de opdracht gegeven om een **rationaliseringsoefening** uit te voeren. De rationaliseringsoefening van de Federale Politie kreeg in de loop van 2023 concreet vorm en wordt verder uitgewerkt in concrete acties door de huidige commissaris-generaal a.i.

De Federale Politie zet momenteel volop in op de evaluatie van verschillende processen en procedures om inefficiëntie en verspilling van middelen te identificeren.

Na een impuls voor het aantrekken van extra personeel voor de Federale Politie zorgen we in 2024 ook voor bijkomende middelen om de werkingskosten te dragen en om belangrijke investeringen te doen op vlak van IT en technologie.

Tegen eind 2023 zullen aanbevelingen worden ontwikkeld over de organisatiestructuur "to be" voor een goede uitvoering en opvolging van de visie op *intelligence led policing*. De implementering van de gevalideerde aanbevelingen is gepland in 2024. Verwacht wordt dat, door processen te automatiseren en te optimaliseren, capaciteit kan worden geheroriënteerd.

De rationalisatieoefening zoals die tot nu toe werd uitgevoerd, was gericht op het verbeteren van de **efficiëntie van de organisatie**. Het zal ook nodig zijn om na te denken over een zuiniger gebruik van onze middelen. Deze oefening zal daarom worden herzien en geïntensiveerd.

De volgende dringende maatregelen werden vastgesteld en zullen tegen eind 2023 worden uitgevoerd:

- de PLIF-governanceprincipes binnen de organisatie bijwerken om te zorgen voor meer efficiëntie en coherentie;
- een audit uitvoeren van de inzet van consultants binnen de organisatie, om na te gaan of deze middelen, die bijzonder zwaar doorwegen op het budget, efficiënt worden gebruikt;

- veiller à une meilleure prise en compte des financements alternatifs (essentiellement européens) dans les projets;

- dresser une image de la situation “as is” du parc de drones au sein de la Police Fédérale;

- réaliser un monitoring actif des coûts énergétiques et évaluer la note “énergie” de 2023.

Par ailleurs, la Police Fédérale travaillera d’ici fin 2023 à des propositions structurelles visant à une organisation plus efficiente.

UNE ORGANISATION RENFORCÉE

Afin de réaliser les ambitions décrites dans l’exposé d’orientation politique et la présente note, une augmentation structurelle et progressive **des moyens budgétaires** de la police a été intégrée dans le budget pluriannuel. En 2022 et 2023, il s’agissait d’une augmentation respective de 70 et de 90 millions d’euros. En 2024, cette augmentation s’élèvera à 100 millions d’euros.

Au cours de cette même année, ces moyens financiers seront affectés au recrutement de 1.600 aspirants par an, ainsi qu’au renforcement de la capacité de la Police Fédérale à concurrence de 1.000 collaborateurs d’ici la fin de la législature.

En 2023, l’élaboration du **plan de personnel de la Police Fédérale** s’est poursuivie. L’objectif consistait à mieux aligner les effectifs sur la politique menée. Un modèle a déjà été développé pour cartographier les fonctionnalités et les missions de la Police Fédérale. Prochainement, il s’agira de déterminer quelle capacité sera allouée à quelle fonctionnalité.

Afin d’assurer un fonctionnement transparent du Comité de coordination de la Police Intégrée (**CCGPI**), une page intranet a été créée à l’intention de l’ensemble du personnel de la Police Intégrée. Cette page comporte des informations sur le fonctionnement, les procédures et les décisions du CC GPI.

Le suivi permanent des rapports du **Comité P** et de ses recommandations est assuré par le service d’audit interne du Commissariat général. En 2024, les processus de travail internes seront optimisés grâce à l’optimisation des flux d’informations et de la collecte de données.

- ervoor zorgen dat bij projecten meer rekening wordt gehouden met alternatieve financiering (voornamelijk Europese);

- een beeld vormen van de situatie “as is” van de dronevloot binnen de Federale Politie;

- de energiekosten actief monitoren en de energienota van 2023 evalueren.

Bovendien zal de Federale Politie tegen eind 2023 werken aan structurele voorstellen voor een efficiëntere organisatie.

EEN VERSTERKTE ORGANISATIE

Om de ambities omschreven in de beleidsverklaring en in deze beleidsnota te realiseren, werd een structurele en progressieve verhoging van de **budgettaire middelen voor politie** in de meerjarenbegroting opgenomen. In 2022 en 2023 ging het om een verhoging van respectievelijk 70 en 90 miljoen euro. In 2024 betreft het een verhoging van 100 miljoen euro.

Ook in 2024 worden deze financiële middelen aangewend voor de aanwerving van 1.600 aspiranten per jaar, evenals voor de versterking van de Federale Politiecapaciteit met 1.000 werknemers tegen het einde van de legislatuur.

In 2023 werd verder gewerkt aan de uitwerking van het **personeelsplan voor de Federale Politie**, met als doel de effectieven beter in overeenstemming te brengen met het gevoerde beleid. Er werd reeds een model ontwikkeld om de functionaliteiten en opdrachten van de Federale Politie in kaart te brengen. In de komende periode zal worden bepaald welke capaciteit in welke functionaliteit wordt geïnvesteerd.

Teneinde een transparante werking van het Coördinatiecomité van de Geïntegreerde Politie (**CCGPI**) te garanderen, werd een intranetpagina gecreëerd ten behoeve van alle personeelsleden van de Geïntegreerde Politie. Op deze pagina vinden zij meer informatie de werking en worden de procedures en de beslissingen van het CCGPI gepubliceerd.

De permanente opvolging van de rapporten van het **Comité P** en hun aanbevelingen gebeurt door de Interne auditdienst van het Commissariaat-generaal. In 2024 zullen de interne werkprocessen worden geoptimaliseerd door middel van een geoptimaliseerde informatiedoorstroming en dataverzameling.

Un règlement d'ordre intérieur du CCGPI a été validé en 2023.

Augmentation de la capacité opérationnelle

En 2023 encore, nous avons continué à œuvrer pour augmenter la capacité opérationnelle de la police.

Depuis 2021, **1.600 inspecteurs sont recrutés chaque année**. Par ailleurs, le quota d'**inspecteurs principaux spécialisés a été augmenté en 2022 de 60 à 90 nouveaux collaborateurs** par an.

La liste des fonctions spécialisées est en cours de révision. Le recrutement de 90 inspecteurs principaux spécialisés se poursuivra en 2024. En ce qui concerne la procédure de sélection pour les profils spécialisés, le profil de compétences sera adapté pour mieux correspondre au profil type d'inspecteur principal spécialisé.

En vue d'atteindre les objectifs fixés concernant les 1.600 inspecteurs, **l'optimisation du processus de recrutement** s'est poursuivie sans relâche en 2023. Des efforts spécifiques ont été consentis pour raccourcir la durée du processus de sélection. À cet effet, la police a:

- investi dans le recrutement de dix psychologues néerlandophones supplémentaires;
- fait appel à une agence de recrutement externe pour prendre en charge une partie des tests;
- investi dans l'accompagnement des membres du personnel;
- optimisé la communication vis-à-vis des candidats;
- amélioré la gestion et le suivi des plaintes;
- continué à investir dans la digitalisation du processus.

Le **nouveau concept de recrutement** sera évalué à l'automne 2023. L'évaluation sera basée sur une enquête auprès de toutes les parties prenantes internes, les candidats et les lauréats.

D'ici 2024, il sera déterminé, sur la base de **l'évaluation**, si des ajustements au concept de recrutement sont nécessaires et souhaitables. L'objectif de limiter la durée de la procédure de sélection à 18 semaines est maintenu.

Les **campagnes de recrutement** se sont également poursuivies sans relâche en 2023. Un sondage sur

In 2023 werd een huishoudelijk reglement van het CCGPI gevalideerd.

Verhoging van de operationele capaciteit

Ook in 2023 zijn we blijven streven naar een verhoging van de operationele capaciteit van de politie.

Sinds 2021 worden jaarlijks **1.600 inspecteurs aangeworven**. Daarnaast is het quotum voor **gespecialiseerde hoofdinspecteurs in 2022 verhoogd van 60 naar 90 nieuwe medewerkers** per jaar.

De lijst met gespecialiseerde functies wordt momenteel herzien. De werving van 90 gespecialiseerde hoofdinspecteurs zal in 2024 worden verdergezet. Wat de selectieprocedure voor de gespecialiseerde profielen betreft, zal het competentieprofiel worden aangepast om het meer in overeenstemming te brengen met het type profiel van gespecialiseerde hoofdinspecteur.

Om de vooropgestelde doelstellingen te bereiken met betrekking tot de 1600 inspecteurs, werd de **optimalisering van het rekruteringsproces** onverminderd verdergezet in 2023. Er werd specifiek ingezet op het inkorten van de doorlooptijden. Hiervoor werd:

- geïnvesteerd in de aanwerving van 10 extra Nederlandstalige psychologen;
- een beroep gedaan op een extern rekruteringsbureau om een deel van de proeven af te nemen;
- geïnvesteerd in de begeleiding van personeelsleden;
- ingezet op de optimalisatie van de communicatie met kandidaten;
- ingezet op het beheer en de monitoring van klachten;
- verder geïnvesteerd in de digitalisering van het proces.

Het **nieuwe rekruteringsconcept** wordt in het najaar van 2023 geëvalueerd. De evaluatie wordt gebaseerd op een bevraging van alle betrokken interne stakeholders, de kandidaten en laureaten.

Voor 2024 zal, op basis van de **evaluatie**, worden nagegaan of aanpassingen aan het rekruteringsconcept nodig en wenselijk zijn. De vooropgestelde doorlooptijd van 18 weken blijft nog altijd de doelstelling.

Ook de **rekruteringscampagnes** werden in 2023 onverminderd verdergezet. Een peiling naar de motivatie

la motivation des candidats sera mené au cours de l'automne 2023 et devrait permettre d'adapter encore mieux les messages de recrutement aux besoins et aux intérêts des candidats potentiels.

Les **partenariats** établis avec l'asbl CAPITAL, Belgian Cycling et la fédération de judo ont fait l'objet d'une évaluation positive et seront reconduits.

De nouveaux partenariats seront conclus en 2024 afin d'atteindre encore mieux certains groupes cibles. Une collaboration sera établie avec l'enseignement communautaire pour informer les jeunes qui sortent des possibilités d'emploi au sein de la Police Intégrée, ainsi qu'avec entre autres l'asbl Infor Jeunes, un centre d'information pour la jeunesse bruxelloise.

Les fonctionnalités du site web **Jobpol** seront encore étendues. En effet, les services de la Police Fédérale et les zones de la Police Locale pourront se présenter sur le site Jobpol à l'aide de pages de présentation.

Le réseau de points de contact pour le recrutement continue de s'étendre afin que de plus en plus de candidats puissent recevoir des informations et des conseils personnels et individuels sur un emploi. Les candidats peuvent prendre rendez-vous directement par l'intermédiaire de Jobpol.

Afin d'optimiser le processus de sélection et de recrutement des profils spécialisés de la Police Fédérale, des mesures concrètes ont été prises en matière de recrutement, de sélection et de formation.

En ce qui concerne le recrutement, la police a:

- lancé des campagnes de communication ciblées;
- organisé des journées de l'emploi et des sessions d'information consacrées aux fonctions spécialisées;
- participé à des salons de l'emploi spécialisés;
- mis en place une collaboration avec les écoles supérieures et les universités afin de susciter l'intérêt des étudiants et des candidats potentiels pour une fonction spécialisée au sein de la Police Fédérale.

En ce qui concerne la sélection et le recrutement:

- les postes vacants pour les profils spécialisés sont ouverts en permanence depuis 2023;
- l'épreuve de connaissances a été revue;

van kandidaten zal plaatsvinden in het najaar van 2023 en moet toelaten om de rekruteringsboodschappen nog beter af te stemmen op de behoeften en belangen van potentiële kandidaten.

De bestaande **partnerschappen** met CAPITAL vzw, Belgian Cycling en de Judofederatie worden positief geëvalueerd en verdergezet.

Voor 2024 staan nieuwe partnerschappen op til om bepaalde doelgroepen nog beter te bereiken. Er zal worden samengewerkt met het Gemeenschapsonderwijs om jongeren die afstuderen in te lichten over de joboportunities bij de Geïntegreerde Politie en er wordt een samenwerking opgezet met onder meer Infor Jeunes asbl, een informatiecentrum voor Brusselse jongeren.

De mogelijkheden van de **Jobpol** website worden verder uitgewerkt. Zo kunnen de diensten van de Federale Politie en de zones van de Lokale Politie zichzelf voorstellen op de Jobpol website aan de hand van presentatiepagina's.

Het netwerk contactpunten rekrutering breidt verder uit zodat steeds meer kandidaten persoonlijke en individuele job-informatie kunnen krijgen en kunnen worden begeleid. Kandidaten kunnen rechtstreeks via Jobpol een afspraak maken.

Om het selectie- en rekruteringsproces van de gespecialiseerde profielen van de Federale Politie te optimaliseren, werden concrete acties genomen op het vlak van de rekrutering, de selectie en de opleiding.

Met betrekking tot de rekrutering:

- werden doelgerichte communicatiecampagnes opgezet;
- werden jobdagen en infosessies in het teken van de gespecialiseerde functies georganiseerd;
- werd deelgenomen aan gespecialiseerde jobbeurzen;
- werd een samenwerking met hogescholen en universiteiten opgestart om studenten en potentiële kandidaten warm te maken voor een gespecialiseerde functie bij de Federale Politie.

Met betrekking tot de selectie en rekrutering:

- zijn de vacatures voor gespecialiseerde profielen sinds 2023 permanent opengesteld;
- werd de kennisproef herzien;

- et une politique de dispenses a été élaborée.

Ces modifications ont été ancrées sur le plan légal dans l'arrêté royal du 29 mai 2023 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre moyen spécialisé des services de police, ainsi que dans l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2023 portant règlement général des études relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre moyen spécialisé des services de police.

Une revalorisation de ces fonctions est également prévue pour le **personnel civil** de la Police Intégrée. La pondération applicable au personnel civil sera revue dans le but de mieux valoriser l'expertise du personnel civil et de mettre en place une rémunération appropriée pour les fonctions spécialisées au sein de la composante judiciaire (p. ex.: IT, finances, etc.).

De manière spécifique, concernant les **formations**, la formation des inspecteurs principaux spécialisés a été revue. Le nouveau concept est appliqué depuis mars 2023. Dorénavant, cette formation est modulaire. Des dérogations sont possibles et certains cours généraux ont été supprimés. Elle intègre un stage de 11 semaines ainsi que la formation fonctionnelle en police judiciaire. D'une manière générale, l'aspect judiciaire a été renforcé dans les cours théoriques et l'accent a été mis (renforcé) sur le côté opérationnel de la formation, avec de nombreuses heures de "pratique", des "jeux de rôle" et des "exercices intégrés".

Un volet dédié à l'intervention tactique en profil non uniformé a été développé.

La police en tant qu'employeur attractif et moderne

Employer Branding

Depuis le début de cette législature, la Police Intégrée développe son "**employer branding**". À cette fin, un ensemble d'outils ont été élaborés et mis à disposition via l'intranet de la GPI. Ce package sera encore élargi dans le courant de 2024.

Mise en place effective des ambassadeurs et affinement de l'approche communicationnelle en la matière sur les médias sociaux.

Les initiatives à ce sujet seront intégrées dans le plan d'action "attractivité" afin de veiller à la cohérence. En outre, une révision de la stratégie de communication de la Police Fédérale est en cours avec toutes les composantes, d'où la mise en place d'une cellule

- en werd een vrijstellingsbeleid uitgewerkt.

Deze wijzigingen werden wettelijk verankerd in het koninklijk besluit van 29 maart 2023 houdende de basisopleiding van de personeelsleden van het gespecialiseerd middenkader van de politiediensten en het ministerieel besluit van 1 juni 2023 houdende het algemeen studiereglement betreffende de basisopleiding van de personeelsleden van het gespecialiseerd middenkader van de politiediensten.

Ook voor het **burgerpersoneel** bij de Geïntegreerde Politie voorzien we een verdere opwaardering van deze functies. Zo wordt de aanpassing van de weging voor het burgerpersoneel in 2024 verdergezet en herzien, met als doel de expertise van het burgerpersoneel beter te valoriseren en een juiste verloning te voorzien voor gespecialiseerde functies binnen de gerechtelijke component (bijvoorbeeld IT, financiën, etc.).

Specifiek wat de **opleidingen** betreft is de opleiding van de gespecialiseerde hoofdinspecteurs herzien. Het nieuwe concept wordt sinds maart 2023 toegepast. Voortaan is deze opleiding modulair. Er zijn afwijkingen mogelijk en sommige generalistische cursussen zijn geschrapt. Ze omvat een stage van 11 weken en de functionele opleiding gerechtelijke politie. Over het algemeen werd het gerechtelijke aspect in de theoretische cursussen versterkt en werd de nadruk gelegd (versterkt) op het operationele aspect van de opleiding, met vele uren "praktijk", "rollenspelen" en "geïntegreerde oefeningen".

Een luik gewijd aan de tactische interventie in niet-geüniformeerd profiel werd ontwikkeld.

Politie als aantrekkelijke en moderne werkgever

Employer Branding

De Geïntegreerde Politie werkt sinds begin van deze legislatuur aan hun "**employer branding**". Hiervoor is een heel pakket ontwikkeld en ter beschikking gesteld via het intranet van de GPI. Dit pakket zal in 2024 verder worden uitgebreid.

Effectieve inplaatsstelling van de ambassadeurs en verfijning van de communicatieaanpak in dit verband op sociale media.

De initiatieven hierrond zullen worden opgenomen in het actieplan 'aantrekkelijkheid' om de coherentie te waarborgen. Bovendien wordt de communicatiestrategie van de Federale Politie momenteel met alle componenten herzien, vandaar de oprichting van een

“communication”. Ceci aura également un effet positif sur l'*employer branding*.

Nous continuons à investir dans la relation entre les jeunes et la police par le biais du **projet Rookies**. Le projet sera réévalué à la fin de l'année 2023. Cette fois, l'évaluation portera spécifiquement sur les objectifs de recrutement, en termes de capacité, d'attractivité et de budget. Compte tenu de la spécialisation croissante de la Police Fédérale, le besoin en profils plus spécifiques évolue. La Police Fédérale est favorable à la poursuite des initiatives en matière d'image de marque à l'égard de groupes cibles bien définis.

Gestion du personnel

En 2022, la recherche d'un **meilleur équilibre entre travail et vie privée** au sein de la Police Intégrée a été soutenue par l'introduction d'un texte-cadre relatif au travail dissocié du cadre spatio-temporel.

En 2023, ce texte de vision a été approuvé et transposé dans une note d'exécution. Celui-ci et un plan d'exécution ont permis d'allier engagement durable et orienté bien-être de la part du personnel (en présentiel sur le lieu de travail) et flexibilité de l'organisation. Ces actions constituent également un baromètre du changement de culture amené par le *New Way of Working* (NWoW) au sein de la Police Intégrée.

En 2024, la concrétisation de la note d'exécution relative **au travail dissocié du cadre spatio-temporel** pour la Police Fédérale se poursuivra.

Dans le cadre de la gestion de la carrière, **le plan d'action en matière d'absentéisme** a été mis en œuvre au sein de la Police Intégrée. Le plan validé de la fin de carrière pour les plus de 55 ans s'est également concrétisé par de premières actions concrètes en 2023. En parallèle, un système de monitoring a été mis au point afin d'effectuer un suivi périodique des actions et mesures.

En 2023, le Comité de direction de la Police Fédérale a approuvé l'offre de services, qui comprend la procédure de trajet de réintégration, du service Gestion de la carrière.

La mise en œuvre des plans d'action en matière d'absentéisme et de fin de carrière se poursuivra en 2024. Plus spécifiquement, l'année prochaine sera davantage consacrée à la gestion de la carrière sous la forme:

- d'une politique et du développement d'instruments d'accompagnement de la carrière et de gestion des compétences;

cel “communicatie”. Dat zal ook een positief effect op de *employer branding* hebben.

We blijven verder investeren in de relatie jongeren en Politie, door middel van het **Rookies-project**. Eind 2023 wordt het project opnieuw geëvalueerd. Dit keer zal de evaluatie zich specifiek richten naar de rekruteringsobjectieven, in termen van capaciteit, aantrekkelijkheid en budget. Zo evolueert bijvoorbeeld de behoefte naar meer specifieke profielen, gelet op een steeds meer gespecialiseerde Federale Politie. De Federale Politie steunt de voortzetting van initiatieven op het gebied van branding naar de juiste doelgroepen.

Personeelsmanagement

Het zoeken naar een **beter evenwicht tussen werk en privéleven** bij de Geïntegreerde Politie werd in 2022 ondersteund door de invoering van een kadertekst voor plaats- en tijdsonafhankelijk werken.

In 2023 werd deze visietekst goedgekeurd en geconcretiseerd in een uitvoeringsnota. Met deze visietekst en plan van uitvoering wordt een duurzame en welzijnsgerichte inzet van het personeel (fysiek op de werkplaats) gekoppeld aan de flexibiliteit van de organisatie. Deze acties zijn ook een graadmeter voor de cultuurverandering van de *New Way of Working* (NWoW) binnen de Geïntegreerde Politie.

In 2024 zal de uitvoeringsnota voor **plaats- en tijdsonafhankelijk** werken voor de Federale Politie verder worden geconcretiseerd.

In het kader van het loopbaanmanagement werd het **actieplan absentéisme** uitgerold binnen de Geïntegreerde Politie. Ook het gevalideerde eindloopbaanplan voor 55-plussers werd in 2023 vertaald in de eerste concrete acties. Tegelijk werd er een monitoringsysteem opgezet om de acties en maatregelen periodiek op te volgen.

In 2023 werd het dienstenaanbod, waaronder de procedure voor een re-integratietraject, van de dienst loopbaanmanagement, goedgekeurd door het directiecomité van de Federale Politie.

De actieplannen absentéisme en eindloopbaan worden verder uitgerold in 2024. Meer specifiek wordt het komende jaar verder ingezet op loopbaanmanagement onder de vorm van:

- een beleid en het ontwikkelen van instrumenten voor loopbaanondersteuning en competentie management;

- de l'élaboration d'une politique pour les personnes handicapées;

- de la création d'un processus d'entrée et de départ: des initiatives et actions pédagogiques sont mises au point afin d'intensifier l'implication des collaborateurs et/ou des dirigeants au sein de leur (nouveau) service.

D'ici la fin de l'année 2023, la Police Fédérale aura adopté, pour son personnel, une directive concrétisant la **vision GPI du travail flexible**.

Tout membre du personnel pourra télétravailler jusqu'à trois jours par semaine, dès lors que l'opérationnalité du service est garantie, que la tâche se prête à être réalisée à domicile et que le collaborateur dispose de l'autonomie suffisante pour mener sa tâche à bien.

Vision nouvelle (innovante) sur l'enseignement policier

En mars 2023, un appel à projets a été adressé à l'ensemble des écoles de police afin de **mettre en place des collaborations stratégiques et dynamiques entre les écoles de police et les établissements de l'enseignement supérieur régulier, sous la forme de projets pilotes**. L'exécution de ces derniers s'inscrira dans le cadre légal existant.

Toutes les écoles de police agréées ont répondu à l'appel et conduiront un projet pilote pendant l'année académique 2023-2024.

La Police Fédérale a été mandatée afin d'assurer le suivi des projets et de les coordonner.

Un comité d'accompagnement a été désigné. Il est composé de responsables de la police, de l'Inspection générale de la Police Fédérale et de la Police Locale (AIG), de directeurs d'école ainsi que d'experts, et est chargé d'évaluer ces projets et de rendre un avis sur **un projet de refonte de l'enseignement policier de demain**.

Le comité d'accompagnement remettra cet avis à nous en fonction des résultats des projets pilotes.

Un projet de refonte de l'enseignement policier de demain sera finalisé en 2024.

- de ontwikkeling van een beleid voor personen met een beperking;

- de ontwikkeling van een on- en offboardingproces: om de betrokkenheid van de medewerkers en/of leidinggevenden binnen hun (nieuwe) dienst te vergroten, worden er educatieve initiatieven en acties ontwikkeld.

Tegen eind 2023 zal de Federale Politie een richtlijn voor haar personeel hebben aangenomen die de **GPI-visie op flexwerk** in de praktijk brengt.

Ieder personeelslid zal tot 3 dagen per week kunnen telewerken, voor zover de operationaliteit van de dienst gegarandeerd is, de taak thuis kan worden uitgevoerd en de medewerker over voldoende autonomie beschikt om de taak uit te voeren.

Een vernieuw(en)de visie op politieonderwijs

In maart 2023 werd een projectoproep gelanceerd naar alle politiescholen, met als doel om, onder de vorm van **pilootprojecten, strategische en doorgedreven samenwerkingen tussen politiescholen en onderwijsinstellingen van het hoger regulier onderwijs aan te gaan**. Deze projecten worden binnen het bestaand wettelijk kader uitgevoerd.

Alle erkende politiescholen zijn op de oproep ingegaan en zullen een pilootproject uitvoeren gedurende het academiejaar 2023 – 2024.

Er werd een mandaat gegeven aan de Federale Politie om de projecten op te volgen en te coördineren.

Een begeleidingscomité werd aangesteld. Het comité is samengesteld uit politieverantwoordelijken, de Algemene Inspectie van de Federale en Lokale Politie (AIG), schooldirecteurs en experten, en staat in voor de evaluatie van deze projecten en het geven van advies met betrekking tot een **blauwdruk voor het politieonderwijs van de toekomst**.

Op basis van de bevindingen van de pilootprojecten zal het begeleidingscomité ons adviseren over de toekomst van het politieonderwijs.

In 2024 zal een blauwdruk voor het politieonderwijs van de toekomst worden gefinaliseerd.

Diversité

En 2024, la formalisation d'un **texte de vision Diversité et inclusion** de la Police Fédérale, la signature d'une charte de la diversité et la communication autour de cette dernière seront préparées. Cette charte et le cadre politique seront ensuite opérationnalisés.

Le **Moniteur de diversité** a pris forme en 2022 grâce à un protocole conclu avec Statbel. Ce protocole a été signé en 2023. Les données nécessaires à la création d'une image annuelle de la diversité au sein de l'organisation ont été chargées sur un serveur sécurisé de Statbel. Actuellement, seules les données de la Police Fédérale y sont partagées. En 2024, la collaboration avec Statbel s'accroîtra afin de concevoir et d'élaborer le Moniteur de diversité. La Police Fédérale sera concernée dans un premier temps; la Police Intégrée suivra ensuite.

Dans le courant de l'année 2024, la Police Fédérale examinera comment le **plan d'action gender mainstreaming** peut être davantage intégré dans l'organisation. Plus concrètement, les possibilités seront examinées en termes de dispositifs sociaux dans l'infrastructure ainsi qu'en termes de candidature et de recrutement.

Le 22 juin 2023, la Police Fédérale a introduit le projet "Law Enforcement Against Racism (LEAD)" auprès de la Commission européenne. En marge de ce projet, la Police Fédérale demande une subvention au Citizens, Equality, Rights and Values programme (CERV) de la Commission européenne (DG Justice) afin de bénéficier d'un soutien financier pour son projet LEAD.

Ce projet a pour objectif de lutter contre les stéréotypes raciaux entre la police et les citoyens issus de l'immigration et s'adresse aux fonctionnaires de la Police Intégrée, aux formateurs de l'Académie nationale de police et aux membres de différents groupes communautaires.

À travers ces différents projets, nous entendons contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

La Police Fédérale examine également comment des adaptations peuvent être faites par rapport à la dénomination et la reconnaissance de la fluidité du genre. Ces adaptations sont en cours d'évaluation tant pour l'infrastructure et les équipements (vestiaires, installations sanitaires) que pour l'enregistrement du sexe X dans les candidatures et les procédures de sélection. Cependant, les bases légales actuellement en vigueur,

Diversiteit

In 2024 zal een formalisering van de **visietekst Diversiteit en Inclusie** van de Federale Politie worden voorbereid, evenals de ondertekening en communicatie van een diversiteitscharter. Nadien zullen dit charter en het beleidskader worden geoperationaliseerd.

De **diversiteitsmonitor** kreeg in 2022 vorm via een protocol met Statbel. Dat protocol werd in 2023 getekend. De nodige gegevens, opdat de politie jaarlijks een beeld kan krijgen over de diversiteit binnen de organisatie, werden opgeladen op een beveiligde server van Statbel. Momenteel zijn enkel de gegevens van de Federale Politie gedeeld. In 2024 wordt verder gewerkt met Statbel om de diversiteitsmonitor vorm te geven en uit te werken. In een eerste fase wordt dit uitgewerkt voor de Federale Politie, de Geïntegreerde Politie volgt later.

Binnen de Federale Politie wordt in de loop van 2024 onderzocht hoe het **actieplan gender mainstreaming** verder in de organisatie kan worden ingebed. Meer concreet zal worden nagegaan welke mogelijkheden er zijn op het vlak van sociale voorzieningen in de infrastructuur en op het vlak van de kandidaatstelling en rekrutering.

Op 22 juni 2023 werd door de Federale Politie het project "Law Enforcement Against Racism (LEAD)" ingediend bij de Europese Commissie. De Federale Politie vraagt hierbij een subsidie aan binnen het Citizens, Equality Rights, and Values (C.E.R.V.) programma van de Europese Commissie (DG Justice) om financiële ondersteuning te verkrijgen voor het project 'LEAD'.

Dit projectvoorstel heeft tot doel om raciale stereotypen tussen de politie en burgers met een migratieachtergrond te bestrijden. De beoogde doelgroepen van dit project zijn politieambtenaren van de Geïntegreerde Politie, opleiders van de Nationale Politieacademie en leden van verschillende gemeenschapsgroepen.

Met deze verschillende projecten dragen we bij aan de realisatie van de SDGs.

De Federale Politie onderzoekt ook hoe aanpassingen kunnen worden aangebracht met betrekking tot de benaming en de erkenning van genderfluiditeit. Deze aanpassingen worden momenteel geëvalueerd, zowel op het vlak van infrastructuur en uitrusting (kleedkamers, sanitaire voorzieningen) als de registratie van geslacht X in sollicitaties en selectieprocedures. De huidige geldende wettelijke grondslagen, zoals de welzijnswet die alle

comme la loi “bien-être” qui définit l’ensemble des règles pour les hommes et les femmes, compliquent parfois les modifications.

Cette analyse et les adaptations se poursuivront en 2024.

Masterplan Infrastructure

En 2023, la Police Fédérale a poursuivi le “**Masterplan Infrastructure**” (2021-2031) en collaboration avec la Régie des bâtiments. Ce partenariat est essentiel pour le bien-être et la sécurité au travail des membres du personnel et pour l’attractivité de la Police Fédérale en général.

Les priorités du “Masterplan Infrastructure” de la Police Fédérale sont adaptées en permanence au nouveau “Plan pluriannuel d’investissement” (*MPI*) de la Régie des bâtiments. Son planning dépend en effet surtout des travaux de la Régie des bâtiments.

Les actions suivantes doivent être comprises à la lumière de ce paramètre:

- Poste de circulation Reyers: le dossier a fait l’objet du développement technique à la Régie des bâtiments. La Régie a prévu l’engagement budgétaire de la rénovation des toitures ainsi que du placement de la sécurisation électronique dans son plan d’investissement 2023;
- Poste de circulation Anderlecht: le dossier a fait l’objet du développement technique à la Régie des bâtiments en vue de permettre l’introduction de la demande de permis encore en 2023;
- Haras de Wisbecq: le site pour la cavalerie a fait l’objet d’aménagements à l’initiative et sur crédits de la Police Fédérale. Il devra toutefois encore connaître une mise à niveau à différents égards, raison pour laquelle la Régie des bâtiments travaille à l’étude du site et aux relevés des techniques afin de prévoir les investissements idoines ventilés sur les prochaines années.
- L’Académie nationale de police (*ANPA*) à Liège: par manque d’espace, la Police Fédérale demande à s’installer à Jemeppe-sur-Meuse pendant les travaux à Vottem, où elle est actuellement logée.
- Sécurisation périmétrique quartier de Witte de Haelen (*DWDH*): la livraison de la sécurisation complète est prévue pour novembre 2023.

regels voor mannen en vrouwen vastlegt, bemoeilijken de wijzigingen echter soms.

Deze analyse en de aanpassingen zullen in 2024 worden voortgezet.

Masterplan infrastructuur

De Federale Politie voerde in 2023 het “**Masterplan Infrastructuur**” (2021-2031) verder uit in partnerschap met de Regie der Gebouwen. Dit partnerschap is van essentieel belang voor het welzijn en de arbeidsveiligheid van de politiemedewerkers en de aantrekkelijkheid van de Federale Politie in het algemeen.

De prioriteiten uit dit “Masterplan Infrastructuur” van de Federale Politie worden voortdurend afgestemd met het nieuw “Meerjarig Investeringsplan” (*MPI*) van de Regie der Gebouwen. De planning van het “Masterplan Infrastructuur” is immers vooral afhankelijk van de werkzaamheden van de Regie der Gebouwen.

Volgende acties moeten in dit licht worden gelezen:

- Verkeerspost Reyers: het dossier werd technisch ontwikkeld door de Regie der Gebouwen. De Regie voorzag in de budgettaire vastlegging van de renovatie van de daken en de installatie van de elektronische beveiliging binnen haar investeringsplan 2023;
- Verkeerspost Anderlecht: het dossier werd technisch ontwikkeld door de Regie der Gebouwen om de indiening van de vergunningsaanvraag nog in 2023 mogelijk te maken;
- Stoeterij van Wisbecq: de site voor de cavalerie werd ingericht op initiatief en met de kredieten van de Federale Politie. De site moet echter nog op verschillende vlakken op punt worden gesteld en daarom werkt de Regie der Gebouwen aan een studie van de site en de vaststellingen van de technieken om de gepaste investeringen gespreid over de komende jaren te plannen;
- Nationale Politieacademie (*ANPA*) in Luik: de Federale Politie vraagt om zich tijdens de werken in Vottem te vestigen in Jemeppe-sur-Meuse wegens plaatsgebrek waar ze momenteel is gevestigd is;
- Perimetrische beveiliging kwartier “de Witte de Haelen” (*DWDH*): de oplevering van de volledige beveiliging is gepland voor november 2023;

- Mise en conformité des cellules et caméras au quartier Géruzet: l'installation devrait intervenir à compter de septembre 2023 pour s'achever au premier trimestre 2024.

- Police Judiciaire Fédérale d'Anvers – Ring Center *Antwerpen*: introduction du dossier de prolongation et d'extension de location au Conseil des ministres en 2023. L'objectif sera alors une mise à disposition des espaces supplémentaires à compter du 1^{er} avril 2024 au profit de la PJF d'Anvers, tandis que les travaux de mise à niveau des espaces d'ores et déjà occupés seront ventilés sur plusieurs années.

- La livraison du Bloc F au quartier de police de Witte de Haelen pour les Unités spéciales de la Police Fédérale (DSU).

- Au complexe Saint-Léonard à Liège: en attendant la fin de la seconde phase des travaux à Vottem, une solution doit être trouvée afin d'héberger les services de la Police Fédérale à Liège dans des bâtiments aux normes garantissant la sécurité des policiers. Il est proposé d'héberger temporairement les services dans des préfabriqués.

Certains de ces projets entamés en 2023 se poursuivront en 2024 en partenariat avec la Régie des bâtiments.

Les projets suivants seront aussi poursuivis en 2024:

Concernant l'infrastructure, la Police Fédérale s'efforcera, avec la Régie des bâtiments, de contribuer également à la réalisation des ODD. Pour chaque site, un rapport annuel sera ainsi établi en ce qui concerne la consommation d'eau, ce qui permettra de prendre des mesures éventuelles. Nous contribuerons ainsi à la réalisation de l'ODD 6.4.

De même, pour chaque site, une analyse de la **consommation énergétique** par période et par type d'énergie sera réalisée. À l'aide de ces analyses, des mesures d'économie d'énergie pourront être prises, ce qui nous permettra de contribuer à la réalisation de l'ODD 7.3.

Ce monitoring énergétique est réalisé de manière permanente avec débriefing vers les services de "Facility Management" de la Police Fédérale, pour les inviter à mettre en œuvre des dispositions spécifiques pour leurs bâtiments en vue de maintenir une certaine rationalisation énergétique.

En parallèle, l'implication de la Régie des bâtiments dans les projets de **verdurisation** du parc de bâtiments

- Conform maken van de cellen en camera's in het kwartier Géruzet: de installatie zou in september 2023 moeten beginnen en in het eerste kwartaal van 2024 voltooid moeten zijn;

- Federale Gerechtelijke Politie Antwerpen – Ring Center *Antwerpen*: indiening van het dossier voor de verlenging en uitbreiding van de huurovereenkomst in de Ministerraad in 2023. Het doel is om de bijkomende ruimtes vanaf 1 april 2024 ter beschikking te stellen van de FGP Antwerpen, terwijl de werkzaamheden om de reeds gebruikte ruimtes in orde te brengen over verschillende jaren zullen worden gespreid;

- De oplevering van Blok F in het politiekwartier de Witte de Haelen voor de Speciale Eenheden van de Federale Politie (DSU);

- In het complex Saint-Léonard in Luik: in afwachting van het einde van de tweede fase van de werken in Vottem moet een oplossing worden gevonden om de diensten van de Federale Politie in Luik te huisvesten in gebouwen die voldoen aan de normen die de veiligheid van de politieagenten garanderen. Er wordt voorgesteld om de diensten tijdelijk onder te brengen in prefabgebouwen.

Enkele van voormelde projecten die werden opgestart in 2023, worden verdergezet in 2024 samen met de Regie der Gebouwen.

Ook de volgende projecten worden verdergezet in 2024:

Inzake infrastructuur tracht de Federale Politie samen met de Regie der Gebouwen, ook bij te dragen aan de realisatie van de SDG's. Zo zal per site een jaarlijkse rapportering met betrekking tot het waterverbruik gebeuren, op basis waarvan eventuele maatregelen kunnen worden getroffen. Zo dragen we bij aan de realisatie van SDG 6.4.

Daarnaast zal voor elke site ook een analyse worden gemaakt van het **energieverbruik** en dit per periode en type energie. Op basis van deze analyses kunnen energiebesparende maatregelen worden getroffen en dragen we bij aan de realisatie van SDG 7.3.

Deze energiemonitoring wordt permanent uitgevoerd met debriefings naar de Facility Management-diensten van de Federale Politie, om hen te verzoeken specifieke maatregelen voor hun gebouwen te implementeren met het oog op het behoud van een zekere energierationalisering.

Tegelijkertijd zal de betrokkenheid van de Regie der Gebouwen bij de **vergroeningsprojecten** van de

occupés par la Police Fédérale sera indispensable pour passer un palier supplémentaire de rationalisation et d'économies structurelles en termes de consommation et de coûts énergétiques:

- rationalisation de matériel: réduction du nombre de pièces d'uniforme, utilisation de vêtements de seconde main et réduction du stock de pièces d'uniforme;

- gestion des véhicules;

- élaboration d'une stratégie d'approvisionnement logistique plus efficiente;

- développement d'une stratégie adaptée par complexe/bâtiment pour la rationalisation potentielle des espaces de bureaux en fonction de l'opérabilité de chaque service et des capacités techniques du bâtiment;

- poursuite des mesures d'économies d'énergie;

- réduction de la consommation d'eau.

Par ailleurs, nous souhaitons également contribuer à l'ODD 9.4 en modernisant l'infrastructure là où c'est possible. Une grande partie du complexe de la Police Fédérale à Uccle, qui abrite un centre logistique, sera ainsi transformé en tenant compte du principe NZEB (*Nearly zero-energy buildings*).

Au niveau logistique, rendre la **police durable**, c'est respecter les enjeux climatiques et économiques. Cela requiert notamment de se concentrer sur le réutilisable, l'engagement durable et la prolongation de la durée de vie du matériel, comme le prévoit l'ODD 12.5.

Toutes ces mesures visent à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable 6.4, 7.3, 9.4 et 12.5.

Accord sectoriel

Un nouvel accord sectoriel pour la Police Intégrée a été signé en juin 2022.

Celui-ci a eu pour effet une première augmentation des salaires pour la Police Intégrée le 1^{er} octobre. Cette augmentation salariale sera **totale**ment effectuée en **octobre 2024**, ce qui représente une implémentation accélérée par rapport à la mise en œuvre prévue pour 2025. Par ailleurs, le nouveau système de la NAPAP a été introduit, le but étant de tendre vers son extinction progressive. Les pouvoirs locaux recevront en 2024 le soutien financier nécessaire en compensation des non-actifs.

gebouwen van de Federale Politie noodzakelijk zijn om een volgende fase van rationalisering en structurele besparingen op het gebied van energieverbruik en -kosten te bereiken:

- rationalisering van materiaal: vermindering van het aantal uniformstukken, gebruik van tweedehandskleding en vermindering van de voorraad uniformstukken;

- beheer van de voertuigen;

- uitwerking van een efficiëntere logistieke bevoorradingsstrategie;

- ontwikkeling van een aangepaste strategie per complex/gebouw voor de mogelijke rationalisering van kantoorruimtes naargelang van de operabiliteit van elke dienst en de technische mogelijkheden van het gebouw;

- voortzetting van de energiebesparende maatregelen;

- vermindering van het waterverbruik.

Bovendien willen we ook bijdragen aan SDG 9.4 door daar waar mogelijk, de infrastructuur te moderniseren. Zo zal een groot deel van het complex van de Federale Politie in Ukkel waarin een logistiek centrum is ondergebracht, worden verbouwd, rekening houdend met het NZEB (*Nearly zero-energy buildings*)-principe.

Een **duurzame politie** betekent op logistiek vlak respect voor het klimaat en respect voor de economie. Dit betekent onder andere focussen op de herbruikbaarheid, op de duurzame inzet en op het verlengen van de levensduur van materiaal zoals SDG 12.5 nastreeft.

Al deze maatregelen beogen een bijdrage aan de realisatie van SDG's 6.4, 7.3, 9.4 en 12.5.

Sectoraal akkoord

In juni 2022 werd er een nieuw sectoraal akkoord afgesloten voor de Geïntegreerde Politie.

Dit resulteerde op 1 oktober 2023 in een eerste loonsverhoging voor de Geïntegreerde Politie. De volledige loonsverhoging zal **volledig uitgevoerd zijn in oktober 2024**, een versnelling van de implementatie die gepland was om uitgevoerd te worden in 2025. Ook het nieuw systeem van de NAVAP werd ingevoerd waarbij er een geleidelijke uitdoving van dit systeem wordt beoogd. De lokale besturen ontvangen in 2024 hierbij de nodige financiële ondersteuning ter compensatie van de niet-actieven.

La partie qualitative de l'accord sectoriel accorde une attention particulière à ce **régime de fin de carrière**: il a été décidé d'accorder un jour de congé supplémentaire à partir de 59 ans et de procéder à une adaptation du statut pour réduire le nombre de prestations de nuit à partir de 56 ans. Ces textes réglementaires en sont au stade final.

Il est essentiel que les policiers expérimentés puissent continuer à travailler dans des conditions confortables. Leur expérience est essentielle et doit pouvoir être transmise aux nouvelles générations de policiers.

Bien-être au travail

Les différents domaines du bien-être restent un point d'attention permanent pour la Police Intégrée qui poursuit ses investissements en la matière.

Ainsi, en 2024, **une analyse générale sur le bien-être** sera réalisée et les recommandations qui en découleront seront mises en œuvre.

Le plan global de prévention 2024-2028 continue à mettre l'accent sur la gestion des risques liés aux tâches et missions.

En ce qui concerne la Police Fédérale, les efforts sont poursuivis afin d'améliorer le bien-être au travail:

- la direction interne de prévention et de protection au travail a été renforcée, de sorte qu'il y ait un membre du personnel infirmier dans chaque province pour soutenir le médecin du travail;

- en matière de surveillance et d'évaluation de la santé par le biais de la médecine du travail, le contrat de soutien externe est opérationnel, ce qui permet d'exercer pleinement cette prérogative;

- le service psychosocial a été renforcé afin d'augmenter sa capacité d'intervention, et est également soutenu par Cohezio depuis septembre 2023. Ce service est aussi affilié à un service de prévention externe en matière de suivi de la santé au travail;

- en 2024, un service de prévention interne commun sera créé pour les employeurs "Police Fédérale" et "AIG". Cela devra permettre de tendre vers une plus grande uniformité des prestations de services pour les membres du personnel policier.

Intégrité

L'intégrité est l'une des valeurs clés du travail policier professionnel et demeure un point d'attention permanent.

Het kwalitatief luik van het sectoraal akkoord heeft bijzondere aandacht voor dit **eindeloopbaanregime**: er werd beslist een extra dag verlof toe te kennen vanaf 59 jaar, en een statutaire aanpassing door te voeren om vanaf de leeftijd van 56 jaar het aantal nachtprestaties te verminderen. Deze regelgevende teksten bevinden zich in een finaal stadium.

Het is essentieel om ervaren politiemedewerkers comfortabel aan het werk te houden. Hun ervaringen zijn essentieel en moeten kunnen worden doorgegeven aan nieuwe generaties van medewerkers.

Welzijn op het werk

De verschillende welzijnsdomeinen blijven een permanent aandachtspunt voor de Geïntegreerde Politie, die op dit gebied blijft investeren.

Zo zal in 2024 een **algemene analyse van het welzijn** worden gemaakt en zullen de eruit voortvloeiende aanbevelingen worden geïmplementeerd.

Het globaal preventieplan 2024-2028 blijft focussen op het beheer van de risico's die gepaard gaan met de taken en opdrachten.

Wat de Federale Politie betreft, worden de inspanningen voortgezet om het welzijn op het werk te verbeteren:

- de Interne directie voor preventie en bescherming op het werk werd versterkt, zodat er in elke provincie een verpleegkundige is om de arbeidsarts te ondersteunen;

- op het vlak van gezondheidstoezicht en -beoordeling door de arbeidsgeneeskunde is het contract voor externe ondersteuning operationeel, waardoor dit prerogatief volledig kan worden uitgeoefend;

- de psychosociale dienst is versterkt om de interventiecapaciteit te vergroten en wordt sinds september 2023 ook ondersteund door Cohezio. Deze dienst is ook aangesloten bij een externe preventiedienst voor gezondheidsmonitoring op het werk.

- in 2024 wordt een gemeenschappelijke interne preventiedienst opgericht voor de werkgevers "Federale Politie" en de "AIG". Dit moet de uniformiteit en de dienstverlening aan de collega's politiemedewerkers verhogen.

Integriteit

Integriteit is een kernwaarde van professioneel politiewerk en een permanent aandachtspunt.

Le 20 juin 2023, le comité de coordination de la Police Intégrée (CC GPI) a approuvé le scope du concept de **“screening du personnel policier”**, qui se concentre, dans une première phase, sur les faits relatifs au radicalisme, à l’extrémisme, à l’espionnage, au terrorisme, à la criminalité organisée, telle que le trafic d’armes, de stupéfiants et la traite des êtres humains, à la fraude, à la corruption et à l’appartenance à un groupement subversif. Le travail de contextualisation des signalements constatés devra être effectué afin de prendre la mesure adéquate à l’égard du membre du personnel concerné. Ce concept a été soumis à l’avis de l’AIG, notamment, et devra faire l’objet d’adaptations, si nécessaire.

Dès validation finale du concept au niveau de l’autorité, ce projet devra être négocié, dès la fin 2023, avec les organisations syndicales.

La mise en œuvre du processus de screening au cours de la carrière nécessitera une adaptation des textes légaux et le développement d’un outil ICT afin d’automatiser le processus.

La loi du 8 décembre 2022 relative aux canaux de signalement et à la protection des lanceurs d’alerte d’atteintes à l’intégrité dans les organismes du secteur public fédéral et au sein de la Police Intégrée est entrée en vigueur le 2 janvier 2023. Elle transpose la directive européenne sur les lanceurs d’alerte (2019/1937). Le service Intégrité de la Police Fédérale est désigné comme étant le canal interne de signalement.

Spécifiquement concernant le canal de signalement d’atteintes à l’intégrité encadré par la loi du 8 décembre 2022, la Police Fédérale développe un système d’enregistrement et de communication pour les signalements et le suivi des atteintes présumées à l’intégrité (en première instance, organisé en interne par des voies de communication existantes et par la suite, par un système électronique par le biais d’un marché public). Cette procédure sera concertée avec les organisations syndicales.

La Police Fédérale poursuivra la concrétisation de sa politique en matière de signalement avec, par exemple, la coordination entre les différents rôles et les différentes fonctions, la mise à disposition de formations ou sessions d’information spécifiques, la sensibilisation du personnel, etc.

Les mesures nécessaires en termes de moyens d’appui, de formation, de développement et de professionnalisation des fonctions du canal de signalement interne se poursuivront en 2024. Les aspects communication et sensibilisation de la politique de signalement feront également l’objet d’une attention particulière.

Op 20 juni 2023 keurde het Coördinatiecomité van de Geïntegreerde Politie (CC GPI) de reikwijdte goed van het concept van **“screening van het politiepersoneel”**, dat zich in een eerste fase richt op feiten met betrekking tot radicalisme, extremisme, spionage, terrorisme, georganiseerde misdaad, zoals wapen-, drugs- en mensenhandel, fraude, corruptie en lidmaatschap van een subversieve groep. De vastgestelde meldingen moeten worden gecontextualiseerd om de gepaste maatregel te kunnen nemen ten aanzien van het betrokken personeelslid. Dit concept is voor advies voorgelegd aan de AIG en zal indien nodig moeten worden aangepast.

Zodra het concept definitief is gevalideerd door de overheid, moet vanaf eind 2023 over het project worden onderhandeld met de vakorganisaties.

Voor de implementatie van de loopbaanscreening moeten de wetteksten worden aangepast en moet een ICT-tool worden ontwikkeld om het proces te automatiseren.

De wet van 8 december 2022 betreffende de meldingskanalen en de bescherming van melders van integriteitsschendingen in de federale overheidsinstanties en bij de geïntegreerde politie is op 2 januari 2023 in werking getreden. Het zet de Europese Richtlijn over klokkenluiders om (2019/1937). De dienst Integriteit van de Federale Politie is aangewezen als intern meldingskanaal.

Specifiek met betrekking tot het meldingskanaal voor integriteitsschendingen in verband met de wet van 8 december 2022 ontwikkelt de Federale Politie een registratie- en communicatiesysteem voor de melding en opvolging van vermoedelijke integriteitsschendingen (in eerste instantie intern georganiseerd via bestaande communicatiekanalen en vervolgens via een elektronisch systeem via een overheidsopdracht). Over deze procedure zal overleg worden gepleegd met de vakorganisaties.

De Federale Politie zal haar meldingsbeleid verder concretiseren met bijvoorbeeld de afstemming tussen de verschillende rollen en functies, voorzien in specifieke opleidingen of informatiesessies, personeelsleden sensibiliseren.

Het nodige op het vlak van ondersteunende middelen, opleiding, ontwikkeling en professionalisering van de functies van het interne meldingskanaal wordt in 2024 voortgezet. Er zal ook bijzondere aandacht uitgaan naar het aspect communicatie en de bewustmaking rond het meldingsbeleid.

De cette manière, nous contribuons également à la mise en œuvre de l'ODD 16.3, à savoir promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.

Respect mutuel envers et de la part des policiers

La violence envers la police reste évidemment inacceptable, à tout moment et en tout lieu.

À la suite de la publication de la circulaire **GPI 100** relative à l'usage de la violence envers les membres de la Police Intégrée, plusieurs actions de sensibilisation ont été menées auprès des principaux acteurs (responsables HR, dirigeants...) au sein de la Police Intégrée.

Un réseau d'experts a été mis sur pied sur la base du réseau RH de la Police Fédérale afin d'échanger des bonnes pratiques. CGWB (Direction interne de prévention et de protection au travail) mettra la page WikiPol à ce sujet régulièrement à jour.

En 2023, la Police Fédérale a fourni à la Justice une série de données relatives à des faits de violence envers la police, ce qui a permis **d'harmoniser les chiffres de la police et de la Justice**. Ces données mentionnent notamment si l'incident a entraîné une incapacité de travail des membres des services de police concernés. Grâce à cette liste, la Justice est en mesure de vérifier si une suite a été donnée aux PV relatifs à des faits de violence envers la police et, le cas échéant, laquelle. Les données policières concernant les faits de violence envers la police seront transmises chaque année à la Justice.

Il est ainsi donné suite à la résolution relative à la lutte contre les violences commises à l'encontre des policiers et à la réponse judiciaire à garantir contre les auteurs des faits de violence.

La Direction de la communication (CGC) de la Police Fédérale continuera à prendre des initiatives communicationnelles sur ce sujet du **"respect mutuel"**.

Le groupe de travail **"Fierté GPI"** développe également des actions en lien direct ou indirect avec cette thématique du respect mutuel.

Des initiatives communicationnelles se poursuivent sur ce sujet essentiel. Fin septembre 2023, une campagne Fierté GPI a été lancée: jusqu'au 7 décembre 2023 (Journée de la Police Intégrée), diffusion (en interne et en externe sur les médias sociaux) de témoignages

Op deze wijze dragen we eveneens bij aan de implementatie van SGD16.3, hetzij de bevordering van rechtsregels op nationaal en internationaal niveau en het creëren van een gelijke toegang tot het rechtssysteem voor éénieder.

Wederzijds respect voor en door politiemensen

Geweld tegen politie blijft vanzelfsprekend altijd en overal onaanvaardbaar.

Naar aanleiding van de publicatie van de omzendbrief **GPI 100** betreffende het gebruik van geweld tegen leden van de Geïntegreerde Politie werden binnen de Geïntegreerde Politie verschillende bewustmakingsacties ondernomen bij de belangrijkste actoren (hr-verantwoordelijken, leidinggevenden, enz.).

Er is een expertennetwerk opgericht op basis van het hr-netwerk van de Federale Politie om goede praktijken uit te wisselen. CGWB (Interne directie voor preventie en bescherming op het werk) zal de WikiPol-pagina over dit onderwerp regelmatig bijwerken.

In 2023 heeft de Federale Politie een reeks gegevens over geweld tegen politiemedewerkers aan Justitie bezorgd zodat de **cijfers van de politie en die van justitie werden geharmoniseerd**. Deze gegevens vermelden onder andere of de betrokken politiemedewerkers na het incident arbeidsongeschikt waren of niet. Justitie kan aan de hand van deze lijst opvolgen of en welk gevolg wordt gegeven aan de PV's over geweld tegen politie. De politiegegevens over geweld tegen politiemedewerkers zullen op jaarlijkse basis worden bezorgd aan Justitie.

Op deze manier wordt gevolg gegeven aan de resolutie betreffende het tegengaan van geweld jegens de politie en het waarborgen van de gerechtelijke vervolging van de geweldplegers.

De Directie van de communicatie (CGC) van de Federale Politie zal communicatie-initiatieven blijven nemen rond dit onderwerp **"Wederzijds respect"**.

De werkgroep **"Fierheid GPI"** werkt ook acties uit die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met het thema wederzijds respect.

Communicatie-initiatieven over dit essentiële onderwerp worden voortgezet. Eind september 2023 werd een campagne "Fierheid GPI" gelanceerd die loopt tot 7 december 2023 (dag van de Geïntegreerde Politie), met de verspreiding (intern en extern op sociale media)

des membres du personnel GPI quant à leur fierté de travailler pour les services de police.

Une nouvelle page “campagne” a été ajoutée au site Internet de la Police Intégrée afin de mettre en avant les initiatives développées.

Nouvelle identité visuelle de la Police Intégrée

Le projet relatif au **nouvel uniforme** de la Police Intégrée comporte trois phases. La première phase, axée sur le design et le “look & feel”, se clôturera à l’automne 2023. À cet égard, une attention est au demeurant toujours accordée au recyclage des matériaux, dans une perspective écologique (voir **ODD 12**).

Viendront ensuite la phase de conception du prototype et de normalisation et enfin, la livraison de l’uniforme et de l’équipement.

S’agissant du projet pilote relatif à l’**identité visuelle des véhicules de police**, les principales conclusions du rapport de l’Institut Vias sont claires. Les véhicules de police pourvus du motif Battenburg ont généralement été remarqués et reconnus très rapidement et correctement. En ce qui concerne la rétro réflexion, il s’avère que les véhicules pourvus du motif Battenburg offrent de meilleurs résultats que ceux munis du striping actuel. Aucun nouveau risque de sécurité n’a été détecté lors du projet pilote. En fonction de l’évolution du dossier et du contexte budgétaire, une proposition de nouvelle identité visuelle des véhicules de police pourrait être formulée au cours de l’année 2024.

COOPÉRATION POLICIÈRE INTERNATIONALE

Vers un renforcement du réseau des officiers de liaison (OL)

Le renforcement du réseau d’officiers de liaison se poursuit. Un **officier de liaison bilatéral en Colombie** a en effet pris ses fonctions le 1^{er} février 2023. Cet officier de liaison est accrédité pour la Colombie et l’Équateur, ce qui est d’une grande importance dans la lutte contre la criminalité internationale liée à la drogue. Afin de renforcer davantage encore la coopération avec la Colombie et l’Équateur, des plans d’action bilatéraux, préparés en collaboration avec ces deux pays, seront mis en œuvre en 2023-2024. Des *Memorandums of Understanding* en matière de coopération policière ont par ailleurs été signés avec des pays d’Amérique latine.

van getuigenissen van GPI-personeelsleden over hun fierheid om voor de politiediensten te werken.

Er werd een nieuwe pagina Campagne toegevoegd aan de website van de Geïntegreerde Politie om de ontwikkelde initiatieven onder de aandacht te brengen.

Nieuwe visuele identiteit van de Geïntegreerde Politie

Het project voor een **nieuw uniform** voor de Geïntegreerde Politie is onderverdeeld in drie verschillende fasen. De eerste fase, waarin het design en de “look & feel” worden ontwikkeld, zal in het najaar van 2023 worden afgerond. Hierbij wordt overigens nog steeds aandacht geschonken aan het upcyclen van het materiaal, vanuit een ecologische insteek (cf. **SDG 12**).

Vervolgens volgt de fase van prototyping en normering. Tot slot volgt de oplevering van het uniform en de uitrusting.

Voor wat betreft het proefproject rond de **visuele identiteit van de politievoertuigen** zijn de belangrijkste conclusies uit het rapport van het Vias instituut duidelijk. De politievoertuigen uitgerust met het zogenaamde Battenburgpatroon werden over het algemeen zeer snel en correct opgemerkt en herkend. Op het vlak van retroreflectie blijken voertuigen uitgerust met het Battenburgpatroon beter dan de bestaande striping. Tijdens het proefproject werden geen nieuwe veiligheidsrisico’s geïdentificeerd. In functie van de evolutie van het dossier en van de budgettaire context kan in de loop van 2024 een voorstel voor een nieuwe visuele identiteit van politievoertuigen worden geformuleerd.

INTERNATIONALE POLITIESAMENWERKING

Naar een versterkt netwerk van verbindingsofficieren (LO’s)

Het netwerk van verbindingsofficieren wordt verder versterkt. Zo werd een **bilaterale verbindingsofficier in Colombia** in plaats gesteld op 1 februari 2023. De verbindingsofficier is geaccrediteerd voor Colombia en Ecuador, wat van bijzonder belang is in de strijd tegen de internationale drugscriminaliteit. Om de samenwerking met Colombia en Ecuador verder te versterken, worden bilaterale actieplannen met beide landen voorbereid, die zullen worden uitgevoerd in 2023-2024. Hiernaast worden ook *Memorandum of Understanding* inzake politiesamenwerking ondertekend met landen van Latijns Amerika.

L'**assistant opérationnel** adjoint à l'officier de liaison aux États-Unis a pris ses fonctions le 1^{er} avril 2023. Cet assistant travaille déjà en étroite collaboration avec le National Targeting Center de l'US Customs and Border Protection, ainsi qu'avec d'autres services américains. Sur la base de l'évaluation qui sera effectuée après l'été 2023, une décision sera prise quant à la prolongation du détachement de l'assistant opérationnel aux États-Unis.

Durant le deuxième semestre de 2024, le réseau d'officiers de liaison fera l'objet d'une nouvelle évaluation, sur la base de laquelle des recommandations seront formulées en vue de son optimisation/renforcement.

L'engagement de la police belge au sein de la Drugs Liaison Task Force est garanti. Le membre du personnel concerné fait partie du bureau belge auprès d'Europol.

Le 15 juin 2023, un deuxième fonctionnaire de contact a pris ses fonctions au siège d'Interpol à Lyon, en plus de celui qui y avait déjà été envoyé en 2022. Tous deux participent au développement du projet I-Core, qui vise à améliorer l'échange d'informations et les signalements via le canal Interpol.

Le nouveau **Traité de police Benelux** est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2023. Il s'agit du traité de coopération policière le plus ambitieux sur la scène européenne et mondiale. Depuis le 1^{er} octobre, les services de police belges, néerlandais et luxembourgeois peuvent plus facilement échanger des informations et effectuer des poursuites sur le territoire des pays du Benelux. Il est également possible de demander aux unités spéciales d'un autre pays du Benelux de prêter assistance lors de situations de crise telles qu'une prise d'otages ou un incident terroriste.

Au début du mois de mars 2023 à Lisbonne, les membres actuels du **MAOC-N** – Maritime Analysis and Operations Centre (Narcotics) – ont officiellement accepté l'adhésion de la Belgique. Grâce à son adhésion, la Belgique pourra, outre les efforts importants déjà déployés pour lutter contre le trafic international de drogue dans des conteneurs, également renforcer sa lutte contre les autres formes de transport de drogue par voie maritime et aérienne. La Police Fédérale prépare le dossier en vue du lancement de la procédure parlementaire nécessaire à l'adhésion au traité régissant le fonctionnement du MAOC-N. La Belgique aura recours à l'officier de liaison néerlandais à Lisbonne pour l'échange quotidien d'informations avec le MAOC-N. Elle désignera toutefois son propre représentant au sein du Comité exécutif du MAOC-N, à savoir l'officier de liaison de la

De **operationele assistent** bijkomend aan de bestaande verbindingsofficier in de Verenigde Staten werd in plaats gesteld op 1 april 2023. Deze assistent werkt reeds nauw samen met het National Targeting Center van de US "Customs and Border Protection" en andere Amerikaanse diensten. Op basis van de evaluatie die na de zomer van 2023 zal worden uitgevoerd, zal worden beslist of de detachering van de operationele assistent in de Verenigde Staten wordt verlengd.

In de tweede helft van 2024 zal een nieuwe evaluatie van het netwerk van verbindingsofficieren worden uitgevoerd, op basis waarvan aanbevelingen zullen worden geformuleerd voor de optimalisatie/versterking van het netwerk.

De betrokkenheid van de Belgische politie bij de Drugsverbindingsgroep is gewaarborgd. Een medewerker van de Federale Politie maakt deel uit van het Belgische kantoor bij Europol.

Op 15 juni 2023 werd een tweede contactambtenaar in plaats gesteld op het hoofdkwartier van Interpol in Lyon, naast degene die reeds in 2022 werd uitgestuurd. Beiden werken mee aan de ontwikkeling van het I-Core project, dat tot doel heeft de informatie-uitwisseling en signaleringen via het Interpol-kanaal te verbeteren.

Het nieuw **Benelux-politieverdrag** is in werking getreden op 1 oktober 2023. Het is het meest ambitieuze verdrag inzake politiesamenwerking op Europees niveau en in de wereld. De politiediensten van België, Nederland en Luxemburg kunnen sinds 1 oktober makkelijker informatie uitwisselen en achtervolgingen uitvoeren op elkaars grondgebied. Ook kunnen speciale eenheden uit een ander Beneluxland worden gevraagd om bijstand te verlenen in crisissituaties zoals gijzelingen of terroristische incidenten.

De bestaande leden van **MAOC-N** – het Maritime Analysis and Operations Centre (Narcotics) – in Lissabon hebben zich begin maart 2023 officieel akkoord verklaard met de toetreding van België. Met deze toetreding zal België, naast de grote inspanningen die reeds geleverd worden om de internationale drugstrafiek in containers aan banden te leggen, ook de strijd kunnen opvoeren tegen de andere vormen van drugstransporten over zee en door de lucht. De Federale Politie bereidt het dossier voor om de parlementaire procedure op te starten die nodig is om toe te treden tot het verdrag dat de werking van MAOC-N regelt. België zal beroep doen op de Nederlandse verbindingsofficier in Lissabon voor de dagelijkse uitwisseling van informatie met MAOC-N. België zal wel een eigen vertegenwoordiger in de Uitvoerende Raad van MAOC-N aanduiden, namelijk de verbindingsofficier

police belge à Madrid, qui est également responsable de la coopération policière avec le Portugal. L'objectif est de finaliser la procédure d'adhésion parlementaire au début de l'année 2024.

Coalition internationale contre la criminalité grave et organisée

Le 5 juin 2023, nous avons organisé à **Anvers la réunion ministérielle de la coalition internationale contre la criminalité grave et organisée**. Dans le cadre de cette coalition, la Belgique, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie unissent leurs forces dans la lutte contre la criminalité organisée, en mettant l'accent sur la criminalité et la violence liées à la drogue.

Le **plan d'action pluriannuel 2022-2025** relatif à la lutte contre la criminalité grave et organisée et son impact déstabilisateur sur la société est en cours d'exécution. La Police Fédérale dirige l'action axée sur l'ANPR et prépare actuellement un questionnaire visant à déterminer dans quelle mesure les autres pays de la coalition recourent à l'ANPR et quels obstacles légaux, techniques et pratiques entravent une coopération plus étroite dans ce domaine.

En 2024, nous poursuivrons la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel 2022-2025 et participerons activement à la prochaine réunion ministérielle de la coalition prévue à Hambourg en mai 2024.

La coopération post-Brexit avec le Royaume-Uni

Six cycles de négociation sur le **traité bilatéral de coopération policière** ont déjà eu lieu entre la Belgique et le Royaume-Uni entre octobre 2022 et juillet 2023. S'agissant des chapitres relatifs aux interventions policières transfrontalières et aux compétences opérationnelles y afférentes, il nous faut encore trouver un accord respectant l'importance de la souveraineté territoriale du Royaume-Uni. Les négociations se poursuivront à l'automne.

Si nous parvenons à un accord équilibré, le traité pourrait être signé durant le premier semestre de 2024. La préparation de la procédure de ratification parlementaire pourrait ensuite débiter.

La coopération avec la France et d'autres pays

Plusieurs sessions *"train the trainer"* de la formation *"Zonder zorgen de grens over"* (franchir la frontière sans souci) ont déjà été organisées en 2021 pour les services de police belges dans la région frontalière avec la France. Les formateurs formés par CGI ont ensuite

van de Belgische politie in Madrid, die ook instaat voor de politionele samenwerking met Portugal. Het doel is om de parlementaire toetredings-procedure af te ronden begin 2024.

Internationale coalitie tegen zware en georganiseerde criminaliteit

Op 5 juni 2023 organiseerden we de **ministeriële vergadering van de internationale coalitie tegen zware en georganiseerde criminaliteit in Antwerpen**. België, Nederland, Frankrijk, Duitsland, Spanje en Italië bundelen in deze coalitie de krachten in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit, met een bijzondere focus op de drugscriminaliteit en het druggerelateerd geweld.

Het **meerjarige actieplan 2022-2025** over de strijd tegen zware en georganiseerde criminaliteit en hun ondermijnende impact op de samenleving, is in uitvoering. De Federale Politie heeft de lead voor de actie in verband met ANPR en bereidt momenteel een vragenlijst voor om na te gaan in hoeverre de andere landen van de Coalitie gebruik maken van ANPR en welke wettelijke, technische en praktische obstakels een nauwere samenwerking in dit domein in de weg staan.

In 2024 zullen we het meerjarige actieplan 2022-2025 verder uitvoeren en actief deelnemen aan de volgende ministeriële vergadering van de coalitie die in mei 2024 in Hamburg wordt gepland.

De samenwerking met het Verenigd Koninkrijk na Brexit

Tussen oktober 2022 en juli 2023 vonden reeds zes onderhandelingsrondes over het **bilaterale politiemenuwerkingsverdrag** tussen België en het Verenigd Koninkrijk plaats. Over de hoofdstukken met betrekking tot grensoverschrijdende politietoedredens en de bijhorende operationele bevoegdheden moeten we nog een akkoord vinden die het belang van de territoriale soevereiniteit van de VK respecteert. De onderhandelingen worden in het najaar verdergezet.

Als we een evenwichtig akkoord kunnen bereiken, kan het verdrag in de eerste helft van 2024 worden ondertekend. Daarna kan worden gestart met de voorbereiding van de parlementaire ratificatieprocedure.

De samenwerking met Frankrijk en andere landen

Verschillende sessies *"train the trainer"* van de opleiding *"Zonder zorgen de grens over"* voor de Belgische politiediensten in de grensstreek met Frankrijk werden reeds in 2021 opgestart. De door CGI opgeleide trainers gaven vervolgens les aan de basiseenheden in de

dispensé la formation aux unités de base dans la région frontalière. Bien qu'ils y aient été invités à plusieurs reprises, les services de police français ne se sont pas, jusqu'à présent, inscrits de manière structurelle dans cette initiative. Nous constatons toutefois qu'un nombre croissant de policiers français sont intéressés et suivent la formation. En 2024, des sessions supplémentaires seront organisées pour les unités opérationnelles dans la région frontalière.

Dans le cadre du projet INSPECT, financé par le Fonds européen pour la sécurité intérieure de la Commission européenne, nous nous sommes penchés, tant avec les Pays-Bas qu'avec la France, sur trois alternatives possibles aux contrôles aux frontières "classiques" au niveau des frontières intérieures entre les États membres de l'UE, à savoir le recours à l'ANPR, la mise en œuvre de patrouilles mixtes et l'élaboration de plans d'alerte frontière pouvant être mis en œuvre en cas d'incident grave. Le projet se clôturera à la fin de l'année 2023. Les résultats seront présentés lors d'une conférence internationale en novembre. Dans le rapport final du projet INSPECT, un certain nombre de recommandations seront formulées par rapport à l'utilisation de l'ANPR comme moyen de lutte contre la criminalité transfrontalière. Ces recommandations seront portées à l'attention des décideurs politiques nationaux et européens, notamment par le biais de la coalition de pays européens contre la criminalité grave et organisée.

En ce qui concerne la France, force est malheureusement de constater que le renforcement de la coopération dans le domaine de l'ANPR est presque impossible sans adaptation de la législation française, tant pour ce qui est de l'échange et du déploiement de données de référence ("blacklists") que de la consultation a posteriori de données ANPR.

Avec la France, la coopération se déroule conformément aux objectifs de coopération en matière de sécurité et de lutte contre la migration illégale convenus lors de la dernière réunion de Val Duchesse.

À l'issue de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, nous commencerons à préparer les négociations sur un nouveau traité bilatéral de coopération policière et douanière avec la France.

En outre, nous finalisons les négociations des traités de police avec l'Allemagne, la Géorgie et la Moldavie, en vue de leur signature dans les mois à venir.

grensregio. Ondanks herhaald aandringen hebben de Franse politiediensten zich tot op heden niet structureel ingeschreven in dit initiatief. We zien evenwel dat meer en meer Franse politiemensen geïnteresseerd zijn en de opleiding mee volgen. In 2024 zullen nog bijkomende sessies voor de operationele eenheden in de grensregio georganiseerd worden.

In het kader van het project INSPECT, dat gefinancierd wordt via het Fonds voor Interne Veiligheid van de Europese Commissie, werd zowel met Nederland als Frankrijk gewerkt rond drie mogelijke alternatieven voor "klassieke" grenscontroles aan de binnengrenzen tussen EU-lidstaten, namelijk het gebruik van ANPR, de inzet van gemengde patrouilles en de ontwikkeling van grensalarmplannen die in werking kunnen worden gesteld bij ernstige incidenten. Het project loopt af eind 2023. De resultaten zullen worden voorgesteld op een internationale conferentie in november. In het eindrapport van het project INSPECT zal een aantal aanbevelingen worden geformuleerd i.v.m. het gebruik van ANPR als middel in de strijd tegen de grensoverschrijdende criminaliteit. Deze zullen onder meer via de Coalition of European Countries against Serious and Organised Crime onder de aandacht worden gebracht van de nationale en Europese beleidsmakers.

Wat Frankrijk betreft, dient helaas te worden vastgesteld dat een versterking van de samenwerking inzake ANPR quasi onmogelijk is zonder aanpassingen aan de Franse wetgeving, zowel voor wat de uitwisseling en inzet van referentiegegevens ('blacklists') als de post factum bevraging van ANPR gegevens.

Met Frankrijk vindt de samenwerking plaats in overeenstemming met de doelstellingen inzake veiligheids-samenwerking en de bestrijding van illegale migratie die tijdens het voorbije Val Duchesse-overleg werden afgesproken.

Na het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie zal worden gestart met de voorbereiding van onderhandelingen over een nieuw bilateraal politie- en douanesamenwerkingsverdrag met Frankrijk.

Verder finaliseren we de onderhandelingen van de politieverdragen met Duitsland, Georgië en Moldavië met het oog op ondertekening in de komende maanden.

Participation de la Police Intégrée aux missions internationales de gestion civile de crises

En collaboration avec le Center of Excellence for Civilian Crisis Management (CoE) à Berlin, la Police Fédérale a lancé un projet visant à augmenter le nombre de femmes expertes policières dans les missions. Le CoE présentera ses recommandations à l'automne 2023.

Cet investissement peut en outre être lié à l'ODD 5.5 "Égalité des sexes: assurer la participation pleine et effective des femmes".

Le projet avec le Maroc ("Appui à la lutte contre les violences faites aux femmes") est en cours et se poursuivra en 2024. Plusieurs stages et visites d'étude ont déjà été organisés pour des délégations des forces de police marocaines en 2023.

Ce projet est en lien avec l'ODD 5.2 "Égalité des sexes: l'éradication de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles".

Le projet en République démocratique du Congo ("Programme d'appui à la réforme de la police") est encore dans sa phase de démarrage. Ce projet est lié à l'ODD 16. 10.1 "Paix, sécurité et services publics forts".

Les projets au Bénin se termineront en novembre 2023 et deux nouveaux projets sont en cours de préparation et débiteront en 2024.

Les projets au Burkina Faso sont terminés et certains éléments seront repris pour soutenir la population dans une dizaine de communes à proximité immédiate de Ouagadougou.

Cet accord sera mis en œuvre au cours du second semestre de 2023.

Nous poursuivons cette méthode de Travail en 2023 et en 2024 afin que nos candidats bénéficient de formations qui augmentent leurs chances de réussite aux sélections EEAS.

À la demande du CoE, la priorité a été donnée au projet visant à augmenter le nombre de femmes expertes dans les missions.

Le projet "career path" sera lancé à l'automne 2023. L'accent sera mis dans un premier temps sur la réintégration de nos experts après leur mission à l'étranger. Nous mettrons également en œuvre les recommandations du CoE.

Geïntegreerde Politie in internationale missies van civiel crisisbeheer

De Federale Politie heeft samen met het Center of Excellence for Civilian Crisis Management in Berlijn (CoE) een project opgestart om het aantal vrouwelijke politie-experten in de missies te verhogen. Het CoE zal zijn aanbevelingen voorstellen in het najaar van 2023.

Deze investering kan bovendien gekoppeld worden aan SDG 5.5 "Gendergelijkheid: verzekeren van de volledige en doeltreffende deelname van vrouwen".

Het project met Marokko ("Steun voor de strijd tegen geweld tegen vrouwen") loopt momenteel en zal in 2024 worden voortgezet. In 2023 werden al verschillende stages en studiebezoeken georganiseerd voor delegaties van de Marokkaanse politie.

Dit project houdt verband met SDG 5.2 "Gendergelijkheid: alle vormen van geweld tegen vrouwen en meisjes uitroeien".

Het project in de Democratische Republiek Congo ("Steunprogramma voor politiehervorming") bevindt zich nog in de opstartfase. Dit project houdt verband met SDG 16. 10.1 "Vrede, veiligheid en sterke publieke diensten".

De projecten in Benin lopen af in november 2023 en er worden twee nieuwe projecten voorbereid die in 2024 van start zullen gaan.

De projecten in Burkina Faso zijn afgerond en sommige elementen zullen worden overgenomen om de bevolking in een tiental gemeenten in de directe omgeving van Ouagadougou te ondersteunen.

Dit akkoord zal in de tweede helft van 2023 uitgevoerd worden.

We zetten deze werkwijze in 2023 en 2024 voort om ervoor te zorgen dat onze kandidaten opleidingen krijgen die hun kansen om te slagen voor de EEAS-selecties vergroten.

Op verzoek van de RvE is prioriteit gegeven aan het project om het aantal vrouwelijke experts in de missies te vergroten.

Het project "career path" zal in de herfst van 2023 worden opgestart. De nadruk zal in eerste instantie liggen op de re-integratie van onze experts na hun missie in het buitenland. We zullen ook de aanbevelingen van de RvE uitvoeren.

UNE POLICE AU PLUS PROCHE DES GENS ET DES ADMINISTRATIONS LOCALES

Un fonctionnement policier proche du citoyen est essentiel. En 2024, nous mettrons par conséquent également activement l'accent sur la proximité de la police par rapport aux citoyens.

Moniteur de sécurité

Fin 2021, le **Moniteur de sécurité** a été envoyé à 400.000 citoyens. Les résultats ont été traités et analysés durant l'automne 2022.

Une fois les résultats analysés, trois ateliers multidisciplinaires ont été organisés fin mai 2023 en vue de la formulation de recommandations concernant les principaux résultats du Moniteur de sécurité. Un nouveau Moniteur de sécurité sera réalisé en 2024.

Travail de quartier

Nous continuons à mettre l'accent sur la revalorisation du **travail de quartier et de la police de proximité**.

En 2023, cela s'est déjà traduit par la création de la sous-commission Travail de quartier au sein de la Commission Permanente de la Police Locale (CPPL). La circulaire relative à cette thématique sera publiée à l'automne 2023. Nous investissons également 1,5 million d'euros dans le travail de quartier de la Police Intégrée par le biais d'un fonds d'impulsion. Cela permettra de mettre sur pied des projets visant à renforcer le travail de proximité et à accroître l'accessibilité (numérique).

Kindtoets

Depuis 2023, le "**kindtoets**" est intégré dans la **formation de base** des inspecteurs de police, et les chargés de cours sont encouragés à aborder également les droits de l'enfant de manière transversale tout au long de la formation.

À partir de 2024, le "**kindtoets**" sera également intégré dans d'autres formations de base (inspecteur principal et commissaire de police).

Il ressort des activités poursuivies en 2023 dans le domaine du "**kindtoets**" qu'une vision et un cadre plus large concernant la relation entre les jeunes et la police sont nécessaires. Par conséquent, les travaux se poursuivront en 2024 en vue de l'élaboration d'une circulaire.

ZO DICHT MOGELIJK BIJ DE MENSEN EN DE LOKALE BESTUREN

Een politiewerking dichtbij de burger is essentieel. Om deze reden zetten we ook in 2024 actief in op de nabijheid van de politie bij de burgers.

De Veiligheidsmonitor

De **Veiligheidsmonitor** werd eind 2021 uitgestuurd naar 400.000 burgers. De resultaten werden verwerkt en geanalyseerd in het najaar van 2022.

Na de analyse van de resultaten werden eind mei 2023 drie multidisciplinaire workshops georganiseerd om aanbevelingen te schrijven voor de belangrijkste resultaten van de Veiligheidsmonitor. In 2024 wordt een nieuwe Veiligheidsmonitor afgenomen.

Wijkwerking

We blijven verder inzetten op de herwaardering van de **wijkwerking en de nabijheidspolitie**.

In 2023 heeft dit reeds geresulteerd in de oprichting van de subcommissie wijkwerking, in de schoot van de Vaste Commissie van de Lokale Politie (VCLP). De omzendbrief rond het thema wordt in het najaar van 2023 gepubliceerd. Daarnaast investeren we door middel van een impulsfonds van 1,5 miljoen euro in de wijkwerking van de Geïntegreerde Politie. Dit zal verder toelaten om projecten uit te werken ter versterking van de nabijheidswerking en het vergroten van de (digitale) bereikbaarheid.

Kindtoets

Sinds 2023 wordt de **kindtoets** geïntegreerd in de **basisopleiding** tot inspecteur van politie en worden docenten aangemoedigd om kinderrechten ook transversaal doorheen de opleiding aan bod te brengen.

Vanaf 2024 zal de kindtoets ook in andere basisopleidingen (hoofdinspecteur en commissaris van politie) worden geïntegreerd.

De in 2023 verdergezette werkzaamheden rond de kindtoets hebben aangetoond dat er nood is aan een visie en ruimer kader rond de relatie jongeren en politie. Daarom wordt in 2024 verder gewerkt aan een omzendbrief.

Alerte mobile au harcèlement

Le **déploiement national de l'alarme anti-harcèlement s'est poursuivi** en 2023 avec les arrondissements d'Anvers, de Bruxelles, de Liège et du Limbourg. Le déploiement dans les autres arrondissements se poursuivra d'ici la fin 2023 par les formations des policiers et des magistrats impliqués. La COL 03/2023, qui encadre l'alarme mobile harcèlement, est entrée en vigueur.

En 2023, 1.000 boutons d'alarme supplémentaires et 400 smartphones ont été financés par la Police Fédérale et ensuite répartis entre les arrondissements.

En 2024, les **développements, principalement technologiques**, seront poursuivis. Avec mes collègues de la Justice et de l'Égalité des Chances, nous réfléchissons également aux possibilités de financement structurels afin de pérenniser la mise en œuvre de ce moyen.

Avec de telles initiatives, nous contribuons aussi à la mise en œuvre de l'ODD 5 qui vise à lutter contre toutes les formes de violence envers les femmes et les filles dans la sphère publique et privée.

Attention portée à la victime

Le projet consistant à distribuer des peluches aux enfants se trouvant dans des situations angoissantes ou stressantes a été mis en œuvre dans toutes les unités de la Police Fédérale de la Route. Il se déroule de manière satisfaisante et sera poursuivi.

En 2024, la Coordination nationale de l'assistance policière aux victimes et le service *Disaster Victim Identification* de la Police Fédérale (DVI) organiseront des séances de formation afin, d'une part, de former de manière permanente les membres du pool "assistance aux victimes" de la Police Intégrée susceptibles d'être déployés dans le cadre du processus d'identification et, d'autre part, de former de nouveaux membres.

En 2024, une méthodologie sera élaborée afin de mettre sur pied un groupe de travail réunissant différents acteurs et experts dont la tâche consistera à évaluer le protocole de coopération entre le DVI (Disaster Victim Identification) et les services d'assistance aux victimes.

Les contenus relatifs aux compétences et aux objectifs d'apprentissage concernant l'accueil et l'assistance policiers mis à jour dans le cadre de l'harmonisation du contenu de la formation de base seront implémentés en 2024.

Mobiel stalkingalarm

De **nationale uitrol van het stalkingalarm werd in 2023 voortgezet** met de arrondissementen Antwerpen, Brussel, Luik en Limburg. De uitrol in de andere arrondissementen zal vóór het einde van 2023 plaatsvinden met de opleiding van de betrokken politieagenten en magistraten. De COL 03/2023 die het mobiele stalkingalarm regelt, is in werking getreden.

In 2023 worden 1000 extra alarmknoppen en 400 smartphones door de Federale Politie gefinancierd en vervolgens over de arrondissementen verdeeld.

In 2024 zullen de voornamelijk **technologische ontwikkelingen** worden voortgezet. Samen met mijn collega's van Justitie en Gelijkheid van Kansen denken we ook na over structurele financieringsmogelijkheden om het gebruik van dit middel te bestendigen.

Met dergelijke initiatieven dragen we ook bij aan SDG 5 dat ernaar streeft alle vormen van geweld tegen vrouwen en meisjes in de openbare en de privésfeer tegen te gaan.

Aandacht voor het slachtoffer

Het project waarbij knuffels worden verdeeld aan kinderen die zich in beangstigende of stressvolle situaties bevinden is uitgerold binnen alle eenheden van de Federale Wegpolitie. Het project verloopt goed en wordt verdergezet.

In 2024 worden opleidingssessies door de Nationale Coördinatie Politie Slachtofferbejegening van de Federale Politie en de dienst "*Disaster Victim Identification*" van de Federale Politie (DVI) georganiseerd teneinde de leden van de pool slachtofferbejegening van de Geïntegreerde Politie die in het kader van het identificatieproces kunnen worden ingezet blijvend te vormen en nieuwe leden op te leiden.

In 2024 zal een methodologie worden uitgewerkt om een werkgroep samen te stellen uit verschillende actoren en experten om het Samenwerkingsprotocol tussen de DVI (Disaster Victim Identification) en de diensten slachtofferbejegening te evalueren.

De inhoud met betrekking tot de vaardigheden en leerdoelstellingen op het vlak van opvang en bijstand door de politie, die zijn bijgewerkt in het raam van de harmonisatie van de inhoud van de basisopleiding, zullen in 2024 worden geïmplementeerd.

Après négociation avec les organisations syndicales à la fin de l'année 2023, la formation fonctionnelle d'assistant de police mise à jour sera dispensée en 2024.

Déclaration en ligne des faits de violence sexuelle

Le Collège des procureurs généraux a rendu son avis sur la possibilité de déclaration en ligne de faits de violence sexuelle. La spécificité de la matière, et notamment la gestion non uniforme par les unités des déclarations en ligne, nécessitent la constitution d'un groupe de travail afin d'affiner les déclarations en ligne pour développer une prise en charge adaptée des victimes et d'éviter la victimisation secondaire.

Le groupe de travail cherchera un **moyen d'orienter, par le biais du site Internet, les victimes de violences sexuelles vers différents canaux d'aide et de déclaration**. L'un de ces canaux d'aide est déjà disponible en ligne depuis fin la décembre 2022. Un lien a en effet été ajouté sur le site Police-on-Web afin d'orienter dans les meilleurs délais les victimes de violences sexuelles graves vers les centres provinciaux de prise en charge des violences sexuelles et de leur permettre ainsi d'y bénéficier d'un encadrement multidisciplinaire. D'autres possibilités seront par ailleurs développées à l'intention des victimes qui n'ont pas besoin d'une aide policière urgente, qui ne souhaitent pas être prises en charge immédiatement après les faits ou qui ne signalent ceux-ci qu'après un certain temps. Les différentes possibilités offertes aux victimes, comme celle de demander un rendez-vous avec un fonctionnaire de police spécialisé, de déclarer soi-même les faits en ligne sans autre demande d'aide ou encore d'être orienté vers des instances d'aide, doivent encore être intégrées de manière globale dans le site Internet de la police.

En ce qui concerne la problématique spécifique de l'intimidation sexuelle et des agressions dans les trains, un **protocole d'accord** a été conclu pour lutter contre ce phénomène. Afin d'améliorer la prise en charge des victimes d'agissements faisant l'objet de cette résolution, la Direction de la police des chemins de fer a formé en 2021 une quinzaine de membres du personnel dans le cadre du protocole établi entre le Centre de prise en charge des violences sexuelles de Bruxelles et les services de police de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Capitale.

À partir de 2024, la police des chemins de fer mettra ses membres du personnel déjà formés à la disposition du rôle de permanence organisé dans le cadre de ce protocole.

Na onderhandeling met de vakorganisaties eind 2023 zal in 2024 de bijgewerkte functionele opleiding voor politieassistent worden verstrekt.

Online aangifte seksueel geweld

Het College van procureurs-generaal heeft zijn advies gegeven over de mogelijkheid feiten van seksueel geweld online aan te geven. Het specifieke karakter van de materie en in het bijzonder het niet-eenvormige beheer van de onlineaangiften door de eenheden, maken de oprichting van een werkgroep noodzakelijk om de onlineaangiften te verfijnen teneinde de slachtoffers op een gepaste manier op te vangen en secundair slachtofferschap te vermijden.

De werkgroep zal een manier zoeken om **slachtoffers van seksueel geweld via de website naar meerdere hulpkanalen en aangiftemogelijkheden te begeleiden**. Eén van deze hulpkanalen werd eind december 2022 reeds online beschikbaar gesteld. Op Police-on-Web werd met name een link toegevoegd om slachtoffers van acuut seksueel geweld zo snel mogelijk te begeleiden naar de multidisciplinaire zorg geboden door de Provinciale Zorgcentra na Seksueel Geweld. Hierop voortgaand zal er nog werk worden gemaakt van het uitwerken van opties voor slachtoffers die geen nood hebben aan dringende politionele hulp of die geen wens hebben om onmiddellijk na het geweld te worden opgevangen of de slachtoffers die pas na een bepaalde periode een aangifte doen van het geweld. De waaier aan mogelijkheden, bijv. het aanvragen afspraak van gespecialiseerde politieambtenaar, het zelf online aangeven van de feiten zonder verdere hulpvraag, verwijzingen naar andere hulpverleningsinstanties, ...) dienen nog holistisch geïntegreerd te worden in de website van de politie.

Wat de specifieke problematiek van seksuele intimidatie en agressie op de trein betreft, werd in de strijd tegen dit fenomeen een **protocolakkoord** gesloten. Om de opvang van slachtoffers van onder deze resolutie vallende feiten te verbeteren, heeft de Directie van de spoorwegpolitie sinds 2021 een vijftiental personeelsleden opgeleid in het kader van het protocol dat is opgesteld tussen het Brusselse Zorgcentrum na Seksueel Geweld en de politiediensten van het gerechtelijk arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Vanaf 2024 zal de Spoorwegpolitie haar al opgeleide personeelsleden beschikbaar stellen voor de in het raam van dit protocol georganiseerde permanentiedienst.

Des moyens supplémentaires seront également alloués aux **Centres de prise en charge des violences sexuelles** à partir de 2024.

En collaboration avec la secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, le ministre de la Santé publique et le ministre de la Justice, **trois centres supplémentaires seront ouverts**.

Profilage professionnel

La circulaire **ministérielle relative au profilage professionnel a été publiée** en 2023. Cette dernière offre un nouveau cadre de référence aux fins de la mise en œuvre de mesures de contrainte en général, et de contrôles d'identité proactifs en particulier.

La nouvelle circulaire introduit les quatre étapes du cadre de référence (sélection, justification, traitement respectueux de la personne contrôlée et réflexion) dans l'ensemble des corps de la Police Locale et des entités de la Police Fédérale.

D'autres mesures seront prises en 2024 pour concrétiser la vision et la circulaire. Citons, à titre d'exemple, la validation d'une version GPI du cadre de référence relatif aux contrôles professionnels, l'adaptation des instructions dans le guide d'intervention des membres de la police et l'élaboration d'une méthode de briefing et de débriefing. Une phase d'essai sera par ailleurs mise en place au sein d'unités de la Police Fédérale et de la Police Locale; d'autres mesures pourront ensuite être prises sur cette base.

UNE ORGANISATION INNOVANTE

Le service Innovation pleinement investi dans la culture de l'innovation

L'**agenda innovation**, qui identifie les thèmes, ainsi que les techniques et les compétences dans lesquels la Police Fédérale veut investir, a été développé par le service Innovation et approuvé par le Comité de direction en juin 2023. L'approche en matière d'innovation, décrivant le processus entier de la prise d'une initiative innovante jusqu'à sa réalisation, a été déterminée. Le tout est représenté dans un visuel "Innovation". Une ancienne salle de réunion a été transformée en "Salle Innovation" permettant d'organiser des sessions de brainstorming, de *design thinking* ou de collaboration dans un cadre différent.

En 2024, le service Innovation maintiendra et développera la base de données des connaissances en matière

Voor de **Zorgcentra na Seksueel Geweld** zullen vanaf 2024 ook bijkomende middelen worden voorzien.

Samen met de staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit, de minister van Volksgezondheid en de minister van Justitie zullen **3 bijkomende centra worden geopend**.

Professioneel profileren

In 2023 werd de **ministeriële omzendbrief "professioneel profileren"** gepubliceerd. De omzendbrief biedt een aantal nieuwe handvaten voor het uitvoeren van dwangmaatregelen in het algemeen, en proactieve identiteitscontroles in het bijzonder.

Via de omzendbrief worden de vier stappen van het handelingskader (selecteren, motiveren, respectvol omgaan met de gecontroleerde en reflecteren) geïntroduceerd bij alle korpsen van de Lokale Politie en alle entiteiten van de Federale Politie.

Verdere acties om de visie en de omzendbrief te concretiseren zullen worden genomen in 2024, zoals de validatie van een GPI-versie van het handelingskader professioneel controleren, het aanpassen van de instructies in de interventiegids voor de politieleiden, de ontwikkeling van briefing en debriefingmethodiek. Verder zal een testfase uitgerold worden met eenheden van de Federale en Lokale politie. Op basis van deze testfase kunnen verdere acties worden ondernomen.

EEN INNOVATIEVE ORGANISATIE

Dienst innovatie zet volop in op innovatiecultuur

De **innovatieagenda**, die de thema's, technieken en vaardigheden identificeert waarin de Federale Politie wenst te investeren, werd ontwikkeld door de dienst Innovatie en in juni 2023 door het directiecomité goedgekeurd. De aanpak op het vlak van innovatie, die het volledige proces beschrijft van het nemen van een innoverend initiatief tot de uitvoering ervan, werd vastgelegd. Het geheel wordt voorgesteld in een visueel "Innovatie". Een vroegere vergaderzaal werd omgevormd tot "Innovatiezaal" waar in een ander kader brainstorming-, "*design thinking*-" of samenwerkingssessies kunnen worden georganiseerd.

In 2024 zal de dienst Innovatie de kennisdatabase over innovatie in stand houden en ontwikkelen. Hij zal

d'innovation. Il alignera les objectifs et activités dans le domaine de l'innovation avec les objectifs et activités de la Police Fédérale.

La Police Fédérale continuera à **stimuler une culture d'innovation** en son sein à travers diverses initiatives: création de moments de réflexion, intégration de la notion d'innovation dans des formations de base et continuées, prise en compte de l'innovation dans l'établissement des documents stratégiques.

La Police Fédérale poursuivra sa contribution active aux projets et réseaux européens, et plusieurs projets ou réseaux européens ont été renforcés avec une présence belge (notamment certains Technology Interest Groups du réseau ENLETS). Le chef du service Innovation a endossé le rôle de vice-président du EU Clearing Board (EuCB).

Innovation digitale

La Police Fédérale considère que l'innovation est un paramètre crucial pour l'accomplissement de ses missions et le développement permanent de ses activités. En collaboration avec le ministre de la Justice, nous continuons à travailler sur une Banque-Carrefour Sécurité, non pas comme une nouvelle banque de données distincte, mais bien comme un système efficace d'interconnexion sécurisée entre les différentes banques de données existantes des services de sécurité. Les investissements et projets existants et en cours au sein de la Police Fédérale contribuent également à cet effort.

D'une manière plus globale, une stratégie de transformation sera développée sur la base des conclusions de l'**audit de DRI**, des analyses et du rapport de l'Organe de contrôle, des documents de vision de gestion d'intelligence et des données de la Police Intégrée, ainsi que des hiatus déjà détectés en interne. Cette transformation digitale sera menée par une équipe dédiée, installée auprès du Commissaire général afin de répondre au besoin crucial d'une innovation digitale. Les piliers judiciaire et administratif, ainsi que la Police Locale, continuent à investir leurs efforts dans cette évolution cruciale, aussi bien du côté du développement et du codéveloppement fédéral/local (par exemple Focus@GPI), mais également dans l'élaboration des processus fonctionnels à digitaliser et à optimiser dans le cadre d'i-Police et d'autres projets stratégiques.

Le pilier judiciaire (DGJ) a notamment intégré cette question d'innovation de façon durable dans sa stratégie globale et a lancé de façon structurée et coordonnée des initiatives visant à répondre aux enjeux spécifiques auxquels il est confronté.

de doelstellingen en activiteiten op het gebied van innovatie afstemmen op de doelstellingen en activiteiten van de Federale Politie.

De Federale Politie zal binnen de Federale Politie een **innovatiecultuur blijven stimuleren** dankzij verschillende initiatieven: het creëren van reflectiemomenten, integratie van het begrip innovatie in basis- en voortgezette opleidingen, het rekening houden met innovatie bij het opstellen van strategische documenten.

De Federale Politie zal actief blijven bijdragen aan de Europese projecten en netwerken. Ook werden verschillende Europese projecten of netwerken versterkt met een Belgische aanwezigheid (o.a. bepaalde Technology Interest Groups van het ENLETS-netwerk). Het hoofd van de dienst Innovatie heeft de rol op zich genomen van Vice Chair van de EU Clearing Board (EuCB).

Digitale innovatie

De Federale Politie is van mening dat innovatie een cruciale parameter is om haar opdrachten tot een goed einde te brengen en om haar werking permanent te blijven ontwikkelen. We werken, samen met de minister van Justitie, verder aan een Kruispuntbank veiligheid, niet als nieuwe, afzonderlijke databank maar als een efficiënt systeem voor veilige interconnectiviteit tussen de verschillende bestaande databanken van de veiligheidsdiensten. Bestaande en lopende investeringen en projecten bij de Federale Politie dragen hier ook toe bij.

Meer in het algemeen zal een transformatiestrategie worden ontwikkeld. Deze zal uitgaan van de conclusies van de **audit van DRI**, de analyses en het verslag van het Controleorgaan, van de visiedocumenten inzake intelligence- en datamanagement van de Geïntegreerde Politie en de intern al ontdekte lacunes. Deze digitale transformatie zal worden geleid door een speciaal team dat bij de commissaris-generaal werd opgericht om in te spelen op de cruciale nood aan digitale innovatie. De gerechtelijke en bestuurlijke componenten, alsook de Lokale Politie, blijven zich voor die cruciale evolutie inspannen, zowel op het vlak van federale/lokale ontwikkeling en co-ontwikkeling (Focus@GPI bijvoorbeeld), maar eveneens wat het uittekenen betreft van de te digitaliseren en te optimaliseren functionele processen in het raam van i-Police en andere strategische projecten.

De gerechtelijke component (DGJ) heeft die innovatiekwestie onder meer duurzaam geïntegreerd in zijn algemene strategie en heeft op gestructureerde en gecoördineerde wijze initiatieven genomen om de specifieke uitdagingen aan te gaan waarmee hij wordt geconfronteerd.

Un séminaire stratégique consacré à la thématique des processus d'innovation et de la transformation digitale a été organisé en avril 2023 avec tous les directeurs du pilier. Ce séminaire a permis de repenser l'approche de l'innovation via les projets, les priorités et les défis, et il a été la source de nouvelles idées, d'inspirations et de décisions fondamentales. Par ailleurs, une nouvelle équipe d'appui technologique a été créée au sein de la DGJ. Cette équipe, composée de quatre experts, se focalise sur les challenges transversaux les plus complexes et importants afin d'y apporter une réponse structurée sur des thèmes majeurs.

Concernant la descente digitale sur les lieux de délits, un séminaire stratégique a été organisé le 17 février 2023 afin d'exposer de manière pratique, via des ateliers, toutes les possibilités techniques existantes (caméras 360°, scan 3D et Virtual Reality). La DGJ va prochainement définir un modèle de mise en œuvre de ces outils ainsi que des normes relatives aux équipements susceptibles d'être déployés au sein du pilier judiciaire.

La DGJ a donné vie à son projet "eXtended reality", dont la première finalité est de garantir des formations tactiques virtuelles à partir de 2024 au profit des unités spéciales de la Police Fédérale et de la Défense.

La DGJ est résolue à lancer un deuxième Hackathon FAST.

En ce qui concerne la priorisation des projets en matière d'ICT et d'information policière de la Police Intégrée, le Comité Information et ICT a rendu, en 2023, son avis sur les priorités ICT, comme cela avait déjà été fait en 2022. Une *roadmap* en vue du suivi a ensuite été mise en place.

Pour 2024, les priorités seront redéfinies et la *roadmap* de suivi sera adaptée aux axes principaux déjà définis dans le passé. Une attention particulière sera apportée à la maintenance des outils existants, pour assurer la continuité jusqu'à la disponibilité des outils prévus dans le cadre d'i-Police.

En 2024, le Comité ICT & Information policière veillera au suivi de l'exécution des priorités 2024 (ICT et information policière), de la réalisation d'une stratégie digitale et d'une professionnalisation de la détermination des priorités 2025 axées sur la stratégie de transformation digitale en développement au niveau du Commissariat général.

In april 2023 vond in aanwezigheid van alle directeurs van de component een strategisch seminar plaats gewijd aan het thema innovatie- en digitale transformatieprocessen. Dit seminar was een gelegenheid om opnieuw na te denken over de aanpak van innovatie aan de hand van projecten, prioriteiten en uitdagingen en was een bron van nieuwe ideeën, inspiratie en fundamentele beslissingen. Bovendien werd binnen DGJ een nieuw technologisch steunteam opgericht. Dit team van 4 experts richt zich op de meest complexe en belangrijke transversale *challenges* om een gestructureerd antwoord op belangrijke thema's te kunnen geven.

Wat de digitale afstapping op de plaats delict betreft, werd op 17 februari 2023 een seminar georganiseerd om op praktische wijze, via workshops, alle bestaande technische mogelijkheden uiteen te zetten (360°-camera's, 3D-scan en virtual reality). DGJ zal weldra een implementatiemodel voor die middelen vastleggen alsook normen voor de apparatuur die binnen de gerechtelijke component kan worden ingezet.

DGJ heeft haar project "eXtended reality" ten uitvoer gebracht. Het voornaamste doel ervan is om vanaf 2024 aan de speciale eenheden van de Federale Politie en van Defensie virtuele tactische opleidingen aan te bieden.

DGJ is vastbesloten om een tweede Hackathon FAST te organiseren.

Wat de prioritering van de ICT- en politionele informatieprojecten van de GPI betreft, heeft het Comité Informatie en ICT in 2023, net als in 2022, zijn advies over de ICT-prioriteiten gegeven. Vervolgens werd een *roadmap* voor de opvolging opgesteld.

Voor 2024 zullen de prioriteiten worden geherdefinieerd en de *roadmap* voor de opvolging zal worden aangepast aan de al in het verleden gedefinieerde krachtlijnen. Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan het onderhoud van de bestaande middelen om de continuïteit te waarborgen totdat de tools in het kader van i-Police beschikbaar zijn.

In 2024 zal het Comité ICT en Informatie toezien op de uitvoering van de prioriteiten 2024 (ICT en politionele informatie), de verwezenlijking van een digitale strategie en een professionalisering van de vastlegging van de prioriteiten 2025 gericht op de digitale transformatiestrategie die op het niveau van het Commissariaat-generaal wordt ontwikkeld.

i-Police et Focus

Les premiers **projets pilotes en lien avec i-Police** (les “*quick wins*”) ont débuté en 2022 et ont été développés plus avant en 2023. Ainsi, un *record and case management system* a été élaboré aux fins de la coopération policière internationale, et la digitalisation de l’approche processuelle de l’*Intelligence Led Policing* (ILP) a été mise en branle.

La phase d’essai du **premier projet pilote** est prévue pour la fin 2023. L’opérationnalisation complète au niveau la Direction de la coopération policière internationale est prévue, quant à elle, pour le début de l’année 2024. Ce projet pilote servira également de base à la poursuite du développement du *record and case management system* général, lequel remplacera les applications de base dans les banques de données ISLP, FEEDIS, BNG et GES.

Le projet pilote ***Intelligence Led Policing* (ILP)** sera mis en œuvre à Liège, avant d’être progressivement étendu à la province de Flandre orientale et à la Région de Bruxelles-Capitale. La réussite du projet pilote passera par une migration en temps et en heure des données actuelles de la Banque de données nationale générale (BNG). Des ensembles limités de données de la BNG ont déjà été mis à disposition dans le cadre du projet pilote, mais l’on procédera, en 2024, à la migration générale des données de la BNG de l’ancien environnement *mainframe* vers la plateforme i-Police sur la base de la nouvelle technologie. Cette migration globale de la principale banque de données policière est cruciale pour valoriser au maximum, au moyen des nouveaux outils d’*intelligence*, les données policières déjà disponibles et que nous ne sommes pas en mesure d’exploiter suffisamment à l’heure actuelle.

Un calendrier complet de mise en œuvre pour 2024 et les années suivantes a été élaboré afin que le calendrier financier puisse également être adapté en conséquence.

2024 sera l’année où les premiers résultats d’i-Police seront rendus visibles sur le terrain et où des efforts de communication substantiels seront déployés à l’intention de l’ensemble du personnel.

Les travaux liés à l’architecture sous-jacente du dispositif ont par ailleurs débuté. Cela signifie notamment que FOCUS et i-Police seront harmonisés au maximum. Ainsi, une feuille de route de quatre ans a également été élaborée pour FOCUS.

Pour obtenir des résultats concrets, certaines applications ont été améliorées et des fonctionnalités supplémentaires ont été développées. Une version modernisée

i-Police en Focus

De eerste **pilootprojecten van i-Police** (de *quick wins*) gingen in 2022 van start en zijn verder ontwikkeld in 2023, met name het ontwerpen van een *record and case managementsysteem* voor de internationale politiesamenwerking en de start van de digitalisering van de procesmatige aanpak van Intelligence Led Policing (ILP).

De testfase voor het **eerste pilootproject** is voorzien voor eind 2023. De volledige operationalisering bij de directie van de internationale politiesamenwerking is voorzien begin 2024. Dit pilootproject zal ook de basis vormen voor de verdere ontwikkeling van het algemene *record- and case managent* systeem ter vervanging van de basistoepassingen in de databanken van ISLP, FEEDIS, ANG, GES.

Het pilootproject “***Intelligence Led Policing*” (ILP)** wordt uitgerold in Luik en vervolgens stapsgewijs uitgebreid met de provincie Oost-Vlaanderen en vervolgens het Brussels Gewest. Om het proefproject te laten slagen, dienen de huidige data van de Algemene Nationale Gegevensbank (ANG) tijdig te worden gemigreerd. Er werden al beperkte datasets uit de ANG ter beschikking gesteld voor het pilootproject maar de algemene migratie van de ANG data van de oude *mainframe*-omgeving naar het platform i-Police op basis van nieuwe technologie, zal in 2024 worden uitgevoerd. Deze algemene datamigratie van de belangrijkste politionele databank is cruciaal om met de nieuwe intelligence tools het maximum te halen uit de reeds beschikbare politionele gegevens die we momenteel onvoldoende kunnen exploiteren.

Een volledige implementatiekalender voor 2024 en de volgende jaren werd uitgewerkt zodat ook de financiële kalender hierop kan worden afgestemd.

2024 wordt het jaar waarin de eerste resultaten van i-Police zichtbaar worden gemaakt op het terrein en waarin sterk zal worden ingezet op de communicatie aan alle medewerkers.

Tevens werden de werkzaamheden voor de achterliggende architectuur van de oplossing aangevat. Dit betekent o.a. dat FOCUS en i-Police maximaal op elkaar worden afgestemd. Zo werd ook voor FOCUS een *roadmap* voor 4 jaar opgesteld.

Naar concrete resultaten toe, werden bepaalde toepassingen verbeterd en extra functionaliteiten ontwikkeld. Zo werd de briefing tool in een gemoderniseerde versie

de l'outil de briefing a notamment été déployée en 2022. Grâce à celle-ci, le personnel sur le terrain pourra systématiquement envoyer les informations nécessaires en temps réel. L'outil "personnes sous conditions (PSC)", en l'occurrence la version mobile de l'application i+Belgium, a été ajouté à FOCUS@GPI, et la connexion avec JustSignal (le successeur de i+Belgium au niveau de la Justice) figure elle aussi sur la feuille de route en vue d'une réalisation en 2024. Fin 2023, le Comité de pilotage Focus@GPI prendra les mesures nécessaires pour définir la feuille de route de 2024 sur la base des besoins des utilisateurs et de l'évolution de l'application.

Les développements modernisant la digitalisation du suivi des personnes libérées sous conditions seront poursuivis compte tenu de la date de déploiement de JustSignal par le département de la Justice.

Registre des arrestations policières

Suite aux conditions fixées dans l'arrêté royal en exécution de l'article 33*bis* de la loi sur la fonction de police concernant le registre des arrestations, les ajustements demandés par le groupe de travail à la suite de la première version présentée sont en cours. Ceci prend en compte l'encodage d'une arrestation via l'application CrossArrest. Le nouveau registre d'arrestation sera mise en production en 2024.

Police-on-web et e-Box

Le développement du guichet numérique Police-on-web s'est poursuivi sur une série de points.

En 2023, les objectifs suivants ont été atteints:

Une **application de signature policière** a été déployée et mise à la disposition de tous. Le policier signe un PV à l'aide de son eID. Afin de protéger ses données personnelles (ex: RRN), une copie est également signée avec le cachet avancé de la Police Intégrée. En ce qui concerne la signature digitale, tout est techniquement prêt. Cette solution peut également être utilisée dans le domaine administratif.

En 2024, nous poursuivrons les développements des points fonctionnels et de ces solutions techniques en tenant compte des priorités ICT 2024 et des budgets disponibles.

Mesures pour le personnel

En 2023, la qualité et la stabilité du nouveau **moteur salarial** ont encore été optimisées. Le paiement de la première tranche de l'augmentation salariale en application

uitgerold in 2022. Dit zal toestaan om personeelsleden op het terrein steeds in real time de benodigde informatie te sturen. De tool "personen onder voorwaarden (POV)", i.e. de mobiele versie van de toepassing i+ Belgium, werd toegevoegd aan FOCUS@GPI en ook de connectie met JustSignal (de opvolger van i+Belgium bij Justitie) staat in 2024 op de roadmap om te realiseren. De stuurgroep Focus@GPI zet eind 2023 de nodige stappen om op basis van de behoeften van de gebruikers en de evolutie van de applicaties, de roadmap van 2024 te bepalen.

De ontwikkelingen in het kader van de modernisering van het digitale toezicht op voorwaardelijk vrijgelaten gevangenen zullen worden voortgezet, gezien de datum van invoering van JustSignal door de FOD Justitie.

Register politiearrestaties

Ingevolge de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 33*bis* van de wet op het politieambt betreffende het register van de vrijheidsberovingen worden de door de werkgroep gevraagde aanpassingen naar aanleiding van de eerste voorgelegde versie uitgevoerd. Hierbij wordt rekening gehouden met de invoer van een aanhouding via de applicatie CrossArrest. Het nieuwe arrestatieregister zal in 2024 in gebruik worden genomen.

Police-on-web en e-Box

Verschillende aspecten van het digitale loket Police-on-Web werden verder ontwikkeld.

In 2023 werden de volgende doelstellingen gehaald:

Een **applicatie voor politiehandtekeningen** werd uitgerold en is voor iedereen beschikbaar. Politieagenten ondertekenen een pv met behulp van hun eID. Om hun persoonsgegevens te beschermen (bv. RRN) wordt eveneens een kopie ondertekend met de geavanceerde stempel van de Geïntegreerde Politie. Voor de digitale handtekening is alles technisch klaar. Die oplossing kan ook op bestuurlijk vlak worden gebruikt.

In 2024 zullen we de functionele punten en die technische oplossingen blijven ontwikkelen rekening houdend met de ICT-prioriteiten voor 2024 en de beschikbare budgetten.

Personeelsmaatregelen

In 2023 werd de kwaliteit en de stabiliteit van de nieuwe **loonmotor** verder geoptimaliseerd. De uitbetaling van de eerste schijf van de loonsverhoging in uitvoering van

de l'accord sectoriel de 2022 a été effectué en octobre 2023. Le paiement de l'indemnité de travail à domicile, introduite dans le cadre de ce même accord sectoriel, sera également effectué par voie digitale.

Depuis le 1^{er} octobre 2023, une **indemnité de travail** à domicile est accordée à tous les membres du personnel de la Police Intégrée qui remplissent les conditions d'octroi. Cette indemnité est similaire à celle dont bénéficient d'autres fonctionnaires fédéraux.

Audit DRI

Bien que de nombreux projets IT soient menés à bien, la transformation digitale de la Police Intégrée (GPI) peut encore être améliorée. C'est dans ce contexte qu'un audit a été lancé en juin 2022. Il a ainsi été demandé de procéder à un examen de l'organisation IT actuelle en mettant l'accent sur la gouvernance IT, les processus de gestion IT et la gestion de l'information.

La Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) assure l'organisation IT de la Police Fédérale et, en partie, de la Police Intégrée pour ce qui concerne les plateformes et les banques de données centrales. Cette direction joue donc un rôle important dans la réalisation des ambitions en matière de transformation digitale de la Police Intégrée. C'est pour cette raison qu'il a été demandé que l'audit mette spécifiquement l'accent sur cette dernière.

Les travaux liés à cet audit, qui ont consisté en des ateliers et des entretiens avec des représentants de la Police Fédérale et de la Police Locale, ont eu lieu d'août à octobre 2022.

Les résultats ont été compilés dans un rapport final en 2023. Trois points d'attention ont été identifiés:

1. **pilotage**: il manque au niveau de la Police Intégrée une vision partagée de la digitalisation et de la priorisation; par ailleurs, la prise en compte des aspects de la transformation digitale n'est pas suffisamment globale. Les budgets sont en outre insuffisants pour réaliser une transformation digitale approfondie.

2. **opérationnalisation**: il convient d'améliorer les performances de DRI en amenant les processus IT internes à un niveau de maturité supérieur.

3. **gestion de l'information**: une politique formalisée de gestion de l'information n'est pas suffisamment

het sectoraal akkoord 2022, werd uitgevoerd in oktober 2023. Ook de uitbetalingen van de thuiswerkvergoeding, ingevoerd in het raam van hetzelfde sectoraal akkoord zullen via digitale weg worden geïmplementeerd.

Sinds 1 oktober 2023 werd een **telewerkvergoeding** toegekend aan alle personeelsleden van de Geïntegreerde Politie die voldoen aan de toekenningvoorwaarden. Deze vergoeding is gelijkaardig aan de vergoeding die andere federale ambtenaren krijgen.

Audit DRI

Niettegenstaande het bestaan van vele succesvolle IT-projecten, is de digitale transformatie van de Geïntegreerde Politie voor verbetering vatbaar. Het is vanuit die context dat in juni 2022 een audit werd gestart. Meer bepaald werd gevraagd om een doorlichting uit te voeren van de huidige IT-organisatie met een focus op de IT-governance, de IT managementprocessen en de informatiehuishouding.

De Directie van de politionele informatie en ICT-middelen (DRI) vervult de rol van IT-organisatie voor de Federale Politie en deels, wat betreft centrale platformen en gegevensbanken, voor de gehele GPI. Deze directie speelt dus een belangrijke rol in de realisatie van de ambities op het vlak van de digitale transformatie van de GPI. Daarom werd de audit aangevraagd met een specifieke focus op DRI.

De werkzaamheden voor deze audit – workshops en interviews met vertegenwoordigers van de Federale Politie en Lokale Politie – vonden plaats in de periode van augustus 2022 tot oktober 2022.

Het resultaat van de bevindingen werd door in 2023 gebundeld in een eindrapport. Zij hebben daarbij drie aandachtsvelden geïdentificeerd:

1. **aansturing**: een gedragen visie op digitalisering en prioritering is onvoldoende aanwezig binnen de GPI en er wordt bovendien onvoldoende holistisch gekeken naar alle aspecten van digitale transformatie. Tevens zijn de budgetten te laag voor een doorgedreven digitale transformatie.

2. **operationalisering**: de performantie van DRI moet verhoogd worden door de interne IT-processen naar een hoger maturiteitsniveau te brengen.

3. **informatiebeheer**: een geformaliseerd informatiebeheerbeleid is onvoldoende aanwezig binnen de

présente au sein de la Police Intégrée, et le contrôle du respect des directives en vigueur est par ailleurs insuffisant.

Le rapport d'audit contient de nombreuses recommandations servant actuellement de base à l'élaboration d'un plan d'action.

En 2024, des projets seront mis en place afin de modifier de manière structurelle et d'optimiser l'ICT et la gestion de l'information à court, moyen et long terme. La transformation digitale est un projet reposant sur de nombreux piliers, dont le pilotage sera assuré par le Commissariat général.

Bodycam

Le projet de loi sur l'utilisation des bodycams a été finalisé et voté le 5 octobre en séance plénière.

Une **circulaire ministérielle** conjointe sera diffusée au sein de la Police Intégrée afin d'accompagner la mise en œuvre de la loi dès qu'elle sera d'application.

La Police Fédérale a initié un marché, également ouvert à la Police Locale, pour l'achat de bodycams. Pour la Police Fédérale, il s'agit d'équiper principalement la Direction générale de la police administrative et les corps d'Intervention en bodycams (± 2.500), dans les trois à quatre ans à venir.

Une première tranche d'achat a été réalisée en 2023.

Depuis lors, les services logistiques de la Police Fédérale préparent la distribution et la mise en place opérationnelle des bodycams.

Cadre légal relatif aux nouvelles technologies

De manière générale, les objectifs du cadre légal relatif aux nouvelles technologies correspondent aux objectifs en lien avec la protection de la vie privée (voir ci-dessous). En effet, la légalité des traitements de données ne réside pas dans l'utilisation d'un moyen technologique déterminé, mais dans la finalité poursuivie à travers les traitements visés. Dans cette optique, des modifications législatives seront préparées dans le cadre du plan opérationnel de la Police Fédérale en vue de soutenir une gestion renouvelée de l'information policière garantissant la protection des données à caractère personnel.

GPI en er is onvoldoende controle op de naleving van huidige richtlijnen.

Het auditrapport bevat tal van aanbevelingen waar nu een actieplan rond uitgebouwd wordt.

In 2024 zullen projecten opgezet worden om zowel in het ICT en het informatiebeheer op korte, middellange en lange termijn structurele veranderingen te brengen en een optimalisatie in te zetten. De digitale transformatie is een ambitie met veel pijlers en zal vanuit het commissariaat-generaal aangestuurd worden.

Bodycam

Het wetsontwerp rond het gebruik van de bodycams is afgewerkt en gestemd op 5 oktober in de plenaire vergadering.

Binnen de Geïntegreerde Politie zal een gezamenlijke **ministeriële omzendbrief** worden verspreid om de implementatie van de wet te begeleiden zodra die van toepassing is.

De Federale Politie heeft voor de aankoop van bodycams een overheidsopdracht uitgeschreven waarop ook de Lokale Politie kan intekenen. Bij de Federale Politie moeten in de komende 3 à 4 jaar voornamelijk de Algemene directie bestuurlijke politie en de interventiecorpsen met bodycams (± 2.500) worden uitgerust.

Een eerste aankoopsschijf vond in 2023 plaats.

Sindsdien bereiden de logistieke diensten van de Federale Politie de verdeling en de operationele invoering van de bodycams voor.

Wettelijk kader nieuwe technologieën

In het algemeen komen de doelstellingen voor het wettelijk kader "nieuwe technologieën" overeen met de doelstellingen inzake privacy (*infra*). De wettelijkheid van de verwerkingen van gegevens ligt immers niet in het gebruik van een bepaald technologisch middel maar in de finaliteit, in het doel, van de beoogde gegevensverwerking. Hiertoe zullen in het operationele plan van de Federale Politie wetswijzigingen voorbereid worden ter ondersteuning van een vernieuwd politieel informatiebeheer mits bescherming van de persoonsgegevens.

Sécurité et protection de la vie privée

Les principes **privacy by design** et **security by design** ont été intégrés dans i-Police.

Le service Sécurité de l'information et Vie privée de la Police Fédérale (CG/ISPO) est chargé de l'intégration des principes de protection des données dès la conception et par défaut (*privacy-by-design and by default*), que ce soit au moyen d'analyses des risques lors de la création de nouveaux traitements ou de manière concrète dans le cadre de l'analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) préparée ultérieurement par les différentes directions lors de la notification de nouveaux traitements. Le chef du service CG/ISPO exerce un pouvoir de contrôle par rapport à la conformité de l'AIPD. CG/ISPO continuera de développer le site SharePoint existant afin de diffuser les règles de sécurité.

En outre, en 2024, le DPD mettra en œuvre, à la demande de la ministre, un cadre d'action concret au sein de la Police Intégrée, après validation par le(s) ministre(s). Une approche structurée des recommandations de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC) sera également mise en place dans ce cadre.

UNE ORGANISATION QUI A DE L'IMPACT

Le premier rapport de suivi qualitatif, un an après la mise en œuvre du PNS, a été présenté fin avril 2023 au Conseil fédéral de police. Il offre une base pour l'évaluation prévue en 2024.

Le présent rapport illustre les résultats intermédiaires de la contribution de la Police Intégrée, et les éventuels obstacles identifiés.

En résumé, la Police Intégrée débouche sur un grand nombre d'initiatives afin d'améliorer l'approche des phénomènes, de poursuivre les initiatives/actions "routinières" ou d'ancrer les processus de fonctionnement existants.

Le contexte et l'évolution de la sécurité ont imposé certains choix, comme une focalisation accrue sur le thème de la criminalité organisée et, en particulier, sur la criminalité (organisée) liée à la drogue.

Veiligheid en privacy

De beginselen van **privacy-by-design** en **security-by-design** zijn geïntegreerd in het concept van i-Police.

De dienst Informatieveiligheid en privacy van de Federale Politie (CG/ISPO) staat in voor de integratie van de principes van gegevensbescherming door ontwerp en standaardinstellingen (*privacy-by-design and by default*), zowel via risico-analyses bij de creatie van nieuwe verwerkingen als *per concreto* in de latere gegevensbeschermingseffectbeoordeling (DPIA) die opgesteld worden door de verschillende directies bij het aanmelden van nieuwe verwerkingen. Het diensthoofd van CG/ISPO oefent een controlebevoegdheid uit op de conformiteit van de DPIA. CG/ISPO zal de reeds opgezette SharePoint-site ter communicatie van de veiligheidsvoorschriften verder ontwikkelen.

Daarnaast zal de DPO op vraag van de minister in 2024 een concreet handelingskader implementeren in de GPI, na validatie door de minister(s). Hierbij hoort ook een gestructureerde aanpak van de aanbevelingen door het Controleorgaan op de Politie-informatie (COC).

EEN ORGANISATIE MET IMPACT

Het eerste kwalitatieve opvolgingsrapport, een jaar na de inwerkingtreding van het NVP, werd eind april 2023 aan de Federale Politieraad voorgelegd. Het vormt de basis voor de in 2024 geplande evaluatie.

Het huidige rapport bevat de tussentijdse resultaten van de bijdrage van de Geïntegreerde Politie en de eventueel vastgestelde obstakels.

Samengevat leidde het bij de Geïntegreerde Politie tot een groot aantal initiatieven om de aanpak van de fenomenen te verbeteren, de "routinematige" initiatieven/acties voort te zetten of de bestaande werkingsprocessen te verankeren.

Door de context en de evolutie van de veiligheid moesten bepaalde keuzes worden gemaakt zoals toegenomen aandacht voor het thema van de georganiseerde criminaliteit en, in het bijzonder, de (georganiseerde) drugscriminaliteit.

Lutte contre la criminalité organisée

La Police Judiciaire Fédérale (PJF) a orienté la majorité de sa capacité vers la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité économique et financière, ainsi que les violences.

Les dossiers Ecofin visaient le plus souvent des faits de blanchiment puis, dans une moindre mesure, des escroqueries, de la fraude fiscale, de la fraude sociale et de la corruption. La fraude sociale implique parfois des dimensions de la traite des êtres humains (*exploitation économique*).

La détection des avoirs illégaux est complexe dès lors que les auteurs n'utilisent pas les réseaux bancaires ordinaires. Ils ont souvent recours à des moyens d'évacuer leurs avoirs via des réseaux de passeurs ou, de manière plus sophistiquée, par le réseau hawallah.

Une directive interne au niveau du pilier judiciaire PJF impose désormais à chaque unité de la PJF de mettre en place une "**PLUK-Team**", c'est-à-dire une équipe Patrimoine dédiée exclusivement à l'identification/la récupération/la saisie du patrimoine (en vue de la confiscation).

La mise en place de ces équipes se déroule à un excellent rythme. Dans le même temps, il est désormais inscrit dans les processus de travail de toutes les unités de la PJF que l'approche "patrimoine" doit faire partie de la réflexion lors de l'établissement du plan d'enquête.

Les organisations criminelles ont de plus en plus recours aux technologies digitales pour organiser, planifier et mener leurs activités criminelles, ce qui les rend moins facilement détectables.

Il faut noter que les services spécialisés (CCU) fournissent d'importants **appuis forensiques** dans le cadre de la lutte contre les autres phénomènes, tant au profit des unités de la Police Judiciaire Fédérale que des zones de la Police Locale.

En ce qui concerne **la lutte contre le terrorisme**, outre le traitement des dossiers judiciaires, les enquêteurs participent également au traitement de l'information en amont, en concertation avec les partenaires des autres services de sécurité, afin d'apporter les suites adéquates (pas nécessairement judiciaires) aux menaces identifiées (*exemples: JIC-JDC, forums Counter Terrorism*).

Création du commissariat aux drogues

En vue de lutter de manière renforcée, globale et transversale contre la criminalité liée à la drogue, un commissariat national aux drogues flambant neuf a été

Aanpak van georganiseerde misdaad

De Federale Gerechtelijke Politie (FGP) richtte het grootste deel van haar capaciteit op de aanpak van drugs, economische en financiële criminaliteit en geweld.

De Ecofin-dossiers betroffen het vaakst witwaspraktijken en vervolgens, in mindere mate, oplichting, fiscale fraude, sociale fraude en corruptie. Sociale fraude houdt soms aspecten van mensenhandel in (*economische uitbuiting*).

De opsporing van illegale vermogens is complex, aangezien de daders geen gebruikmaken van de gewone banknetwerken. Ze nemen vaak hun toevlucht tot middelen om hun vermogens te versluizen via netwerken van koeriers of, meer gesofisticeerd, via het hawala-netwerk.

Een interne richtlijn van de gerechtelijke component legt elke eenheid van de FGP voortaan op om een "**PLUK-team**" op te richten, d.w.z. een patrimonium-team dat zich exclusief bezighoudt met de identificatie/terugvordering/inbeslagname van patrimonium (met het oog op verbeurdverklaring).

De oprichting van die teams verloopt aan een uitstekend tempo. Tegelijkertijd is het nu een onderdeel van de werkprocessen van alle eenheden van de FGP dat de 'patrimonium'-aanpak deel uitmaakt van het denkproces bij het opstellen van het onderzoeksplan.

Criminele organisaties maken steeds vaker gebruik van digitale technologieën om hun criminele activiteiten te organiseren, te plannen en te leiden, wat ze minder gemakkelijk opspoorbaar maakt.

Er moet worden opgemerkt dat de gespecialiseerde diensten (CCU's) belangrijke **forensische ondersteuning** bieden in het raam van de strijd tegen de andere fenomenen, zowel aan de eenheden van de Federale Gerechtelijke Politie als aan de lokale politiezones.

Wat **terrorismebestrijding** betreft, behandelen de onderzoekers niet alleen de gerechtelijke dossiers, maar verwerken ze de informatie ook vooraf, in overleg met de partners van de andere veiligheidsdiensten, om een passend (niet noodzakelijk gerechtelijk) gevolg te geven aan de *vastgestelde dreigingen* (bv. *JIC-JDC, Counter Terrorism-fora*).

Creatie van het Drugscommissariaat

Met het oog op een versterkte, globale en transversale aanpak van de drugsgerelateerde criminaliteit, kwam mede onder mijn impuls het gloednieuwe nationaal

mis sur pied, en partie sous mon impulsion: le **CNDC** (commissariat national drogues – *nationaal drugscommissariat*). Ce dernier repose désormais sur une base légale (loi du 7 avril 2023) et réglementaire (un premier arrêté royal, celui du 9 juillet 2023). Ine Van Wymersch a été désignée commissaire nationale aux drogues le 24 avril. Environ la moitié du personnel a déjà été recrutée.

À l'automne 2023, la commissaire aux drogues exposera le "**Mission Statement**" au Comité stratégique du renseignement et de la sécurité, avant de faire de même devant le Conseil national de sécurité.

Le commissariat national aux drogues n'est pas un service opérationnel en soi; il doit s'assurer de l'approche globale et transversale adoptée par l'ensemble des partenaires impliqués. Coordonner, jeter des ponts, donner des impulsions, apporter des idées et des orientations de politique figurent donc parmi les maîtres-mots de ce commissariat, lequel fonctionne déjà à plein régime. Des premiers contacts ont été pris et des accords ont été conclus avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux. Sur le plan stratégique, une organisation et une répartition des tâches ont été élaborées et mises en œuvre en interne.

Lutte contre la violence liée à la drogue

La rédaction du "**Plan policier national drogues**" est en voie de finalisation et envisagera de renforcer les aspects liés à l'image de la criminalité, à la concertation policière, à l'action des services de police ainsi qu'aux différentes approches transversales dont l'approche administrative, la corruption et le volet financier (*Follow the money*).

En janvier 2023, dans le contexte de la persistance de faits de violence liée à la drogue à Anvers, il a été décidé d'étendre et de **renforcer considérablement la section anversoise de la Police Fédérale de la Navigation**, passée de 186 à 312 membres du personnel.

Ce projet de renforcement se compose de deux parties:

1. la création du **Corps de sécurisation portuaire** au sein de la Police de la Navigation d'Anvers;

2. le renforcement au sens large de la Police de la Navigation d'Anvers.

La création du Corps de sécurisation portuaire fait l'objet d'une approche par projet autour de cinq axes importants. Il s'agit du recrutement, de la formation et de la mise en place opérationnelle de 70 nouveaux agents de sécurisation.

drugscommissariaat tot stand: het **CNDC** (*commissariat national drogues* – nationaal drugscommissariaat). Het heeft ondertussen een wettelijke (wet van 7 april 2023) en reglementaire basis (een eerste koninklijk besluit van 9 juli 2023). Ine Van Wymersch werd op 24 april tot nationaal drugscommissaris benoemd. Ongeveer de helft van het personeel werd reeds aangeworven.

In het najaar van 2023 zal de Drugscommissaris het "**Mission Statement**" toelichten Op het Strategisch Comité voor Inlichtingen en Veiligheid. Dit zal vervolgens aan de Nationale Veiligheidsraad worden voorgelegd.

Het commissariaat is geen operationele dienst op zich maar moet instaan voor de globale en transversale aanpak door alle betrokken partners. Coördineren, bruggen bouwen, impulsen geven, ideeën en beleidsoriëntaties aanbrengen zijn dan ook de sleutelwoorden van het commissariaat. Het commissariaat is al volop aan de slag. Met ettelijke nationale en internationale partners werden de eersten contacten gelegd en afspraken gemaakt. Rond de strategie werd een interne organisatie en taakverdeling uitgetekend en uitgevoerd.

Aanpak van druggerelateerd geweld

Momenteel wordt de laatste hand gelegd aan het **nationaal politieel drugsplan** dat bedoeld is om de aspecten gekoppeld aan het criminaliteitsbeeld, het politieke overleg, de acties van de politiediensten alsook aan de verschillende transversale benaderingen waaronder de bestuurlijke aanpak, de aanpak van corruptie en het financiële luik (*Follow the Money*) te verstevigen.

In januari 2023 werd in het raam van het aanhoudend en druggerelateerd geweld in Antwerpen beslist om de Antwerpse afdeling van de **Federale Scheepvaartpolitie gevoelig uit te breiden** en te versterken van 186 naar 312 personeelsleden.

Het project omtrent deze versterking is opgebouwd uit twee onderdelen:

1. de uitbouw van het **Havenbeveiligingskorps** binnen de Scheepvaartpolitie Antwerpen;

2. de bredere versterking van de Scheepvaartpolitie Antwerpen.

De uitbouw van het havenbeveiligingskorps wordt projectmatig aangepakt rond vijf speerpunten. Het betreft de rekrutering, de vorming en de operationele inplaatsstelling van 70 nieuwe beveiligingsagenten.

Par ailleurs, les ressources opérationnelles et d'appui nécessaires sont également fournies (véhicules, équipements de protection et armement). Des investissements sont également réalisés dans les infrastructures nécessaires pour accueillir le nouveau corps, sur les deux rives de l'Escaut.

En vue d'une mise en place à court terme du Corps de sécurisation portuaire, un contingent d'agents de sécurisation actifs sur le site nucléaire de Doel a été mis à la disposition de la Police de la Navigation dès mai 2023. Jusque fin 2023, la sécurisation du site nucléaire de Doel sera effectuée par la Défense.

Le Corps de sécurisation portuaire adoptera sa forme définitive le 1^{er} mai 2024.

Le Corps de sécurisation portuaire est élaboré autour de quatre axes:

1. le développement d'une capacité de recherche. Ce service d'enquête se concentrera sur les dossiers liés à la drogue, en étroite collaboration avec la Police Judiciaire Fédérale d'Anvers;

2. le team "sécurisation maritime" veillera au respect des obligations liées à la réglementation internationale en matière de sécurisation structurelle des ports et navires;

3. une extension de la capacité d'appui générale de l'unité, tant au niveau opérationnel qu'au niveau de la gestion;

4. une extension de l'encadrement de l'unité.

Le coup d'envoi de la campagne de recrutement pour le Corps de sécurisation portuaire a été donné en mai 2023. Plusieurs initiatives seront également prises en 2024 afin de renforcer et rendre opérationnel le Corps de sécurisation portuaire.

Le 1^{er} avril 2023, la Police Fédérale a **désigné un coordinateur national en matière d'approche administrative**. À la Police Fédérale, un centre d'information et expertise d'arrondissement (CIEAR) est actuellement mis sur pied dans chaque arrondissement judiciaire, au sein des directions de coordination et d'appui (DCA) déconcentrées. Tous les postes vacants seront pourvus à l'automne 2023. Un trajet de formation spécifique est en préparation.

Dans l'attente du vote parlementaire du projet de loi, et donc de la création officielle de la Direction chargée de l'Évaluation de l'Intégrité pour les pouvoirs publics (DEIPP), la Police Fédérale se prépare à la collaboration.

Daarnaast worden ook de nodige operationele en ondersteunings-middelen voorzien zoals voertuigen, beschermingsmiddelen en bewapening. Er wordt ook geïnvesteerd in de nodige infrastructuur op beide Schelde-oeveren voor de huisvesting van het nieuwe corps.

Om het havenbeveiligingskorps op korte termijn te realiseren werd vanaf mei 2023 een contingent beveiligingsagenten werkzaam bij de nucleaire site van Doel ter beschikking gesteld van de Scheepvaartpolitie. Defensie zal tot eind 2023 de beveiligingsopdracht van de nucleaire site in Doel uitvoeren.

Het Havenbeveiligingskorps zal tegen 1 mei 2024 zijn definitieve vorm aannemen.

Het Havenbeveiligingskorps is opgebouwd volgens deze vier assen:

1. de uitbouw van een researchcapaciteit. Deze onderzoeksdienst zal zich concentreren op druggerelateerde dossiers, in nauwe samenwerking met de Federale Gerechtelijke Politie Antwerpen;

2. het team "maritieme beveiliging" zal toezien op de verplichtingen in het raam van de internationale regelgeving omtrent de structurele beveiliging van havens en schepen.

3. een uitbreiding van de algemene ondersteunende capaciteit van de eenheid, zowel operationeel als beheersmatig;

4. een uitbreiding van de omkadering van de eenheid.

In mei 2023 werd het startschot gegeven voor de rekruteringscampagne voor het Havenbeveiligingskorps. Ook in 2024 worden initiatieven genomen om het havenbeveiligingskorps te versterken en operationeel uit te rollen.

De Federale Politie heeft op 1 april 2023 een **nationale coördinator voor bestuurlijke handhaving** aangewezen. Binnen de Federale Politie wordt momenteel in elk gerechtelijk arrondissement in de schoot van de gedeconcentreerde coördinatie- en steundirecties (CSD's) een arrondissementeel informatie- en expertisecentrum (ARIEC) opgericht. Alle vacatures zullen in het najaar van 2023 worden ingevuld. Een specifiek opleidingstraject is in voorbereiding.

In afwachting van de parlementaire stemming van het wetsontwerp, en daarbij ook de officiële creatie van de Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen (DIOB), bereidt de Federale Politie zich voor op de

Concrètement, le flux d'informations légales depuis/vers la DEIPP et les CIEAR sera mis au point. La Police Fédérale apportera également sa contribution à une étude scientifique préliminaire relative aux secteurs économiques présentant un risque.

Une stratégie de recrutement et de formation adaptée

Afin de permettre un recrutement optimal et combler les déficits en personnel au sein de la Police Judiciaire Fédérale, **les offres d'emplois de profils spécialisés sont publiées en permanence depuis 2023**. Les épreuves de connaissances ont également été revues et une politique d'exemption a été élaborée. Des campagnes de recrutement attractives et ciblées ont été réalisées.

En ce qui concerne la formation des inspecteurs principaux spécialisés, celle-ci a été revue. Le nouveau concept est appliqué depuis mars 2023. Dorénavant, cette formation est modulaire. Des dérogations sont possibles et certains cours généraux ont été supprimés. Elle intègre un stage de 11 semaines ainsi que la formation fonctionnelle en police judiciaire. D'une manière générale, l'aspect judiciaire a été renforcé dans les cours théoriques et l'accent a été mis (renforcé) sur le côté opérationnel de la formation, avec de nombreuses heures de "pratique", des "jeux de rôle" et des "exercices intégrés".

Un volet dédié à l'intervention tactique en profil non uniformé a été développé.

Ces modifications ont été ancrées sur le plan légal dans l'arrêté royal du 29 mai 2023 relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre moyen spécialisé des services de police, ainsi que dans l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2023 portant règlement général des études relatif à la formation de base des membres du personnel du cadre moyen spécialisé des services de police.

Une revalorisation de ces fonctions est également prévue pour le personnel civil de la Police Intégrée. L'adaptation de la pondération applicable au personnel civil sera ainsi poursuivie et revue en 2024, dans le but de mieux valoriser l'expertise du personnel civil et de mettre en place une rémunération appropriée pour les fonctions spécialisées au sein de la composante judiciaire (p. ex.: IT, finances, etc.).

L'arrivée de la 5G et sa mise en place progressive en Europe et en Belgique constituent et resteront un challenge pour les services de police.

samenwerking. Concreet zal de wettelijke informatiestroom van/naar DIOB en de ARIEC's worden uitgewerkt. Tevens zal de Federale Politie bijdragen aan een voorafgaande wetenschappelijke studie m.b.t. de risicogevoelige economische sectoren.

Een aangepast(e) strategie voor rekruterings- en opleidingsbeleid

Om een optimale rekrutering mogelijk te maken en de personeelstekorten binnen de Federale Gerechtelijke Politie aan te vullen, worden de **vacatures voor gespecialiseerde profielen sinds 2023 permanent gepubliceerd**. De kennisproeven werden ook herzien en er is een vrijstellingsbeleid uitgewerkt. Er werden aantrekkelijke en gerichte wervingscampagnes gevoerd.

De opleiding van de gespecialiseerde hoofdinspecteurs werd herzien. Het nieuwe concept wordt sinds maart 2023 toegepast. Voortaan is deze opleiding modulair. Er zijn afwijkingen mogelijk en sommige generalistische cursussen zijn geschrapt. Ze omvat een stage van 11 weken en de functionele opleiding gerechtelijke politie. Over het algemeen werd het gerechtelijke aspect in de theoretische cursussen versterkt en werd de nadruk gelegd (versterkt) op het operationele aspect van de opleiding, met vele uren "praktijk", "rollenspelen" en "geïntegreerde oefeningen".

Een luik gewijd aan de tactische interventie in niet-geüniformeerd profiel werd ontwikkeld.

Deze wijzigingen werden wettelijk verankerd in het koninklijk besluit van 29 maart 2023 houdende de basisopleiding van de personeelsleden van het gespecialiseerd middenkader van de politiediensten en het ministerieel besluit van 1 juni 2023 houdende het algemeen studiereglement betreffende de basisopleiding van de personeelsleden van het gespecialiseerd middenkader van de politiediensten.

Ook voor het burgerpersoneel bij de Geïntegreerde Politie voorzien we een verdere opwaardering van deze functies. Zo wordt de aanpassing van de weging voor het burgerpersoneel in 2024 verdergezet en herzien met als doel de expertise van het burgerpersoneel beter te valoriseren en een juiste verloning te voorzien voor gespecialiseerde functies binnen de gerechtelijke component (bijvoorbeeld IT, financiën, etc.).

De komst van 5G en de geleidelijke uitrol ervan in Europa en België zijn en blijven een uitdaging voor de politiediensten.

Les budgets octroyés à la DGJ dans le cadre du plan de relance européen en vue de rendre les systèmes de prise de connaissance légale des communications privées compatibles avec la 5G ont été engagés conformément au plan initial. Concrètement, des outils de localisation des communications ont été acquis, tout comme une partie du hardware nécessaire au stockage des données qui seront interceptées.

Les offres d'emploi visant à recruter du personnel pour le projet 5G ont été publiées en juillet 2022, après une campagne de recrutement ciblée vers les hauts profils spécialisés. 160 candidatures ont été reçues. La sélection est en cours (screening de sécurité, tests cognitifs, psychologiques et spécifiques ICT, puis interviews devant un jury et, enfin, classement des candidats). Ensuite, les contrats Egov select devront être signés. Les premiers lauréats pourraient prendre leurs fonctions entre début octobre et début décembre.

Nous espérons pouvoir continuer cette fin d'année et en 2024 les efforts entamés et être à même de répondre dans le futur à une réquisition légale de prise de connaissance de communication privée, même si celle-ci se déroule dans la norme 5G.

Toutefois, il est important de rappeler que l'interception des communications est et reste un énorme challenge au quotidien.

Conformément aux termes de la stratégie fédérale "**Cybersecurity 2.0**", la DGJ a développé une stratégie propre aux activités judiciaires qui se déploient dans le monde digital.

Cette note de vision "Digital Investigation" devra être déployée du point de vue organisationnel et opérationnel, avec le soutien des autorités, en fonction des budgets disponibles.

Le texte de vision sur l'**Intelligence Led Policing** a été validé par le CCGPI et par le Comité stratégique ICT & information.

Pour la DGJ, il existe également un texte de vision qui a été validé et qui est maintenant en cours d'opérationnalisation pour encadrer l'évolution de l'organisation vers un fonctionnement judiciaire basé sur les données et l'intelligence.

Le commissariat général, en l'occurrence le team "transformation digitale", veillera également à l'opérationnalisation des textes de vision susmentionnés.

De aan DGJ toegekende budgetten in het kader van het Europese relanceplan om de systemen voor het wettig kennisnemen van privécommunicatie compatibel te maken met 5G, zijn vastgelegd in overeenstemming met het oorspronkelijke plan. Concreet zijn er hulpmiddelen voor het lokaliseren van communicatie aangeschaft, net als een deel van de hardware die nodig is om de gegevens die onderschept worden op te slaan.

De vacatures om personeel voor het 5G-project aan te werven, werden in juli 2022 gepubliceerd na een wervingscampagne die op zeer gespecialiseerde profielen gericht was. Er werden 160 sollicitaties ontvangen en de selectie is aan de gang (veiligheidsscreening, cognitieve, psychologische en specifieke ICT-testen, dan interviews voor een jury en tot slot de rangschikking van de kandidaten). Vervolgens moeten de Egov Select-contracten worden getekend. De eerste laureaten zullen tussen begin oktober en begin december aan de slag kunnen gaan.

Op het einde van het jaar en in 2024 hopen we de geleverde inspanningen te kunnen voortzetten en in de toekomst in staat te zijn om te reageren op een wettelijke vordering om kennis te nemen van privécommunicatie, zelfs als deze plaatsvindt in de 5G-norm.

Het is echter belangrijk eraan te herinneren dat het onderscheppen van communicatie dagelijks een enorme uitdaging is en blijft.

Overeenkomstig de federale strategie "**Cybersecurity 2.0**" heeft DGJ een specifieke strategie ontwikkeld voor de gerechtelijke activiteiten die zich in de digitale wereld afspelen.

Die visienota "Digital Investigation" zal organisatorisch en operationeel geïmplementeerd moeten worden, met de steun van de overheden, volgens de beschikbare budgetten.

De visietekst over **Intelligence Led Policing** werd gevalideerd door het CC GPI en door het strategisch comité ICT & informatie.

Voor DGJ bestaat er eveneens een visietekst die werd gevalideerd en die nu wordt geoperationaliseerd om de organisatie te laten evolueren naar een gerechtelijke werking gebaseerd op gegevens en intelligence.

Het commissariaat-generaal, met name het team digitale transformatie, zal mee waken over de operationalisering van vermelde visieteksten.

Poursuite du développement de projets ICT grâce au travail en chaîne de la police et de la justice

Notre souhait est de renforcer autant que possible le travail en chaîne de la police et de la Justice'. Cela s'est déjà traduit par la création de procès-verbaux électroniques. Par ailleurs, l'outil PSC (Personnes libérées Sous Conditions) de Focus@GPI va être associé à l'application JustSignal de la Justice.

Dans le cadre du transfert de données des PV vers la Justice, la première phase, le transfert des données structurées émanant des procès-verbaux, a été mise en œuvre.

Dans le cadre des personnes libérées sous conditions, l'application interne à la police (i+Belgium) sera entièrement remplacée en 2024 par l'usage de JustSignal dans lequel les signalements concernant les mandats d'arrêt, les interdictions de conduire en Belgique, les mesures imposées, la recherche de résidence, l'interdiction de profession, la demande d'enquête sur l'ADN et le Salduz4 seront rajoutés à la base de données, ce qui permettra aux équipes de terrain de faire des contrôles orientés par l'intelligence.

Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne l'e-apostille et d'autres actions, en concertation avec la Justice, sont prévues pour 2024.

Dissuasion de la migration irrégulière, de la migration de transit et lutte contre le trafic d'êtres humains

Grâce à la capacité d'analyse accrue au sein de la Police Fédérale, des tableaux de bord ont été élaborés en 2023. En collaboration avec l'Office des étrangers, ceux-ci permettent d'avoir **une meilleure image** des interceptions de personnes en situation illégale. Sur la base de cette image, certaines tendances en évolution peuvent être analysées plus en détail, afin de mieux diriger les services opérationnels sur le terrain. Ces outils d'analyse policiers seront encore affinés en 2024.

Une **concertation relative** à la situation dans et aux alentours de la gare de Bruxelles-Nord (MEDUSA) est organisée tous les deux mois par le DirCo de Bruxelles. Cette concertation réunit l'ensemble des partenaires impliqués dans les domaines des personnes en séjour illégal, de la migration de transit et de la traite et du trafic d'êtres humains. Sur cette plateforme, les informations sont échangées entre l'ensemble des partenaires impliqués (parquet, Police Locale, Police Fédérale, OE, sociétés de transport public). La plateforme poursuivra ses activités en 2024.

De verdere ontwikkeling van ICT-projecten dankzij de ketenwerking politie – justitie

We willen de ketenwerking tussen de politie en justitie zo sterk mogelijk maken. Dit vertaalde zich reeds in de creatie van elektronische processen verbaal. Ook de tool POV (Personen Vrij onder Voorwaarden) van Focus@GPI zal gekoppeld worden aan de toepassing JustSignal van justitie.

In het kader van de overdracht van gegevens van de pv's naar Justitie werd de eerste fase, de overdracht van de gestructureerde gegevens uit de processen-verbaal, uitgevoerd.

In het kader van de voorwaardelijk in vrijheid gestelde personen zal de interne politietoepassing i+Belgium in 2024 volledig worden vervangen door het gebruik van JustSignal waarin de signaleringen in verband met de aanhoudingsbevelen, de rijverboden in België, de opgelegde maatregelen, de opsporing van verblijfplaats, het beroepsverbod, het verzoek tot DNA-onderzoek en Salduz4 zullen worden toegevoegd aan de databank, waardoor de ploegen op het terrein intelligencegestuurde controles zullen kunnen uitvoeren.

Ook wat betreft de e-apostille werden er vorderingen gemaakt en staan verdere acties, in overleg met Justitie, op het programma voor 2024.

Ontraden van onregelmatige migratie, transit-migratie en de aanpak mensensmokkel

Dankzij de verhoogde analysecapaciteit binnen de Federale Politie werden in 2023 dashboards ontwikkeld die het, in samenwerking met de dienst Vreemdelingenzaken, mogelijk maken een **betere beeldvorming** van de intercepties van illegalen te hebben. Op basis van deze beeldvorming kunnen wijzigende trends verder geanalyseerd worden voor een betere sturing van de operationele diensten op het terrein. Deze politionele analyseproducten zullen in 2024 verder verfijnd worden.

Een **tweemaandelijks overleg** rond de situatie in en rond het noordstation (MEDUSA) wordt georganiseerd door de DirCo van Brussel tussen alle betrokken partners in het domein van illegaal verblijf, transmigratie, mensenhandel en mensensmokkel. Op dit platform wordt informatie uitgewisseld tussen alle betrokken partners (parket, lokale en Federale Politie, DVZ, de openbare vervoersmaatschappijen). De activiteiten van dit platform worden in 2024 verder gezet.

Outre la **plateforme de concertation structurelle** entre la Police Aéronautique (LPA) et l'OE sous la forme de réunions COTER destinées à optimiser l'échange d'informations, une réunion opérationnelle est également organisée chaque semaine entre l'OE et la LPA. Le but de ces réunions hebdomadaires est de raccourcir les délais d'exécution des éloignements et d'anticiper rapidement les éventuels problèmes opérationnels.

Afin d'**augmenter la capacité au niveau des contrôles frontaliers**, un projet pilote visant à déployer des contrôleurs frontaliers francophones à l'aéroport de Zaventem a été lancé avant l'été 2023. Ce projet a reçu une évaluation positive et se poursuivra en 2024 afin de renforcer de manière significative la capacité au niveau des contrôles frontaliers.

Gestion de l'espace public et le New Way of Protesting

Manifester est un droit et la liberté d'expression est un fondement de notre démocratie. Malheureusement, si certaines manifestations rassemblent des manifestants pacifiques, elles attirent aussi des personnes désireuses d'en découdre et de détruire. Certaines d'entre elles causent des dommages et compromettent la sécurité d'autrui.

L'évaluation de la circulaire du 5 septembre 2022 relative à l'interdiction individuelle et préventive de manifestation sera finalisée. Cette circulaire du 5 septembre 2022 apporte des précisions quant à la possibilité pour les bourgmestres d'imposer une interdiction individuelle et préventive de manifester à certains auteurs de troubles dans le cadre d'une manifestation.

Le groupe de travail "*New Way of Protesting*" a continué ses travaux d'**actualisation des circulaires**, à savoir la CP4 du 11 mai 2011 concernant la gestion négociée de l'espace public pour la Police Intégrée, structurée à deux niveaux, et l'OOP 41 du 31 mars 2014 concernant l'opérationnalisation du cadre de référence CP4 relatif à la gestion négociée de l'espace public relativement aux événements touchant à l'ordre public.

Ces dernières années, la police a été confrontée à de nombreux défis dans la gestion d'événements ayant un impact sur l'ordre public, liés aux évolutions sociétales actuelles. La police doit être en mesure de relever ces défis, toujours dans le respect des droits et libertés fondamentaux et sur la base d'une approche flexible, adéquate et intégrée en partenariat. Pour ces raisons, une actualisation de l'OOP 41 s'imposait, parallèlement à celle de la CP4.

Naast het **structureel overlegplatform** tussen de Luchtvaartpolitie (LPA) en DVZ onder de vorm van COTER vergaderingen om de informatie uitwisseling te optimaliseren, wordt ook een wekelijkse operationele vergadering georganiseerd tussen DVZ en LPA. Doel van deze wekelijkse vergaderingen is om de doorlooptijden voor verwijderingen te verkorten en snel te kunnen anticiperen op eventuele operationele problemen.

Om de **capaciteit aan de grenscontroles te verhogen** werd er voor de zomer van 2023 gestart met een proefproject voor de inzet van Franstalige grenscontroleurs op de luchthaven van Zaventem. Dit project werd goed geëvalueerd en zal verder worden uitgerold in 2024 om de capaciteit van de grenscontroles aanzienlijk te versterken.

Het beheer van de openbare ruimte en de "New Way of Protesting"

Betogen is een recht en vrije meningsuiting een fundament van onze democratie. Helaas brengen sommige betogingen niet alleen vreedzame betogers op de been, maar ook mensen die uit zijn op confrontaties en vernielingen. Enkelingen veroorzaken schade en brengen de veiligheid van anderen in het gedrang.

De evaluatie van de omzendbrief van 5 september 2022 betreffende het individueel en preventief betogingsverbod zal worden gefinaliseerd. De omzendbrief van 5 september 2022 verduidelijkt de mogelijkheid voor burgemeesters om een individueel en preventief betogingsverbod op te leggen aan bepaalde relschoppers in het kader van een betoging.

De werkgroep "*New Ways of Protesting*" heeft verder gewerkt aan de **actualisering van de rondzendbrieven**, zijnde de CP4 van 11 mei 2011 betreffende het genegotieerd beheer van de publieke ruimte voor de Geïntegreerde Politie, gestructureerd op twee niveaus en de OOP41 van 31 maart 2014 betreffende de operationalisering van het referentiekader CP4 over het genegotieerd beheer van de publieke ruimte n.a.v. gebeurtenissen die de openbare orde aanbelangen.

De laatste jaren wordt de politie in het kader van het beheer van gebeurtenissen met een impact op de openbare orde geconfronteerd met heel wat uitdagingen, gelinkt aan de huidige maatschappelijke evoluties. De politie moet met deze uitdagingen kunnen omgaan, steeds met respect voor de fundamentele rechten en vrijheden en op basis van een flexibele, adequate en geïntegreerde aanpak in partnerschap. Om die reden drong een actualisering van de OOP41, parallel aan die van de CP4, zich op.

Les résultats des groupes de travail ont été pris en compte pour l'élaboration de ces documents. Ainsi, par exemple, les concepts de direction et de coordination ont été clairement définis et la nécessité d'une bonne communication et d'une meilleure compréhension avec les organisateurs, les participants et les journalistes, entre autres, a également été abordée.

Les projets CP4 et OOP 41 passeront par les différentes phases de validation avant d'être publiés en 2024.

Un certain nombre de nouvelles techniques seront mises en œuvre dans le cadre d'événements pour permettre aux services de police de se déplacer de manière plus dynamique avec des dispositifs plus importants dans un environnement urbain ou de fournir une plus grande protection aux unités sur le terrain grâce à l'utilisation spécifique de boucliers. L'utilisation de drones fait également l'objet d'un examen plus approfondi, afin d'analyser les modalités de leur déploiement et la valeur ajoutée concrète qu'ils peuvent apporter dans le contexte de la gestion négociée de l'espace public (GNEP).

Sécurité dans les transports en commun

Afin de résoudre les problèmes de la gare de Bruxelles-Midi et d'accroître le sentiment de sécurité dans ses environs immédiats, le **NCCN joue un rôle de coordination** en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de sécurité et de viabilité pour cette gare. Le NCCN assure à cet égard la coordination entre les trois coordinateurs suivants: la Police Intégrée, Bruxelles Prévention & Sécurité et la SNCB. Ces trois coordinateurs élaboreront un plan d'action pour les axes identifiés, chacun dans le cadre de ses compétences. L'objectif est d'élaborer un plan coordonné de viabilité et de sécurité pour la gare ferroviaire de Bruxelles-Midi et ses environs immédiats. Ce plan est en pleine préparation. À terme, le rôle de coordination doit être repris par la Région de Bruxelles-Capitale.

En exécution de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et afin de garantir la sécurité dans les transports publics, la Police Intégrée doit, dans le cadre de ses missions de police administrative et judiciaire, avoir accès en temps réel aux images des caméras installées sur le réseau des sociétés de transport public.

Pour ce faire, une solution technique flexible consistant à **mettre les images de la SNCB à la disposition des zones de police** est proposée sur la base d'une analyse technique et budgétaire, à laquelle la Police Fédérale a collaboré. La mise en œuvre de cette solution

Bij de totstandkoming van deze documenten werd rekening gehouden met de resultaten van de werkgroepen. Zo werden bijvoorbeeld de begrippen leiding en coördinatie duidelijk omschreven en werd er ook aandacht besteed aan de noodzaak van een goede en doorgedreven communicatie en betere verstandhouding met onder andere organisatoren, deelnemers, journalisten....

De ontwerpprojecten CP4 en OOP41 zullen de verschillende validatiefases doorlopen alvorens te worden gepubliceerd in 2024.

Er zullen een aantal nieuwe technieken worden geïmplementeerd die het voor de politiediensten in het kader van evenementen mogelijk moeten maken om zich dynamischer te verplaatsen met grotere dispositieven in een stedelijke omgeving of die via een specifiek gebruik van schilden meer bescherming bieden aan de eenheden op het terrein. Ook het gebruik van drones wordt verder onderzocht, waarbij geanalyseerd wordt volgens welke modaliteiten deze ingezet kunnen worden en welke concrete meerwaarde ze kunnen bieden in het kader van het gecoördineerd beheer van de openbare ruimte.

Veiligheid op het openbaar vervoer

Om de problemen in het Zuidstation aan te pakken en het veiligheidsgevoel in de onmiddellijke omgeving te verhogen neemt het **NCCN een coördinerende rol** op voor het opstellen en uitrollen van een veiligheids- en leefbaarheidsplan voor het Zuidstation. Het NCCN verzorgt hierbij de coördinatie tussen de drie coördinatoren: de Geïntegreerde Politie, Brussel Preventie- en Veiligheid en de NMBS. Deze drie coördinatoren zullen voor de geïdentificeerde assen, en elk binnen de eigen bevoegdheden, een actieplan uitwerken. Het doel is om een gecoördineerd leefbaarheids- en veiligheidsplan voor het treinstation Brussel-Zuid en haar onmiddellijke omgeving op te maken. Dit plan is in volle voorbereiding. Op termijn moet de coördinerende rol overgenomen worden door het Brussels Gewest.

In uitvoering van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en om de veiligheid in het openbaar vervoer te verzekeren moet de Geïntegreerde Politie binnen het kader van haar opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie toegang in real time krijgen tot de beelden van de camera's die geïnstalleerd zijn op het net van de openbare vervoersmaatschappijen.

Teneinde dit mogelijk te maken wordt op basis van een technische en budgettaire analyse, waaraan werd meegewerkt vanuit de Federale Politie, een flexibele technische oplossing voorgesteld om de **beelden van de NMBS ter beschikking te stellen van de politiezones**.

technique est prévue dans le courant de 2024. Cela permettra d'effectuer des patrouilles digitales et de diriger les équipes sur le terrain plus efficacement. Un poste de police sera créé spécifiquement pour la gare internationale de Bruxelles-Midi, en collaboration avec la zone de police locale Midi. Cette démarche permettra d'accroître la proximité, l'accessibilité et la visibilité des services de police dans et autour de la gare.

En collaboration avec les autorités flamandes, un plan d'action en 10 points pour lutter contre la violence dans les transports publics a été proposé avec le ministre de la Justice et la ministre flamande de la Mobilité. Une initiative similaire sera également prise du côté wallon.

Missions de sécurisation

La Direction de la sécurisation (DAB) a été renforcée en 2023: sa capacité a été portée à 1.364 membres du personnel, sur les 1.600 prévus. L'effectif de DAB continuera d'être renforcé en 2024.

La DAB a repris en date du 1^{er} janvier 2023 la sécurisation des sites et centrales nucléaires de Doel et de Mol/Dessel/Geel.

Le 1^{er} mai 2023, les membres du personnel sécurisant le site de Doel ont été temporairement détachés au sein de la Police de la Navigation afin d'assurer, en appui à cette dernière, des missions de sécurisation sur le site du Port d'Anvers. La Défense a donc temporairement redéployé un dispositif sur le site de Doel.

La mission de sécurisation de la centrale nucléaire de Doel sera entièrement reprise par la DAB au plus tard au 1^{er} mai 2024, lorsque tous les BAGP engagés pour constituer le Corps de sécurisation portuaire seront mis en place.

La DAB a fourni un effectif formé suffisant permettant d'assurer, dans de bonnes conditions, la sécurisation du procès MaeZav (Maelbeek-Zaventem) et les missions afférentes. Ce ne sont pas moins de 66 BAGP, dont 18 ayant suivi la formation "transfert de détenus" dispensée par la DAP, qui ont ainsi été engagés dans le cadre du procès.

Le procès s'est déroulé sans incidents.

Gestion des frontières

La Belgique s'engage à mettre en œuvre l'Entry Exit System et à digitaliser la gestion des frontières. Avant de pouvoir se doter d'une gestion digitalisée des frontières, l'Europe doit développer un système central (produit par

De implementatie van deze technische oplossing is voorzien in de loop van 2024. Dit zal het mogelijk maken om efficiënter digitaal te patrouilleren en ploegen aan te sturen op het terrein. Specifiek voor het internationaal treinstation Brussel-Zuid zal een politiepost opgericht worden i.s.m. de Lokale Politiezone Brussel-Zuid. Hiermee worden de nabijheid, aanspreekbaarheid en zichtbaarheid van de politiediensten in en rond het station verhoogd.

In samenwerking met de Vlaamse overheid werd samen met de minister van Justitie en Vlaams minister van Verkeer een 10-punten-actieplan voorgesteld om geweld in het openbaar vervoer tegen te gaan. Eenzelfde initiatief zal ook langs Waalse kant worden genomen.

Beveiligingsopdrachten

In 2023 werd de capaciteit van de Directie van de Beveiliging (DAB) verhoogd tot 1364 personeelsleden van de 1600 voorziene personeelsleden. De getalsterkte van DAB zal in 2024 verder worden uitgebreid.

DAB heeft op 1 januari 2023 de beveiliging van de nucleaire sites en kerncentrales van Doel en van Mol/Dessel/geel overgenomen.

De personeelsleden die de site van Doel beveiligen werden op 1 mei 2023 tijdelijk gedetacheerd naar de Scheepvaartpolitie om haar te ondersteunen bij de beveiligingsopdrachten in de haven van Antwerpen. Defensie heeft daarom tijdelijk opnieuw een dispositief op de site van Doel ingezet.

De beveiliging van de kerncentrale van Doel zal uiterlijk op 1 mei 2024 volledig door DAB worden overgenomen wanneer alle aangeworven BAGP's voor het Havenbeveiligingskorps zijn aangesteld.

DAB zorgde voor een voldoende aantal opgeleide personeelsleden om de beveiliging van het proces MaeZav (Maalbeek-Zaventem) en de bijbehorende opdrachten in goede omstandigheden te verzekeren. Er werden maar liefst 66 BAGP's ingezet in het kader van het proces, van wie 18 de opleiding "overbrenging van gevangenen" van DAP hebben gevolgd.

Het proces is zonder incidenten verlopen.

Grensbeheer

België engageert zich om het Entry Exit Systeem te implementeren en het grensbeheer te digitaliseren. Alvorens van start te kunnen gaan met een Europees gedigitaliseerd grensbeheer moet Europa een centraal

EU LISA) auquel chaque État membre pourra connecter son système national.

Des discussions sont toutefois toujours en cours en ce qui concerne la livraison finale du système central, qui doit faire l'objet d'une décision au niveau européen. En attendant, la Belgique prend les mesures nécessaires (formation, e-gates, kiosques...) pour mettre en œuvre l'EES.

En 2022 encore, la Belgique a satisfait aux obligations découlant du règlement européen relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Chaque État membre doit dans ce cadre fournir un effort bien défini. Par conséquent, notre pays désigne chaque année des membres du personnel détachés pour une longue ou courte durée afin de participer à des missions à l'étranger liées à la gestion des frontières extérieures de l'UE. En 2022, la Belgique a dans ce cadre envoyé 10 membres du personnel spécialisés en gestion des frontières en mission de longue durée (2 ans) et effectué 88 missions d'un mois.

Un cadre légal est nécessaire pour permettre également le déploiement de membres du corps permanent de Frontex aux frontières extérieures belges. Dans ce but, une initiative législative a été prise en 2023 en ce qui concerne les compétences et conditions liées à l'engagement du corps permanent de Frontex pour les vérifications aux frontières dans les aéroports. Les remarques formulées par les différents organes consultatifs sont en cours d'analyse, après quoi le processus législatif pourra se poursuivre.

Dans la mesure où le règlement Frontex continue de prévoir un accroissement de l'effort de chaque État membre dans les prochaines années pour contribuer au corps permanent, les services partenaires devront aboutir, en 2024 encore, à une répartition équitable des efforts.

Appui aérien

Suite au rapport final du groupe de travail commun entre la Défense et la Police Fédérale sur les synergies possibles concernant **l'acquisition de nouveaux hélicoptères** à partir d'octobre 2022, les deux partenaires ont collaboré à la phase préparatoire de la procédure d'achat par l'intermédiaire de l'agence d'achats de l'OTAN. La flotte actuelle d'hélicoptères, qui doit être renouvelée de toute urgence, sera remplacée. Deux hélicoptères destinés à la Police Fédérale seront inclus dans la commande de la Défense. En outre, des accords sont conclus en vue de la commande de trois hélicoptères

système développer (geproduceerd door EU LISA) waaraan de verschillende lidstaten hun nationaal systeem kunnen koppelen.

Er zijn echter nog discussies lopende met betrekking tot de finale oplevering van het centrale systeem dat op Europees niveau wordt beslist. België neemt ondertussen de nodige maatregelen (opleiding, e-gates, kiosken...) om het EES uit te rollen.

België voldeed ook in 2022 aan de verplichtingen uit de Europese verordening betreffende de Europese grens- en kustwacht (Frontex). Elke lidstaat moet hiervoor een vastgelegde inspanning leveren. Bijgevolg voorziet ons land jaarlijks in personeelsleden die voor lange of korte termijn worden gedetacheerd voor buitenlandse opdrachten met betrekking tot het beheer van de EU-buitengrenzen. In 2022 heeft België in dit kader 10 personeelsleden gespecialiseerd in grensbeheer op lange missie (2 jaar) gestuurd en 88 missies van een maand uitgevoerd.

Om de inzet van leden van het permanent korps van Frontex ook aan de Belgische buitengrenzen mogelijk te maken is een wettelijke omkadering nodig. Daarvoor is in 2023 een wetgevend initiatief genomen rond de bevoegdheden en voorwaarden voor de inzet van het permanent korps van Frontex bij de grenscontroles op de luchthavens. De opmerkingen van de verschillende adviesorganen worden momenteel verwerkt, daarna wordt het wetgevend proces verder gezet.

Gezien de Frontex-verordening voor de komende jaren blijft voorzien in een verhoging van de inspanning van elke lidstaat om bij te dragen aan het permanent korps, zullen de betrokken partnerdiensten ook voor 2024 samen tot een billijke verdeling van de inspanningen moeten komen.

Luchtsteun

Naar aanleiding van het eindrapport van de gemeenschappelijke werkgroep tussen Defensie en de Federale Politie rond mogelijke synergiën met betrekking tot de **aankoop van nieuwe helikopters** van oktober 2022 hebben beide partners samengewerkt aan de voorbereidende fase van de aankoopprocedure via het aankoopbureau van de NAVO. De huidige vloot van helikopters, die dringend toe is aan vernieuwing, wordt vervangen. Aan de bestelling van Defensie worden twee helikopters ten bate van de Federale Politie opgenomen. Daarnaast worden er afspraken gemaakt voor de bestelling van

supplémentaires pour la Police Fédérale. La livraison des premiers appareils est prévue en 2026.

Mécanisme de solidarité

Le groupe de travail permanent poursuit ses activités afin d'assurer l'application correcte du mécanisme de solidarité de la Police Intégrée.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Dans la continuité des années précédentes, la Police Fédérale mène plusieurs projets visant, d'une part, à renforcer les contrôles routiers avec une visibilité accrue du personnel policier sur le terrain et, d'autre part, à automatiser de plus en plus le processus de traitement des infractions routières.

L'utilisation des **nouvelles technologies (ex: caméras ANPR)** est également privilégiée par les services de police pour automatiser les contrôles routiers par rapport à certains types d'infractions qui peuvent faire l'objet d'un traitement (semi-) automatisé. Concrètement, des actions ont été prises pour diminuer l'impunité en cas d'excès de vitesse, d'une part en supprimant les quotas (déterminés par les parquets) et la marge de tolérance en matière de vitesse, et d'autre part en recrutant plus de personnel pour assurer que toutes les infractions soient traitées (recrutement de personnel de visionnage au sein des centres régionaux de traitement des amendes (CRT), mise en place d'un parquet national pour la sécurité routière au niveau de la Justice...).

La Police Fédérale, notamment DGA et les CRT, continueront à augmenter l'automatisation des constatations des infractions et de la vitesse de traitement en étroite collaboration avec Crossborder.

Un nouveau système de monitoring, permettant à l'équipe ANPR Management System (AMS) de suivre en permanence le fonctionnement des caméras, a été instauré en 2022. La gestion du service s'est également améliorée et a gagné en proactivité.

En 2023, le plan macro pluriannuel relatif au projet AMS a été clôturé, et **une architecture entièrement nouvelle** est prévue pour pouvoir supporter l'accroissement considérable de la capacité en caméras. Un travail actif a par ailleurs été réalisé pour renforcer la capacité de stockage et la stabilisation du système.

En 2024, les efforts se poursuivront afin d'améliorer la stabilité du système AMS grâce à la mise en service

3 bijkomende helikopters voor de Federale Politie. De geplande levering van de eerste toestellen is voorzien in 2026.

Solidariteitsmechanisme

De permanente werkgroep zet haar activiteiten verder om de correcte toepassing van het solidariteitsmechanisme van de Geïntegreerde Politie te verzekeren.

VERKEERSVEILIGHEID

In het verlengde van de vorige jaren werkt de Federale Politie aan verschillende projecten om enerzijds de verkeerscontroles te versterken met een hogere zichtbaarheid van het politiepersoneel op het terrein en anderzijds het verwerkingsproces van de verkeersinbreuken steeds meer te automatiseren.

De politiediensten kiezen ook voor het gebruik van de **nieuwe technologieën (bv. ANPR-camera's)** om de verkeerscontroles te automatiseren voor bepaalde soorten inbreuken die het voorwerp kunnen uitmaken van een (semi)geautomatiseerde verwerking. Concreet werden acties ondernomen om de straffeloosheid bij snelheidsovertredingen te verminderen, enerzijds door de quota's (vastgelegd door de parketten) en de tolerantie marge inzake snelheid af te schaffen en anderzijds door meer personeel aan te werven om de verwerking van alle inbreuken te garanderen (aanwerving van personeel voor het bekijken van beelden in de gewestelijke verwerkingscentra (GVC), oprichting van een nationaal parket voor de verkeersveiligheid bij Justitie, enz.).

De Federale Politie, met name DGA en de GVC's, zullen de automatisering van de vaststellingen en de verwerkingsnelheid verder opvoeren in nauwe samenwerking met Crossborder.

In 2022 is een nieuw monitoringsysteem ingevoerd waarmee het ANPR Management System (AMS)-team permanent de werking van alle camera's en het serverplatform opvolgt. Ook het service management is verbeterd en pro-actiever geworden.

In 2023 werd het meerjarige macroplan inzake het AMS-project afgewerkt waarbij ook een volledig **nieuwe architectuur** wordt voorzien om de enorme opschaling qua cameracapaciteit te kunnen verwezenlijken. Zo werd er actief gewerkt om de opslagcapaciteit en de stabilisering van het systeem te versterken.

In 2024 wordt verder gewerkt op de stabiliteit van het AMS-systeem door de progressieve ingebruikname van

progressive d'une architecture modulaire et à la connexion de caméras supplémentaires sur cette base. À cette fin, des moyens supplémentaires seront alloués à la Police Fédérale, en adaptant le montant annuel à affecter à partir des recettes fédérales du Fonds de sécurité routière.

L'attribution du contrat intermédiaire avec le fournisseur du **système AMS** est prévue pour 2024.

En outre, la direction générale de la Police Administrative, et notamment les CRT, **continuent de s'engager structurellement en faveur d'un recrutement** et d'une formation continue.

Au niveau du traitement, les résultats de 2022 sont notables: 4,4 millions d'infractions traitées, comparé à 2,8 millions en 2021 et 2,2 millions en 2020. Les résultats de 2022 s'expliquent principalement par les efforts de recrutement et la diminution du turn-over du personnel, l'augmentation du nombre de radars-tronçons à traiter et la suppression des marges de tolérance sur les autoroutes.

En 2024, les efforts se poursuivront afin d'augmenter la vitesse de traitement des infractions.

Le réseau de caméras a été étendu aux passages à niveau en collaboration avec Infrabel. Certains passages à niveau, notamment à Wavre et Kallo, ont ainsi été équipés en plus de caméras ANPR qui permettent d'identifier les véhicules qui ne respectent pas le feu rouge à cet endroit. Ces caméras sont intégrées à l'AMS afin de pouvoir directement envoyer les candidats contrevenants aux centres régionaux de traitements afin de valider l'infraction et d'envoyer automatiquement une amende aux contrevenants. L'objectif est de continuer le déploiement de ce type de caméras à d'autres passages à niveau, en collaboration avec Infrabel.

En 2024, nous continuerons le déploiement des caméras à d'autres passages à niveau, en collaboration avec Infrabel.

En collaboration avec les entités de première ligne (Police Fédérale de la Route et zones de police), plusieurs projets menés par la Direction de l'information et de l'ICT de la Police Fédérale (DRI) ont contribué à optimiser la lutte contre un certain nombre d'infractions routières:

- le projet Mercurius vise à développer une base de données-carrefour concernant les permis de conduire. L'objectif de cette base de données est d'obtenir une vue d'ensemble nationale des personnes autorisées à conduire et de celles qui ne le sont pas. Dès lors qu'une

een modulaire architectuur en de hierop afgestemde aansluiting van bijkomende camera's. Hiervoor worden bijkomende middelen voor de Federale Politie toegekend door een aanpassing van het jaarlijks te verdelen bedrag van de federale ontvangsten van het Verkeersveiligheidsfonds.

De gunning van het tussentijdse contract met de leverancier **voor het AMS-systeem** is voorzien voor 2024.

Daarnaast blijven de directie van Bestuurlijke Politie en met name de GVC's, **structureel inzetten op een permanente rekrutering en vorming**.

Wat de verwerking betreft, zijn de resultaten van 2022 opmerkelijk: 4,4 mln. verwerkte inbreuken tegenover 2,8 mln. in 2021 en 2,2 mln. in 2020. De resultaten van 2022 zijn vooral te verklaren door de rekruteringsinspanningen en het verminderde personeelsverloop, de stijging van het aantal te verwerken trajectcontroles en de afschaffing van de tolerantie marges op de snelwegen.

In 2024 wordt er verder gewerkt om de verwerkings-snelheid van de inbreuken te verhogen.

Het cameranetwerk werd uitgebreid tot de overwegen in samenwerking met Infrabel. Zo werden enkele overwegen, met name Waver en Kallo, bijkomend uitgerust met ANPR-camera's die voertuigen herkennen die het rode licht aan de overweg negeren. Deze camera's zijn geïntegreerd in AMS om kandidaat-overtreders rechtstreeks naar de gewestelijke verwerkingscentra te kunnen doorsturen om de inbreuk te valideren en automatisch een boete te sturen naar de overtredders. Het is de bedoeling dit soort camera's ook aan andere overwegen te installeren, in samenwerking met Infrabel.

In 2024 zullen we de installatie van de camera's aan andere overwegen voortzetten in samenwerking met Infrabel.

In samenwerking met de eerstelijnsentiteiten (Federale Wegpolitie en politiezones) hebben verschillende projecten van de Directie van de politieke informatie en de ICT-middelen van de Federale Politie (DRI) bijgedragen tot de optimalisatie van de strijd tegen een aantal verkeersinbreuken:

- het project Mercurius beoogt een kruispuntdatabank met betrekking tot de rijbewijzen te ontwikkelen. Het doel van deze databank is een nationaal overzicht te krijgen van de personen die al dan niet een voertuig mogen besturen. Zodra een persoon wordt geseind, is

personne fait l'objet d'un signalement, l'information est disponible pour l'ensemble de la Police Intégrée;

- le projet "Pol Office Circulation - e-sign" a intégré une méthode de signature numérique pour les perceptions immédiates, dans le but de contribuer à un traitement plus rapide et plus efficace des infractions liées;

- le projet "Traffic-CBE" a permis de digitaliser le flux "police-justice" dans le but de minimiser les échanges papier et d'optimiser les échanges de données entre la police et la justice.

En 2024, des développements techniques du **projet Mercurius** (ajout des examens et des conditions imposés au chauffeur ainsi que l'historique du permis de conduire) sont prévus, tenant compte des priorités ICT 2024.

Plusieurs projets sont en cours et visent à poursuivre les efforts en vue d'automatiser les constatations d'infractions de la route, certains étant en collaboration avec les régions. Parmi eux, citons les projets suivants:

- le projet "Weight-in-Motion" (WIM) de la Région wallonne vise à détecter automatiquement les infractions relatives à la surcharge des poids lourds. Les infractions sont détectées au moyen d'une station de pesage et de caméras qui prennent une photo de la plaque d'immatriculation du véhicule concerné. Une première phase technique sera mise en place en 2024;

- prévu pour 2024, le projet POI (Proof of Insurance) aura pour objectif de vérifier si un véhicule est assuré ou non sur base du numéro de plaque d'immatriculation ou du numéro de châssis.

La GPI participe activement au plan "Be cyclist" et à son intégration dans l'environnement policier

La Police Locale a également intégré le réseau des Mobility managers et travaille également en étroite collaboration avec la Direction générale Sécurité et Prévention à l'élaboration et à la révision des manuels contre le vol de vélos. Le nouveau manuel est d'ailleurs d'ores et déjà disponible.

Dans le cadre de "**Be cyclist**", la Police Locale, par le biais de la Commission Permanente de la Police Locale, compte, d'ici début 2024, finaliser la mise en place de la plateforme "Bikepol" afin d'encourager et de soutenir la mise en place de brigades cyclistes au sein des zones de police mais aussi et surtout, promouvoir l'usage du vélo au sein des zones de police.

de l'information disponible pour de la Geïntegreerde Politie;

- het project "Pol Office Verkeer - e-sign" heeft een methode voor digitale ondertekening bij onmiddellijke inbreuken ingevoerd om bij te dragen tot een snellere en efficiëntere verwerking van de inbreuken;

- het project "Traffic-CBE" heeft het mogelijk gemaakt de stroom "politie-Justitie" te digitaliseren om de papieren uitwisselingen te minimaliseren en de gegevensuitwisseling tussen politie en Justitie te optimaliseren.

In 2024 zijn technische ontwikkelingen van het **project Mercurius** gepland (toevoeging van de proeven en de voorwaarden opgelegd aan de bestuurder alsook de historie van het rijbewijs), rekening houdend met de ICT-prioriteiten 2024.

Er zijn verschillende projecten aan de gang die de inspanningen voortzetten voor de automatisering van de vaststellingen van verkeersinbreuken, waarvan sommige in samenwerking met de gewesten. We denken bijvoorbeeld aan:

- het project "Weight-in-Motion" (WIM) van het Waals Gewest beoogt de automatische detectie van inbreuken m.b.t. de overlading van vrachtwagens. De inbreuken worden gedetecteerd door middel van een weegstation en camera's die een foto maken van de nummerplaat van het betrokken voertuig. Een eerste technische fase is in 2024 gepland;

- het project POI (Proof of Insurance), gepland in 2024, is bedoeld om op basis van de nummerplaat of het chassisnummer te controleren of een voertuig al dan niet is verzekerd.

De GPI werkt actief mee aan het plan "Be cyclist" en aan de integratie ervan in de politieomgeving

De Lokale Politie is eveneens toegetreden tot het netwerk van de Mobility Managers en werkt eveneens nauw samen met de Algemene Directie Veiligheid en Preventie aan de opstelling en de herziening van de leidraden tegen fietsdiefstal. De nieuwe leidraad is trouwens reeds beschikbaar.

In het kader van "**Be cyclist**" wil de Lokale Politie, via de Vaste Commissie van de Lokale Politie, begin 2024 de laatste hand leggen aan het platform "Bikepol" om de oprichting van fietsbrigades in de politiezones aan te moedigen en te ondersteunen, maar ook en vooral om het gebruik van de fiets in de politiezones te promoten.

Pour le reste, nous continuerons à soutenir la création d'un registre national des vélos au cours de l'année à venir.

La Police Locale s'est engagée à investir qualitativement dans la sécurité routière, en ciblant spécifiquement les causes de mortalité sur nos routes.

Les actions thématiques nationales "Marathon de contrôles de vitesse" et "Week-end sans alcool" seront poursuivies en 2024, en plus des autres actions thématiques visant les causes de mortalité sur nos routes.

Développement de nouvelles compétences en matière de vérifications de sécurité.

Le 23 février 2022, le Conseil national de sécurité (CNS) a décidé de réformer le l'Autorité nationale de sécurité (ANS).

La compétence en matière de "**screenings de sécurité**" est transférée à la **Police Fédérale**. Une modification de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, approuvée par la Chambre des représentants le 9 février 2023, confirme cette nouvelle compétence.

Les compétences restantes de l'ANS, y compris les habilitations de sécurité et l'approbation des systèmes de transmission et de conservation d'informations classifiées, ainsi que la création, la gestion et la distribution de matériel cryptographique, seront transférées à la Sûreté de l'État (VSSE), qui agira en tant qu'ANS dans notre pays à cette fin. Seul le secteur de la Défense conservera sa propre ANS.

Ce nouveau règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

UNE AIG RENFORCÉE, MODERNE ET ATTRACTIVE

Il est indéniable que la pression exercée sur la police, en tant qu'organisation mais aussi sur ses employés, est de plus en plus forte. La société devient effectivement de plus en plus complexe, et la police est souvent la première à être confrontée aux problèmes qu'entraîne cette complexité accrue. Il est donc nécessaire que la police et ses employés bénéficient du meilleur soutien possible.

L'Inspection générale de la Police Fédérale et de la Police Locale (A/G) joue un rôle important dans ce domaine. Par ses inspections et ses audits, par sa présence

Voor het overige blijven we ook het komende jaar de oprichting van een nationaal fietsregister ondersteunen.

De Lokale Politie engageert zich om kwalitatief in te zetten op verkeersveiligheid, en dit specifiek gericht naar de killers in het verkeer.

De nationale thematische acties "Flitsmarathon" en "Weekend zonder alcohol" zullen ook in 2024 worden verdergezet, naast de andere thematische acties gericht op de killers in het verkeer.

Ontwikkeling van nieuwe bevoegdheden inzake veiligheidsverificaties

Op 23 februari 2022 besliste de Nationale Veiligheidsraad (NVR) om de Nationale Veiligheidsoverheid (NVO) te hervormen.

De bevoegdheid "**veiligheidsscreenings**" gaat over naar de **Federale Politie**. Een wijziging van de Wet van 11 dec 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, goedgekeurd door de Kamer op 9 februari 2023, bevestigt deze nieuwe bevoegdheid.

De overige bevoegdheden van de NVO, onder andere de veiligheidsmachtigingen en de goedkeuring van systemen voor de verzending en bewaring van geclassificeerde informatie, alsook het aanmaken, beheer en verdeling van cryptografisch materiaal, worden ondergebracht bij de Veiligheid van de Staat (VSSE), die hiervoor als NVO zal optreden in ons land. Enkel voor Defensie blijft het zo dat zij haar eigen NVO is.

Deze nieuwe regeling treedt in werking op 1 januari 2024.

EEN VERSTERKTE, MODERNE EN AANTREKKELIJKE AIG

Het kan niet worden ontkend dat de druk op de politie als organisatie, maar ook op de medewerkers ervan, stijgt. De samenleving wordt immers complexer en de politie wordt vaak als eerste geconfronteerd met de problemen die deze grotere complexiteit met zich meebrengt. Dit maakt dat zowel de politiediensten als de medewerkers de best mogelijke ondersteuning moeten kunnen genieten.

De Algemene Inspectie van de Federale Politie en van de Lokale Politie (A/G) speelt op dit vlak een belangrijke rol. Door het verrichten van inspecties en audits, door

dans les commissions de sélection et d'évaluation, par son rôle d'expert au sein du conseil de discipline ou en matière de déontologie, par les enquêtes qu'elle mène envers le personnel policier soupçonné d'avoir commis un acte de criminalité, elle contribue à l'amélioration de la fonction policière.

Le fait que l'AIG, dans sa qualité d'organe de contrôle de l'ensemble de Police Intégrée, soit responsable d'une organisation comptant pas moins de 50 000 collaborateurs, signifie que son travail représente un défi. Le 17 juin 2022, le Conseil des ministres avait déjà prévu un budget supplémentaire de 500 kEUR pour l'AIG, qui devait permettre de procéder à des recrutements supplémentaires.

Les travaux déjà entamés au sein de l'AIG en 2023 pour adapter les arrêtés d'exécution liés à la loi du 15 mai 2007 sur l'AIG se poursuivront en 2024.

En ce qui concerne le suivi des rapatriements, il faut noter que, dans le contexte de la crise migratoire actuelle, de plus en plus de personnes doivent quitter le territoire. L'AIG est le seul service en Belgique à contrôler la bonne exécution de ces rapatriements forcés. En tant qu'institution sectorielle des droits de l'homme, l'Inspection générale coopérera avec d'autres partenaires dans ce domaine, comme l'Institut fédéral des droits de l'homme ou encore UNIA.

Les membres de la commission Qualité, chargée du contrôle de la qualité des formations policières, seront désignés à l'automne 2023, pour que les travaux de cette commission puissent débuter en 2023 encore. La commission se concentrera en premier lieu sur l'amélioration de la qualité de la formation actuelle d'inspecteur de police.

L'évolution constante et rapide des technologies (*cloud, objets connectés, intelligence artificielle, etc.*), ainsi que des menaces qui en découlent, entraîne la mise en place de nouvelles dispositions légales, menant les différents acteurs à devoir respecter de nouvelles obligations en matière de cybersécurité.

C'est notamment dans ce contexte que la nouvelle directive européenne NIS 2.0 devra être transposée en loi nationale avant fin 2024. L'Inspection générale doit dès lors aussi pouvoir disposer de son propre responsable des données et de leur sécurité (*CDO-CISO*), garantissant son indépendance vis-à-vis de la Police Intégrée.

Enfin, une initiative législative sera prise pour que l'AIG puisse accéder facilement à toutes les bases de

de aanwezigheid in selectie- en evaluatiecommissies, door haar rol als expert in de tuchtraad of op het vlak van deontologische kwesties, door de onderzoeken die zij voert ten laste van personeelsleden van de politiediensten die worden verdacht van een misdrijf, draagt zij bij tot een betere politie.

Het feit dat de AIG verantwoordelijk is als toezichtsorgaan voor de gehele Geïntegreerde Politie, die een goede 50.000 medewerkers telt, betekent dat haar werkzaamheden de nodige uitdagingen met zich meebrengen. Op 17 juni 2022 heeft de Ministerraad voor de AIG reeds een extra budget van 500 kEUR voorzien, dat moest toelaten om bijkomend te rekruteren.

De reeds binnen de AIG in 2023 gestarte werkzaamheden om de nodige uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de wet van 15 mei 2007 op de AIG aan te passen, zullen in 2024 worden voortgezet.

Wat de controle op de repatriëringen betreft moet worden vastgesteld dat er, in het kader van de bestaande migratiecrisis, steeds meer personen het grondgebied moeten verlaten. De AIG controleert deze gedwongen repatriëringen op hun correcte uitvoering. De Algemene Inspectie zal, vanuit haar rol als sectorale mensenrechteninstelling, samenwerken met andere partners op dit vlak, zoals met het Federaal Instituut voor de mensenrechten of UNIA.

De leden van de Commissie Kwaliteit inzake de kwaliteitscontrole op de politionele opleiding worden in het najaar van 2023 aangeduid, zodat de werkzaamheden nog in 2023 van start kunnen gaan. De commissie zal zich in eerste instantie voornamelijk richten op het verbeteren van de kwaliteit van de bestaande basisopleiding inspecteur van politie.

De voortdurende en snelle evolutie van de technologieën (*cloud, internet of things, artificiële intelligentie enz.*) alsook van de dreigingen die eruit voortvloeien, leiden tot de invoering van nieuwe wettelijke bepalingen die de verschillende actoren nieuwe verplichtingen inzake cyberveiligheid opleggen.

Het is met name in die context dat de nieuwe Europese Richtlijn NIS 2.0 voor eind 2024 moet worden omgezet in nationale wetgeving. De Algemene Inspectie moet bijgevolg ook kunnen beschikken over haar eigen verantwoordelijke voor de gegevens en de veiligheid ervan (*CDO-CISO*) om haar onafhankelijkheid ten aanzien van de Geïntegreerde Politie te waarborgen.

Een wetgevend initiatief zal worden genomen opdat de AIG op een eenvoudige wijze toegang zou hebben

données auxquelles les services de police ont accès, non seulement dans le cadre de son contrôle de ces services de police, mais aussi afin d'accomplir correctement et efficacement ses propres missions.

PRÉSIDENCE BELGE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Le 1^{er} janvier 2024, la Belgique assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne pour une période de six mois.

Par le passé, l'Intérieur s'est toujours fortement engagé en faveur d'une politique internationale proactive, cohérente et coordonnée en ce qui concerne les compétences des différentes directions générales, tant au niveau bilatéral, multilatéral qu'au sein des institutions de l'Union européenne.

La participation active aux politiques de l'UE constitue tout particulièrement une priorité à cet égard, car la coopération au sein de l'Union européenne a un impact crucial sur les compétences essentielles du SPF, tant en matière de sécurité que de gestion de crise et de migration.

La présidence belge du Conseil de l'Union européenne au cours du premier semestre 2024 offre donc une formidable opportunité de stimuler la coopération européenne dans ces secteurs et de mettre en exergue les priorités belges.

Après une préparation minutieuse en 2023, tant sur le plan organisationnel et logistique que substantiel, l'Intérieur sera responsable de l'organisation, de la préparation du contenu et du suivi des différentes activités du Conseil dans le domaine de l'Intérieur, y compris une réunion informelle (en janvier) et deux réunions formelles du Conseil des ministres de l'Intérieur, les différents groupes de travail du Conseil et de nombreuses initiatives informelles visant à consolider la réalisation des priorités belges.

Étant donné que la Belgique assure cette présidence en fin de législature européenne, nous devons d'abord œuvrer à la conclusion du travail législatif en cours.

Un objectif horizontal important de la présidence belge est de parvenir à un accord final entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission européenne dans le plus grand nombre possible de dossiers législatifs en cours, par le biais de trilogues.

tot alle databanken waar de politiediensten toegang toe hebben, dit niet alleen in het kader van het toezicht dat zij uitoefent op deze politiediensten, maar ook om haar eigen opdrachten correct en vlot te kunnen uitoefenen.

BELGISCH VOORZITTERSCHAP VAN DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE

België zal op 1 januari 2024 het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie overnemen voor een periode van zes maanden.

Binnenlandse Zaken heeft in het verleden steeds sterk ingezet op een proactief, coherent en gecoördineerd internationaal beleid wat de bevoegdheden van de verschillende algemene directies betreft, en dit zowel bilateraal, multilateraal als binnen de instellingen van de Europese Unie.

Vooraf een actieve deelname aan het EU-beleid is hierbij een prioriteit omdat de samenwerking binnen de Europese Unie een cruciale invloed heeft op de kernbevoegdheden van de FOD, zowel inzake veiligheid, crisisbeheersing als migratiebeheer.

Het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie tijdens het eerste semester van 2024 biedt daarom een enorme opportuniteit om de Europese samenwerking binnen deze sectoren te stimuleren en de Belgische prioriteiten in het licht te stellen.

Na een minutieuze voorbereiding in 2023, zowel organisatorisch, logistiek en inhoudelijk, zal Binnenlandse Zaken verantwoordelijk zijn voor de organisatie, inhoudelijke voorbereiding en opvolging van de verschillende Raadsactiviteiten binnen het domein Binnenlandse Zaken, met inbegrip van één informele (in januari) en twee formele vergaderingen van de Raad van ministers van Binnenlandse Zaken, de diverse Raadswerkgroepen en talrijke informele initiatieven om de realisatie van de Belgische prioriteiten kracht bij te zetten.

Daar het Belgische voorzitterschap deze keer plaatsvindt aan het einde van de Europese legislatuur, zullen we in eerste instantie werk moeten maken van het afsluiten van het lopende legislatieve werk.

Het is een belangrijke – horizontale – doelstelling van het Belgische voorzitterschap om in zoveel mogelijk lopende wetgevende dossiers via het voeren van trilogieën een finale overeenstemming te bekomen tussen de Raad, het Europees Parlement en de Europese Commissie.

En outre, la Belgique souhaite travailler dans la continuité des présidences précédentes et se concentrer sur des thèmes d'actualité tels que la lutte contre la criminalité organisée liée à la drogue, la disponibilité de l'information pour les services répressifs et le renforcement de la gestion des crises européennes.

Le SPF reste également fortement engagé dans la transposition en temps utile de la réglementation européenne dans la législation nationale et dans le suivi du contentieux européen. L'objectif ici est évidemment d'éviter les procédures d'infraction et de résoudre le plus rapidement possible les éventuelles procédures d'infraction dont l'Intérieur fait fonction de pilote. Bien que chaque procédure d'infraction soit une procédure de trop, l'Intérieur transpose de façon générale la réglementation européenne rapidement et correctement. Sur les 94 procédures d'infraction actuelles contre notre pays, trois sont en cours au SPF Intérieur.

Une autre priorité concerne la mise en œuvre des politiques européennes, comme les différents éléments du vaste et important projet *smart borders*, qui vise une meilleure protection des frontières extérieures de l'Union et un meilleur contrôle de l'accès au territoire et qui implique, outre les différentes directions générales du SPF, la Police Fédérale, l'Asile et la Migration, la Justice et les Affaires étrangères. Le système SIS II remanié (*SIS Recast*) est entré en vigueur en 2023. Selon le calendrier actualisé, il est prévu que la prochaine composante, le système EES (*Entry Exit System*) qui permet l'enregistrement à la frontière extérieure européenne de tous les résidents de pays tiers, soit mise en œuvre à l'automne 2024.

Sur le plan bilatéral, la Belgique accordera également une attention particulière aux pays voisins en 2024. La coopération structurelle avec les Pays-Bas et le Luxembourg se poursuivra tant au niveau bilatéral que dans le cadre du Benelux.

La Belgique assurera d'ailleurs la présidence du Benelux en 2024. Cette présidence sera également placée sous le signe de la continuité, si bien que la coopération structurelle en matière de police, de sécurité et de gestion de crise sera poursuivie.

La présidence de l'UE est également une opportunité pour nos services de police.

Dans ce contexte, nous travaillerons à la présentation, en coopération avec Europol, d'une première image plus détaillée de la criminalité organisée et de ses réseaux, ainsi que d'une approche visant à améliorer cette image à l'avenir.

Daarnaast wenst België te werken binnen de continuïteit van de vorige voorzitterschappen en in te zetten op actuele thema's zoals de strijd tegen de georganiseerde drugscriminaliteit, de beschikbaarheid van informatie voor de wetshandhavingdiensten en het versterken van het Europese crisisbeheer.

De FOD blijft ook sterk inzetten op een tijdige omzetting van de Europese regelgeving in de nationale wetgeving en het opvolgen van het Europese contentieux. Het streefdoel hierbij is uiteraard inbreukprocedures te vermijden en de eventuele inbreukprocedures waarvoor Binnenlandse Zaken piloot is zo snel mogelijk op te lossen. Hoewel elke inbreukprocedure er één te veel is, is Binnenlandse Zaken over het algemeen snel en correct in het omzetten van Europese regelgeving. Van de 94 inbreukprocedures die op dit moment tegen ons land lopen, zijn er 3 lopende bij de FOD Binnenlandse Zaken.

Een andere prioriteit is het uitvoeren van het Europese beleid, zoals de verschillende elementen van het omvangrijke en belangwekkende *smart borders* project, dat een betere bescherming van de buitengrenzen van de Unie en een betere controle tot het grondgebied beoogt en waarbij naast verschillende algemene directies van de FOD, ook de Federale Politie, Asiel en Migratie, Justitie en Buitenlandse Zaken betrokken zijn. In de loop van 2023 trad het herwerkte SIS II-systeem (*SIS Recast*) in werking. Volgens de bijgestelde timing wordt beoogd dat de volgende component, het EES (*Entry Exit System*) dat voorziet in een registratie aan de Europese buitengrens van alle ingezetenen van derde landen, in het najaar 2024 zal worden geïmplementeerd.

Bilateraal zal België ook in 2024 in eerste instantie aandacht hebben voor de buurlanden. De structurele samenwerking met Nederland en Luxemburg wordt zowel bilateraal als in Benelux-verband verder gezet.

België zal in 2024 overigens ook het voorzitterschap van de Benelux waarnemen. Ook dit voorzitterschap zal in het teken staan van de continuïteit, wat betekent dat de structurele samenwerking inzake politie, veiligheid en crisisbeheer zal worden verder gezet.

Het EU-voorzitterschap is ook een opportuniteit voor onze politiediensten.

In dit kader zullen wij werk maken van de presentatie, in samenwerking met Europol, van een eerste meer gedetailleerde beeldvorming over de georganiseerde misdaad en hun netwerken, alsook een insteek om dergelijke beeldvorming voor de toekomst te verbeteren.

Nous mettrons tout en œuvre pour poursuivre les négociations sur le règlement relatif aux abus sexuels sur les enfants (*Child Sexual Abuse, CSA*).

Lors de la présidence, nous continuerons également à travailler sur un rapport final concernant les travaux du groupe de haut niveau sur l'accès effectif des services répressifs aux données numériques.

En outre, nous élaborerons des conclusions du Conseil sur l'évaluation de la recommandation du Conseil relative à la coopération policière opérationnelle.

Dans le cadre de la présidence de l'UE, nous souhaitons également œuvrer en faveur d'une Europe résiliente et solidaire. Avec le Mécanisme de protection civile de l'Union (*Union Civil Protection Mechanism, UCPM*), l'UE dispose d'un mécanisme efficace dans lequel les pays européens s'entraident et assistent d'autres pays en cas de situation d'urgence.

Il ne fait aucun doute qu'à l'avenir, nous serons de plus en plus confrontés à des risques nouveaux, plus importants et plus complexes. Nous pouvons par exemple penser au COVID-19, aux phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique et à la guerre en Ukraine ou au Moyen-Orient.

Ces défis et ceux à venir requièrent une approche large et intégrée, impliquant une multitude de secteurs et d'acteurs.

Sous la présidence belge, nous souhaitons donc nous appuyer sur les forces de l'UCPM pour contribuer davantage à une structure plus large de gestion intégrée des risques au niveau européen.

L'objectif principal sera de renforcer les liens entre l'UCPM et les instruments de gestion des risques de l'UE, ainsi que de clarifier les rôles de chacun.

Durant sa présidence, la Belgique organisera plusieurs événements qui prendront en compte ces objectifs. En janvier 2024, la direction générale Sécurité civile organisera un atelier européen avec des experts internationaux de différentes institutions.

En collaboration avec la Commission européenne, nous convoquerons également les trente-six directeurs généraux de la Protection civile pour leur vingt-cinquième réunion en vue d'une discussion stratégique.

Au sein du groupe de travail PROCIV du Conseil de l'Union européenne, nos services renforceront les

We zullen alles in het werk stellen om de onderhandelingen rond de Child Sexual Abuse (CSA) verordening verder te zetten.

Ook werken we onder het voorzitterschap verder aan het eindrapport rond de werkzaamheden van de High Level Group inzake effectieve toegang voor wetshandhaving tot digitale gegevens.

Daarnaast zullen we raadsconclusies uitwerken inzake de evaluatie van de Raadsaanbeveling met betrekking tot operationele politiesamenwerking.

In het kader van het EU-voorzitterschap willen we ook werken aan een weerbaar en solidair Europa. Met het *Union Civil Protection Mechanism* (UCPM) beschikt de EU over een succesvol mechanisme waarin de Europese landen elkaar en anderen bijstand verlenen in geval van noodsituaties die zich voordoen.

Het staat buiten kijf dat we in de toekomst steeds vaker zullen worden geconfronteerd met grotere, complexere en nieuwe risico's. We kunnen hierbij denken aan COVID-19, extreme weersfenomenen ten gevolge van de klimaatverandering en de oorlog in Oekraïne of het Midden-Oosten.

Deze en toekomstige uitdagingen vragen een brede en integrale aanpak, waarin een veelheid aan sectoren en actoren betrokken zijn.

Onder het Belgisch voorzitterschap wensen we daarom gebruik te maken van de sterktes van het UCPM om verder bij te dragen aan een bredere geïntegreerde risicobeheersingsstructuur op Europees niveau.

Hierbij zal vooral gestreefd worden naar een versterking van de linken tussen het UCPM en de EU risico beheersinstrumenten en een verduidelijking van de rollen van elkeen hierin.

Met het oog op deze doelstellingen zal België tijdens haar voorzitterschap meerdere evenementen organiseren. In januari 2024 zal de Algemene Directie Civiele Veiligheid een Europese workshop organiseren, met internationale experts van verschillende instellingen.

Samen met de Europese Commissie, zullen we ook de zesendertig Directeurs-Generaal inzake Civiele Bescherming voor hun vijftienvingste vergadering samenbrengen voor een strategische discussie.

Binnen de werkgroep PROCIV van de Raad van de Europese Unie, zullen onze diensten de uitwisselingen

échanges sur et entre les différents outils européens de gestion des risques.

Durant la présidence de l'UE, des travaux seront également menés sur les thèmes de l'échange d'informations et de la participation des citoyens à la sécurité.

Dans le domaine de la sécurité privée, un réseau européen d'experts en sécurité privée au sein des instances publiques compétentes des États membres de l'UE sera créé, qui visera à assurer le flux d'informations entre les autorités afin d'améliorer encore les procédures et les réglementations. La première réunion de ce réseau aura lieu le 21 novembre 2023.

Sur le thème de la participation des citoyens à la sécurité, le secrétariat du Réseau européen de prévention de la criminalité (REPC), qui est intégré à notre administration, développera une boîte à outils et organisera une conférence pour l'échange de bonnes pratiques le 30 mai 2024.

Pour promouvoir l'échange d'informations administratives dans le cadre de la prévention de la criminalité organisée au niveau international, les vingt-sept États membres seront réunis le 21 février 2024 par le Réseau européen sur l'approche administrative (*European Network on the Administrative Approach*, ENAA), qui fait également partie de notre administration.

OCAM

Depuis la création de l'OCAM en 2006, les compétences de cet organe se sont considérablement étendues. Dans le cadre de la **stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme** (la Stratégie T.E.R.), l'OCAM coordonne entre autres l'approche pluridisciplinaire des phénomènes que sont le terrorisme et l'extrémisme. En tant qu'organe indépendant, l'OCAM joue un rôle essentiel dans la réalisation d'**analyses de la menace** tant pour les événements que pour les faits dans l'ensemble du pays et en ce qui concerne les intérêts à l'étranger.

Les **compétences et missions supplémentaires** de l'OCAM résident principalement dans le suivi des nouvelles menaces émanant d'acteurs étatiques, la surveillance des infrastructures critiques et la coordination de la reconnaissance des communautés religieuses dans notre pays.

L'évolution des compétences et des missions de l'OCAM ont nécessité un besoin de personnel

omment et entre les différents outils européens de gestion des risques.

Tijdens het EU-voorzitterschap zal er ook worden gewerkt op de thema's "informatie-uitwisseling" en "burgerparticipatie in veiligheid".

Op vlak van private veiligheid zal een Europees netwerk van experts inzake private veiligheid bij de bevoegde overheidsinstanties van de EU-lidstaten worden gecreëerd, dat als doel zal hebben de infolux tussen overheden te verzekeren, om zo procedures en regelgeving verder te verbeteren. De eerste bijeenkomst van dit netwerk vindt plaats op 21 november 2023.

Met betrekking tot het thema "burgerparticipatie in veiligheid", zal het secretariaat van het European Crime Prevention Network (EUCPN), dat ingebed zit in onze administratie, een toolbox uitwerken en zal het op 30 mei 2024 een conferentie voor de uitwisseling van goede praktijken organiseren.

Ter bevordering van de uitwisseling van bestuurlijke informatie in het kader van de preventie van georganiseerde criminaliteit op internationaal niveau, zullen op 21 februari 2024 de zeventien lidstaten worden bijeengebracht door het *European Network on the Administrative Approach* (ENAA), dat eveneens ingebed is in onze administratie.

OCAD

Sinds de oprichting van het OCAD in 2006 zijn de bevoegdheden gevoelig uitgebreid. Het OCAD coördineert in het kader van de **nationale strategie tegen terrorisme en extremisme** (de Strategie T.E.R.) o.a. ook de multidisciplinaire aanpak van de fenomenen terrorisme en extremisme. Het OCAD speelt als onafhankelijk orgaan een essentiële rol in het opmaken van **dreigingsevaluaties** voor zowel evenementen als gebeurtenissen voor het hele land en betreffende belangen in het buitenland.

De **bijkomende bevoegdheden en opdrachten** van het OCAD situeren zich voornamelijk in het opvolgen van nieuwe dreigingen door statelijke actoren, de opvolging van de Kritieke Infrastructuren en de coördinatie door het OCAD van de erkenning van geloofsgemeenschappen in ons land.

De evolutie van de bevoegdheden en de opdrachten van het OCAD hebben geleid tot een nood aan extra

supplémentaire. Les procédures de recrutement ont été effectuées tout au long de l'année 2022 avec le SELOR et les services P&O du SPF Intérieur. Elles ont abouti à des entrées en fonction progressives en 2022 et 2023.

L'OCAM occupera avec le NCCN une **nouvelle infrastructure**. Cette opération permettra de créer des synergies supplémentaires entre les deux services. La Régie des bâtiments, en étroite collaboration avec les services de l'OCAM et du NCCN, finalise actuellement les études nécessaires à l'élaboration des cahiers des charges, qui serviront de base aux travaux de rénovation nécessaires avant les déménagements des deux services dans le bâtiment commun.

LOI OCAM

En 2022, la **loi OCAM** a été complètement adoptée, modifiant les conditions de recrutement du directeur et du directeur adjoint de l'OCAM. Ces conditions seront précisées dans un arrêté royal afin de permettre le futur recrutement effectif d'un directeur et d'un directeur adjoint à l'OCAM.

À court terme, nous souhaitons publier cet arrêté royal et finaliser la procédure pour le nouveau directeur et le nouveau directeur adjoint.

BANQUE DE DONNÉES COMMUNE (BDC)

L'utilisation de la BDC dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme

L'OCAM, dans son rôle de coordinateur de la **Stratégie T.E.R.**, s'assure que la BDC reste la plateforme où les services concernés peuvent s'échanger des informations. Le nouveau cadre légal en voie de finalisation permettra d'asseoir encore mieux le rôle de ces services, en particulier ceux qui dépendent des entités fédérées comme les maisons de Justice ou les services du département *Opgroeien*.

Avec la nouvelle loi, la TFL bénéficiera d'une base légale. Il sera également possible de mettre certaines informations de la BDC à la disposition du secteur des soins. En outre, certaines des mesures vis-à-vis des personnes fichées dans la BDC dont la TFL doit discuter, sont précisées.

personeel. De aanwervingsprocedures werden in de loop van het jaar 2022 uitgevoerd in samenwerking met SELOR en de diensten P&O van de FOD Binnenlandse Zaken. Dit resulteerde in geleidelijke indiensttredingen in 2022 en 2023.

Het OCAD zal samen met het NCCN gehuisvest worden in een **nieuwe infrastructuur**. Dit zal toelaten om bijkomende synergiën te creëren tussen beide diensten. De Regie der Gebouwen, in nauw overleg met de diensten van het OCAD en het NCCN, is momenteel de studies aan het afronden die nodig zijn voor het opstellen van de lastenboeken. Op basis hiervan zullen de nodige verbouwingswerken worden uitgevoerd alvorens beide diensten verhuizen naar het gemeenschappelijke gebouw.

OCAD-WET

In 2022 werd de **OCAD-wet** finaal aangenomen waarbij de aanwervingsvoorwaarden voor de directeur en de adjunct-directeur van het OCAD aangepast werden. Deze voorwaarden worden verder uitgewerkt in een koninklijk besluit om de toekomstige effectieve rekrutering van een directeur en een adjunct-directeur op het OCAD mogelijk te maken.

Op korte termijn willen we dit koninklijk besluit publiceren en de procedure voor de nieuwe directeur en adjunct afronden.

DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEGEVENS BANK (GGB)

Het gebruik van de GGB in het kader van de preventie en strijd tegen extremisme en terrorisme

Als coördinator van de **Strategie T.E.R.** waakt het OCAD erover dat de GGB het platform blijft waarop de betrokken diensten informatie kunnen uitwisselen. Het nieuwe wettelijke kader dat bijna is voltooid, zal het mogelijk maken om de rol van deze diensten nog beter te verankeren, in het bijzonder de diensten die afhangen van de deelstaten zoals de justitiehuisen of diensten van het departement Opgroeien.

Met de nieuwe wet zal de LTF wettelijk worden verankerd. Het zal ook mogelijk zijn om bepaalde informatie uit de GGB ter beschikking te stellen van de zorgsector. Daarnaast worden een deel van de maatregelen ten opzichte van individuen in de GGB die de LTF dient te bespreken, nader omschreven.

Une circulation rapide et efficace de l'information étant indispensable, l'OCAM s'engage également à conclure des protocoles de **partage de l'information**. Ainsi, un protocole a été conclu avec les maisons de Justice francophones en 2023, par analogie avec les maisons de Justice néerlandophones. Les discussions se poursuivront avec d'autres services d'appui en 2024, y compris avec la DG EPI ou l'OE (Office des étrangers).

Un protocole sera également conclu avec le service flamand d'information et de dépistage des communautés confessionnelles locales (*Vlaamse Informatie- en Screeningsdienst op de lokale geloofsgemeenschappen* ou *ISD*). Cette démarche s'inscrit dans le cadre du rôle d'analyse et de la dispense d'avis en matière de sécurité par l'OCAM pour les lieux de culte.

En 2024, l'OCAM continuera à se concentrer sur la mise en œuvre des protocoles existants et à les évaluer et à les adapter si nécessaire.

Une des missions de l'OCAM est de mettre à jour en permanence l'**évaluation de la menace** propre aux personnes répertoriées dans la Banque de données commune.

Pour réaliser les évaluations de la menace dans la BDC, l'OCAM a mis au point sa propre méthodologie, appelée ROOT37. L'évaluation scientifique de cette méthode d'évaluation a montré que la fiabilité entre les évaluateurs, la validité de la méthode et la cohérence entre les évaluations pouvaient encore être améliorées. C'est pourquoi l'OCAM procède à une réorganisation interne en créant un département interne spécifiquement dédié à l'évaluation de la menace des personnes figurant dans la BDC ou à la décision de les inclure ou non dans la BDC. Cette adaptation permettra une meilleure intervision et une meilleure cohérence des évaluations de la menace. Ce département sera également chargé de coordonner la stratégie T.E.R., d'assurer la liaison et de sensibiliser les partenaires à l'approche multidisciplinaire du terrorisme, de l'extrémisme et du processus de radicalisation.

Ces mesures seront mises en œuvre de manière à ce que, d'ici 2024, le processus d'analyse soit optimisé et que l'efficacité de la BDC soit renforcée.

Le nouveau projet de **cadre légal pour la Banque de données commune** est en cours de finalisation au niveau du gouvernement. Ce projet de loi sera bientôt soumis au Parlement.

Dans l'attente du nouveau cadre légal pour la BDC, les discussions en vue d'une (ré)organisation des accès

Omdat een snelle en efficiënte informatiedoorstroom van vitaal belang is zet het OCAD verder in op het afsluiten van protocollen voor **informatiedeling**. Zo werd een protocol gesloten met de Franstalige justitiehuisen in 2023 naar analogie met de Nederlandstalige justitiehuisen. De besprekingen met andere steundiensten in 2024 worden verdergezet, onder meer met DG EPI of DVZ (Dienst Vreemdelingen Zaken).

Ook met de Vlaamse informatie- en screeningsdienst geloofsgemeenschappen (ISD) zal een protocol worden gesloten. Dit kadert binnen de analyserende rol en het verlenen van veiligheidsadvies door het OCAD voor gebedhuizen.

In 2024 zal het OCAD zich verder richten op het implementeren van bestaande protocollen en deze waar nodig evalueren en bijsturen.

Een van de taken van het OCAD is het voortdurend bijwerken van de unieke **dreigingsevaluatie** van de personen die zijn opgenomen in de gemeenschappelijke databank.

Voor het opstellen van de dreigingsevaluaties in de GGB heeft het OCAD een eigen methodologie uitgewerkt, de zogenaamde ROOT37. Uit de wetenschappelijke evaluatie van deze evaluatiemethode is gebleken dat de betrouwbaarheid tussen de evaluatoren, de validiteit van de methodologie en de coherentie tussen de evaluaties nog kon worden verbeterd. Bijgevolg voert het OCAD een interne reorganisatie uit door een intern departement op te richten dat specifiek is gewijd aan de dreigings-evaluatie van personen opgenomen in de GGB of aan het besluit om ze al dan niet op te nemen in de GGB. Deze aanpassing zal zorgen voor een betere intervisie en een betere coherentie van de dreigingsevaluaties. Dit departement zal ook de rol op zich nemen van de coördinatie van de Strategie T.E.R., en het contact en sensibilisering ten aanzien van de partners van de multidisciplinaire aanpak van terrorisme, extremisme, met inbegrip van het radicaliseringsproces.

Dit wordt geïmplementeerd zodanig dat in 2024 het analyseproces is geoptimaliseerd en de effectiviteit van de GGB wordt versterkt.

Het nieuwe ontwerp voor het **wettelijk kader van de Gemeenschappelijke Gegevensbank** wordt momenteel afgerond op niveau van de regering. Dit wetsontwerp zal binnenkort worden voorgelegd aan het parlement.

In afwachting van het nieuwe wettelijke kader van de GGB worden de gesprekken met het oog op een (re)

de la BDC se poursuivent et ce, en fonction des prérogatives de chaque partenaire.

Techniquement, vu la mise en place de la **BDC3.0** en 2022, des ateliers sur le développement et les fonctionnalités ainsi que des consultations sont continuellement organisés avec les utilisateurs de la BDC. Ces ateliers se poursuivront en 2024.

SÉCURITÉ ET PROTECTION DES INFRASTRUCTURES CRITIQUES (IC)

En 2023, l'OCAM a travaillé d'arrache-pied pour résorber le retard accumulé dans les analyses de la menace pesant sur les **infrastructures critiques**.

En 2024 également, ce domaine constituera une priorité importante de l'OCAM. Les analyses à venir s'appuieront sur une nouvelle méthodologie qui sera mise au point en 2024.

De même, l'OCAM, en collaboration avec le NCCN, souhaite travailler à l'élaboration d'une meilleure vue d'ensemble et à un meilleur flux d'informations sur les incidents qui se produisent dans les différents secteurs. Cela doit permettre à l'OCAM de mener ou d'adapter des analyses de la menace plus rapidement et plus efficacement.

Dans le cadre de la guerre en Ukraine, l'OCAM s'est vu confier une **nouvelle tâche ad hoc**: une analyse régulière "*all threats*" découlant de la guerre. L'OCAM est déjà compétent dans un certain nombre de domaines liés à cette guerre, tels que les analyses de la menace relatives aux infrastructures critiques et le suivi des menaces émanant de l'opposition politique active sur le territoire belge.

L'OCAM analysera comment ces compétences peuvent être fusionnées dans un ensemble cohérent d'analyses de menaces interétatiques.

L'OCAM est également impliqué dans le suivi de la **Plateforme "menaces hybrides"** et s'efforcera dans ce contexte de contribuer positivement aux développements qui s'y produisent.

AFFINEMENT DE LA MÉTHODOLOGIE DES ÉVALUATIONS PONCTUELLES DE LA MENACE

Au sein du département Analyse ponctuelle, des évaluations quotidiennes sont réalisées au sujet de la

organisation van de toegangen van de GGB verdergezet afhankelijk van de voorrechten van elke partner.

Op technisch vlak worden er, gelet op de implementatie van de **GGB 3.0** in 2022, voortdurend workshops over de ontwikkeling en de functionaliteiten alsook besprekingen georganiseerd met de gebruikers van de GGB. Deze workshops worden in 2024 voortgezet.

VEILIGHEID EN BESCHERMING KRITIEKE INFRASTRUCTUREN (KI)

Het OCAD heeft in 2023 hard ingezet op het wegwerken van de achterstand voor de dreigingsanalyses met betrekking tot **kritieke infrastructuren**.

Ook in 2024 zal dit domein een belangrijke prioriteit uitmaken van het OCAD. Toekomstige analyses zullen worden voorzien van een nieuwe methodologie die in 2024 op punt zal worden gesteld.

Eveneens wil het OCAD, in samenwerking met het NCCN inzetten op het ontwikkelen van een beter overzicht en een betere informatiestroom van incidenten die plaatsvinden binnen de verschillende sectoren. Dit moet het OCAD toelaten om sneller en efficiënter dreigingsanalyses uit te voeren of aan te passen.

In het kader van de oorlog in Oekraïne kreeg het OCAD er **ad hoc een nieuwe taak** bij: een regelmatige analyse van de dreiging "*all threats*" voortvloeiende uit de oorlog. Het OCAD is reeds bevoegd in een aantal domeinen gelinkt aan deze oorlog zoals bijvoorbeeld de dreigingsanalyses met betrekking tot de Kritische Infrastructuren en de opvolging van dreigingen uitgaande van politieke oppositie actief op het Belgisch grondgebied.

Het OCAD zal analyseren hoe deze bevoegdheden tot een coherent geheel van interstatelijke dreigingsanalyses kunnen worden samengevoegd.

Het OCAD is eveneens betrokken bij de opvolging van het **Platform hybride dreigingen**, en zal in dat verband inzetten op het positief bijdragen aan de ontwikkelingen die er in dit domein plaatsvinden.

VERFIJNEN METHODOLOGIE PUNCTUELE DREIGINGSEVALUATIES

Binnen het departement punctuele analyse worden dagelijks evaluaties opgesteld met betrekking tot de

menace terroriste et/ou extrémiste liée à toutes sortes d'événements (sociaux, culturels, sportifs, diplomatiques, professionnels, politiques...), des visites de VIP dans le cadre d'incidents/événements concrets ou la menace émanant d'individus ou de groupes. Le nombre annuel d'évaluations ponctuelles de la menace reste stable, et est compris entre 1.500 et 2.000 par an.

L'OCAM est de plus en plus confronté à un nombre croissant d'**analyses ponctuelles** liées à des menaces (inter)étatiques découlant du conflit en Ukraine, à des infrastructures critiques et à des visites/événements de pays impliqués. Cette tendance à la hausse est appelée à se poursuivre.

L'OCAM s'attache en permanence à perfectionner et à mettre à jour la méthodologie de l'analyse ponctuelle des menaces extrémistes et terroristes. L'objectif est de faire en sorte que toutes les demandes se traduisent par des évaluations ponctuelles. Un flux optimal d'informations avec les services partenaires de l'OCAM est crucial à cet égard. La nouvelle méthodologie sera finalisée au plus tard au début de l'année 2024.

Analyse stratégique

En 2022, l'OCAM a développé une nouvelle méthodologie pour suivre les signalements de menaces, les catégoriser et les inclure dans des analyses trimestrielles qui sont partagées avec tous les partenaires externes et qui constituent également la base d'un bilan annuel.

En plus d'affiner ce suivi, en 2024, l'OCAM entend également se concentrer sur l'amélioration du suivi des incidents au sein des différents phénomènes qu'il surveille. À cette fin, les mesures nécessaires seront prises pour un enregistrement et une classification plus efficaces, ainsi qu'une meilleure circulation de l'information avec les services partenaires de l'OCAM.

L'OCAM publiera une quatrième édition de sa revue scientifique *Radices* sur une plateforme en ligne accessible au public en juin 2024. Cette édition sera la deuxième pour laquelle le comité de rédaction, composé de membres du monde académique et de l'OCAM, supervisera la rédaction de la revue.

Lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme

En 2023, l'OCAM a investi dans la sensibilisation à la création des **CSIL-Radicalisme** en se concertant avec les pouvoirs locaux sur cette question dans plus de vingt villes et communes.

terroristische en/of extremistische dreiging ten aanzien van allerhande evenementen (sociale, culturele, sportieve, diplomatieke, zakelijke, politieke...), bezoeken van VIP's naar aanleiding van concrete incidenten/gebeurtenissen of de dreiging uitgaande van personen of groeperingen. Het jaarlijkse aantal punctuele dreigingsanalyses blijft stabiel tussen de 1.500 en 2.000 per jaar.

Het OCAD wordt meer en meer geconfronteerd een stijgend aantal van **punctuele analyses** gelinkt aan onder andere de (inter)statelijke dreiging naar aanleiding van het conflict in Oekraïne, de kritieke infrastructuur en bezoeken/events van betrokken landen. Die stijgende tendens zal zich alleen maar verderzetten.

Het is een permanent aandachtspunt van het OCAD om de methodologie te verfijnen en te actualiseren van de punctuele analyse van de extremistische en terroristische dreiging. Dit met als doel dat alle vragen tot punctuele evaluaties worden uitgevoerd. Een optimale infolux met de partnerdiensten van het OCAD speelt hierin een cruciale rol. De nieuwe methodologie zal ten laatste begin 2024 worden gefinaliseerd.

Strategische analyse

OCAD ontwikkelde in 2022 een nieuwe methodologie om dreigingsmeldingen op te volgen, te categoriseren en mee te nemen in driemaandelijkse analyses die worden gedeeld met alle externe partners en die ook de basis vormen voor een jaaroverzicht.

Naast het verfijnen van deze opvolging, wil het OCAD naar analogie hiermee in 2024 ook inzetten op het verbeteren van de opvolging van incidenten binnen de verschillende fenomenen die het OCAD opvolgt. Hiervoor worden de nodige maatregelen genomen voor een efficiëntere registratie en classificatie en informatiedoorstroming met de partnerdiensten van het OCAD.

Het OCAD zal in juni 2024 een vierde editie uitgeven van het wetenschappelijk magazine *Radices* op een publiek toegankelijk online platform. Deze editie wordt de tweede waarbij de redactieraad, samengesteld uit leden uit de academische wereld en het OCAD, de redactie van het magazine zal overzien.

Aanpak van radicalisering, gewelddadig extremisme en terrorisme

In 2023 heeft het OCAD geïnvesteerd in de sensibilisering voor de oprichting van de **LIVC Radicalisme** door in meer dan twintig steden en gemeenten hierover in overleg te gaan met de lokale besturen.

En 2023, deux formations ont également été organisées pour les coordinateurs CSIL-R, dans la continuité de la dynamique engagée en 2022.

Dans le cadre de son fonctionnement interne, l'OCAM continuera à s'attacher à établir encore davantage le lien entre le fonctionnement des **TFL et des CSIL-R**. En effet, au-delà du rôle de prévention et de détection précoce du phénomène de radicalisation, la CSIL-R doit également assurer le suivi socio-préventif et l'accompagnement dans un processus de réintégration des personnes fichées dans la BDC.

L'OCAM tire également les leçons du tragique incident qui a coûté la vie à l'inspecteur de police Thomas Monjoie à Schaerbeek en novembre 2022. Ce drame montre qu'une bonne évaluation des problèmes de santé mentale d'une personne est indispensable pour prendre d'éventuelles mesures supplémentaires.

La Task force nationale, c'est-à-dire l'organe stratégique qui réunit tous les partenaires de la Stratégie T.E.R., a chargé un groupe de travail ad hoc de formuler des recommandations pour un meilleur suivi forensique des personnes reprises dans la BDC.

Les recommandations porteront notamment sur les lacunes structurelles en matière de suivi forensique et sur des pistes de meilleures prises en charge de la problématique psychique et extrémiste.

Le 16 octobre 2023, deux citoyens suédois ont perdu la vie à Bruxelles à la suite d'un attentat terroriste. Une troisième personne a été grièvement blessée. Vis-à-vis des victimes et de leurs proches, nous avons le devoir de continuer à chercher des moyens de prévenir de tels événements dramatiques ainsi que d'améliorer et de renforcer les procédures et le partage d'informations. Il s'agit notamment de consolider l'échange d'informations entre les États membres de l'Union européenne. Nous devons également continuer à accorder la priorité à toutes les initiatives relatives au partage des bases de données et à l'échange d'informations entre les services de sécurité et de renseignement. Cette démarche est cruciale pour la lutte contre le terrorisme, mais elle est également essentielle pour que les analyses de la menace soient aussi précises que possible. Il en résultera un plan d'actions concrètes pour la Police Intégrée. Entre-temps, la Police Judiciaire Fédérale et la police des chemins de fer seront déjà structurellement renforcées.

En outre, le gouvernement invite la Chambre à demander au Comité permanent de contrôle des services de police et au Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité de procéder à un examen

In 2023 zijn er ook twee opleidingen georganiseerd voor de LIVCR-coördinatoren, in navolging van de dynamiek die was opgestart in 2022.

In zijn interne werking zal het OCAD verder de focus leggen om nog meer het verband te leggen tussen de werking van de **LTF's en de LIVCR's**. Buiten de rol van preventie en vroegdetectie van het fenomeen van radicalisering, dient de LIVCR immers ook in te staan voor de sociopreventieve opvolging en de begeleiding in een re-integratietraject van de personen opgenomen in de GGB.

Het OCAD trekt ook lessen uit het spijtige voorval waarbij politie-inspecteur Thomas Monjoie om het leven kwam in Schaerbeek in november 2022. Uit dit voorval blijkt dat een goede inschatting van de psychische problematiek van een persoon noodzakelijk is om eventuele bijkomende maatregelen te nemen.

De Nationale Task Force, het strategisch orgaan dat alle partners van de Strategie T.E.R. verenigt, heeft een ad hoc werkgroep opgedragen aanbevelingen te formuleren voor een betere forensische opvolging van de personen opgenomen in de GGB.

De aanbevelingen zullen onder meer betrekking hebben op structurele tekortkomingen op het gebied van forensische opvolging en op mogelijkheden om de aanpak van psychologische en extremistische problemen te verbeteren.

Op 16 oktober 2023 kwamen twee Zweedse burgers om het leven in Brussel ten gevolge van een terroristische aanslag. Een derde persoon werd ernstig gewond. We zijn het de slachtoffers en hun nabestaanden of naasten verschuldigd om te blijven zoeken naar manieren om dergelijke dramatische gebeurtenissen te voorkomen en procedures en informatie-uitwisseling te verbeteren en versterken. Zo moet onder meer het delen van informatie tussen de Europese lidstaten worden versterkt. Ook moeten we verder prioriteit maken van alle initiatieven rond het delen van databanken en het uitwisselen van informatie tussen de veiligheid- en inlichtingendiensten. Dit is cruciaal in het voorkomen van terrorisme, maar ook essentieel om dreigingsanalyses zo accuraat mogelijk te maken. Dit zal resulteren in een actieplan met concrete acties voor de Geïntegreerde Politie. Zo zal alvast de Federale Gerechtelijke Politie en de Spoorwegpolitie structureel worden versterkt.

Verder nodigt de regering de Kamer uit om het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten te vragen een doorlichting te maken van het

approfondi de l'ensemble du dossier afin de clarifier la position d'information des acteurs intervenant au sein de la Police Fédérale, de la Police Locale, de la Sûreté de l'État et de l'OCAM.

Un éventail de mesures supplémentaires de renforcement

Le **procès des attentats** de 2016 a été épargné par les menaces sérieuses et l'OCAM n'a jamais dû ajuster les niveaux de menace déterminés. Il ne fait aucun doute que les nombreuses mesures de sécurité ont eu un effet dissuasif.

En 2024, dans le cadre des Jeux Olympiques, l'OCAM assumera, comme l'ensemble des services de sécurité, son rôle dans l'évaluation de la menace liée à cet événement de grande envergure. Il coopérera dès lors étroitement avec son homologue français.

Communication

Une **communication publique claire et sans ambiguïté** est plus importante que jamais en ces temps de polarisation, de désinformation et de "fake news". Avec son site web, l'OCAM entend contribuer à une plus grande transparence concernant l'extrémisme et le terrorisme en Belgique.

En 2024, une nouvelle section sera développée sur le site web de l'OCAM, qui fournira plus d'explications sur les phénomènes ayant un impact sur l'image actuelle de la menace. Des travaux seront également menés pour accroître la transparence des chiffres liés aux personnes fichées dans la BDC.

Dans le prolongement des activités déjà entreprises en 2023, il reste prioritaire pour l'OCAM de travailler avec les services partenaires sur un **cadre commun de concepts** et une méthodologie plus précise pour déterminer exactement ce qui doit être considéré comme de l'extrémisme/extrémisme. Cette démarche fera l'objet d'un groupe de travail spécifique dans le cadre de la stratégie T.E.R.

L'objectif est, à une époque où les idéologies extrémistes sont de plus en plus diffuses, de donner aux services partenaires de la stratégie T.E.R. une meilleure idée de la manière dont ils peuvent éventuellement rassembler et aborder des individus au sein d'une LTF.

Nouvelle infrastructure et statut adapté pour l'OCAM

Le gouvernement a suivi la recommandation de la Commission d'enquête parlementaire sur les attentats

hele dossier zodat de informatiepositie wordt opgehelderd van de tussenkomende actoren bij de federale politie, de lokale politie, de VSSE en het OCAD.

Een scala aan bijkomende, versterkende maatregelen

Het **proces van de aanslagen** van 2016 bleef gespaard van ernstige dreigingen en het OCAD diende de voorziene dreigingsniveaus nooit aan te passen. Zonder twijfel hadden de talrijke veiligheidsmaatregelen een afschrikwekkend effect.

In 2024, ter gelegenheid van de Olympische Spelen, net als alle veiligheidsdiensten, zal het OCAD zijn rol opnemen in het kader van de dreigingsevaluatie voor dit grootschalig evenement. Het OCAD zal dan ook nauw samenwerken met zijn Franse homologue dienst.

Communicatie

Een **heldere en eenduidige publieke communicatie** is in deze tijden van polarisering, desinformatie en fake news belangrijker dan ooit. Met zijn website wil het OCAD bijdragen aan een grotere transparantie rond extremisme en terrorisme in België.

In 2024 wordt een nieuw onderdeel op de website van het OCAD ontwikkeld die meer duiding zal geven over de fenomenen die impact hebben op het actuele dreigingsbeeld. Daarnaast zal ook werk worden gemaakt worden van een grotere transparantie over de cijfers van de personen die zich in de GGB bevinden.

In navolging van de activiteiten die reeds in 2023 plaatsvonden blijft het voor het OCAD een prioriteit om samen met de partnerdiensten in te zetten op een **gemeenschappelijk begrippenkader** en een méér verfijnde methodologie om te bepalen wat precies als extremisme/extremistisch dient te worden beschouwd. Dit wordt verder opgenomen in een specifieke werkgroep binnen het kader van de Strategie T.E.R.

Het objectief hierachter is in tijden van het steeds diffuser worden van extremistische ideologieën, de partnerdiensten binnen de Strategie T.E.R. een betere houvast te geven om eventueel personen te agenderen en te bespreken binnen een LTF.

Nieuwe infrastructuur voor het OCAD en een aangepast statuut

De regering is de aanbeveling van de parlementaire onderzoekscommissie naar de terreuraanslagen

terroristes en stipulant explicitement dans l'Accord de gouvernement qu' *"en exécution de la recommandation de la Commission d'enquête parlementaire, un statut de base unique sera créé pour le personnel de la VSSE, le personnel civil du SGRS et le personnel de l'OCAM. Les effectifs seront également renforcés."*

Un tel **statut unique** se justifie pleinement par le fait que les services travaillent depuis plusieurs années à renforcer les synergies, la collaboration et les opérations conjointes.

Le gouvernement a chargé les services concernés de préparer ce statut, avec l'appui d'experts de BOSA.

Dans cette optique, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer le nouveau statut.

Le projet d'arrêté royal créant ce nouveau statut ainsi que les mesures transitoires pour le personnel actuellement en fonction sont en phase de finalisation et seront bientôt inscrits dans le processus réglementaire.

ODD

À l'instar de tous les services du SPF Intérieur, l'OCAM se concentrera également sur la réalisation des objectifs de développement durable. Le rôle de coordination de l'OCAM dans le cadre de la Stratégie T.E.R s'inscrit indubitablement dans l'objectif **16.10.a**. Cette stratégie vise à introduire une approche multidisciplinaire, impliquant des acteurs sociopréventifs et sécuritaires à tous les niveaux de pouvoir. Par ailleurs, l'OCAM est également en contact avec certains pays tiers afin de partager ses connaissances, son expertise et sa méthodologie en matière de lutte contre le terrorisme.

L'OCAM a également pour mission de traiter des données à caractère personnel sensibles, notamment par le biais d'évaluations de la menace individuelle de personnes reprises dans la BDC. Cette mission est assurée dans le respect total des prescriptions en la matière (**ODD 16.3**).

Enfin, comme pour tous les collaborateurs du SPF Intérieur, l'OCAM entreprend des actions visant à garantir un environnement de travail serein, en permettant un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en organisant en permanence des actions de sensibilisation à l'épuisement professionnel et en promouvant l'esprit d'équipe par le biais d'activités sociales ou sportives (**ODD 10.3**).

gevolgd door in het regeerakkoord expliciet het volgende te voorzien: *"In uitvoering van de aanbeveling van de parlementaire onderzoekscommissie komt er een eengemaakt basisstatuut voor het personeel van de VSSE, het burgerpersoneel van ADIV en het personeel van het OCAD. Er komt ook een versterking van de personeelseffectieven."*

Een dergelijk **eenheidsstatuut** kan volledig worden verantwoord door het feit dat de diensten al verschillende jaren werken aan meer synergie, samenwerking en gezamenlijke operaties.

De regering heeft de betrokken diensten de opdracht gegeven om dit statuut voor te bereiden, met de steun van experts van BOSA.

In die optiek is werkgroep opgericht om het nieuwe statuut vorm te geven.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat dit nieuwe statuut uittekent, evenals de overgangsmaatregelen voor het personeel dat op dit moment in functie is, bevinden zich in een finaal stadium om weldra in het regelgevingsproces te worden opgenomen.

DOD's

Net als alle diensten van de FOD Binnenlandse Zaken zal het OCAD zich ook toeleggen op het bereiken van duurzame ontwikkelingsdoelstellingen. De coördinerende rol van het OCAD binnen de Strategie T.E.R past ongetwijfeld binnen de doelstelling **16.10.a**. Deze strategie heeft tot doel een multidisciplinaire aanpak in te voeren, waarbij sociopreventieve en veiligheidsactoren betrokken zijn op alle bestuursniveaus. Bovendien staat het OCAD ook in contact met bepaalde derde landen om zijn kennis, expertise en methodologie te delen in de strijd tegen terrorisme.

Het OCAD heeft eveneens als opdracht gevoelige persoonsgegevens te verwerken, onder meer via individuele dreigingsevaluaties van personen die zijn opgenomen in de GGB. Deze opdracht wordt uitgevoerd met volledige inachtneming van de voorschriften hieromtrent (**DOD 16.3**).

Ten slotte onderneemt het OCAD, zoals voor alle werknemers van de FOD Binnenlandse Zaken, acties om een serene werkomgeving te verzekeren, door een goede balans tussen werk- en privéleven mogelijk te maken, voortdurend sensibiliseringsacties rond burn-out te organiseren en teamspirit te bevorderen via sociale of sportieve activiteiten (**DOD 10.3**).

AFCN

RÔLE DE L'AFCN EN 2023-2024 EN VUE D'UNE SORTIE DU NUCLÉAIRE SÛRE ET RESPONSABLE ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

La sûreté et la sécurité restent prioritaires pour l'AFCN, tant au cours de la période d'exploitation restante, qu'au moment de l'arrêt définitif et du démantèlement des centrales nucléaires, jusqu'au stockage définitif et sûr des déchets radioactifs.

L'AFCN maintiendra son engagement à long terme en matière de radioprotection, de sûreté et de sécurité nucléaires. L'AFCN poursuivra et assurera cette démarche de manière proactive, continue et indépendante, en tenant compte de l'exploitation prolongée des deux centrales nucléaires les plus récentes, Doel 4 et Tihange 3, et de l'arrêt définitif des autres réacteurs au plus tard fin 2025. Dans ce contexte, l'AFCN se concentrera sur son développement en tant que service public fort, de façon transparente et responsable (conformément à l'**ODD 16**).

Dans l'attente de l'arrêt définitif prévu de certaines centrales nucléaires, il est primordial que notre pays veille à la sécurité de l'exploitation jusqu'au dernier jour et ce, parallèlement aux préparatifs de l'arrêt définitif et du démantèlement. La sécurisation des sites doit être maintenue à niveau jusqu'à la disparition des matières fissiles. Enfin, le corps de surveillance et de protection DAB continuera à être déployé pour les sites nucléaires d'ici la fin de l'année 2024.

Conformément à sa mission, l'AFCN suivra de près la **préparation du démantèlement dans tous ses aspects**, à savoir: la sûreté nucléaire, la radioprotection, la sécurité, le contrôle de la non-prolifération et la gestion des matières fissiles et du flux de déchets (production, stockage provisoire, traitement jusqu'à l'élimination), les transports et les conteneurs.

À cet égard, il est essentiel de maintenir, renforcer et adapter l'**expertise nécessaire** aux évolutions des secteurs que contrôle l'AFCN, en tenant compte de l'évolution des risques associés et ce, sans la moindre forme de discrimination (**ODD5**).

Pour que toutes les activités de l'AFCN et de sa filiale technique Bel V puissent également être garanties à l'avenir, nous continuerons à développer, avec le soutien de l'AFCN, l'approche future du financement à plus long terme décidée par le Conseil des ministres le 20 juillet 2023. Une organisation fédérale forte et indépendante

FANC

ROL VAN HET FANC IN 2023-2024 MET HET OOG OP EEN VEILIGE EN VERANTWOORDE KERNUITSTAP EN ONDERSTEUNENDE MAATREGELEN

Zowel tijdens de resterende uitbating, de definitieve stopzetting en de ontmanteling van de kerncentrales, als tot en met de uiteindelijke veilige berging van het radioactief afval, blijven veiligheid en beveiliging de prioriteit van het FANC.

Het FANC zal op lange termijn blijven inzetten op stralingsbescherming, nucleaire veiligheid en beveiliging. Het FANC zal dit verderzetten en borgen op een proactieve, continue en onafhankelijke manier, rekening houdend met de verlengde uitbating van de twee meest recente kerncentrales Doel 4 en Tihange 3, en de definitieve stopzetting van de andere reactoren tegen uiterlijk eind 2025. Hierbij zal het FANC focussen op het zich verder ontwikkelen als sterke publieke dienst op een transparante en verantwoordelijke wijze (conform **SDG 16**).

In afwachting van de definitieve stopzetting van bepaalde kerncentrales is het voor België van essentieel belang dat de uitbating veilig verloopt tot de laatste dag, en dit in parallel met de voorbereiding van de definitieve stopzetting en de ontmanteling. De beveiliging van de sites moet op niveau worden gehouden tot de splijtstoffen ervan verdwenen zijn. Tot slot zal het bewakings- en beschermingskorps DAB voor de nucleaire sites verder worden ontplooid tegen eind 2024.

Overeenkomstig zijn missie zal het FANC de **voorbereiding van de ontmanteling in al haar aspecten** nauwgezet opvolgen, i.e.: nucleaire veiligheid, stralingsbescherming, beveiliging, toezicht op non-prolifерatie en beheer van splijtstoffen en afvalstromen (productie, tussenopslag, verwerking tot en met berging), transporten en containers.

Het is daarbij essentieel de **nodige expertise** te behouden, te versterken en aan te passen aan de evoluties in de sectoren waar het FANC toezicht houdt, rekening houdend met de evolutie van de hierbij horende risico's. Dit zonder enige vorm van discriminatie (**SDG 5**).

Om ervoor te zorgen dat al de activiteiten van het FANC en zijn technisch filiaal Bel V ook naar de toekomst toe kunnen worden gegarandeerd, zullen wij met ondersteuning van het FANC de in de Ministerraad van 20 juli 2023 besliste toekomstige aanpak voor financiering op langere termijn verder uitwerken. Een sterke

comme l'AFCN doit en effet continuer à garantir que cette transition puisse se dérouler sans impact pour les travailleurs, la population ou l'environnement.

En fonction des situations spécifiques susceptibles d'apparaître lors du démantèlement, **la réglementation applicable sera ajustée, le cas échéant.** Dans le domaine de la sécurité, les règles relatives à la surveillance des substances radioactives et à la surveillance des personnes pénétrant sur les sites nucléaires seront renforcées.

Les initiatives réglementaires nécessaires seront prises à cet effet afin de modifier la loi AFCN du 15 avril 1994 et la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

La sécurité des déchets radioactifs est une priorité

À la suite des modifications légales apportées en 2021 visant à préciser le rôle de l'AFCN en tant qu'autorité de sécurité nucléaire et celui de l'ONDRAF en tant que gestionnaire des déchets radioactifs, les deux organismes poursuivront l'élaboration des arrêtés d'exécution relatifs aux règles générales pour les déchets radioactifs et au système d'acceptation des déchets radioactifs de l'ONDRAF.

L'AFCN continuera de prendre ses responsabilités dans les processus aboutissant aux décisions de principe sur le stockage en profondeur de déchets hautement radioactifs et/ou à longue durée de vie, ainsi que sur les réalisations nécessaires.

Rôle de l'AFCN dans la planification d'urgence et la surveillance du territoire

Comme indiqué dans l'accord de gouvernement, l'AFCN contribue de manière constructive, dans le cadre de sa mission, à la révision des plans d'urgence. Son implication étroite dans la révision du plan d'urgence nucléaire relancé par le NCCN en 2023, ainsi que son rôle d'expert dans le soutien à la cellule CBRNe, se poursuivront.

L'AFCN a déjà renforcé sa propre infrastructure de crise afin de soutenir le NCCN et continuera à la développer ainsi qu'à la tester à l'avenir. Le programme de surveillance radiologique sur le territoire et le réseau de mesure Telerad restent garantis: au cours de la période 2024-26, l'ensemble du réseau Telerad sera modernisé. En outre, une extension de la surveillance de la radioactivité dans l'air a également été prévue à

en onafhankelijke federale organisatie als het FANC dient immers te blijven waarborgen dat deze transitie kan gebeuren zonder dat dit een impact heeft op de werknemers, de bevolking of het milieu.

In functie van specifieke situaties die kunnen ontstaan bij ontmanteling zal de **toepasselijke, relevante regelgeving waar nodig worden aangepast.** Op het gebied van beveiliging zal de regelgeving worden versterkt voor het toezicht op radioactieve stoffen en het toezicht op personen die nucleaire sites betreden.

De nodige reglementaire initiatieven worden hiervoor genomen om de FANC-wet van 15 april 1994 en de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen te wijzigen.

De veiligheid van het radioactief afval is prioritair

Nadat in 2021 de nodige wetswijzigingen die de rol van het FANC als nucleaire veiligheidsautoriteit en die van NIRAS als radioactief afvalbeheerder verduidelijken werden doorgevoerd, werken het FANC en NIRAS samen verder aan de uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de algemene regels voor radioactief afval en met betrekking tot het NIRAS-acceptatiesysteem voor radioactief afval.

Het FANC zal zijn verantwoordelijkheid blijven nemen in de processen die leiden tot principebeslissingen rond diepe berging van hoogactief en/of langlevend afval, en tot de nodige realisaties.

Rol van het FANC bij noodplanning en het toezicht op het grondgebied

Zoals vermeld in het regeerakkoord, werkt het FANC binnen zijn missie constructief mee aan een herziening van de noodplannen. Zijn nauwe betrokkenheid bij de herziening van het nucleair noodplan die door het NCCN in 2023 werd heropgestart, en zijn rol als expert bij de ondersteuning van de CBRNe-cel zullen worden verdergezet.

Ter ondersteuning van het NCCN heeft het FANC zijn eigen crisisinfrastructuur reeds versterkt. Het FANC zal deze in de toekomst nog verder uitwerken en testen. Het radiologisch toezichtprogramma op het grondgebied en het meetnetwerk Telerad blijven gegarandeerd: in de periode 2024-26 zal het volledige Teleradnetwerk worden gemoderniseerd. Daarnaast is tevens een uitbreiding van de monitoring van radioactiviteit in luchtstof voorzien

proximité des frontières, et en particulier autour du site de stockage des déchets de Dessel.

Il est important pour l'AFCN que le passif nucléaire belge soit apuré par une solution durable et définitive, afin de continuer à garantir la sécurité des sites concernés sur le long terme.

Le projet de loi a été approuvé par le Parlement en 2022 afin d'assainir les sites historiquement contaminés.

L'AFCN a rédigé les arrêtés d'exécution de cette loi afin de la mettre en œuvre. Ces arrêtés permettront d'assainir les sites concernés et identifiés.

Pour l'assainissement du site d'Umicore historiquement contaminé par le radium, l'AFCN, l'ONDRAF et l'OVAM continueront de déployer leur plan d'action en 2024, comme prévu.

Par ailleurs, les technologies et applications utilisant des rayons ionisants dans le secteur médical évoluent très rapidement et là aussi, la qualité, la sécurité, la radioprotection et la prévention seront garanties de manière centralisée. Les innovations, développées aussi bien en Belgique qu'à l'étranger dans le domaine de la médecine nucléaire, ouvrent de nouvelles perspectives pour nombre de patients et s'inscrivent dans le cadre de l'**ODD 3** (Bonne santé et bien-être). L'AFCN garantira la sécurité des patients et du personnel si ces techniques sont introduites en Belgique.

Rôle de l'AFCN au niveau international

La Belgique dispose d'un savoir-faire reconnu et d'une excellente réputation en matière de recherche sur la technologie nucléaire et les rayonnements ionisants. Des projets innovants tels que MYRRHA et d'autres projets au SCK CEN, à l'IRE ou en recherche médicale nécessitent un très haut niveau de sécurité, de sécurisation, de non-prolifération et de radioprotection (**ODD 9**). Un contrôle adéquat des autorités de sécurité, de l'AFNC et de sa filiale technique Bel V est essentiel à cet égard.

L'AFNC, en coopération avec Bel V, a lancé de manière proactive un plan d'action en 2022 afin d'acquérir, de renforcer et d'échanger au niveau international les connaissances relatives aux SMR. Ce travail se poursuit.

L'AFCN et Bel V sont actifs sur le plan international au sein de diverses plateformes de coopération sur la science, l'innovation et le partage de connaissances

nabij de grenzen en vooral rond de afvalbergingsite in Dessel.

Het is belangrijk voor het FANC dat de Belgische nucleaire passiva worden weggewerkt in een duurzame en definitieve oplossing, om de veiligheid van de betrokken sites op termijn te kunnen blijven garanderen.

Met het oog op de sanering van historisch besmette sites werd in 2022 het wetsontwerp door het Parlement goedgekeurd.

Het FANC heeft de onderliggende uitvoeringsbesluiten bij deze wet opgesteld met het oog op de uitvoering van deze wet. Hiermee zullen de betrokken en geïdentificeerde sites kunnen worden gesaneerd.

Voor de sanering van de historisch met radium vervuilde site van Umicore, zullen het FANC, NIRAS en OVAM in 2024 hun plan van aanpak verder uitrollen zoals gepland.

Daarnaast evolueren de technologieën en toepassingen met ioniserende stralingen in de medische sector heel snel en zal ook hier de kwaliteit, veiligheid, stralingsbescherming en preventie centraal worden gegarandeerd. De innovaties die zowel in België en als in het buitenland worden ontwikkeld in de nucleaire geneeskunde openen een perspectief voor vele patiënten en kaders in **SDG 3** (Good health and well-being). Het FANC zal de veiligheid van patiënt en personeel borgen indien deze technieken in België worden ingevoerd.

Rol van het FANC op internationaal niveau

België beschikt over een erkende knowhow en een uitstekende reputatie in onderzoek dat een beroep doet op nucleaire technologie en ioniserende stralingen. Innovatieve projecten zoals MYRRHA en andere projecten bij het SCK CEN en het IRE of in het medisch onderzoek vereisen een zeer hoog niveau van veiligheid, beveiliging, non-proliferatie en stralingsbescherming. (**SDG 9**) Een adequaat toezicht van de veiligheidsoverheid - het FANC en zijn technisch filiaal Bel V - is daarbij zeer belangrijk.

Het FANC lanceerde samen met Bel V in 2022 op proactieve wijze een plan van aanpak om de kennis met betrekking tot SMR te verwerven, verder op te bouwen en internationaal uit te wisselen. Dit werk wordt verder uitgebouwd.

Het FANC en Bel V zijn internationaal actief binnen verschillende samenwerkingsplatforms inzake wetenschap, innovatie en het delen van kennis (**SDG 17**). In

(ODD17). En accord avec l'AFCN et Bel V, nous visons à assurer un niveau de sécurité, de sûreté, de radio-protection et des garanties de premier plan au niveau international.

Pour concrétiser cet objectif, l'AFCN renforcera la coopération bilatérale, ouverte et transparente avec les autorités de sécurité des pays voisins, mise en place ces dernières années. En outre, l'AFCN s'efforce de renforcer les contacts bilatéraux avec d'autres organismes régulateurs tant nationaux qu'internationaux, notamment en vue d'un échange d'expériences sur le démantèlement, le stockage, le projet MYRRHA et les SMR, les emballages à double usage, les colis de transport et les technologies nucléaires innovantes. Les efforts visant à renforcer la sécurité seront également développés.

Dans un **environnement multilatéral** également (comme la CE, l'OCDE et l'AIEA), l'objectif est de maintenir la réglementation belge à un haut niveau international et de garantir la contribution de la position belge. La collaboration avec les États-Unis et d'autres partenaires internationaux, dont l'AIEA, sur l'*Insider Threat Mitigation*, se poursuivra. En mars 2024, l'AFCN organisera un 2^e symposium international sur ce thème à Bruxelles, en collaboration avec ses collègues américains de la NNSA.

L'AFCN poursuivra également sa collaboration avec ses collègues finlandais de la STUK sur les différentes questions prioritaires décrites dans le livre blanc "*Safeguards by Design*" rédigé conjointement.

Les autorités, l'AFCN et Bel V sont ouverts aux audits internationaux dans le but d'augmenter encore le niveau de sûreté et de sécurité en Belgique. La mission IRRS (Integrated Regulatory Review Service) de l'AIEA a eu lieu en juin de cette année. Le rapport final de cette mission accomplie avec succès sera disponible sur les sites web de l'AIEA et de l'AFCN. Les mesures nécessaires à la poursuite de l'amélioration seront prises dans le cadre d'un plan d'action approprié. En outre, l'AFCN apportera également sa contribution en soutien à un autre examen par les pairs de l'AIEA, une mission "ARTEMIS" liée à la gestion des déchets, à la gestion des matières fissiles, au déclassement et à la réhabilitation des sites, prévue pour la fin 2023, avec une coordination belge par le biais de l'ONDRAF.

overeenstemming met het FANC en Bel V willen we een niveau van veiligheid, beveiliging, stralingsbescherming en safeguards borgen dat internationaal toonaangevend is.

Om dit te concretiseren zal het FANC de in de voorbije jaren opgezette bilaterale, open en transparante samenwerking met de veiligheidsautoriteiten van de buurlanden versterken. Daarnaast werkt het FANC ook aan de versterking van bilaterale contacten met andere zowel nationale als internationale regulatoren, o.a. met het oog op ervaringsuitwisseling rond ontmanteling, berging, MYRRHA en SMR, dual purpose casks, transportcolli en innovatieve nucleaire technologie. Ook de inspanningen gericht op een betere beveiliging zullen verder worden uitgebouwd.

Ook vanuit een **multilaterale omgeving** (zoals de EC, de OESO en het IAEA) wordt beoogd de Belgische regelgeving op een internationaal hoog niveau te houden en een inbreng van de Belgische positie te kunnen garanderen. De samenwerking met de VS en andere internationale partners, waaronder ook het IAEA, rond *Insider Threat Mitigation* zal worden verdergezet. In maart 2024 zal het FANC in samenwerking met de Amerikaanse collega's van de NNSA een 2^e internationaal symposium rond dit onderwerp organiseren in Brussel.

Het FANC zal eveneens samen met de Finse collega's van het STUK verder werken aan de verschillende aandachtspunten beschreven in de gezamenlijke "*White paper rond Safeguards by Design*".

De overheid, het FANC en Bel V staan open voor internationale doorlichtingen om het veiligheids- en beveiligingsniveau in België verder te verhogen. In juni van dit jaar vond de IRRS-missie van het IAEA plaats; IRRS staat voor "Integrated Regulatory Review Service". Deze missie is succesvol afgerond, en het finale verslag zal beschikbaar zijn op de websites van zowel het IAEA als het FANC. De nodige stappen tot verdere verbetering zullen via een geschikt actieplan worden gezet. Daarnaast zal het FANC ook zijn bijdrage leveren ter ondersteuning aan een andere IAEA-peerreview, een zogenaamde ARTEMIS-missie in verband met het afvalbeheer, splijtstofbeheer, buitendienststelling en si-teremediëring, voorzien eind 2023, waarbij de Belgische coördinatie geschiedt via NIRAS.

ASTRID

MODERNISATION D'ASTRID

Le quatrième contrat de gestion conclu entre les autorités belges et ASTRID, l'opérateur télécom des services de secours et de sécurité de notre pays, a été approuvé le 20 juillet 2023. ASTRID peut ainsi entamer le développement d'un nouveau réseau radio à large bande (4G/5G).

Le choix s'est porté sur une solution hybride. Étant donné le coût trop important de la construction d'antennes et de mâts émetteurs distincts et la difficulté d'obtenir les autorisations, le nouveau réseau recourra à l'infrastructure d'antennes des opérateurs de télécommunications commerciaux, en plus des pylônes d'ASTRID existants, qui seront mis à niveau avec leurs propres antennes 4G/5G et leurs propres fréquences utilisées exclusivement par les services de secours et de sécurité. L'infrastructure d'antennes commerciales fournira la bande passante; l'infrastructure ASTRID existante garantira une robustesse et une disponibilité supplémentaires. Mais le cœur du réseau, le "cerveau" de contrôle, restera entièrement entre les mains d'ASTRID, et donc des autorités. Nous cherchons à obtenir le meilleur compromis.

L'objectif est que le nouveau réseau soit opérationnel à partir de 2027. L'actuel réseau TETRA restera toutefois actif au moins jusqu'en 2030 afin que chacun puisse migrer à son rythme.

Les deux types de centrales d'urgence 101 et 112 seront également modernisés.

Un réseau performant et de qualité

La technologie évolue à toute vitesse. Dans les prochaines années, la vidéo, l'intelligence artificielle et l'internet des objets ne cesseront de gagner en importance dans le fonctionnement des services de secours et de sécurité. Les situations d'urgence nécessitent aussi souvent une collaboration multidisciplinaire. Les inondations en Wallonie de 2021 en sont un exemple. Lors de telles catastrophes naturelles, les systèmes d'ASTRID ont démontré leur fiabilité générale, ce qui a permis de sauver des vies et de garantir la communication entre les services de secours grâce aux systèmes de back-up nécessaires.

Le réseau innovant à large bande qu'ASTRID prévoit d'installer dans les prochaines années sera en mesure de transmettre, de manière sûre et fiable, d'importantes quantités de données entre les services de secours et de

ASTRID

ASTRID VERNIEUWT

Het vierde beheerscontract tussen de Belgische overheid en ASTRID, de telecomoperator voor de hulp- en veiligheidsdiensten in ons land, werd door de Ministerraad op 20 juli 2023 goedgekeurd. Dit stelt ASTRID in staat om te starten met de ontwikkeling van een nieuw breedband (4G/5G) radionetwerk.

Er wordt gekozen voor een hybride oplossing. Omdat het economisch niet rendabel zou zijn om aparte antennes en zendmasten te bouwen, en omdat die steeds moeilijker vergund raken, zal het nieuwe netwerk gebruik maken van de antenne-infrastructuur van de commerciële telecomoperatoren, naast de bestaande masten van ASTRID die een upgrade zullen krijgen met eigen 4G/5G-antennes en eigen frequenties die uitsluitend door de hulp- en veiligheidsdiensten zullen worden gebruikt. De commerciële antenne-infrastructuur zal voor de bandbreedte zorgen; de bestaande ASTRID-infrastructuur voor extra robuustheid en beschikbaarheid. Maar de kern van het netwerk, het controlerende "brein", blijft volledig in handen van ASTRID, en dus van de overheid. We gaan hiermee voor het beste van twee werelden.

Het doel is om het nieuwe netwerk vanaf 2027 operationeel te hebben. Maar het huidige TETRA-netwerk blijft zeker tot 2030 actief zodat iedereen op eigen tempo kan migreren.

Ook de twee types noodcentrales 101 en 112 zullen worden gemoderniseerd.

Een performant en kwalitatief netwerk

De technologie evolueert razendsnel. Video, artificiële intelligentie en het Internet of Things worden de volgende jaren steeds belangrijker in de werking van hulp- en veiligheidsdiensten. Noodsituaties vereisen vaak ook multidisciplinaire samenwerking. Denk aan de overstromingen in Wallonië in 2021. Tijdens dergelijke natuurrampen tonen de systemen van ASTRID hun algemene robuustheid, waardoor levens konden worden gered en de communicatie tussen hulpdiensten gegarandeerd blijft door de nodige back-upsystemen.

Het innovatieve breedband-netwerk dat ASTRID de volgende jaren wil installeren, zal op een veilige en betrouwbare manier grote hoeveelheden data kunnen versturen tussen hulp- en veiligheidsdiensten.

sécurité. La communication vocale pourra par exemple être complétée par des images en direct provenant de drones et de caméras. Il sera ainsi possible d'évaluer plus rapidement et plus efficacement la situation, ce qui permettra aux services de secours et de sécurité d'intervenir de manière plus ciblée.

Au niveau international, nous observons également une tendance en faveur des applications à large bande. Compte tenu de la position centrale de notre pays en Europe et du fait que Bruxelles en est la capitale, il est essentiel que nos moyens de communication soient adaptés aux systèmes utilisés dans le reste de l'Europe. L'internationalisation de la criminalité impose également une bonne communication transfrontalière entre les services de sécurité et de secours. Cette évolution sera rendue possible grâce à la 4G/5G.

Nouvelle architecture informatique pour les centrales d'urgence

L'environnement technique actuel des centrales d'urgence 101 a été mis en place en 2018 et 2019 et arrive à la fin de sa durée de vie. Par conséquent, nous entamerons le remplacement et la mise à jour des systèmes en 2024.

La ministre de l'Intérieur,

Annelies Verlinden

Spraakcommunicatie zal bijvoorbeeld kunnen worden aangevuld met livebeelden van drones en camera's. Dit maakt een betere en snelle inschatting van de situatie mogelijk, waardoor hulp- en veiligheidsdiensten gerichter kunnen optreden.

Ook internationaal is er een beweging naar breedband-toepassingen aan de gang. Gezien de centrale ligging van ons land in Europa en met Brussel als Europese hoofdstad, is het van belang dat onze communicatiemiddelen aangepast zijn aan wat in de rest van Europa wordt gebruikt. De internationalisering van de criminaliteit maakt goede grensoverschrijdende communicatie tussen veiligheids- en hulpdiensten ook heel erg nodig. Met 4G/5G wordt dat mogelijk.

Nieuwe IT-architectuur voor de noodcentrales

De huidige technische omgeving van noodcentrales 101 werd geïnstalleerd in 2018 en 2019 en nadert het einde van zijn levensduur. Daarom starten we in 2024 met de vervanging en actualisering van de systemen.

De minister van Binnenlandse Zaken,

Annelies Verlinden